Nº 3114 – JUILLET 2022

www.jeuneafrique.com

jeune afrique

SÉNÉGAL
MACKY SALL À L'ÉPREUVE DES URNES
SPÉCIAL 28 PAGES

CÔTE D'IVOIRE
LES THIAM
Au nom d'Houphouët

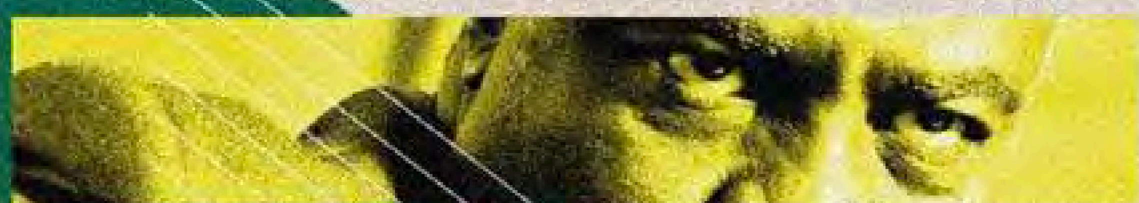
TUNISIE
KAÏS SAÏED
Kadhafi light ?

NIGER
Dans l'œil du cyclone



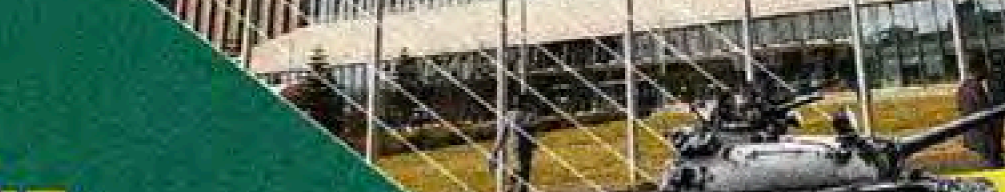






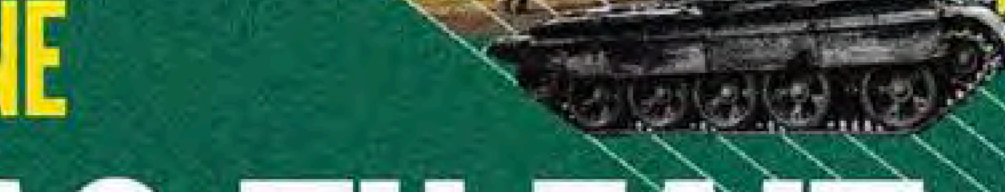






UNION AFRICAINE

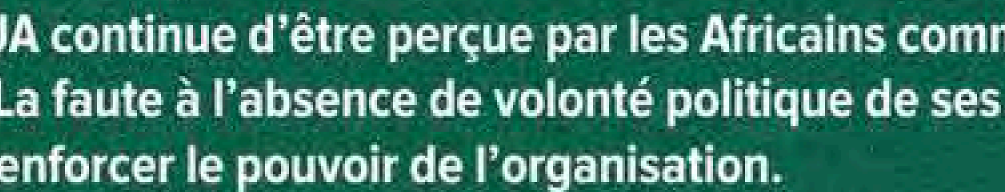
QU'AS-TU FAIT DE TES 20 ANS ?





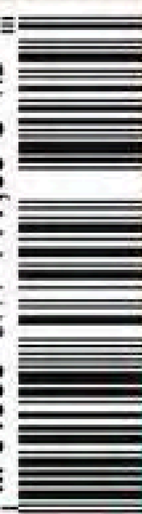


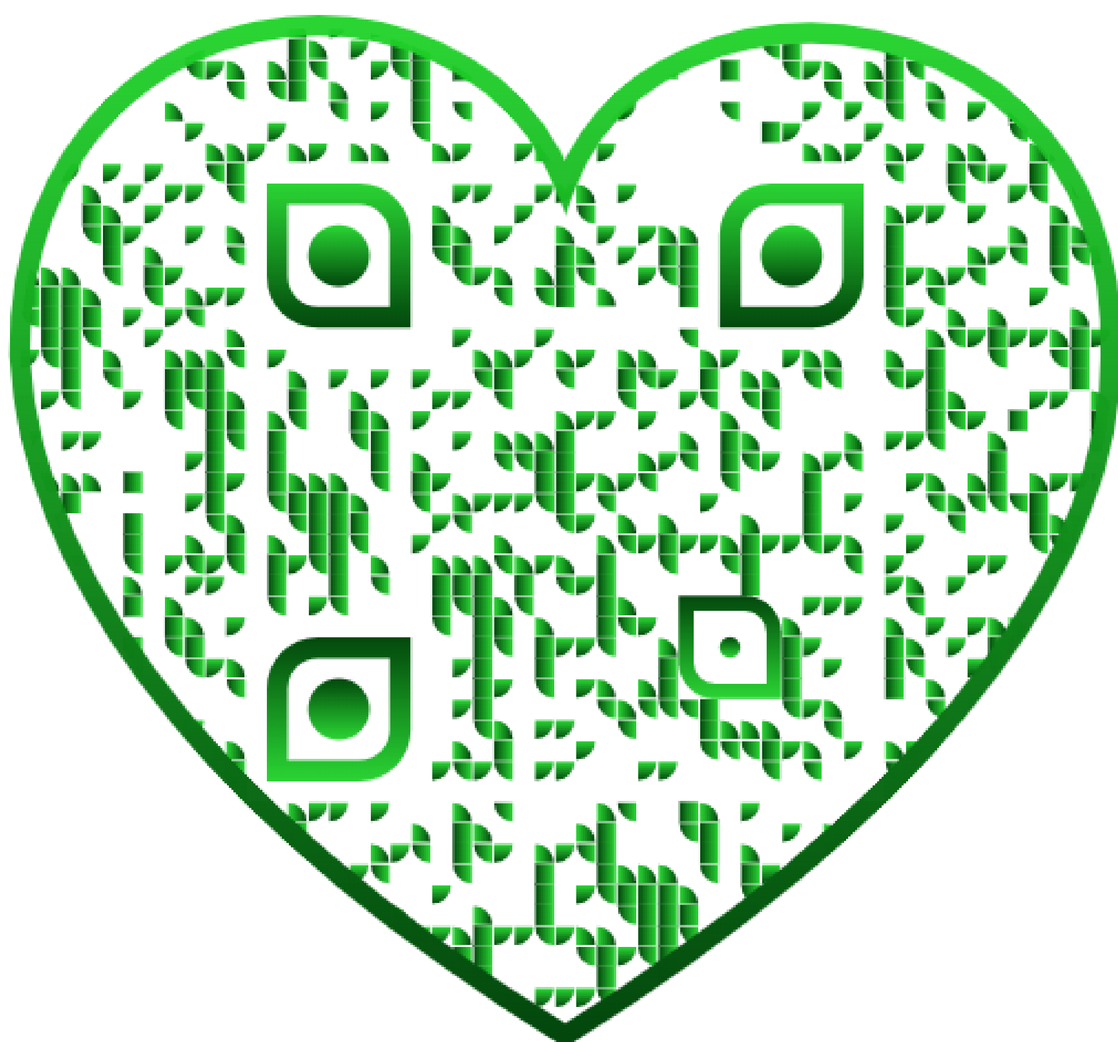




Née en 2002, l'UA continue d'être perçue par les Africains comme inefficace et peu crédible. La faute à l'absence de volonté politique de ses chefs d'État, qui renâclent à renforcer le pouvoir de l'organisation.

Allemagne 9 € • Belgique 9 € • Canada 12,99 $CAN
Espagne 9 € • France 7,90 € • DOM 9 € • Italie 9 €
Maroc 50 MAD • Mauritanie 200 MRU • Pays-Bas 9,20 €
Portugal 9 € • RD Congo 10 USD • Suisse 15 CHF
Tunisie 8 TDN • TOM 1 000 XPF • Zone CFA 4800 F CFA
ISSN 1950-1285





Jackson assurances

Assurance Tous risques chantier

La construction de gros ouvrages tels les installations industrielles, raffineries, usines, unités de stockage, barrages, réseaux de canalisation, mines etc. donnent toujours naissance à des risques importants et de natures diverses, risques qui sont toujours à la charge :

- Du maître de l'ouvrage,
- Du bureau d'études,

Et de l'ensemble des entrepreneurs et fournisseurs qui participent à la construction ou au marché.
C'est l'ensemble de ces risques que **Assurances tous Risques chantier** a pour objet de couvrir et ce, par une même police établie au bénéfice de l'ensemble des personnes physiques ou morales intéressées.



Dire ce que nous faisons, faire ce que nous disons!

SIEGE SOCIAL :
Avenue TANSOBA Goolma
01 BP 2545 Ouagadougou 01 Face au CCVA
00226 25 38 02 00 / 00226 25 38 03 00
infos@jacksonassurances.com

BUREAU DIRECT OUAGA
Avenue de l'UEMOA Ouagadougou
01 BP 2545 Ouagadougou 01
00226 25 33 27 27
infos@jacksonassurances.com

BUREAU DIRECT BOBO-DIOULASSO
01 BP 1352 Bobo-Dioulasso 01
Immeuble Fatou Yameogo Av Alwala Diawara
00226 20 97 05 95
infos@jacksonassurances.com







L'édito

Marwane Ben Yahmed
@marwaneBY

Jasmin fané

Tout ça pour ça ? Initialement citée en exemple dans le monde – quatre organisations de la société civile se voyant même décerner le prix Nobel de la paix en 2015 –, la révolution tunisienne, première étincelle du Printemps arabe jaillie en janvier 2011, a des allures de jasmin fané et malodorant. Fini l'exception démocratique arabe, adieu la quête de liberté, de justice et de prospérité menée par une nation unie, soucieuse de tracer son propre chemin vers un avenir radieux après vingt-trois ans de dictature. Enterrés les débats féconds, l'effervescence créatrice, l'agitation des neurones. En lieu et place de la démocratie parlementaire apaisée et florissante tant rêvée, nous avons un pays dirigé de manière autocratique depuis près d'un an par un seul homme, une société fracturée et une économie au bord de l'abîme.

À la tête, depuis le 23 octobre 2019, d'une Tunisie trop longtemps paralysée par l'incompétence, pour ne pas dire l'incurie, de sa classe politique, frappée de plein fouet par la crise liée au Covid-19, minée par le chômage, la fuite des cerveaux, la corruption et les dissensions, Kaïs Saïed a fait tout l'inverse de ce qui était attendu de lui lors de son élection. Le modeste professeur de droit constitutionnel inconnu du sérail politique, sans appartenance idéologique ni parti, réputé pour sa rigueur et sa probité, voire son ascétisme, mais sans grand charisme, s'est retrouvé chef de l'État à la surprise générale. Il a été élu haut la main, car l'ensemble des hommes politiques, qui se sont évertués à s'écharper deux lustres durant, avait fini de dégoûter les Tunisiens au cours de la décennie écoulée par son indigence. Sa mission : nettoyer les écuries d'Augias. Mais bien peu lui prédisaient un autre rôle que celui d'un ersatz de la reine d'Angleterre logé à Carthage, cantonné à l'apparat d'une fonction essentiellement honorifique. Depuis le 25 juillet 2021, il s'est pourtant mué en tout-puissant zaïm, s'arrogeant les pleins pouvoirs. Symbole de la nouvelle démocratie tunisienne, l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) est aujourd'hui six pieds sous terre, dissoute sur oukase présidentiel le 31 mars. Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) est une coquille vide, et a assisté, impuissant, à la révocation par Kaïs Saïed de 57 juges, en dehors de toute légalité et sans même que l'on sache de quoi ils étaient accusés. L'instance anticorruption a été déclarée inutile, donc liquidée. Quant à celle chargée des élections, normalement indépendante, elle est désormais entre les mains du président, qui en nomme les membres, auparavant désignés par les députés. Couvre-feu pendant



Kaïs Saïed a fait tout l'inverse de ce qui était attendu de lui lorsqu'il a été élu.

la crise sanitaire, état d'exception et usage abusif des décrets, placements en résidence surveillée et interdictions de sortie du territoire frappant des corporations entières, comme les chefs d'entreprise et ceux qui ont eu une activité politique ou gouvernementale, partis réduits au silence… Si un chef d'État d'Afrique subsaharienne s'était comporté de la sorte, il serait déjà voué aux gémonies et qualifié de tyran ! « Le peuple veut », tel était le slogan de campagne de Saïed. Séduisant, ce qui explique en grande partie sa popularité, mais surtout pratique quand il s'agit de ne rendre de comptes à personne, et surtout pas aux contre-pouvoirs habituels dans une supposée démocratie.

Obsédé par son objectif initial, l'instauration d'un système qui n'existe nulle part ailleurs, mélange loufoque et abscons de régime présidentiel et de « démocratie » directe, Saïed a fait sauter un à un les garde-fous de l'État de droit. Et entend mettre en place une nouvelle Constitution, qui correspondrait mieux à sa vision. La précédente, qui ne date que de 2014, a nécessité quatre longues années d'élaboration, à laquelle

Obsédé par l'instauration d'un régime politique à nul autre pareil, il a fait sauter un à un les garde-fous de l'État de droit.

participèrent l'ensemble des partis et la société civile. C'est donc le fruit d'un travail de longue haleine et d'un large consensus. Celle qui sera soumise à référendum le 25 juillet (décidément, Saïed apprécie particulièrement cette date, celle de la proclamation de la République par Habib Bourguiba, en 1957), a été rédigée en un tournemain, en vase clos, et ses contours ne seront dévoilés qu'à la dernière minute. Le chef de l'État consacre l'essentiel de son énergie à la refondation du système politique et institutionnel, délaissant ce qui devrait pourtant être sa priorité, c'est-à-dire les indispensables réformes économiques dont la Tunisie a désespérément besoin. La situation socio-économique est catastrophique, les finances publiques exsangues, mais il semble n'en avoir cure. Les perspectives sont franchement inquiétantes, plus personne ne sait à quel saint se vouer, le climat est anxiogène. Qui voudrait investir dans un pays aussi instable, où il suffit d'un décret présidentiel pour remettre en question ce qui a été si laborieusement mis en place depuis la révolution ?

Ainsi va la Tunisie, qui effectue un triste retour à la case départ, remettant son sort entre les mains d'un prétendu homme providentiel qui n'écoute que lui-même. Soyons clairs : si la décennie écoulée fut une véritable déception, si la classe politique qui a eu à gérer le pays n'est parvenue qu'à écœurer les Tunisiens, si Saïed ne fait qu'appliquer le programme pour lequel il a été élu, la voie empruntée actuellement n'en reste pas moins sans issue. Aucun pays ne peut être ainsi dirigé en dehors de l'État de droit, sans séparation des pouvoirs, en excluant les partis, les partenaires sociaux, en marquant au fer rouge tous ceux qui ont eu à assumer des responsabilités sous Ben Ali, Marzouki ou Caïd Essebsi, en assimilant les chefs d'entreprise à des voleurs et en érigeant l'absence totale de dialogue en principe cardinal de gouvernance. Nous savions que le chemin pris depuis le 14 janvier 2011 ne serait pas pavé de roses et qu'il nous faudrait nous accommoder du ressac des désillusions. Que les Tunisiens n'avaient d'autre choix que d'apprendre en marchant, quitte à tomber, trop souvent à notre goût, pour finalement se relever. De là à imaginer que nous aurions à subir cette prise en otage de la démocratie… ●

Humour et sagesse

**Pour réfléchir ou sourire, chaque mois, notre sélection des citations les plus marquantes, les plus intelligentes ou les plus drôles.
M.B.Y.**

Avant de guérir quelqu'un, demandez-lui s'il est prêt à abandonner les choses qui le rendent malade.
Hippocrate

Le courage, c'est l'art d'avoir peur sans que cela paraisse.
Pierre Véron

Dans la vie, on a toujours le choix : aimer ou détester, assumer ou fuir, avouer ou mentir, être soi-même ou faire semblant.
Nelson Mandela

Le plus grand voyageur, ce n'est pas celui qui a fait dix fois le tour de la terre, mais celui qui a fait une fois le tour de lui-même.
Gandhi

La liberté commence là où l'ignorance finit.
Victor Hugo

Le rire est un tranquillisant sans effet secondaire.
Arnold Glasow

Il ne faut pas dire quel sale temps, mais quel beau jour de pluie.
Éric-Emmanuel Schmitt

BOLLORÉ
TRANSPORT & LOGISTICS
Je conjugue efficacité et durabilité.
NICOLAS KOUASSI
CONDUCTEUR D'ENGIN, FORMATEUR
MOBILISER plus POUR FAIRE FACE AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX
Grâce à des pratiques vertueuses et par l'innovation, Bolloré Transport & Logistics se mobilise pour préserver l'environnement. Des solutions sont mises en place pour réduire l'impact de nos activités. Nous sommes engagés dans des démarches de certifications pointues, à l'image du Green Terminal déployé sur tous nos terminaux portuaires.
NOUS FAISONS BIEN plus QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

SOMMAIRE

3 **L'édito**
Marwane Ben Yahmed

PREMIER PLAN

8 **L'homme du mois**
Mahmoud Dicko, imam malien

12 **Dix choses à savoir sur…**
DJ Snake, artiste franco-algérien

14 **Le match**
Bola Ahmed Tinubu *vs* Atiku Abubakar

16 **Le jour où…**
« J'ai eu un coup de foudre amical pour Gbagbo », par Guy Labertit

18 **L'actu vue par…**
Anicet-Georges Dologuélé, homme politique centrafricain

19 **L'œil de Glez**
Mercenaires de tous les pays, unissez-vous !

20 **Le dessous des cartes**
Climat : l'effet d'une bombe

22 **Partis pris**
M6 pour les nuls, par François Soudan

24 Quand la Gécamines s'éveillera… par Stéphane Ballong

25 Ce que la jeunesse attend du travail, par Aïda N'Diaye

SPÉCIAL

26 **Africa CEO Forum 2022**
Paver la voie pour une croissance durable

ENQUÊTE

34 **Union africaine**
Qu'as-tu fait de tes 20 ans ?









POLITIQUE

44 **Burkina Faso**
Le mystérieux Monsieur Damiba

51 **Côte d'Ivoire**
Les Thiam, au nom d'Houphouët

58 **Cameroun**
Dieudonné, fini de rire

64 **Tribune**
Une démocratie africaine à inventer ?

66 **Tunisie**
Kaïs Saïed, Kadhafi light ?

72 **France**
Les frères Bessedik, l'autre triangle magique du PSG





OBJECTIF NIGER

76 **Politique**
Mohamed Bazoum dans l'œil du cyclone

ÉCONOMIE

112 **E-commerce**
Pionnier endurant, Jumia fête ses 10 ans

117 **Boissons**
Coca-Cola-Castel : à qui profite la séparation ?

120 **La galaxie de…**
Ken Ofori-Atta, ministre ghanéen des Finances

122 **BAD**
Akinwumi Adesina, un président trop pressé ?

DOSSIER

124 **Responsabilité sociétale des entreprises**
Redistribution : les multinationales cherchent la bonne formule

CULTURE

138 **Peinture**
Kehinde Wiley, mentor bling-bling

144 **Art contemporain**
Interview de Koyo Kouoh, directrice du Zeitz Mocaa et commissaire de la Triennale de photographie de Hambourg



GRAND FORMAT

149 **Sénégal**
À l'épreuve des urnes

JEUNE AFRIQUE & VOUS

191 **Le tour de la question**

192 **Ce jour-là…**

194 **Post-scriptum**

PHOTOS DE COUVERTURE : MONTAGE JA ; DAVID DESPAU/COLAGÈNE/PARIS

jeuneafrique

Fondateur : Béchir Ben Yahmed, le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media Group
Siège social : 57 bis, rue d'Auteuil – 75016 Paris
Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60
Fax : +33 (0)1 45 20 09 69
Courriel : redaction@jeuneafrique.com

Directeur général : Amir Ben Yahmed
Vice-présidents : Danielle Ben Yahmed, François Soudan

Directeur de la publication : Marwane Ben Yahmed
mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction : François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique sont à retrouver sur
www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements
Ventes : +33 (0)1 44 30 18 23
Abonnements : Service abonnements Jeune Afrique, 235 avenue le Jour se Lève 92100 Boulogne Billancourt
Tél. : +33 (0)1 44 70 14 74
Courriel : abonnement-ja@jeuneafrique.com

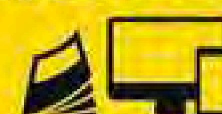
Communication et publicité
DIFCOM (Agence internationale pour la diffusion de la communication)
S.A. au capital de 1,3 million d'euros
Régie publicitaire centrale de Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris
Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60
Fax : +33 (0)1 45 20 08 23
+33 (0)1 44 30 19 86
Courriel : regie@jeuneafrique.com

ACPM
LE TIERS DE CONFIANCE
LA VALEUR DES MÉDIAS

Imprimeur : Siep – France
Commission paritaire : 1026 D 80822
Dépôt légal : à parution ISSN 1950-1285



Abonnez-vous à
jeuneafrique



Découvrez toutes nos offres d'abonnement sur
jeuneafrique.com
ou contactez-nous au
+33 (0)1 44 70 14 74

▸ **L'homme du mois**

À quoi joue l'imam **Mahmoud Dicko ?**

Hier fervent soutien d'Assimi Goïta, le président de la transition au Mali, l'influent religieux est désormais l'un de ses plus virulents critiques. Un mauvais signe pour la junte au pouvoir.

Le chèche blanc immaculé qui couvre sa tête se marie à la perfection avec son boubou bazin. Ce 26 mai, lors de la 22e édition du Forum de Bamako, Mahmoud Dicko prend la parole : « Pendant que le peuple malien est pris en otage par des gouvernements arrogants, je dis bien "arrogants", on ne cherche pas de solutions [aux problèmes de notre pays]. Nous sommes dans notre arrogance, et le peuple est en train de mourir. » L'imam poursuit, éreintant la junte – il déplore le manque de visibilité sur la durée exacte de la transition – mais aussi la classe politique malienne, qu'il juge « moribonde », et la société civile, « qui a cessé d'exister ».

Devant lui, le parterre d'experts de divers horizons reste impassible. Mais la vidéo de sa sortie au vitriol se répand comme une traînée de poudre. Dans les médias et sur les réseaux sociaux, on prend position, qui pour soutenir, qui pour décrier ces propos. « Ils peuvent m'arrêter… Je leur dirai leur arrogance », avait insisté l'imam Dicko, en référence aux craintes actuelles. Les interpellations de personnalités dont les voix dissonent avec celles des autorités sont régulières et perçues comme une stratégie de la junte visant à bâillonner quiconque leur est défavorable.

L'imam Dicko vient-il de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas ? Les méthodes parfois dures de la junte, ainsi que l'apparent soutien sans faille du pays à Assimi Goïta face aux adversaires extérieurs, n'ont en tout cas pas fait trembler le religieux. Dans un communiqué daté du 28 mai, la Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (Cmas) a appelé ses membres et partenaires à « rester engagés, debout et mobilisés en attendant son mot d'ordre ». « C'est en réponse aux gens qui disent que l'imam n'a personne derrière lui », prévient Youssouf Daba Diawara, le président de cette alliance, brandissant ainsi la menace d'une forte mobilisation de la rue. Pour les autorités, il y a de quoi se méfier.

> **« Le peuple est pris en otage par des gouvernements arrogants, on ne cherche pas de solutions [aux problèmes du pays]. »**

Le souvenir des mots d'ordre lancés par l'imam avant la chute d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), en 2020, est encore frais. Sur le boulevard de l'Indépendance, pendant plusieurs mois, il avait harangué les foules pour contester le pouvoir d'IBK, réélu en 2018. Pour ce second mandat, l'imam avait refusé d'accorder son soutien au chef de l'État sortant, soutien qu'il lui avait pourtant apporté en 2013.

Islam revendicatif

Est-il cette fois encore en train de se retourner contre ceux qu'il a contribué à faire rois ? Après l'arrivée au pouvoir des putschistes, Dicko a continué à jouer un rôle prépondérant. « Aux côtés des militaires, l'imam a participé à bâtir l'architecture de la première phase de la transition », rappelle Boubacar Haïdara, chercheur au laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM) de Sciences Po Bordeaux. Le 28 novembre dernier, devant la presse, il reconnaît lui-même avoir proposé Moctar Ouane comme Premier ministre du gouvernement de transition, avant que celui-ci ne soit renversé par un second coup d'État, en mai 2021.

Cela fait en réalité des décennies que ce religieux, originaire de Goundam, dans la région de Tombouctou, compte sur la scène publique. Mahmoud Dicko a fait ses études religieuses au Mali, puis en Mauritanie, avant de les poursuivre en Arabie saoudite, au Dâr al-Hadith de Médine, selon des éléments biographiques recueillis par Gilles Holder, anthropologue au CNRS et codirecteur des *Politiques de l'islam en Afrique – mémoires, réveils et populismes islamiques*. Rapidement, il joue un rôle prépondérant dans les structures religieuses de son pays. Il intègre l'Association malienne pour l'unité et le progrès de l'islam (Amupi), dirige la Radio islamique et sera élu président du Haut Conseil islamique du Mali (HCIM) en 2008.

Dicko fait entrer le HCIM dans l'arène politique en prenant la tête du combat contre le projet de Code des personnes et de la famille. Le texte accorde davantage de droits aux femmes, interdit la répudiation, relève l'âge du mariage. Des modifications progressistes qui ne sont pas du goût de l'autorité islamique. Le 22 août 2009, elle mobilise 50 000 personnes contre ce projet au Stade du 26-Mars, à Bamako.

Acculé, le président Amadou Toumani Touré soumet le Code au Parlement pour « une deuxième lecture ». Dans un contexte contemporain malien marqué par des années de socialisme et des idées de gauche, l'islam revendicatif de l'imam Dicko emporte la partie. Ses discours recueillent l'adhésion des masses musulmanes.

Fossé et dissensions

La chute d'IBK était une victoire et son ultime bataille, à entendre ce religieux qui comptait 62 années en 2020. Il avait alors annoncé qu'il retournait dans sa mosquée de Badalabougou, installée dans son fief, un quartier de la rive droite du fleuve Djoliba, pour se consacrer à la prière. C'est là qu'il avait reçu la visite d'une délégation des putschistes conduite par Assimi Goïta. Mais, depuis, ses relations avec le chef de la junte →



NICOLAS RÉMÉNÉ POUR JA

Le 10 juin, à Bamako.

→ n'ont cessé de se distendre. En mars 2021, il s'en prend publiquement à Bah N'Daw, Assimi Goïta et Moctar Ouane : « On ne peut pas gérer le peuple sans le peuple. On ne peut pas avoir un président distant, un Premier ministre froid et un vice-président je ne sais quoi. » Huit mois plus tard, alors qu'un second coup d'État a installé Goïta à la tête du Mali, les critiques de l'imam se renforcent.

« Nous avons constaté que ça ne va pas… C'est pourquoi j'ai décidé de prendre la parole », déclare-t-il en bamanankan, en novembre 2021, avant d'estimer qu'Assimi Goïta doit « laisser le pouvoir ». « J'ai dit à mon fils qu'il n'est pas prêt à évoluer dans le marigot politique malien, infesté de crocodiles qui ne feront de lui qu'une bouchée. » Évoquant la rupture avec la France et la Cedeao, il regrette cette situation : « On ne s'entend pas entre nous, on n'est pas avec le reste du monde. L'isolement actuel ne peut pas continuer. »

« Dicko a néanmoins prévenu : il va falloir compter avec lui. »

« Les liens entre Dicko, ses relais auprès des militaires au début de la transition et son ancien allié, le Premier ministre Choguel Maïga, ont été rompus », précise Boubacar Haïdara. Le fossé qui se creuse entre Dicko et la junte semble refléter les dissensions de plus en plus fortes qui divisent le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP). Comme le parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi) d'Oumar Mariko, aujourd'hui en cavale, la Cmas a claqué la porte du mouvement qui a déchu IBK et est désormais en proie aux luttes intestines. « Malgré les achats d'armements, il reste beaucoup à faire dans la reconquête du territoire face aux groupes jihadistes. Et il n'y a pas eu de changements dans bien d'autres domaines comme l'éducation, l'agriculture, la santé… Ce n'est pas aux partenaires extérieurs de régler ça à notre place, assène Youssouf Diawara. C'est aux militaires. Ils sont en train de confisquer la révolution du peuple. »

Le partage du pouvoir

La sortie de Dicko serait-elle donc annonciatrice d'une nouvelle saison de protestations ? « Cela dit deux choses : soit la transition se ressaisit, soit on va droit dans le mur. On ne peut pas continuer à s'arc-bouter sur le discours antifrançais, ni à se figer dans la posture de victime de la Cedeao, juge Fousseyni Touré, auteur d'une thèse d'anthropologie sur les mosquées à Bamako. Dicko est toujours à même de mobiliser parce qu'une partie de la classe politique ne se reconnaît pas dans cette transition. »

Reste que, ces derniers temps, Mahmoud Dicko, comme nombre d'acteurs, semble avoir acquis une conviction. « Ce qui se passe convient à la majorité des Maliens, je ne pense pas qu'il faille attendre une quelconque action déstabilisatrice de la part de l'imam dans un avenir proche, estime le chercheur Boubacar Haïdara. Les manifestants qu'il mobilise sont en grande majorité favorables aux autorités de transition. »

« C'est une personnalité dont on a besoin. On préfère qu'il participe au débat public plutôt qu'il soit en dehors », reconnaît Allaye Bocoum, le président de la Convention pour le Mali (CPM), favorable à la transition, conseillant à « Dicko d'éviter d'être un allié objectif de ceux qui travaillent en faveur de l'impérialisme et du colonialisme ». Pour nombre d'observateurs, « l'avenir politique du Mali se jouera autour du partage du pouvoir entre politiques et religieux ».

Par ses mises en garde, Dicko a néanmoins prévenu : il va falloir compter avec lui et lui donner des gages. Sinon, il pourrait bien sortir à nouveau de sa mosquée. ●

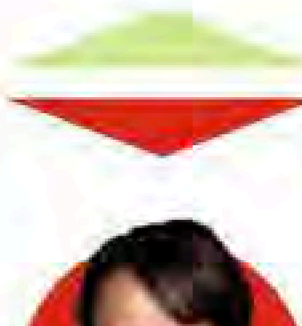
Bokar Sangaré



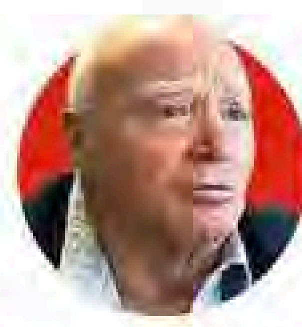
Rachel Keke
Porte-voix de la grève des femmes de chambre d'un hôtel Ibis, cette Franco-Ivoirienne de 48 ans a été élue députée sous les couleurs de La France insoumise.



Adama Bictogo
L'ancien ministre, qui avait dégringolé dans la hiérarchie du parti au pouvoir au début de 2022, est le nouveau président de l'Assemblée nationale ivoirienne.



Sonia Rolland
Ex-Miss France devenue actrice, elle a été mise en examen dans l'affaire des « biens mal acquis » pour un appartement que lui avait offert Omar Bongo Ondimba.



Jacques Bouthier
L'ancien PDG de Vilavi (ex-Assu 2000) a été mis en examen pour traite d'êtres humains et viols sur mineurs. Il avait fait du Maroc son terrain de prédation sexuelle.

CRÉDITS PHOTO DE HAUT EN BAS : BRUNO LEVY POUR JA ; ISSAM ZEJLY POUR JA ; JOEL SAGET/AFP ; REMY GABALDA/MAXPPP

ELSEWEDY ELECTRIC
SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES INTÉGRÉES











ÉLECTRICITÉ SANS FRONTIÈRES
Transport de l'Électricité dans toute l'Afrique


4000+KM Total de Lignes de Transport

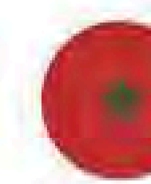
23K+ KM Total de Réseaux de Distribution

95+ Sous - stations


PAYS OÙ NOUS OPÉRONS ACTUELLEMENT





















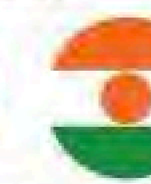






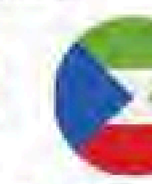












SUIVEZ NOUS @ ELSEWEDYELECTRIC

+202 275 99 700 - 709
INFO@ELSEWEDY.COM
WWW.ELSEWEDYELECTRIC.COM


DJ Snake

Dix ans après sa percée fulgurante, cet artiste franco-algérien reste le roi des platines. Son nouveau morceau *Disco Maghreb* s'annonce comme l'un des tubes de l'été.

1 Élevé par sa mère
William Sami Étienne Grigahcine, de son vrai nom, est né en 1986 à Paris d'un père français, forain, qui quitte le domicile lorsque l'enfant n'a que 2 ans, et d'une mère algérienne, qui enchaîne les petits boulots et l'élèvera seule.

2 Autodidacte
Il commence à mixer alors qu'il est en classe de sixième, chez un ami qui possède des platines. Puis il interrompt sa scolarité en seconde, après avoir été renvoyé du lycée. Aujourd'hui, plusieurs de ses titres ont dépassé le milliard de vues sur YouTube. Il collectionne les récompenses dans le domaine musical et multiplie les collaborations avec des stars comme Kanye West ou Lady Gaga.

PARIENTE/SIPA

3 « Le serpent »
Il doit son nom de scène, Snake (« serpent »), à ses capacités remarquées pour… semer les forces de l'ordre. Plus jeune, l'artiste s'adonnait aux graffitis et parvenait toujours à leur échapper.

4 Dernière chance
En 2012, après avoir essuyé plusieurs échecs, il s'enferme dans un studio à Boulogne-Billancourt avec l'ultime espoir de créer les sons qui vont lui permettre de « percer ». « Je me disais que, si je n'y arrivais pas à l'issue de l'été, j'irais bosser comme tout le monde et je garderais la musique comme loisir. » Un pari réussi. Grâce à *Turn Down For What*, il accède immédiatement à une notoriété mondiale.

5 Michelle Obama
La chanson à l'origine de son succès ne comporte que quatre mots. « Avec le recul, je ne comprends pas comment ce morceau a pu fonctionner, affirme-t-il. Jamais je ne me suis imaginé qu'un jour Michelle Obama allait poster ça sur internet ». L'ancienne première dame des États-Unis a en effet réalisé une vidéo dans laquelle elle détourne la chanson avec humour.

6 Féministe
La star cultive un mode de vie a priori hétérodoxe dans le monde dans lequel il évolue : ni alcool, ni drogue, ni cigarettes. Se revendiquant féministe dans un milieu « clairement » frappé par le machisme, il ne transige pas sur certains principes : « Je ne veux pas de clips avec des filles nues, de propos homophobes ni de promotion de la drogue. »

7 Lettre d'amour à l'Algérie
« Je suis un soldat de la France », clame DJ Snake, qui se qualifie lui-même de « très chauvin ». Si ce Franco-Algérien entretient une relation singulière avec son pays natal, celle-ci n'est pas exclusive. Il décrit son nouveau morceau, *Disco Maghreb,* comme « un pont entre différentes générations et origines, reliant l'Afrique du Nord, le monde arabe et au-delà » et comme « une lettre d'amour à [son] peuple ».

8 Proche de Mbappé
Le 11 juin, le DJ a réuni plus de 60 000 personnes au Parc des princes. Cet ancien abonné au PSG est proche de Kylian Mbappé, de Neymar, et affirme avoir convaincu Achraf Hakimi de signer avec le club parisien alors qu'il était tenté de partir pour Chelsea.

9 Introverti
C'est parce qu'il était trop réservé pour danser et intimidé par les filles que le jeune William a choisi de se réfugier derrière les platines. Sur scène ou devant les caméras, il ne se sépare jamais de ses lunettes de soleil. Il lui suffit de les retirer pour que personne ne le reconnaisse.

10 Temps record
DJ Snake affirme avoir écrit *Lean On* en deux heures, dans sa cuisine, tout en « cuisant des pâtes ». Une manière d'entretenir la légende ? Le clip du morceau coproduit avec Major Lazer a été visionné plus de 3,2 milliards de fois sur YouTube. ●

Soufiane Khabbachi

AFIS

AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT

2 0 2 2

SAVE THE DATE
28 & 29 novembre 2022
Lomé Togo

FOUNDER


ORGANISER


CO-HOST


Bola Ahmed Tinubu
– 70 ans –

ATOUT
Contrairement au chef de l'État sortant, Muhammadu Buhari, issu du même parti que lui, l'APC, il est originaire du Sud, ce qui respecterait le principe d'alternance à la présidence.

HANDICAP
Le bilan contesté de Buhari pourrait jouer en sa défaveur.



VS



Atiku Abubakar
– 75 ans –

ATOUT
Il devrait plus facilement trouver un vice-président chrétien dans le Sud que son rival ne pourra le faire dans le Nord, à majorité musulmane.

HANDICAP
Son parti, le PDP, a perdu du terrain ces dernières années.

À l'assaut d'Aso Rock

Les grands partis du Nigeria, l'APC et le PDP, ont chacun désigné leur candidat pour la présidentielle de 2023. D'un côté, l'ex-gouverneur de Lagos; de l'autre, l'éternel opposant.

Avec déjà cinq tentatives au compteur, on pourrait croire qu'Atiku Abubakar a une longueur d'avance. En février 2023, l'éternel opposant, qui fut tout de même vice-président du Nigeria entre 1999 et 2007, s'élancera pour la sixième fois à l'assaut d'Aso Rock, le palais présidentiel.

Face à lui, Bola Ahmed Tinubu, vainqueur de la primaire du Congrès des progressistes (APC) le 7 juin, ferait presque figure de novice : cette campagne sera pour lui une première. Considéré comme le « *godfather* » (« parrain ») ou le « boss » de Lagos, la capitale économique, dont il fut sénateur puis gouverneur (1999-2007), il ambitionne de succéder à Muhammadu Buhari, lui aussi issu des rangs de l'APC. Au terme de deux mandats, le président en exercice a en effet décidé de ne pas se représenter, se conformant à la Constitution.

Dos à dos pour la première fois, Abubakar et Tinubu vont rejouer le match qui, depuis l'avènement de la démocratie, oppose les deux formations habituées à se disputer la tête de l'État.

Faiseur de rois

Arrivé au pouvoir en 1999, au lendemain de la mort du dictateur Sani Abacha, le Parti démocratique populaire (PDP) cherche à reconquérir la magistrature suprême, de laquelle Buhari l'avait évincé en 2015. S'il y parvenait, Abubakar pourrait ainsi incarner la deuxième alternance démocratique du pays.

Mais cette figure de l'opposition fait face à un homme d'influence. Réputé pour son entregent et décrit comme un faiseur de rois, Tinubu ne manque jamais une occasion de souligner le rôle qu'il a joué dans la carrière de certains de ses compagnons. Il rappelle à l'envi ce que lui doit le vice-président, Yemi Osinbajo, et se vante d'avoir porté au pouvoir Muhammadu Buhari en s'associant, en 2013, à la création de l'APC. « Je n'ai vu écrit nulle part qu'un faiseur de rois ne pouvait pas être roi », a-t-il d'ailleurs glissé devant la presse en janvier dernier.

Aujourd'hui, Tinubu sort de son fief de Lagos pour ferrailler sur le terrain d'Abubakar. Lors du scrutin présidentiel de 2019, celui-ci avait en effet emporté l'adhésion d'une importante partie des États du Sud dans son duel contre Muhammadu Buhari, populaire, lui, dans le Nord musulman. Ce dernier avait néanmoins gagné l'élection avec plus de 55 % des voix.
Comme son adversaire, Abubakar sait pouvoir compter sur une manne financière pour sa campagne. Tous deux à la tête d'une fortune colossale, véritables « machines à cash », ils tirent leurs revenus de secteurs tels que l'hôtellerie, l'aviation, l'immobilier. Tinubu est également présent dans les médias. Abubakar, lui, évolue dans le secteur pétrolier. Plusieurs fois accusé de corruption et de blanchiment d'argent, Tinubu a toujours été innocenté. Le nom d'Abubakar a, lui, été cité par l'Agence gouvernementale de lutte contre la corruption en 2007 et dans les Panama Papers en 2016.

Règle tacite

L'origine des candidats pourrait aussi devenir un argument de campagne. Une règle tacite prévoit en effet une alternance de présidents entre ceux originaires du Nord et ceux originaires du Sud, afin de maintenir l'unité du pays. Muhammadu Buhari étant un « nordiste », ce principe pourrait jouer en faveur de Tinubu, natif du Sud-Ouest, alors qu'Abubakar lui, est issu de l'État d'Adamawa, dans le Nord-Est. « La tradition voudrait qu'un candidat du Sud succède à Buhari. En choisissant Abubakar comme candidat, le PDP a pris un risque, mais les deux hommes jouissent d'une très forte influence dans le pays. Rien n'est donc joué », explique Teniola Tayo, chercheuse à l'Institut d'étude et de sécurité (ISS, Nigeria). « L'origine des candidats ne fera pas tout. Si Tinubu est très fort dans le Sud, il n'en jouit pas moins d'importants soutiens dans le Nord. Et l'inverse est tout aussi vrai pour Abubakar », ajoute cette spécialiste.

> **Tous les deux à la tête d'une fortune colossale, ils passent pour des « machines à cash ».**

Pour le choix de leur colistier, les deux hommes devront aussi tenir compte du facteur religieux. Par tradition, des candidats musulmans doivent désigner des vice-présidents chrétiens. Abubakar aura le choix entre plusieurs profils de chrétiens du Sud (région où ils sont majoritaires). Tinubu, lui, devrait avoir plus de peine à trouver un numéro deux chrétien issu du Nord.

Quels que soient les profils vers lesquels se tourneront les candidats, la campagne qui les opposera s'annonce musclée. Abubakar, qui promet un gouvernement plus décentralisé et la privatisation des raffineries de pétrole en difficulté, critique déjà le bilan contesté de Buhari. « Le gouvernement a divisé le Nigeria, tant sur le plan régional que sur le plan religieux », a-t-il affirmé en mai, promettant « des changements radicaux ». En réponse, son rival attaque le bilan des seize années de pouvoir du PDP.

À l'issue du scrutin, le vainqueur devra relever d'immenses défis, économiques et sécuritaires (insurrection jihadiste dans le Nord-Est, banditisme, tentation séparatiste dans le Sud).

Respectivement âgés de 75 et 70 ans, Abubakar et Tinubu devront surtout convaincre la jeunesse, fortement touchée par le chômage. Dans ce pays où 60 % de la population a moins de 25 ans, une partie de l'électorat pourrait préférer un outsider à la vieille garde politique qu'ils incarnent. ●

Manon Laplace

J'ai eu un coup de foudre amical pour Gbagbo

Guy Labertit


JEAN-MARC PAU POUR JA

Militant anti-impérialiste devenu chanteur, celui qui fut longtemps le « Monsieur Afrique » du PS français est un intime de l'ex-président ivoirien. Il se souvient de leur première rencontre.

C'était il y a tout juste quarante ans, mais je m'en souviens encore parfaitement. C'était le dernier lundi de juin 1982. Comme tous les lundis, à 19 heures, j'avais rendez-vous au 14, rue de Nanteuil, dans le 15e arrondissement de Paris, pour assister au comité de rédaction de la revue *Libération Afrique*, que je dirigeais.

À l'époque, je n'étais pas au Parti socialiste. J'étais professeur d'espagnol et militant anti-impérialiste. Mais je m'intéressais déjà beaucoup à l'Afrique, j'avais rencontré le Burkinabè Thomas Sankara et le Tchadien Ibni Oumar Mahamat Saleh. Cette fois-là, nous avions décidé d'organiser un échange autour de la littérature contemporaine africaine. Nous avions invité les Camerounais Paul Dakeyo et Mongo Beti. On cherchait un intervenant supplémentaire, et nous avons pensé à Laurent Gbagbo. Il avait 37 ans, n'était pas vraiment connu, mais venait de publier *Économie et société en Côte d'Ivoire avant 1960*.

Il s'est assis de l'autre côté de la table, juste en face de moi. Je le vois encore, il portait des lunettes à grosse monture en écaille noire, ses cheveux drus et rebelles dépassaient d'une sorte de casquette beige.

Laurent Gbagbo venait d'arriver en France. Il a toujours été incapable de me dire quel jour il avait quitté Abidjan, mais c'était à la fin de mars 1982. Il avait demandé le statut de réfugié, qu'il n'obtiendrait que trois ans plus tard. Il n'en avait pas vraiment besoin pour rester en France, mais il y tenait. C'était politique : il voulait montrer que le régime d'Houphouët-Boigny persécutait ses opposants.

Il avait fui la Côte d'Ivoire car il avait été considéré comme le principal responsable d'un prétendu complot des enseignants. Pour le pouvoir, c'était surtout un moyen de « casser » les manifestations universitaires. À l'époque, Gbagbo venait de se lancer en politique. Depuis une dizaine d'années, il était connu en tant que leader syndicaliste. Deux ans plus tôt, il avait été nommé à la tête de l'Institut d'histoire d'art et d'archéologie africains.

Ce n'était pas rien, pour lui, de quitter la Côte d'Ivoire. C'était, bien sûr, renoncer temporairement à sa vie dans son pays mais aussi à son statut dans le monde intellectuel abidjanais. Car Laurent Gbagbo est un vrai intellectuel, un homme qui peut encore vous parler en latin. Il s'était enfui par le train Abidjan-Ouagadougou puis avait pris un vol jusqu'à Paris, où il était logé chez une amie, avenue du Maine.

> Entre Laurent et moi, ce n'était pas qu'une histoire politique. On était aussi des fous de musique.

Extraordinaire aventure humaine

Ce lundi de juin, donc, le courant est passé immédiatement entre nous. Laurent et moi, ce n'était pas juste une histoire politique, on était aussi des fous de musique, on en parlait beaucoup. Plus tard, je lui ai d'ailleurs offert une guitare. Ça a été le début d'un long compagnonnage, d'une extraordinaire aventure humaine.

Je me souviens de ce jour comme d'un formidable moment. D'ailleurs, Laurent est resté également ami avec Mongo Beti. En sortant de notre réunion, vers 21 heures, il faisait encore jour et doux – ce sont les plus longues journées de l'année en France. Je lui ai donné mon numéro, et, quinze jours plus tard, nous nous sommes revus. Puis encore une fois en septembre.

L'année suivante, il est venu vivre chez moi, pendant cinq ans. Il a fondé le Front populaire ivoirien (FPI), puis a été candidat à la présidentielle et, des années plus tard, est devenu président, avant d'être envoyé devant la Cour pénale internationale… puis libéré. Nous ne nous sommes jamais quittés. ●

Propos recueillis par Anna Sylvestre-Treiner

MESSAGE



« BGFIBank Sénégal entend faire partie, à moyen terme, du top 10


Madame Khady Boye Hanne,
Directrice Générale de BGFIBank Sénégal,

Le Groupe BGFIBank a fait son entrée au Sénégal en 2015. Depuis cette date, la filiale BGFIBank Sénégal a enregistré une croissance continue et les parts de marché sont en progression constante. La banque ambitionne de poursuivre sa progression et d'être un acteur du développement économique et social du pays.

Le total bilan de BGFIBank a progressé de 55 % en 2021 et son ratio de rentabilité a atteint 14 %. « Nous avons bien performé en 2021 grâce, entre autres, à une stratégie de diversification et de positionnement sur de nouveaux secteurs très porteurs » affirme Khady Boye Hanne, Directeur Général de BGFIBank Sénégal.

Innover en permanence

La banque a continué à accompagner l'État du Sénégal à travers les projets du Plan Sénégal Émergent, mais également les entreprises avec le renforcement du positionnement sur l'industrie et le commerce.

« Nous avons une clientèle de professionnels et de particuliers, à qui nous proposons en permanence de nouveaux produits innovants grâce à l'accélération de la digitalisation » poursuit Khady Boye Hanne. La banque a d'ailleurs enrichi son catalogue digital en lançant tout dernièrement sa carte prépayée Bideew, un moyen sécurisé permettant de voyager avec son portemonnaie électronique ou d'effectuer ses achats en ligne. Le lancement de sa solution «mobile » est également prévue cette année

3 atouts clés

BGFIBank Sénégal se distingue de ses concurrents grâce à trois éléments clés :

- La proximité et l'écoute des clients. Avec 63 collaborateurs, BGFIBank Sénégal est une banque à taille humaine. La disponibilité, la réactivité et la prise en compte des demandes font partie de la culture du Groupe BGFIBank.
- L'appartenance à un groupe panafricain de référence. L'implantation dans douze pays, dont trois en Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire et Sénégal), permet de créer de vraies synergies. Le Groupe BGFIBank est ainsi en mesure de proposer des offres groupées aux clients présents dans plusieurs pays.
- Des collaborateurs jeunes, bien formés et motivés. La direction de la banque a engagé un ambitieux plan de formation destiné à consolider le potentiel managérial du top et du middle management et à harmoniser les pratiques commerciales.

Des objectifs ambitieux

« Nous pensons que le Sénégal est appelé à connaître un développement économique et social continu pendant les prochaines années en raison de la qualité du climat de l'investissement, de la stabilité politique et de l'existence de très nombreuses opportunités d'affaires. BGFIBank Sénégal veut être un acteur de ce développement » indique Khady Boye Hanne.

Des objectifs ambitieux sont inclus dans le plan stratégique 2021-2025 qui s'inscrit dans le projet d'entreprise « Dynamique 2025 » du Groupe BGFIBank. « A moyen terme, BGFIBank Sénégal entend faire partie du top 10 du classement des banques sénégalaises » conclut Khady Boye Hanne.


JAMG - PHOTOS : © DROIT RÉSERVÉ BGFI BANK

groupebgfibank.com

122 rue Félix Faure, angle avenue de la République, Dakar - Sénégal - Tél. : (+221) 33 639 97 00
Écoute qualité clients : (+221) 78 638 05 05 - 76 638 05 05 - Email écoute qualité clients : eqc.sn@bgfigroupe.com

Anicet-Georges Dologuélé

« Choisir le bitcoin, c'est surréaliste et désespérant »

Mercenaires, bras de fer franco-russe, cryptomonnaie… Le farouche opposant au président centrafricain Faustin-Archange Touadéra ne mâche pas ses mots.



VINCENT FOURNIER POUR JA

Jeune Afrique : Bangui et Moscou se sont beaucoup rapprochés depuis 2020. Qu'en pensez-vous ?

Anicet-Georges Dologuélé : Du temps de l'URSS, Moscou avait des relations fortes avec l'Afrique. Et elles n'avaient pas la forme que cela prend en Centrafrique avec Wagner. Même aujourd'hui, un pays comme l'Algérie entretient des liens très forts avec la Russie. Mais Alger n'a pas délégué tout son pouvoir à des mercenaires. L'armée a conservé son identité et est opérationnelle. C'est cet objectif que la Centrafrique devrait poursuivre. Mais Faustin-Archange Touadéra n'a rien compris des besoins de l'État.

Ce rapprochement avec la Russie permet-il à l'Afrique de se replacer sur l'échiquier diplomatique et de s'affranchir des restes d'une tutelle coloniale ?

Que la Russie se serve de la Centrafrique et de l'Afrique pour mettre en place une propagande contre des pays occidentaux, c'est peut-être de bonne guerre. Mais notre intérêt n'est pas de rentrer dans ce jeu. Transposer une nouvelle guerre froide dans le pays le plus pauvre au monde est une énorme erreur. Touadéra ne multiplie pas les partenaires dans l'intérêt du pays, il veut alimenter le chaos pour se maintenir au pouvoir.

Que pensez-vous de l'adoption du bitcoin comme monnaie ?

C'est désespérant. Dans un pays où plus de 90 % de la population n'a pas accès à internet, cela a-t-il du sens ? Allez expliquer à une vendeuse de beignets que si elle n'utilise pas la cryptomonnaie elle s'expose à une amende allant jusqu'à 1 milliard de F CFA ! Cet épisode prouve une fois de plus qu'une certaine pègre a beaucoup d'influence sur Touadéra, qui semble avoir de l'admiration pour ce milieu. Si, dans le monde entier, seul le Salvador a tenté l'aventure – et cela ne marche pas très bien –, c'est peut-être que ce n'est pas une si bonne idée…

Le gouvernement estime tout de même que le bitcoin va « changer le destin des citoyens »…

C'est surréaliste. Les communiqués qui revendiquent cela et qui sont prétendument rédigés par la présidence sont hallucinants. Touadéra aurait pu prendre le temps de se faire expliquer ce qu'est la cryptomonnaie. Il aurait pu consulter la BEAC. Il aurait pu discuter avec les autres présidents de la zone franc CFA. Mais il ne l'a pas fait. Il a préféré écouter un Camerounais [Émile Parfait Simb] qui est aujourd'hui recherché par la justice de son pays. Par sa faute, la Centrafrique se retrouve sanctionnée et dans une impasse. Contrairement au Salvador, qui utilise le bitcoin et le dollar, la Cemac interdit à ses membres de cumuler deux monnaies et donc d'avoir à la fois le bitcoin et le franc CFA. Visiblement, Touadéra ne le savait même pas ! ●

Propos recueillis par Mathieu Olivier



Mercenaires de tous les pays, unissez-vous !

Qu'il suscite craintes ou espoirs, le nom de « Wagner » ne laisse personne indifférent. Pour certains, ses mercenaires sont des fascistes, l'un des fondateurs de ce groupe paramilitaire russe, Dmitri Utkin, arborant des tatouages Waffen-SS. Le nom de l'entité est lui-même un hommage à Richard Wagner, le compositeur préféré d'Adolf Hitler. Pour d'autres, ils seraient les avatars glorieux de la politique anticolonialiste de Vladimir « Che » Poutine. Les hommes qui écument le Mali, la République centrafricaine, la Libye, le Mozambique ou le Soudan sont pourtant mus par une motivation bien moins idéologique : leurs émoluments.

Rien d'étonnant. Businessman de la guerre, un mercenaire est un soldat qui sert un gouvernement étranger, à prix d'argent, souvent dans des missions proches de celles d'agents de sécurité. Si le gouvernement malien rechigne à reconnaître la présence de miliciens de Wagner, n'évoquant généralement que des « formateurs russes », le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) a affirmé, le 25 avril, détenir un membre du groupe. Quant aux manifestants qui battent de temps à autre le pavé bamakois en soutien à la junte, ils n'hésitent pas à brandir des banderoles sans équivoque sur lesquelles on peut lire : « Merci Wagner. »

Retard de paiement

Le problème, c'est que les difficultés financières rencontrées par l'État malien, notamment du fait des sanctions internationales, auraient conduit, selon des sources françaises et maliennes, à un retard de paiement de la solde destinée aux Russes, et cela depuis la fin d'avril. Grincheux, certains d'entre eux ont refusé de quitter leur camp et d'effectuer certaines patrouilles aux côtés des Forces armées maliennes (Famas), en particulier dans les zones de Tombouctou, de Hombori et de Sévaré.

Sont-ils syndiqués ? L'histoire ne le dit pas, tant l'opacité est de mise dans tout ce qui entoure le groupe. Mais il s'agirait bien d'un mouvement de grève. Ni plus ni moins. Et en attendant d'obtenir gain de cause, ils n'hésiteraient pas à voler denrées alimentaires et bijoux dans les villages des alentours. Confirmant ainsi la rumeur qui veut qu'en Centrafrique comme au Mali ils ont pris l'habitude de « se servir sur la bête ». ●

Damien Glez

Climat L'effet d'une bombe

Nouvelles mines de charbon en Afrique australe, projet gazier dans le bassin du Rovuma, au Mozambique, gisements de pétrole dans le désert libyen… La revue *Energy Policy* a identifié, sur le continent, vingt-deux projets géants d'extraction de ressources fossiles comme étant des « bombes climatiques ». Leur point commun ? Au cours de leur existence, ils pourraient chacun émettre plus de 1 gigatonne (Gt) de CO_2.

Publiée à la mi-mai, l'étude de la revue américaine déstabilise un peu plus le marché international de l'énergie, déjà affecté par une « guerre du gaz » qui se joue en Europe et dans laquelle l'Afrique espère tirer son épingle du jeu en hâtant la mise en œuvre de projets dans les énergies fossiles pour les substituer à l'offre russe.

Alors qu'en mai 2021 l'Agence internationale de l'énergie avait recommandé de cesser immédiatement d'investir dans les projets fossiles, les chercheurs ont repéré 425 projets d'exploitation de pétrole, de gaz et de charbon, dont 40 % des sites n'ont pas commencé à produire, et qui, à eux seuls, rejetteront 1182,3 gigatonnes de CO_2. Or si l'on veut maintenir le réchauffement en deçà de 1,5 °C, il ne faudrait pas émettre plus de 420 gigatonnes.

Si l'Afrique fait office de bon élève comparé à la Chine et à ses 141 « bombes climatiques », de nombreux projets controversés n'ont pas été pris en compte dans l'étude. Surtout, ces révélations mettent les gouvernements du continent face à un dilemme : comment se développer… sans creuser ni forer. ●

Marie Toulemonde

Macky Sall plaide pour une « vraie justice climatique » en Afrique

Lors de son intervention, le 25 mai, au forum annuel de la Fondation Mo Ibrahim, Macky Sall, le président sénégalais, qui assure la présidence tournante de l'Union africaine, a déclaré :

« L'Afrique doit pouvoir exploiter ses importantes réserves de gaz pendant encore vingt ou trente ans pour se développer et donner accès à l'électricité aux 600 millions de personnes qui en sont encore privées. Le lui interdire serait injuste ! »

Part de la population ayant accès à l'électricité

0 % – 100 %

Source : en 2019, Fondation Mo Ibrahim

Pour le Sénégal, les récentes découvertes de ressources fossiles sont essentielles pour répondre aux besoins du pays et du continent, et pour pouvoir exporter…

Le terminal de GNL du projet GTA* exploité par BP devrait lancer sa production d'ici à 2023, à raison de 2,5 millions de tonnes de GNL par an, puis de 10 millions de t en 2030.

« L'Afrique, le Sénégal en tout cas, se prépare à alimenter le marché européen en GNL », a déclaré Macky Sall lors de la visite à Dakar, le 22 mai, du chancelier allemand Olaf Scholz.

*Grand Tortue Ahmeyim

Des ressources fossiles comme levier de financements verts ?

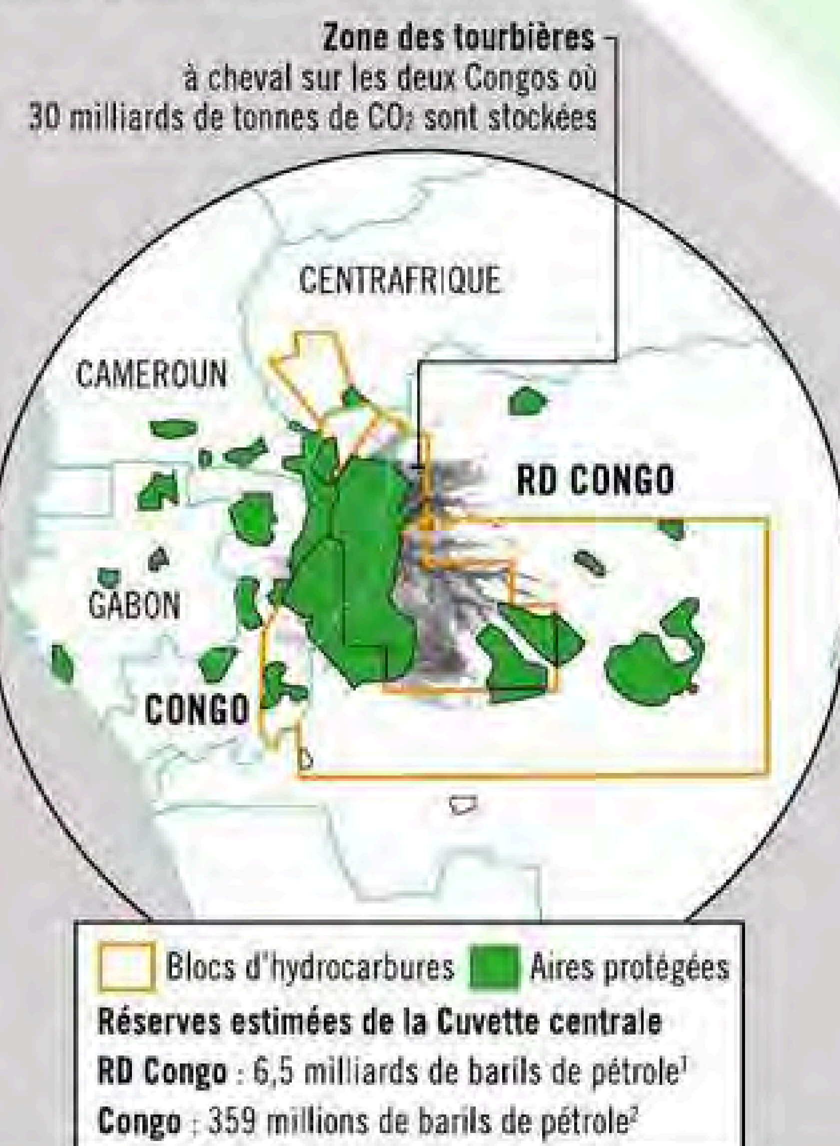
Kinshasa et Brazzaville ont une approche différente quant à l'utilisation des ressources enfouies dans la forêt du bassin du Congo

1 La RD Congo lance des appels d'offres

Les 28 et 29 juillet, Kinshasa lancera un appel d'offres pour **16 blocs pétroliers** dans le graben Tanganyika, le bassin côtier et la Cuvette centrale

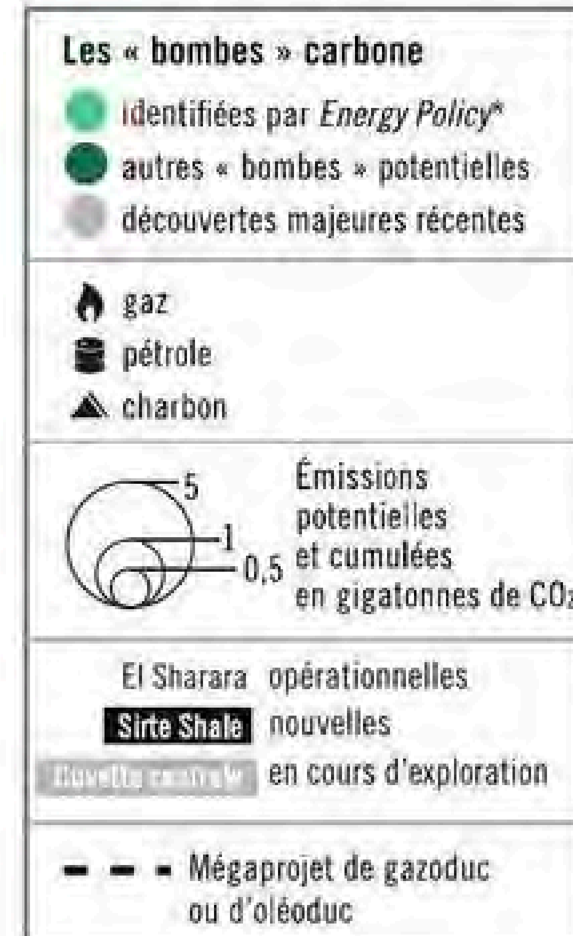
2 La République du Congo cherche des contreparties

Le pays, qui n'a délivré qu'un seul permis de **prospection**, en 2019, à la société congolaise Pepa* sur le bloc de Ngoki, attend en revanche des **contreparties sous la forme de financements** de ses projets de développement des communautés locales, définis dans le cadre du Fonds bleu pour le bassin du Congo



Sources : Ofac, Congo Peats

Données estimées par [1] Geo Sygmod [2] Société africaine de recherche pétrolière et distribution (SARPD-Oil) et *Petroleum Exploration and Production Africa (Pepa)



L'oléoduc chauffé de TotalEnergies en Ouganda…

Le premier projet pétrolier du pays, dont la décision finale d'investissement a été annoncée le 1er février, suscite de vives critiques en Ouganda comme en Europe. Onze banques ont déjà refusé de financer le projet, qui représente un montant global d'investissements d'environ 10 milliards de dollars et dont la production devrait débuter en 2025.



… sous le feu des critiques

Un gros potentiel d'émissions de gaz à effet de serre : Réserves estimées du lac Albert : **1,4 milliard de barils**, soit **0,49 Gt de CO_2** si tout le pétrole est brûlé, selon les calculs d'*Energy Policy*

Selon de nombreuses ONG, le projet menace :
– de nombreuses **réserves et aires protégées**
– des **espèces classées** sur la liste rouge de l'UICN*
– de contaminer les plus grandes **réserves d'eau douce** de la région

Selon Vanessa Nakate, militante ougandaise, **100 000 personnes** ne peuvent plus cultiver leurs terres librement, depuis trois ans, alors qu'elles n'ont pas encore reçu de **compensations** de la part de TotalEnergies

*Union internationale pour la conservation de la nature

* bpj : barils par jour

Sources : Energy Policy, Jeune Afrique, TotalEnergies, Unoc, ReclaimFinance



François Soudan
M6 pour les nuls

Les Marocains n'ont pas besoin de sondages pour savoir ce qu'ils pensent. Sans doute est-ce pour cela qu'à la différence de ses consœurs britannique ou espagnole la monarchie chérifienne ne se soumettra jamais à l'équation des enquêtes de popularité – d'ailleurs, personne dans le royaume ne le lui demande. Si l'on sait que la reine Élisabeth II reçoit, bon an mal an, l'assentiment quasi inoxydable de 70 % de ses compatriotes (60 % pour ce qui concerne son homologue ibérique Felipe VI), il est donc impossible de connaître le niveau exact d'approbation dont jouit, vingt-trois ans après son accession au trône, un souverain qui non seulement règne et gouverne, mais commande aux croyants. Une indication tout de même : si le monarque a traversé quelques turbulences depuis le 23 juillet 1999, jamais, même aux moments de contestation les plus vifs (Mouvement du 20-Février, Hirak du Rif, confinement au forceps...), la survie du régime n'a été menacée, nul, si ce n'est les islamistes exaltés des cellules jihadistes, n'ayant réclamé sa chute. Alors que Hassan II avait dû, jusqu'au début des années 1980, user de la main de fer afin d'imposer la monarchie, son fils l'a revêtue d'un gant de velours pour ancrer la royauté dans la vie quotidienne, tout en rendant le Maroc plus lisible, plus libre et plus ouvert. Faute de sondages, on se contentera donc de ce constat : aucun observateur, un tant soit peu objectif et informé des réalités marocaines, ne soutiendrait que Mohammed VI est un roi impopulaire. Même ceux que cela agace finissent par le reconnaître.

Foudre

On a beaucoup glosé sur ce qui le différencie de son père. Nous n'y reviendrons pas, d'autant que la comparaison n'est plus, depuis longtemps, d'actualité. Mais on a peu dit, finalement, sur son art de gouverner et de manier les hommes, ni sur la cohabitation, chez lui, de ces « deux corps du roi », mortel et immortel, consubstantiels aux dynasties marocaines. Telle est l'ambition, sans illusion de la satisfaire, des quelques paragraphes qui suivent.

La première caractéristique de Mohammed VI, c'est sa capacité à « faire roi ». Car il ne suffit pas de l'être, encore faut-il croire soi-même en son droit de régner et en sa propre légitimité à commander les autres. Après une courte période de tâtonnements au tout début de son règne, M6 a vite compris à quel point il incarnait l'âme mystique de la nation marocaine et à quel point ce pouvoir-là avait besoin d'être mis en scène. Une mise en scène qui est aussi une mise à distance, génératrice chez ses collaborateurs – conseillers, ministres, hauts fonctionnaires, généraux... – de mystère, de doute, d'anxiété et d'attente de la foudre. Le cas du Premier ministre Aziz Akhannouch est à cet égard emblématique : le roi lui donne juste ce qu'il faut de signes de confiance pour qu'il ne se juge pas en péril au point de n'avoir qu'une idée en tête, à savoir lui plaire pour se maintenir, tout en gardant secrète l'appréciation réelle qu'il lui porte. Cette aptitude à influer sur les imaginations et à entretenir l'aura quasi divine du trône – et la fascination qu'elle exerce sur ses sujets – induit chez le monarque une forme de solitude. Mohammed VI est un homme seul, qui applique – ou tente d'appliquer – le conseil de Louis XIV au duc d'Anjou et futur roi d'Espagne : « N'ayez jamais d'attachement pour personne, ne vous laissez pas gouverner, soyez votre maître, n'ayez jamais de favoris ; écoutez, consultez, mais décidez. »

> **Le roi est un homme seul. Son aptitude à influer sur les imaginaires et à entretenir l'aura quasi divine du trône est à ce prix.**

Le deuxième aspect de cette ébauche de portrait découle du premier. Il s'agit de l'incommunicabilité au sens cathodique du terme. Une demi-douzaine d'interviews, dont une à la presse... malgache, et zéro conférence de presse en vingt-trois ans de pouvoir, c'est bien peu pour un chef d'État qui se contente de discours de facture classique, conçus comme autant d'exercices de pédagogie sur le thème de « L'État, c'est moi ». Outre le défaut d'appétence naturelle pour les feux des projecteurs – M6 n'est pas son père –, sans doute faut-il voir dans cette abstinence volontaire l'effet d'une très grande prudence. Savoir dissimuler, éviter que l'on sonde le fond de votre pensée, de votre valeur et de votre savoir, et que d'autres galvaudent vos propos font partie des qualités de qui sait régner. Entrecoupée de rares mais spectaculaires épisodes de transparence – la double opération pour arythmie cardiaque, la toute récente publication de sa « positivité » au Covid-19, ou l'éphémère vague de selfies tous azimuts du début du règne –, la disette médiatique à laquelle le souverain soumet ses compatriotes et les journalistes est aussi le fruit d'un autre conseil, celui d'un célèbre juriste irakien du Xe siècle, Al-Mawardi : « J'ai regretté la parole proférée, mais je n'ai jamais regretté le silence. » Le prestige est à ce prix, tant il est vrai que l'on révère peu ce que l'on connaît trop bien.

Privilège

Le troisième attribut remarquable de Mohammed VI est un avantage qu'il est dans le monde l'un des rares à posséder : le temps long d'un monarque de droit divin que nulle échéance électorale ou référendaire n'est susceptible d'interrompre. Étant entendu que le temps est un acteur à part entière en politique, l'atout est précieux. Outre le fait qu'elle lui permet de se prémunir de toute décision compulsive, cette carte maîtresse est essentielle quand survient une crise sociale ou un déséquilibre politique comme le Maroc en a connu au cours de ces deux dernières décennies. À chaque fois ou presque, la stratégie mise en œuvre par M6 a été identique : attendre que chacun des protagonistes se soit épuisé et discrédité dans la précipitation et la recherche de solutions prématurées, puis intervenir pour résoudre le conflit sans trop d'efforts car, entre-temps, le problème s'est le plus souvent réduit, voire effacé. Un privilège royal donc, mais qui n'est pas pour autant synonyme d'irrésolution ou d'inconstance. De cet avatar marocain du Printemps arabe que fut le Mouvement du 20-Février 2011, qu'il n'avait pas anticipé, Mohammed VI a retenu une leçon : en politique, les effets négatifs sont aperçus quand ils commencent à se produire – c'est-à-dire souvent trop tard. Il ne faut donc pas attendre que chacun les voie pour y remédier. L'explosion au début de 2020 de la pandémie de Covid-19 a démontré que le souverain avait l'aptitude de passer rapidement de la certitude à la décision. Certitude que la vague risquait de submerger le royaume et décision de confiner l'ensemble du Maroc, alors que le nombre de cas déclarés n'atteignait pas les cent, puis décréter un confinement parmi les plus longs au monde. Un *lockdown* appliqué en premier lieu à lui-même puisqu'il n'est pratiquement pas sorti de son palais pendant plus d'un an, mais dont les résultats, fruits d'une gestion au cordeau de l'épidémie, sont évidents : en matière de taux de létalité, le Maroc s'en est bien mieux sorti que ses voisins algérien et espagnol. Cette disposition à « arrêter le mal avant qu'il n'existe » et à « calmer le désordre avant qu'il n'éclate » (Lao Tseu) s'est également manifestée lors de l'ablation, en novembre 2020, du kyste de Guerguerat, qui menaçait de thrombose l'artère vitale reliant le Maroc à la Mauritanie. La crise qui s'est ensuivie avec l'Algérie – et qui perdure depuis –, tout comme les conséquences du « deal » triangulaire conclu avec les États-Unis et Israël, ont été anticipées et assumées. Pour le roi, les opportunités historiques sont faites pour être saisies, « quoi qu'il en coûte ».

> **Au Maroc, aucun pouvoir ne peut tenir sur la force brute. Tout est affaire d'ascendant, de consentement et d'équilibre.**

Indéchiffrable

Je ne saurais terminer l'exercice, sorte de « M6 pour les nuls » à destination de ceux pour qui la relation indicible entre le trône et le peuple marocains relève de l'indéchiffrable, sans mentionner cette particularité qu'est la recherche permanente du juste milieu. Pour Mohammed VI, le pouvoir repose certes sur l'ascendant, mais aussi sur le consentement et la recherche permanente du consensus. Au Maroc, aucune autorité suprême ne peut tenir sur la force brute, elle est affaire d'équilibre. Aux portes d'une Europe en plein processus de sortie de la religion, d'où souffle le vent bénéfique de la mondialisation, mais aussi d'une contemporanéité qui, quand elle est vécue comme une agression culturelle, fait le lit de l'extrémisme, le successeur de Hassan II a ainsi très tôt acté le choix pondéré de moderniser l'islam et d'islamiser la modernité. Une volonté de symétrie et de mesure que ce monarque de 58 ans tente d'appliquer dans chacune de ses décisions, convaincu que le sommet de son pouvoir n'est pas dans l'outrance, ni, a fortiori, dans la violence. Mais à sa juste place.



Stéphane Ballong
Directeur adjoint de la rédaction de Jeune Afrique

Quand la Gécamines s'éveillera...

Voilà un pays dont on aime à dire qu'il est « scandaleusement riche » ! Un pays dont le sous-sol regorge, sur 2,3 millions de km², de tous les minerais imaginables – plus d'un millier exactement, selon des estimations réalisées par la Banque mondiale en 2008. Or, diamant, bauxite, cuivre et, surtout, cobalt (deux tiers de la production mondiale), incontournable dans la production des voitures électriques et objet de toutes les convoitises en Europe, en Chine et aux États-Unis... La RD Congo est assise sur une fortune, entend-on souvent.

D'après Léonide Mupepele Monti, auteur d'un livre dressant un état des lieux du secteur, l'ensemble de ces richesses minières vaudrait quelque 3700 milliards de dollars. Et ça, c'était en 2012! Quel serait ce chiffre aujourd'hui, alors que les cours des métaux restent hauts et que la demande de cobalt, portée par les énergies propres, va exploser dans les dix prochaines années? L'auteur de ces lignes ne se hasardera pas à une estimation. La RD Congo, pays scandaleusement riche donc, mais dont les populations sont incroyablement pauvres. Plus de trois quart des 90 millions de Congolais vivent avec moins de 1,9 dollar par jour, tandis que le PIB par habitant n'atteint guère les 600 dollars.

C'est dans ce contexte que *Jeune Afrique* a eu accès en exclusivité à un rapport d'audit réalisé par la puissante Inspection générale des finances (IGF) sur le fonctionnement de l'emblématique Gécamines. Qu'y apprend-on? Que cette société censée défendre les intérêts du pays a littéralement « bradé les minerais » congolais entre 2010 et 2020. Que les groupes privés qui exploitent le sous-sol du pays n'ont reversé que 564 millions de dollars à Kinshasa, une broutille au regard des 35 milliards de dollars de chiffre d'affaires qu'ils ont réalisés durant cette même période. La liste des récriminations de l'IGF est longue, mais il n'y a en réalité rien de véritablement neuf sous ces latitudes. Contrats défavorables à l'État, non-respect par les multinationales de leurs engagements, systèmes de royalties défaillants, incitations fiscales plus importantes que nécessaire... Les dysfonctionnements relevés sont rigoureusement les mêmes que ceux pointés par trois autres rapports, parus entre 2005 et 2009. Et il ne fait aucun doute qu'ils ressembleront à ceux qui seront pointés la prochaine fois que l'IGF y remettra son nez. Dire que ces ressources minières sont mal gérées et ne profitent pas aux Congolais est une lapalissade, mais pas une fatalité.

> **Dire que les ressources minières congolaises sont mal gérées est une lapalissade, mais pas une fatalité.**

Ne plus se contenter des miettes

La seule question qui vaille est : que veulent faire les Congolais des richesses tirées de leur sous-sol? Les études et les audits servent-ils à autre chose qu'à sensibiliser l'opinion publique et à permettre aux autorités de mieux renégocier les partenariats? Il est bien sûr légitime que l'État cherche à exercer un plus grand contrôle sur l'exploitation de ses minerais, mais il est temps qu'il ait aussi une vision, afin d'inscrire cette industrie dans une politique de transformation de son économie. Et, pour l'instant, cela manque désespérément! Imaginez une Gécamines dotée d'une gouvernance responsable et d'une gestion transparente. Une Gécamines qui, au lieu de se contenter des miettes que lui reversent les multinationales, s'assurerait de tirer le maximum de son sous-sol et l'investirait ensuite pour remonter la chaîne de valeur et financer des infrastructures... Bref, une Gécamines capable d'être un acteur clé de la diversification de l'économie nationale. À l'image du fonds souverain norvégien créé en 1990, qui, grâce aux revenus pétroliers, est devenu l'un des plus gros investisseurs du monde, pesant plus de 1200 milliards d'euros et contrôlant environ 1,5 % de la capitalisation boursière mondiale. ●



Aïda N'Diaye
Enseignante, écrivaine et philosophe

Ce que la jeunesse attend du travail

Samedi 30 avril, la remise des diplômes de la promotion d'AgroParisTech, prestigieuse école d'ingénieurs agronomes française, s'est transformée en « happening » lorsqu'un groupe d'étudiants ont lancé un vibrant appel à leurs camarades les invitant à « bifurquer » et à « déserter » les carrières promises par leur formation. « Ces jobs sont destructeurs. Les choisir, c'est nuire en servant les intérêts de quelques-uns », ont-ils notamment déclaré, dénonçant une industrie destructrice du vivant et de la paysannerie. Cet appel enregistre à ce jour plus de 890000 vues et semble entrer en résonance avec un profond bouleversement des attentes de la jeunesse vis-à-vis du travail.

La jeunesse? Mais quelle jeunesse? À l'occasion du Forum euro-méditerranéen des jeunes talents organisé par l'ambassade de France au Maroc du 10 au 12 juin, j'ai pu discuter avec des étudiants et des entrepreneurs marocains de leurs aspirations en matière de travail, eu égard notamment aux répercussions de la pandémie de Covid-19. Ils ont cité sept priorités parmi lesquelles la rémunération (un revenu suffisant pour vivre), l'environnement et le climat de l'entreprise (des modes de travail fondés sur la collaboration, qui permettent de se développer et se former), ainsi que les perspectives de carrière...

Alors quelles conclusions tirer des résultats de cette enquête? Bien que celle-ci ne soit pas de grande ampleur, nous pouvons néanmoins en déduire un nécessaire décentrement pour penser les transformations en cours dans notre rapport au travail, lequel reste une réalité et une valeur – son sens et sa place dans nos vies ne peuvent donc qu'être marqués par les différences sociales et culturelles. En France, ne sont en effet visibles que les jeunes les plus privilégiés, souvent étudiants ou diplômés de grandes écoles. Le refus de certains de placer le travail au cœur de leurs existences est certes retentissant. Il ne peut que nous rendre optimiste sur l'émergence d'une révolution qui, à long terme, remettrait le travail à sa juste place en cohérence avec les préoccupations sociales, politiques, environnementales qui doivent, de toute urgence, devenir les nôtres.

> **En France, ne sont visibles que les jeunes les plus privilégiés, souvent diplômés de grandes écoles.**

Mais ne pas faire de la rémunération la préoccupation et le critère premier de nos choix de carrière reste un luxe que bien peu de jeunes peuvent s'offrir, en France, et surtout dans le monde. Plus fondamentalement, philosophiquement, nous ne pouvons pas penser notre rapport au travail si nous faisons abstraction de cette dimension essentielle : le travail est ce qui nous permet de vivre, et c'est seulement à partir de cette contrainte-là qu'une réflexion réaliste peut se développer. On ne saurait dès lors faire de la possibilité de « déserter » une règle tant le milieu social d'origine de la plupart des jeunes est à ce titre un obstacle.

Ressources familiales

De quelles ressources familiales faut-il en effet disposer pour aller s'installer à la montagne, faire du dessin ou fonder une communauté agricole, comme ont déclaré le faire certains des diplômés d'AgroParisTech? Comment financer une reconversion professionnelle? Et même, comme l'ont pointé les jeunes participants à mon atelier – que je remercie –, et comme nous l'avons tous constaté lors du confinement, de quel confort individuel et collectif (un réseau internet qui fonctionne, par exemple) faut-il disposer pour télétravailler?

Dans ce cadre, vouloir s'engager dans une carrière au sein d'une entreprise qui offre des garanties de stabilité sur un temps long reste une aspiration légitime face aux incertitudes de notre monde. ●



De g. à dr. : les présidents sénégalais et nigérien, Macky Sall et Mohamed Bazoum, et le vice-président de la Côte d'Ivoire, Tiémoko Meyliet Koné.

AFRICA CEO FORUM 2022

Paver la voie pour une croissance durable

Pour ses 10 ans, et après deux années d'absence pour cause de pandémie, le plus grand rendez-vous du secteur privé africain s'est concentré sur les moyens à mettre en œuvre pour créer davantage de richesses tout en défendant la souveraineté du continent.

AURÉLIE M'BIDA

PHOTOS : ELODIE MARTIAL ; VERGER GUEHI ; THIERRY GOHORE DANGNINY ; CHARLY KODJO JUNIOR ; HILAIRE DJEDJE
COORDINATION : SYDONIE GHAYEB

« Le temps presse ». C'est sur cette sentence que Makhtar Diop, le directeur général d'IFC, a commencé son discours lors de la cérémonie d'ouverture de la 8e édition de l'Africa CEO Forum (ACF), le 13 juin, à Abidjan. Devant une assemblée de plus de 1800 participants, enchantés à l'idée de se retrouver – en chair et en os – après plus de deux ans d'une quasi-disparition de ce genre d'événements, le Sénégalais n'a pas pris de chemin détourné pour rappeler le contexte de crises (sanitaire, alimentaire, climatique...) aux conséquences desquelles le continent doit faire face.

Il a ainsi souligné la nécessité d'accélérer la coopération entre acteurs publics et privés, notamment dans trois secteurs prioritaires : l'alimentation, le logement et l'inclusion financière. Et ce même message d'urgence, le dirigeant l'a à nouveau martelé en clôture de forum, le lendemain, quand le rideau est tombé sur plus de quarante-huit heures d'échanges au sein de l'emblématique Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. « Nous vivons

un moment décisif pour l'Afrique, car le continent doit réinventer son avenir », a-t-il affirmé.

Quelques minutes avant lui, Amir Ben Yahmed, président-fondateur de l'ACF et directeur général de Jeune Afrique Media Group*, dépeignait le changement de paradigme : « Le monde devient multipolaire. C'est une opportunité historique, qui doit permettre à l'Afrique de gagner son autonomie. » Dans un environnement complexe, il est devenu pertinent et impérieux de mettre en place des stratégies de développement pour renouer avec la croissance africaine. Que l'Afrique saisisse à pleines mains sa souveraineté économique.

« Miser sur l'investissement massif dans l'agriculture », ont plaidé de concert Albert Zeufack, l'économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique, et Georges Wega, directeur délégué des réseaux bancaires internationaux pour la région Afrique, bassin méditerranéen et outre-mer, à Société générale, lors d'une table ronde consacrée à la sortie de crise. « Emprunter le chemin de la souveraineté alimentaire », a ajouté l'ancien Premier ministre du Bénin et cofondateur de la banque d'affaires SouthBridge, Lionel Zinsou, rappelant que sur l'année écoulée les revenus d'exportation ont été légèrement supérieurs à ceux destinés aux importations, ce qui est un atout. Ou encore,

« Le monde devient multipolaire. C'est une opportunité historique, qui doit permettre à l'Afrique de gagner son autonomie. »

Amir Ben Yahmed, président de l'ACF

et dans une autre assemblée, « investir dans le climat pour respecter à la fois l'environnement et lutter contre la pauvreté », a avancé Mahmoud Mohieldin, nouveau champion de haut niveau de l'ONU pour l'action climatique.

Un florilège de résolutions et de conseils qui ont découlé des quelque soixante panels, études de cas, ateliers et autres groupes de travail, destinés à voir émerger un dialogue concret entre secteur public et secteur privé à propos de l'avenir économique de l'Afrique. Sans compter les discussions informelles, le réseautage et la conclusion de deals, qui constituent l'ADN de l'ACF et sont l'occasion de prendre le pouls du moral des dirigeants africains.

Au plus fort de l'affluence, près de 1800 participants ont répondu présent à cette nouvelle édition de l'ACF. Parmi eux, se sont retrouvés plus de 800 dirigeants d'entreprises privées, une centaine de hauts responsables et décideurs politiques et 150 fonds d'investissement, tous originaires de 70 pays à travers le monde. Pas moins de cinq chefs d'État – Alassane Ouattara (hôte), Macky Sall (Sénégal), Nana Akufo-Addo (Ghana), Mohamed Ould Ghazouani (Mauritanie), Mohamed Bazoum (Niger) – ont présidé à ces rencontres, auxquelles ont également participé Yemi Osinbajo, le vice-président du Nigeria, Tiémoko Meyliet Koné et Patrick Achi, respectivement vice-président et Premier ministre de la Côte d'Ivoire, ainsi que Rose Christiane Ossouka Raponda, Première ministre du Gabon. Très concernés par les préoccupations des acteurs du secteur privé, les chefs d'État et membres de gouvernement ont directement échangé dans le cadre d'un panel ou des trois sessions « Invest in... » (Sénégal, Mauritanie, Gabon, Côte d'Ivoire pour l'édition 2022 de l'ACF) pour attirer les investisseurs dans leurs économies.

Changement des mentalités

« La convergence de crises diverses offre au continent une occasion unique d'opérer les changements nécessaires à la transformation de nos économies. L'Afrique est à un point d'inflexion, cette crise doit devenir un moment de transformation structurelle », a notamment évoqué le président ivoirien, qui a réussi, le lendemain du Forum, à lever 25 milliards d'euros pour le Plan national de développement (PND) du pays. La Première ministre gabonaise a, elle aussi, pu présenter le Plan d'accélération de la transformation (PAT) – programme de reprise de 3000 milliards de F CFA (4,5 milliards d'euros) destiné à sortir le pays d'Afrique centrale de la récession dans laquelle l'a plongé la crise sanitaire. Sont visées, avec l'appui nécessaire du secteur privé, la construction et la mise en œuvre d'un ensemble d'infrastructures stratégiques dans la sous-région.

« Les fonds nécessaires au développement des énergies renouvelables ne seront pas débloqués sans des stratégies nationales appropriées. »

Kate Fotso, PDG de Telcar Cocoa

Dans les salles de conférences, le lien entre secteurs privé et public apparaît évident. Pour avancer, l'un ne peut aller sans l'autre. Ce qu'ont reconnu en particulier les acteurs de l'industrie minière présents à l'ACF, tentant à la fois d'obtenir le soutien de leurs homologues dans les énergies « vertes » et celui des autorités disposant du pouvoir d'infléchir sur la réglementation. « Les secteurs public et privé doivent travailler ensemble pour obtenir les fonds et les investissements nécessaires au développement de cette industrie verte et des énergies renouvelables », a reconnu le dirigeant d'une multinationale de l'énergie. Et d'ajouter : « Mais tous ces fonds ne seront pas débloqués sans des stratégies nationales appropriées garantissant un résultat concret aux institutions et investisseurs internationaux. »

L'assertion est similaire dans l'agro-industrie, en témoigne cette remarque de la Camerounaise Kate Fotso, PDG de Telcar Cocoa : « L'Afrique est un potentiel. La réalisation de la souveraineté économique du continent appelle chacun d'entre nous, et pas seulement les politiques, à prendre des mesures concrètes qui font avancer l'Afrique dans cette direction, et cela commence par un changement des mentalités. » ●

* L'Africa CEO Forum 2022 a été coorganisé par Jeune Afrique Media Group et IFC (membre du Groupe de la Banque mondiale).

PALMARÈS

Et les lauréats sont…

Les entreprises et les dirigeants dont les performances ont le plus contribué à la croissance du continent ont été distingués dans cinq catégories lors des Africa CEO Forum Awards.

AURÉLIE BENOIT, JOËL TÉ-LÉSSIA ASSOKO, QUENTIN VELLUET

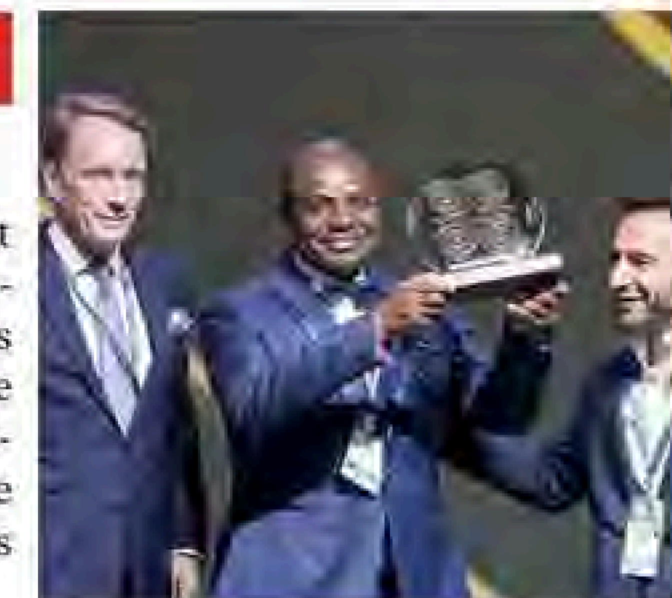


CEO OF THE YEAR
Remis par Abdou Souleye Diop (Mazars), à dr.

Hassanein Hiridjee

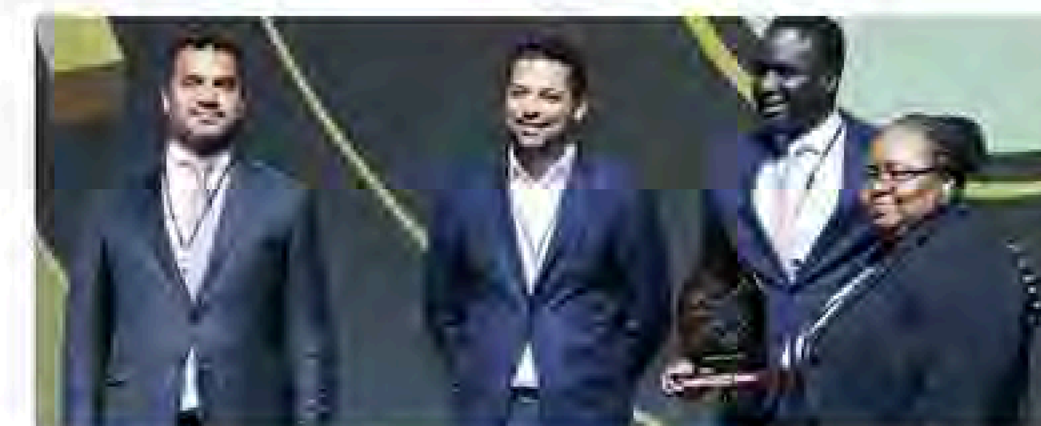
Récompensé notamment pour le travail effectué dans la branche télécoms de son conglomérat – présent aussi dans l'immobilier et l'énergie –, ce patron de 47 ans est parvenu à convaincre d'importants bailleurs de fonds institutionnels d'accompagner sa croissance. En un an, Axian Telecom a décroché une licence bancaire à Madagascar, avant d'entrer sur le marché tanzanien à la faveur d'une émission obligataire de 420 millions de dollars lui permettant d'acquérir les filiales locales de Millicom.

AFRICAN CHAMPION
Remis par Amir Ben Yahmed (Africa CEO Forum), à dr.



Afreximbank

L'institution présidée par Dr Benedict Oramah a été sur tous les fronts : de la structuration d'un crédit de 2 milliards de dollars pour acheter 400 millions de vaccins contre le Covid-19 à celle d'un programme d'atténuation des effets de la crise ukrainienne sur les importations (1 milliard de dollars déboursés depuis mars).



INTERNATIONAL COMPANY
Remis par Jumoke Jagun-Dokunmu (IFC), à dr.

DPI Cofondé en 2007 par l'emblématique Runa Alam, Development Partners International (DPI) a réussi un très grand coup, à la fin de 2021, avec une levée record de 900 millions de dollars pour son troisième fonds. Ciblant la classe moyenne africaine, DPI privilégie les acteurs à forte croissance dans la tech, les produits de grande consommation (FMCG) ou encore la finance.



DISRUPTER OF THE YEAR
Remis par Aïda Diarra (Visa), à g.

Chari Acteur très dynamique de la consolidation dans l'e-commerce à destination des professionnels, Ismael Belkhayat, entrepreneur de 38 ans, mène à un rythme soutenu le développement d'une société qu'il valorise aujourd'hui à 100 millions de dollars. La mission de Chari ? Préserver le paysage commercial des pays d'Afrique francophone, composé de petits commerçants indépendants, en leur fournissant des outils de gestion et une centrale d'achat numérique.



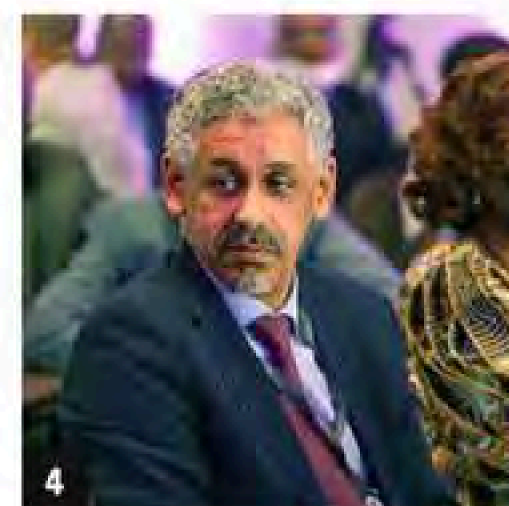
GENDER LEADER
Remis par Patricia Obozuwa (Coca-Cola), au centre.

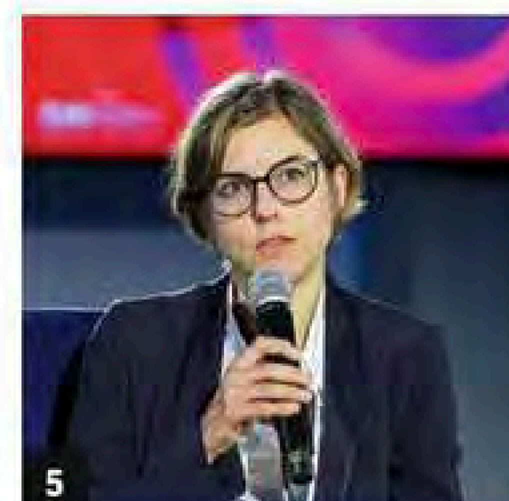
Orange MEA Elisabeth Medou Badang, vice-présidente senior et porte-parole d'Orange Afrique et Moyen-Orient (MEA), Néné Maïga, directrice de l'opérateur au Botswana, Aminata Kane, ex-DG au Sierra Leone, désormais membre du conseil d'administration, ou encore Elizabeth Tchoungi, membre du comité exécutif du groupe coté au CAC 40 et directrice de la RSE, de la diversité et de la solidarité. En quelques années, Orange est parvenu à faire progresser de hautes dirigeantes à des postes à responsabilités.



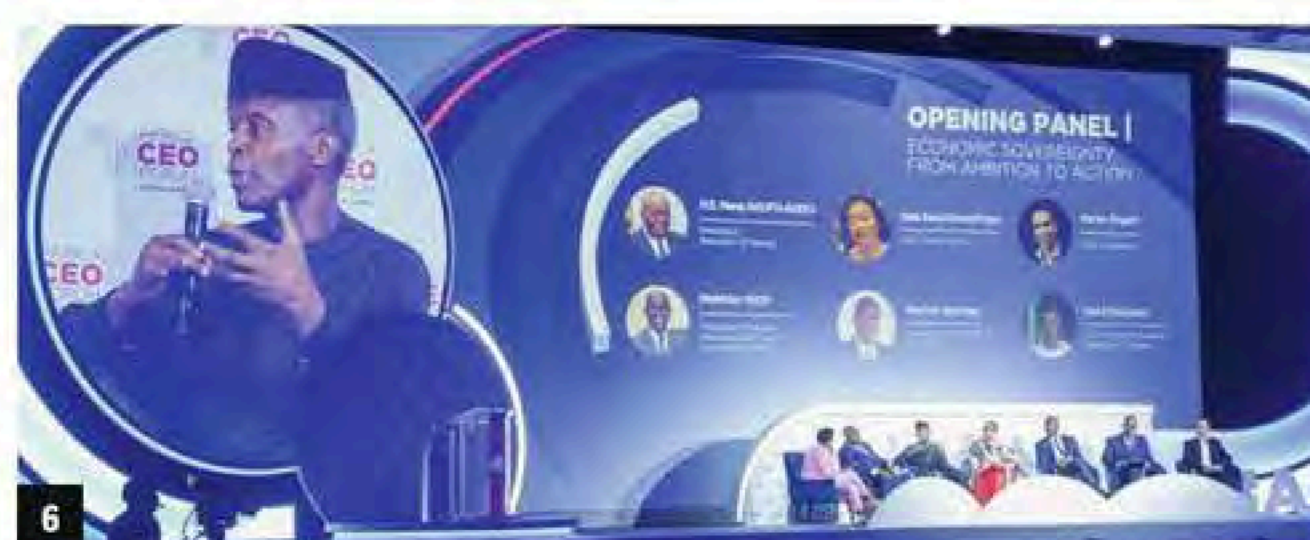








1 Le président ghanéen, **Nana Akufo-Addo,** et le chef de l'État ivoirien, **Alassane Ouattara** (au centre), lors de la cérémonie d'ouverture.
2 Débat autour des stratégies ESG pendant le panel Business Case.
3 **Amir Ben Yahmed,** président de l'Africa CEO Forum.
4 **Sidi Ould Tah,** directeur général de la BADEA.
5 **Françoise Lombard,** directrice générale de Proparco.
6 **Yemi Osinbajo,** vice-président du Nigeria.
7 **Patrick Achi,** Premier ministre de la Côte d'Ivoire, et **Marwane Ben Yahmed,** directeur de la publication de *Jeune Afrique*.
8 **Abdul Samad Rabiu,** président exécutif de BUA Group.
9 **Samaila Zubairu,** président et CEO d'Africa Finance Corporation.
10 **Dominique Ouattara,** lors du déjeuner de Women Working for Change.
11 De g. à dr., **Macky Sall,** président du Sénégal, **Alassane Ouattara,** président de la Côte d'Ivoire, et **Mohamed Bazoum,** président du Niger, lors de la cérémonie de clôture.
12 **Mohamed Cheikh El Ghazouani,** président de la Mauritanie.
13 **Paul-Harry Aithnard,** DG d'Ecobank Côte d'Ivoire.
14 **Rita Maria Zniber,** PDG de Diana Holding.
15 **Serge Ekué,** président de la BOAD.
16 Conversation avec **Soren Toft,** CEO de MSC.















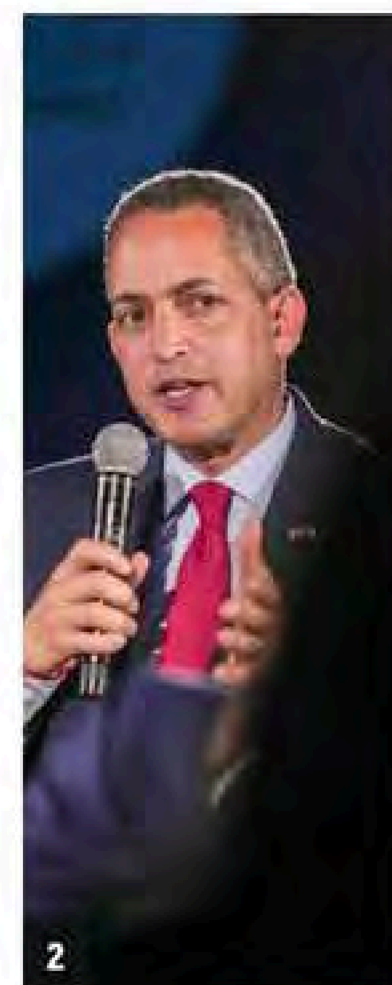


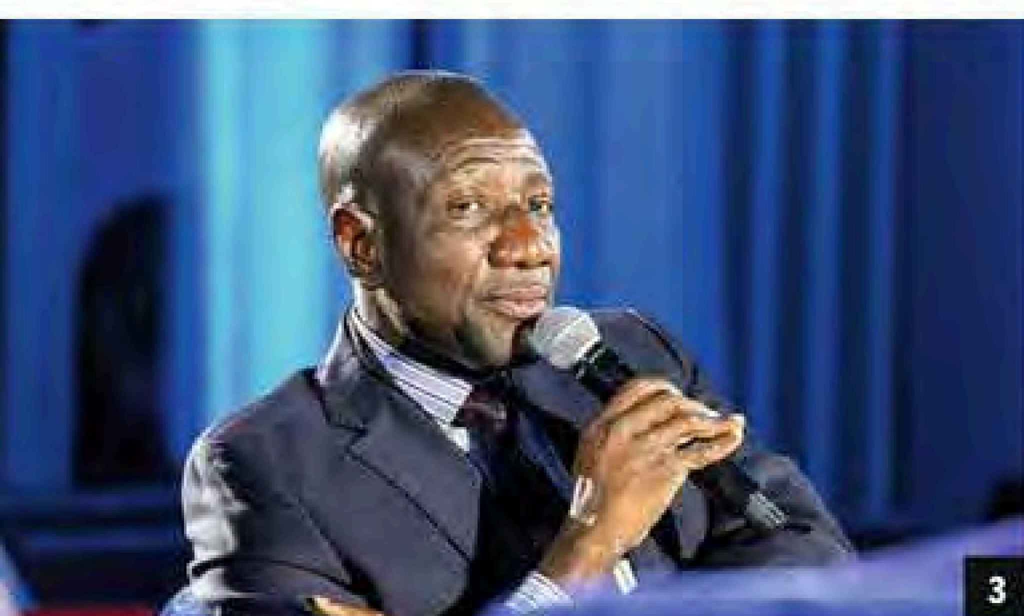




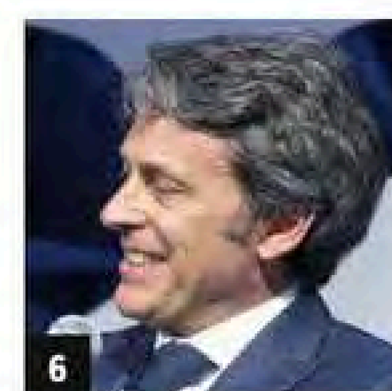


































1 Lors de la cérémonie d'ouverture de l'Africa CEO Forum.
2 **Don Graves,** secrétaire adjoint au commerce des États-Unis.
3 **Ebenezer Asante,** vice-président sénior de MTN.
4 **Gagan Gupta,** fondateur et CEO d'Arise.
5 **Rose Christiane Ossouka Raponda,** Première ministre du Gabon, et **Philippe Wang,** vice-président exécutif de Huawei Afrique du Nord.
6 **Luca Vignati,** directeur amont d'ENI.
7 **Mohamed Anouar Jamali,** CEO d'OCP Africa.
8 **Michael Froman,** vice-président de Mastercard.
9 **Alassane Ouattara,** président ivoirien.
10 **Mohamed Bazoum,** président nigérien.
11 **Sérgio Pimenta,** vice-président d'IFC pour l'Afrique.
12 **Abdul Beydoun,** PDG de Yeshi Group.
13 **Portia Joy Derby,** DG de Transnet.
14 Au sein du panel Family Business, échanges autour de la gouvernance et du développement.
15 **Makhtar Diop,** DG d'IFC.
16 **Macky Sall** (à dr.) se prête au jeu du selfie avec un participant.



MONTAGE JA

UNION AFRICAINE

Qu'as-tu fait de tes 20 ans ?

Née en 2002, l'UA continue d'être perçue par les Africains comme inefficace et peu crédible. La faute à l'absence de volonté politique de ses chefs d'État, qui renâclent à renforcer le pouvoir des institutions de l'organisation, seul moyen de rétablir un lien de confiance avec les populations du continent.

FRANÇOIS SOUDAN

Kings Park Stadium de Durban, 9 juillet 2002. Pour ce qui est à la fois le dernier sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le premier de l'Union africaine (UA), les chefs d'État du continent se sont déplacés en nombre au milieu d'un concert de vuvuzelas, de musique militaire et de danses zouloues. À la tribune, flanqué d'amazones en treillis, Mouammar Kadhafi rappelle à ses pairs que l'idée de remplacer une organisation à bout de souffle par une union pragmatique, destinée à préparer ces « États-Unis d'Afrique » qu'il appelle de ses vœux, lui revient de droit. Ne l'a-t-il pas lancée à Syrte, trois ans plus tôt ? « Nous acceptons ceux qui veulent nous aider, mais nous ne voulons pas de ceux qui veulent nous imposer leurs conditions », ajoute-t-il, avant de conclure par l'un de ses slogans favoris : « La terre africaine pour les Africains ! »

Wade, Mbeki, Mugabe, Moubarak, Dos Santos, Kabila, Gbagbo, Déby, Bongo, El-Béchir, Zenawi… À l'instar du « Guide » libyen, beaucoup des chefs présents ce jour-là ont depuis quitté le devant de la scène, emportant avec eux les promesses de l'aube. Vingt ans plus tard en effet, l'UA, qui, selon les termes d'un rapport de sa Commission publié il y a trois ans, « n'a cessé d'imiter l'Union européenne en termes de structure institutionnelle et de trajectoire d'intégration », est bien loin d'atteindre les performances de son modèle – lequel n'est d'ailleurs pas forcément le plus adapté au continent. Certes, par rapport à une OUA largement discréditée, les progrès ne sont pas niables. Politiquement, la posture paralysante de non-ingérence a cédé la place à la non-indifférence, avec condamnation de principe des coups d'État et des changements anticonstitutionnels de gouvernance. Le chantier de refonte des institutions mené par le président rwandais Paul Kagame, entre 2016 et 2018, a débouché sur des propositions fortes en matière d'efficacité opérationnelle, de recentrage sur un nombre réduit de domaines et de solutions volontaristes pour réduire la dépendance financière de l'organisation à l'égard des donateurs étrangers. Le lancement, en 2019, de la Zlecaf, la zone de libre-échange continentale, est également à placer au crédit de l'UA, même si la mise en œuvre de ce marché commun africain, qui doit être ratifié par l'ensemble des Parlements des pays membres, présuppose un principe de libre circulation des citoyens qui est loin d'être acquis.

Illusion

Mais quand on interroge les Africains sur l'utilité de l'UA le jugement est toujours aussi sévère. Beaucoup d'entre eux y voient une organisation inefficace, qui n'a résolu aucun des problèmes en vue desquels elle a été créée et dont l'objectif est de durer plus longtemps que ceux-ci. Après tout, user ses forces et son prestige à se mesurer avec des problèmes insolubles ne sert qu'à offrir au monde un exemple d'impuissance, alors que faire semblant permet de donner le change et d'entretenir l'illusion. Le but suprême de l'UA serait donc d'assurer sa propre survie, celle des fonctionnaires qui y travaillent et celle des chefs d'État qui siègent à son conseil d'administration tels des fondés de pouvoir autoproclamés.

Féroce donc, mais à qui la faute si ce n'est à l'absence de volonté politique de ces mêmes chefs d'État, extrêmement réticents dès qu'il s'agit de renforcer le pouvoir des institutions de l'UA et donc la crédibilité de

cette dernière aux yeux des citoyens, arc-boutés sur leurs sommets conçus comme l'organe unique de décision, allergiques à la moindre délégation de leur souveraineté et tenant le président de la Commission sous haute surveillance? Résultat : la multiplication d'organes dont les Africains seraient bien en peine de définir les fonctions et l'utilité tels le Parlement panafricain et ses quelque 200 députés issus des Parlements nationaux, miné par les conflits internes et les accusations de gabegie, censé représenter l'assemblée consultative de l'UA ; le Conseil économique, social et culturel (Ecosocc), regroupant organisations de la société civile, associations et syndicats ; la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ; la Force africaine en attente ; le Cido (Direction des citoyens et de la diaspora), etc. Autant de coquilles vides et budgétivores, quasi inexistantes aux yeux des populations qu'elles sont censées servir et représenter, et qui s'ajoutent à la liste des projets mort-nés (Banque centrale africaine, Fonds monétaire africain) ou qui peinent à sortir du syndrome de l'échec tels le Conseil paix et sécurité (CPS) ou le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Maep), objets de notre enquête de ce mois.

« L'éléphant dans la pièce »

La solution pour que l'UA soit enfin crédible et efficiente, outre la mise en œuvre des réformes de gestion préconisées par la « commission Kagame », existe pourtant bel et bien. Mais elle revient à se débarrasser de « l'éléphant dans la pièce », en l'occurrence de l'influence écrasante de la Conférence des chefs d'État, qui, telle qu'elle est actuellement constituée, peut passer outre les organes exécutifs, législatifs et juridiques de l'UA – et ne se gêne pas pour le faire. Une UA dirigée par une commission professionnelle et indépendante, avec des organes techniques ad hoc, en mesure de protéger les citoyens et de demander des comptes aux gouvernements est le seul moyen de rétablir le lien de confiance entre cette organisation mythique et son milliard et demi de consommateurs. Reste que l'éléphant est dans la pièce et qu'il n'entend pas en bouger. ●


Ouverture de la 40e session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA, à Addis-Abeba, le 2 février.

XINHUA/XINHUA-REA

Le bateau ivre

Une Commission sous contrôle, un Conseil paix et sécurité impuissant, un instrument d'autoévaluation négligé… Voyage au cœur d'une organisation où les pieux appels à la bonne gouvernance masquent mal une realpolitik qui règne sans partage.

MATHIEU OLIVIER

Confortablement installé dans son large fauteuil de la salle plénière, Faustin-Archange Touadéra est impassible. Sous l'intense lumière blanche du palais des congrès de Malabo, le docteur en mathématiques se sait observé. Dans son dos ou au balcon, certains conseillers ayant suivi les débats sont à l'affût d'un sourire ou, a contrario, d'un air contrit. Mais l'intéressé, affichant son habituelle mine bonhomme, reste de marbre. En ce samedi 28 mai, au deuxième jour d'un sommet extraordinaire des chefs d'État de l'Union africaine (UA), le président centrafricain a approuvé, comme ses pairs, une déclaration condamnant, « sans équivoque, toutes les formes de changement anticonstitutionnel de gouvernement » et reconnaissant l'« impact négatif sur la paix » des « sociétés militaires privées » et autres « mercenaires » étrangers. Et ce faisant n'a pas sourcillé.

Deux jours plus tôt, à Bangui, à plus de 1000 kilomètres à l'est, un député de son parti, le Mouvement cœurs unis, a pourtant présenté à l'Assemblée nationale un projet de modification de la Constitution. Objectif (entre autres) : supprimer la limitation du nombre de mandats présidentiels et permettre de facto à Faustin-Archange Touadéra de briguer un troisième mandat. La même semaine, non loin du palais de l'Assemblée, les mercenaires du groupe russe Wagner se sont, quant à eux, réapprovisionnés dans leur supermarché préféré de Bangui, le Rayan, via un compte ouvert et financé pour eux par le gouvernement centrafricain. Pendant que leur employeur de président s'envolait pour la Guinée équatoriale, ils pouvaient poursuivre tranquillement leur mission. La vérité de Bangui n'est pas celle de Malabo.


ANTOINE ROLLAND/REUTERS

Le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra après sa réélection, à Bangui, le 18 janvier 2021.

DÉCALAGE ENTRE LES DISCOURS ET LES ACTES

Ce 28 mai, en Guinée équatoriale, Faustin-Archange Touadéra – qui affirme ne pas être derrière le projet de modification de la Constitution à Bangui – joue donc double jeu devant des interlocuteurs peu convaincus. Autour de lui, ses pairs n'ont d'autre choix que d'adhérer au discours officiel de l'UA, qui consiste à condamner toute forme de coup de force constitutionnel. « Personne ne veut être pris en flagrant délit de cautionnement », explique un habitué de l'organisation. « Certains sont sincères, et d'autres ont eux-mêmes modifié leur Constitution et veulent donc le faire oublier », ajoute cette source. Le coup de poker centrafricain est-il pour autant risqué ? « En réalité, Touadéra sait qu'au-delà des discours il ne risque rien », tranche un diplomate.

« Personne ne le cautionnera à haute voix, mais aucun président ne prendra le risque de le bloquer, en particulier en Afrique centrale. Il y a un décalage énorme entre les discours et les actes, notamment au Conseil paix et sécurité (CPS) », souligne une autre source. Dans le bâtiment annexe réservé au CPS dans l'enceinte de l'UA, à Addis-Abeba, la realpolitik règne sans partage. « Les ambassadeurs qui y interviennent ont souvent le mauvais rôle, qu'ils acceptent de mauvais gré. Ce sont eux qui mettent sous le tapis les idéaux de l'UA pour appliquer les décisions politiques de leurs États », confie une source diplomatique. Exemple : depuis 2016, le Cameroun, poids lourd francophone de la sous-région, n'a qu'un objectif en tête : éviter que l'UA ne se saisisse du dossier de la crise qui touche les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

PENDANT QUE L'ON DÉNONCE À MALABO LES SOCIÉTÉS MILITAIRES PRIVÉES, LES MERCENAIRES DE WAGNER FONT TRANQUILLEMENT LEURS COURSES À BANGUI.

« Le Cameroun, siégeant actuellement au CPS, fait profil bas. C'est sa façon d'obtenir que l'UA n'ait pas l'ambition de s'ingérer dans son conflit interne », explique un spécialiste du CPS. « Or, si le Cameroun ne bouge pas, le Nigeria, également au CPS en ce moment, ne le

fera pas non plus », ajoute-t-il. Sur le dossier du conflit au Cameroun, l'UA s'est ainsi contentée d'une brève visite à Yaoundé du président de sa Commission, Moussa Faki Mahamat, qui, sans surprise, n'a rien donné. D'autres États francophones d'Afrique centrale – élus au CPS ou non – peuvent-ils prendre la relève ? La question fait sourire. « Ali Bongo Ondimba a modifié la Constitution en 2018 pour faire sauter la limitation de mandats », glisse un de nos interlocuteurs, « et Denis Sassou Nguesso n'est pas plus exemplaire ».

INDIGESTE ÉPISODE TCHADIEN

« Quant au Tchad… » évoque ce diplomate, laissant sa phrase en suspens. N'Djamena fait aujourd'hui face à la méfiance, voire à l'hostilité d'une partie des ambassadeurs auprès de l'UA, qui n'ont guère oublié les semaines qui ont suivi le décès d'Idriss Déby Itno, à la fin d'avril 2021. À l'époque, Mahamat Idriss Déby, le fils du défunt (qui n'avait pas encore ajouté Itno à son patronyme), avait pris la tête de l'État, contournant ainsi la Constitution, laquelle prévoyait un intérim assuré par le président de l'Assemblée nationale, alors Haroun Kabadi. Moussa Faki Mahamat avait alors usé de toute son influence auprès des membres du CPS pour plaider la cause du nouvel homme fort de N'Djamena. « Il n'y avait pas d'autre solution », plaide l'un de ses proches. « L'impératif était de garantir la stabilité du pays, attaqué par une rébellion venue de Libye. » L'argument avait d'ailleurs été le même du côté de Paris, à l'Élysée ou au Quai d'Orsay.

Le Conseil s'était finalement abstenu de condamner la manœuvre tchadienne, sous le regard interloqué de nombre d'acteurs diplomatiques. Pis, après avoir choisi, le 2 juin 2021, le Sénégalais Ibrahim Fall comme son haut représentant au Tchad, il a accepté de remplacer ce dernier, après de vives protestations et une forte pression de N'Djamena, par le Congolais Basile Ikouébé. Le tollé suscité n'est pas retombé, car depuis plusieurs mois les rapports d'Ikouébé n'ont fait l'objet d'aucun débat de fond à Addis-Abeba. « L'UA a prouvé sa faiblesse et s'est retrouvée en quelque sorte exclue de la transition. Elle n'a pas pu s'appuyer sur une organisation sous-régionale, car la Communauté des États d'Afrique centrale est beaucoup plus effacée que la Cedeao en Afrique de l'Ouest », explique un observateur occidental. « Cela a accentué l'idée que l'UA était inopérante dès lors que certains États bloquaient le processus, ce qui est un peu la norme en Afrique centrale. »

« Beaucoup en veulent encore à Moussa Faki Mahamat et au Tchad. Ils n'ont pas digéré cet épisode », confie une source diplomatique. Lors de l'élection des membres du CPS, en février dernier, la candidature du Tchad avait d'ailleurs été rejetée, en partie en raison de cet esprit de revanche, au profit de celle d'un Cameroun « plus acceptable » et malgré la discrète campagne de celui que tous appellent « Faki ». Ce dernier est toujours la cible de critiques. « Il a sans doute fait pression en faveur du Tchad pour se faire une place dans la transition à N'Djamena », accuse un diplomate d'Afrique centrale. La manœuvre supposée n'aura guère été couronnée de succès : depuis de longs mois, le président de la Commission a vu se détériorer ses relations avec Mahamat Idriss Déby Itno.



Le président tchadien Mahamat Idriss Déby Itno arrivant à Malabo, le 26 mai, pour prendre part à la session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État.

TWITTER PRÉSIDENCE TCHAD

FAKI DOIT « SE MONTRER MOINS CALCULATEUR »

Le 28 mai, à Malabo, alors qu'il débarque sous une pluie battante sur le tarmac de l'aéroport de la capitale équato-guinéenne, ce dernier sait donc qu'il avance, lui aussi, en terrain miné. Président de la transition, le général a réussi à faire en sorte que son pays ne soit pas exclu de l'UA – une prouesse que son voisin soudanais accomplira à son tour, avec le soutien de l'Égypte, malgré le coup d'État d'octobre 2021. Mais il lui reste à prouver qu'il ne souhaite pas se maintenir au pouvoir indéfiniment et qu'il est disposé à organiser des élections libres dans un délai raisonnable. Assis dans la salle plénière, lui aussi a assisté, sous le regard de diplomates pointilleux, au discours de Moussa Faki Mahamat. Lorsque ce dernier a appelé à cesser « de regarder ailleurs lorsque les pratiques politiques heurtent les principes de la gouvernance vertueuse », Mahamat Idriss Déby Itno n'a, lui non plus, pas sourcillé.

« Depuis qu'il a été réélu pour un second et dernier mandat, Faki a des discours plus offensifs face aux chefs d'État », analyse Paul Simon Handy, chercheur à l'Institute for Security Studies (ISS). « Il est plus offensif, mais Déby Itno sait bien que l'UA n'a plus qu'un rôle mineur dans la transition au Tchad. En outre, Faki sait aussi soigner en coulisses sa relation avec les présidents qui auront une influence sur son avenir politique », nuance un autre expert. Moussa Faki Mahamat cherche-t-il à se construire un bilan à la tête de l'UA, tremplin vers d'autres cieux nationaux ou internationaux ? Avant lui, Alpha Oumar Konaré, président malien, avant de diriger la Commission, a laissé l'image d'un chef volontiers « donneur de leçons » dans une période de libéralisme démocratique triomphant (2003-2008), où l'instauration de limitations des mandats était devenue la norme, estime Paul Simon Handy.

Le Gabonais Jean Ping (2008-2012), « actif et dynamique », sera quant à lui marqué par l'échec du CPS à trouver une unanimité sur la question de l'intervention de l'Otan en Libye. Il échouera ensuite à conquérir le pouvoir à Libreville. « Pour le moment, Faki a l'image d'un président effacé, à la tête d'une UA qui ne parvient pas à faire appliquer ses textes », juge un diplomate à Addis-Abeba. « S'il se montre volontaire et – peut-être – moins calculateur, il a les moyens de marquer son temps en collaborant avec le patron du département Paix et Sécurité, le Nigérian Bankole Adeoye, dans les crises en Éthiopie, au Mali, au Burkina Faso, en Guinée ou au Mozambique », estime un proche du président. « Il doit donner l'exemple, ne pas se laisser entraver par la politique et se montrer intransigeant sur ce qu'il a appelé "la gouvernance vertueuse." »



Le Nigérian Bankole Adeoye, patron du Conseil paix et sécurité (CPS).

TIKSA NEGERI/REUTERS

MÉCANISME D'ÉVALUATION PAR LE PIRE ?

« La gouvernance vertueuse ». À Midrand, cet éléphant blanc est au cœur des préoccupations. C'est en effet dans cette bourgade située entre Johannesburg et Pretoria que s'est établi le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Maep). Créé en 2003 et méconnu des Africains, celui-ci est l'instrument d'autoévaluation des pays de l'UA. Selon ses statuts, « la performance et les progrès » de ses membres – au nombre de 42 à l'heure actuelle – « sont mesurés dans quatre domaines : la démocratie et la gouvernance politique, la gouvernance et la gestion économique, la gouvernance d'entreprise, le développement socio-économique ». Au début de mars 2022, le Maep, réuni en sommet à Abuja, au Nigeria, s'enorgueillissait ainsi de conduire l'Afrique « vers le renforcement de la démocratie, de la bonne gouvernance et du constitutionnalisme ».

MOUSSA FAKI MAHAMAT A USÉ DE TOUTE SON INFLUENCE AUPRÈS DES MEMBRES DU CPS POUR PLAIDER LA CAUSE DU NOUVEL HOMME FORT DE N'DJAMENA.

Vingt ans après la création du mécanisme, la réalité se révèle toutefois plus nuancée. Seules 24 évaluations complètes de pays ont ainsi été effectuées par le Maep, tandis qu'un mastodonte tel que la RD Congo n'en est devenu membre qu'en 2021, juste avant le Burundi, dernier à y avoir fait son entrée. Le Maroc, longtemps absent de l'UA, et la Guinée n'en font pas partie, tout comme la Centrafrique, la Libye ou Madagascar. Surtout, c'est au sein de l'appareil du Maep que les critiques pleuvent. Réélu pour un second mandat de trois ans, en février 2019 – avec le soutien d'Idriss Déby Itno –, le Sud-Africain Eddy Maloka aurait dû quitter ses fonctions en février 2022. Mais ce professeur aux lunettes rondes et au large sourire est toujours en poste.

Or, à Midrand, beaucoup n'ont pas accepté le tour de passe-passe. Eddy Maloka a en effet obtenu des « points focaux » du Maep →

TWITTER APRM

PROF. EDDY MALOKA
CEO - APRM

Le 2 juillet 2020, Eddy Maloka, directeur général du secrétariat du Maep, obtient du Nigeria qu'il renonce à remplacer son représentant au sein de la structure chargée de superviser le bon fonctionnement du mécanisme et qu'il soutienne le candidat gambien, un de ses proches.

…atters Arising from Meeting with the APR Forum Focal Point
Ministerial Residence, Pretoria
Thursday, 2 July 2020
V.04.07.2020

1. The Meeting with the APR Forum Focal Point took place on 2 July 2020.
2. The Meeting was chaired by Professor Maloka and attended by APR Forum Focal Point/ Chair

Table 1: Decisions and Matters Arising from the Meeting (2 July 2020)

Item	DECISION	STATUS / ACTION	Coordinators
Consideration and Adoption of the Agenda	CEO Presented 4x agenda items for the meeting to Minister Mchunu	The Agenda was adopted as presented.	Secretariat
Elections for the Panel of Eminent Persons Updates	1. The Secretariat the election of the candidate for West Africa within a historical context and considered the best way to manage the process.	Minister Mchunu requires Technical Support with the presentation of the submitted CVs. The Secretariat Legal Counsel will assist with this. Minister and CEO to work towards reaching consensus on Gambia candidate.	Secretariat and APR Forum Focal Point
	2. The Meeting agreed that CEO should engage Nigerian Presidency Chief of Staff as a matter of priority with a view of persuading Nigeria to withdraw their candidate and rally behind Gambia candidate	CEO to visit Abuja, Nigeria soon as international travel resumes (early August 2020). Communicate with Amb to Nigeria, Dr Thami Mseleku	Secretariat

Le 8 mai 2022, les employés du Maep ont reçu une lettre les encourageant à collaborer à l'audit en cours.

TWITTER APRM

African Union

SILENCING THE GUNS

Interoffice Memorandum

To:	All Acting Directors Ag. Technical Advisor All Staff	From:	Adv. Batlokoa Makong Ag. Chief of Staff
		Date:	8 MAY,2022
CC:	Prof. Eddy Maloka, APRM Chief Executive Officer		

…NDENT FORENSIC AND PERFORMANCE AUDIT ON THE APRM

All Staff,

1. On the instruction of the APRM Continental Secretariat Chief Executive Officer, Prof Eddy Maloka, I wish to inform you that pursuant to the Executive Council Decision, EX.CL/Dec.1107 (XXXVIII) taken at its 38th Ordinary Session held in February 2021 in Addis Ababa, Ethiopia, in which the Executive Council directed an independent forensic and performance audit for all other AU Organs, such an audit will be conducted on the APRM by Lochan & Co. Auditors. The Auditors have already commenced on their work.

2. As a way of expediting the work of Lochan & Co. Auditors, we have been requested to share with you a hotline email to all APRM Continental Staff to report/complaint/highlight red flags/suspected fraud/allegations or any violations along with evidence with the auditors.

→ – les représentants des États membres – une prolongation d'une année de son mandat. Dans une lettre qu'il leur a adressée en septembre 2021 – et dont *Jeune Afrique* a obtenu une copie –, le Sud-Africain avait même réclamé deux années supplémentaires. S'appuyant sur une modification des statuts du Maep datant de 2020 et portant le mandat du directeur à quatre ans, il estimait avoir droit à « une année pour [son] premier mandat et [à] une autre année pour le mandat actuel ». Après intervention d'une conseillère juridique de la Commission de l'UA, les points focaux couperont la poire en deux : Maloka pourra rester en poste douze mois supplémentaires, jusqu'en février 2023. « L'homme qui devrait symboliser la bonne gouvernance s'est arrangé avec les textes pour se maintenir », se désole une source au sein du mécanisme.

MAGOUILLES AU PANEL ?

« Les États membres ne portent que très peu d'intérêt au Maep. C'est pourquoi il y a des abus en tout genre », résume ce cadre de l'organisation ayant requis l'anonymat. Un « panel », composé de personnalités indépendantes issues des cinq régions d'Afrique, est pourtant bien chargé de superviser le mécanisme et de s'assurer de son bon fonctionnement. Seulement, là encore, la politique n'est jamais loin.

En juillet 2020, alors que le Nigérian Ibrahim Gambari venait d'être rappelé auprès de Muhammadu Buhari, à Abuja, pour devenir son chef de cabinet, Eddy Maloka s'est ainsi allié au ministre sud-africain Senzo Mchunu, alors président des « points focaux ». Objectif : obtenir du Nigeria qu'il renonce à remplacer son membre sortant. Lors d'une rencontre, le 2 juillet, les deux hommes se sont ainsi accordés sur la nécessité de convaincre le Nigeria de se rallier à une candidature de la Gambie. Senzo Mchunu s'engageait en outre à faire pression sur le point focal tchadien, Khayar Oumar Defallah, afin d'obtenir son appui. Avec succès. En février 2021, le Gambien Abdoulie Janneh, ex-secrétaire général de la commission économique de l'ONU pour l'Afrique, remporte le fauteuil réservé

ENQUÊTE



LUDOVIC MARIN/AFP

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, à Addis-Abeba, le 13 mars 2019.

à l'Afrique de l'Ouest. C'est tout sauf un hasard : Maloka et Janneh s'entendent très bien et sont considérés au sein du Maep comme des amis « de longue date ». Vice-président du panel, le Gambien accédera à la présidence en 2023, en remplacement du Tchadien Ali Abderrahmane Haggar, actuellement en poste.

Si Eddy Maloka se défend de tout favoritisme, l'Algérienne Fatma Zohra Karadja devra quant à elle

« LES ÉTATS MEMBRES NE PORTENT QUE TRÈS PEU D'INTÉRÊT AU MÉCANISME D'ÉVALUATION PAR LES PAIRS. C'EST POURQUOI IL Y A DES ABUS EN TOUT GENRE. »

bientôt quitter son poste. Très critique envers le Sud-Africain, elle avait obtenu, en septembre 2021, une prolongation d'une année lui permettant d'exercer jusqu'en 2023. Mais, selon plusieurs sources, le patron du Maep a finalement insisté pour que son départ, ainsi que celui de trois de ses collègues, soit inscrit à l'ordre du jour et acté lors de la réunion des points focaux de février 2022. « Il voulait absolument la faire partir, parce qu'elle lui tenait tête », croit savoir notre cadre à Midrand. « Maloka utilise son ami Janneh pour contrôler le panel, qui a aujourd'hui un rôle quasi honorifique. » Des accusations rejetées par l'entourage de l'intéressé.

L'AUDITEUR AUDITÉ

Depuis la fin de l'année 2020, Eddy Maloka est en outre visé par des accusations de « mauvaise gouvernance, corruption, favoritisme […], menaces, intimidation et renvois arbitraires ». Dans un document dont *Jeune Afrique* a obtenu une copie, plusieurs cadres du mécanisme évoquent des présumés détournements de fonds, conflits d'intérêts ou harcèlements professionnels. Est notamment cité le cas d'une donation de l'État nigérian de 1 million de dollars datant de 2018 et qui aurait « disparu » du compte bancaire du Maep. « Le Maep devrait être à la pointe de la promotion des valeurs de l'UA. Pourtant, son secrétariat semble aller dans la direction tout à fait opposée », peut-on encore lire dans un courrier envoyé à la présidence de l'UA, alors occupée par le Sud-Africain Cyril Ramaphosa.

Devant ces accusations, la Commission de l'UA a diligenté une première enquête à la fin de l'année 2020, mais ses conclusions n'ont pas été rendues publiques. En février 2021, le Conseil exécutif de l'Union a cette fois ordonné que soit conduit un audit du Maep sur la période allant de 2014 à 2022. L'examen, confié au cabinet Lochan & Co., fondé en Inde et travaillant habituellement avec l'UA, a pris du retard, mais les enquêteurs ont commencé leur travail en mai dernier. Alors que nous écrivions ces lignes, les employés avaient reçu un courrier les encourageant à dénoncer tout « soupçon de fraude ou de violation ». L'enquête devrait se poursuivre jusqu'en août. « J'espère que, à la fin, la raison l'emportera », conclut Eddy Maloka, contacté par *Jeune Afrique* et décidé à défendre son bilan. D'ici là, le Maep, auditeur audité, enregistrera-t-il l'adhésion de nouveaux membres ? Dans leur déclaration finale, adoptée le 28 mai à Malabo, les chefs d'État de l'UA ont en tout cas « exhorté » leurs pairs réticents à franchir le pas. ●

LE DESSOUS DES CARTES

Blocages politiques et manque de moyens

Deux décennies après la création de l'Union africaine (UA), les rouages de cette machine complexe ne semblent pas encore bien huilés, les résultats de ces vingt années d'exercice étant bien minces… Sur le plan sécuritaire, notamment. Le continent, en particulier l'Afrique de l'Ouest, est devenu l'épicentre mondial du terrorisme, et les coups d'État y sont redevenus légion. Les fameuses « forces en attente », pourtant « prêtes » à être activées depuis 2016, n'y ont jamais été déployées. À la fin de mai, lors du sommet de Malabo sur les crises humanitaires et les changements anticonstitutionnels, Moussa Faki, président réélu de la Commission de l'UA, a lui-même fait ce constat d'échec : « Nous n'honorons pas nos propres engagements. »

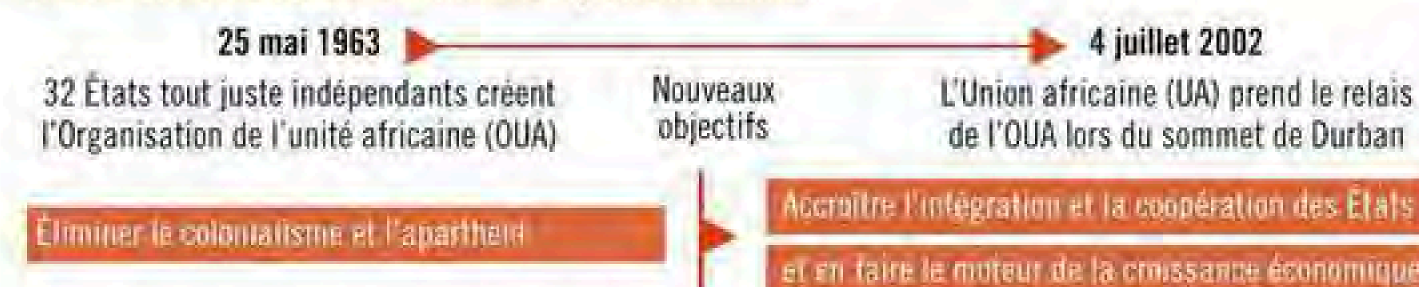
Impayés

Côté développement et intégration économique, hormis l'accélération de la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), en janvier 2021, ou encore le travail mené par l'Africa CDC durant la crise du Covid-19, nombre de projets phares au programme de l'agenda 2063, fixé en 2015, demeurent embryonnaires.

Mais le problème principal de l'organisation reste d'ordre financier. Aujourd'hui, force est de constater que l'UA n'a pas les moyens de ses ambitions. Rongés par des crises, de nombreux États membres ne se sont pas totalement acquittés de leurs contributions statutaires malgré les rappels à l'ordre. Ainsi, chaque année, le budget prévisionnel, déjà très limité et largement financé par l'étranger, se retrouve in fine amputé de quelques précieux deniers d'impayés, entravant encore un peu plus l'exécution des vastes chantiers de l'UA. ●

Marie Toulemonde

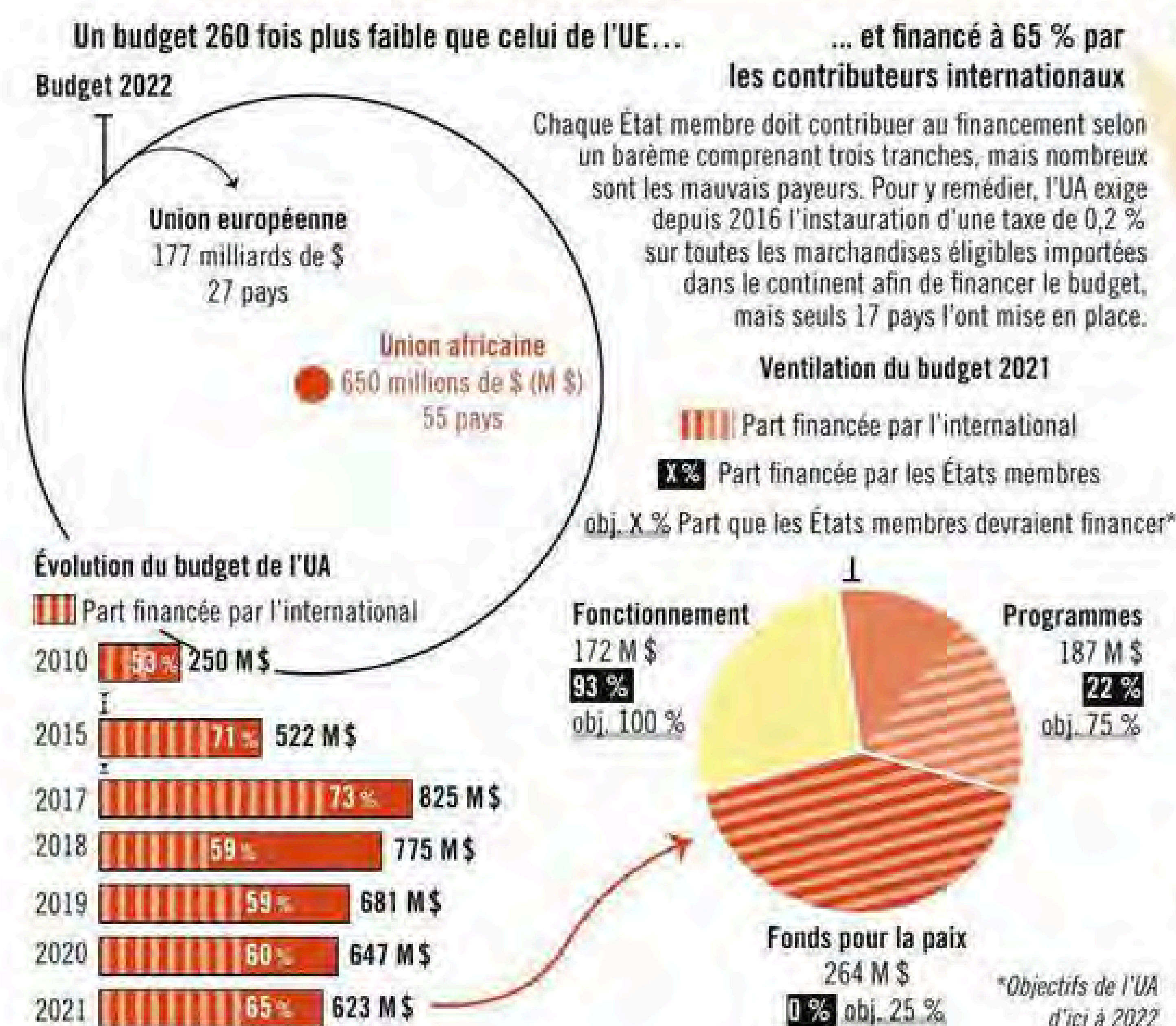
De l'OUA à l'UA, 59 années de panafricanisme

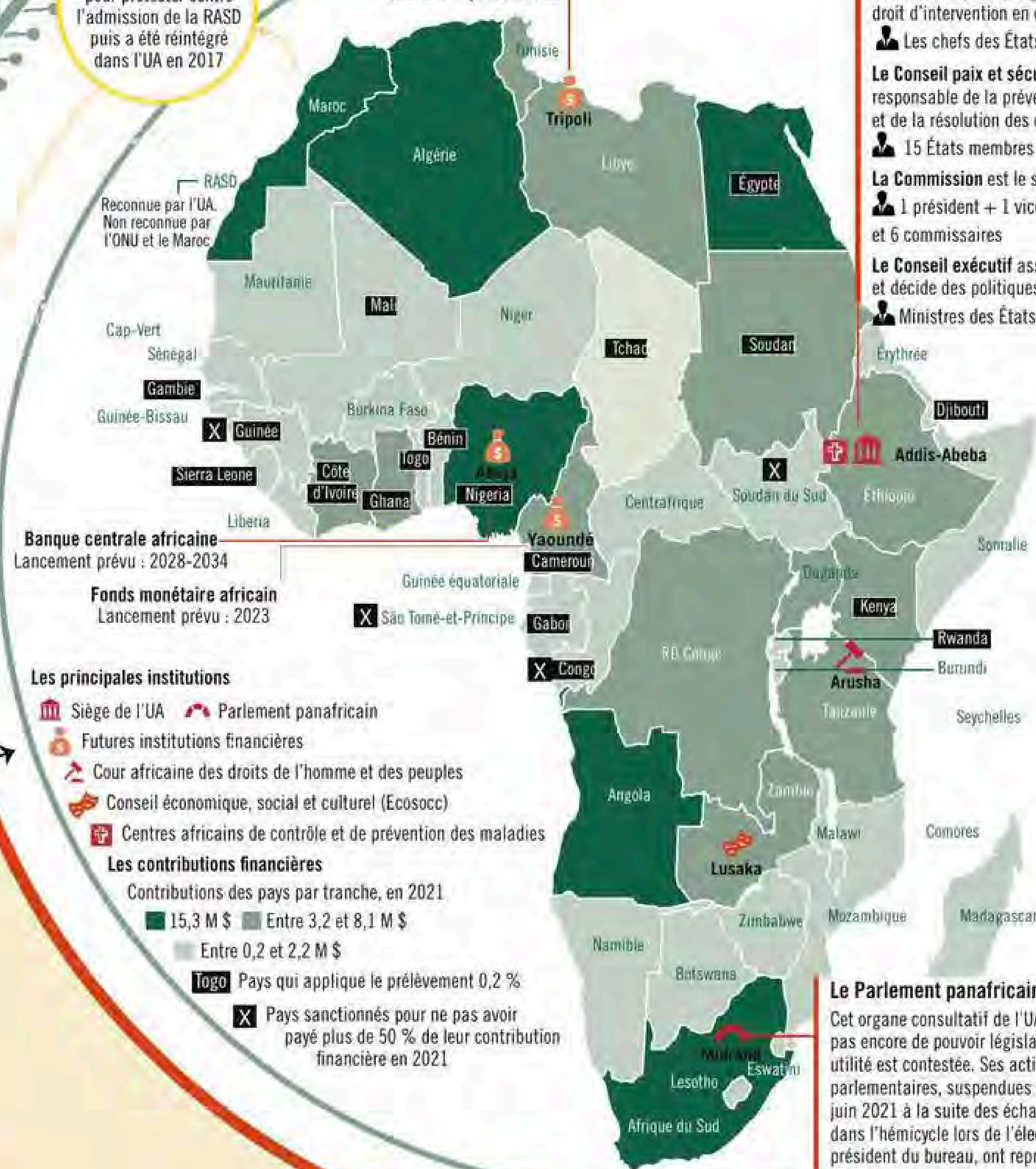


Des grands projets qui patinent



Encore sous-financée et très dépendante de l'étranger





Les principaux organes de l'UA

La Conférence, organe suprême, décide de la politique générale et détient un droit d'intervention en cas de conflit grave
Les chefs des États membres

Le Conseil paix et sécurité, organe responsable de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits
15 États membres élus

La Commission est le secrétariat de l'UA
1 président + 1 vice-président et 6 commissaires

Le Conseil exécutif assure la coordination et décide des politiques
Ministres des États membres

Le Parlement panafricain

Cet organe consultatif de l'UA ne dispose pas encore de pouvoir législatif, et son utilité est contestée. Ses activités parlementaires, suspendues depuis juin 2021 à la suite des échauffourées dans l'hémicycle lors de l'élection du futur président du bureau, ont repris le 27 juin.
255 députés, 11 commissions



Amara Essy, *Côte d'Ivoire*, 2002-2003 — Alpha Oumar Konaré, *Mali*, 2003-2008 — Jean Ping, *Gabon*, 2008-2012 — Nkosazana Dlamini Zuma, *Afrique du Sud*, 2012-2017 — **Moussa Faki Mahamat**, ***Tchad***, **2017-2027**

Sources : Manuel de l'Union Africaine, UA, UE, CESA

Politique

Côte d'Ivoire Les Thiam, au nom d'Houphouët
Cameroun Dieudonné, fini de rire
Tribune Une démocratie africaine à inventer ?
Tunisie Kaïs Saïed, Kadhafi light ?
France Les frères Bessedik, l'autre triangle magique du PSG



Lors de son investiture en tant que président de la transition, à Ouagadougou, le 2 mars 2022.
OLYMPIA DE MAISMONT/AFP

BURKINA FASO

LE MYSTÉRIEUX MONSIEUR DAMIBA

Cinq mois après son coup d'État, le lieutenant-colonel devenu président demeure un inconnu pour la plupart de ses compatriotes. JA lève le voile sur sa personnalité et sur ses intentions.

BENJAMIN ROGER, ENVOYÉ SPÉCIAL À OUAGADOUGOU

Sur la longue ligne droite menant au palais, le dispositif de sécurité a été renforcé. Des plots en béton ont été ajoutés. Des chicanes ont été créées, pour forcer les voitures à ralentir. Dans des guérites rénovées, les militaires ont remplacé les gendarmes au sein du Groupement de sécurité et de protection républicaine (GSPR). Une fois le perron franchi, leurs supérieurs en treillis arpentent les couloirs feutrés. Pas de doute : les nouveaux maîtres de Kosyam, ce sont bien eux.

Dans le vaste hall d'entrée, les portraits des anciens présidents trônent sur des chevalets. Thomas Sankara, Blaise Compaoré, Roch Marc Christian Kaboré… Depuis peu, une nouvelle silhouette complète la collection. Un militaire au béret rouge, à l'air impassible : le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba.

Cinq mois après son irruption au sommet de l'État, le nouveau « patron » reste un mystère. Rares sont ceux qui savent vraiment ce que cache ce visage aux traits poupins. L'homme n'est pas du genre bavard. « Il n'a jamais été d'un naturel loquace, mais là on sent qu'il prend encore plus ses précautions », confie un officier qui le connaît de longue date. En six mois de pouvoir, deux discours à la nation en tout et pour tout. Pas un mot à sa cérémonie officielle d'investiture. Moins on en dit, mieux on se porte. En bon militaire, Damiba semble avoir fait sien cet adage.

> « IL SAIT CE QUE VEUT DIRE RISQUER SA PEAU AU COMBAT. CE SENTIMENT BIEN SPÉCIAL DE SAVOIR QU'ON PEUT MOURIR TRENTE SECONDES PLUS TARD. »

S'il n'avait pas pris le risque de tenter un coup d'État contre Roch Marc Christian Kaboré, le 24 janvier, ce lieutenant-colonel d'infanterie aurait sans doute poursuivi le cursus classique d'officier dans lequel il s'était engagé. À 12 ans, il entre au Prytanée militaire du Kadiogo (1992-1999). « C'était un élève studieux et sérieux », se rappelle l'un de ses anciens camarades. Baccalauréat en poche, le jeune Paul-Henri enchaîne avec une formation d'officier à l'Académie militaire Georges-Namoano de Pô. Il en sort en 2003 avec le grade de sous-lieutenant, que lui remet en personne un certain… Blaise Compaoré.

Il rejoint alors directement le régiment de sécurité présidentielle (RSP), la garde prétorienne de l'ex-chef de l'État, où il est nommé commandant de compagnie. En 2011, des mutineries éclatent et font vaciller le régime. Menacé et traqué, il échappe de peu aux soldats. « Il était rigoureux. Les hommes n'aimaient pas toujours ça, souligne le général Gilbert Diendéré, ancien chef d'état-major particulier de Compaoré et ex-patron du RSP, aujourd'hui en détention. Certains lui en voulaient, même s'il y avait eu beaucoup d'intox à son sujet. Il a donc été exfiltré du régiment. » Il est alors envoyé loin de Ouagadougou, à Dori, dans le nord du pays.

En première ligne

Puis surviennent le départ de Compaoré et la plongée progressive du Burkina Faso dans l'insécurité. Commandant du Régiment d'infanterie commando (RIC) à Dori puis à Ouahigouya, Paul-Henri Sandaogo Damiba est en première ligne face aux groupes jihadistes qui attaquent sans cesse l'armée et les civils. Sur le terrain, il éprouve au quotidien les difficiles conditions de vie des soldats au front. Perd aussi des hommes. « Il sait ce que veut dire risquer sa peau au combat. Ce sentiment bien spécial, quand on est en patrouille, de savoir qu'on peut mourir trente secondes plus tard parce qu'on a sauté sur un engin explosif ou parce qu'on est victime d'une embuscade », confie l'un de ses proches.

Aux premières loges, le jeune gradé de 41 ans assiste, impuissant, à la désagrégation de son pays. Il mesure aussi la grogne qui monte au sein de la troupe, lassée de se sentir abandonnée – voire flouée – par le pouvoir politique. Le 14 novembre 2021, l'attaque d'Inata, qui coûte la vie à 53 gendarmes privés de ravitaillement depuis deux semaines, suscite l'indignation générale. Pour Damiba, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Dans les semaines qui suivent, les rumeurs de coups d'État reprennent de plus belle. À juste titre. En coulisses, au moins sept équipes de militaires envisagent d'agir. L'une d'elles est particulièrement surveillée : celle du lieutenant-colonel Zoungrana, craint pour ses méthodes musclées et son goût du combat. Le 10 janvier, celui que certains qualifient de « barbouze » est arrêté.

Cette interpellation accélère un autre projet. Grâce à sa ligne plus modérée, Damiba est parvenu à agréger une partie des autres équipes. Sous pression, il décide de passer à l'action avec des camarades. Parmi eux, essentiellement des officiers ou sous-officiers plus jeunes, notamment des capitaines, qu'il connaît ou qu'il a dirigés dans le passé. « Des trentenaires qui vomissaient le système et ne supportaient plus de compter les cadavres de leurs frères sur le terrain », résume une source diplomatique.

Pas de mort, la rue ouagalaise qui applaudit : le 24 janvier, le putsch de Damiba et de son Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) est une réussite. Contraint à la démission, Roch Marc Christian Kaboré est arrêté et placé en résidence surveillée. En le nommant, un mois plus tôt, commandant de la stratégique troisième région militaire – qui englobe Ouagadougou –, le chef de l'État n'avait pas imaginé que cet homme serait son tombeur. « Nous avons été surpris de le voir à la tête des putschistes. Le président avait eu des entretiens avec lui avant de le nommer et il lui faisait confiance », se rappelle un intime de Kaboré. À tort : lors de sa promotion, le futur leader du MPSR réfléchissait déjà à renverser le régime.

Un meneur d'hommes

Une fois son putsch déclenché, le lieutenant-colonel parvient à embarquer la majorité des officiers de l'armée dans son sillage. « Il n'est pas étonnant que ce soit lui qui en ait pris la tête : c'est un meneur d'hommes. De tous les officiers de sa génération, c'est l'un des plus appréciés de la troupe », analyse le général Diendéré. La partie n'était pourtant pas gagnée d'avance. Il lui a notamment fallu rallier certains camarades de sa fameuse promotion 1992 avec lesquels il avait fait les quatre cents coups au PMK puis, pour une bonne partie d'entre eux, à Pô. En 2015, la plupart des officiers de cette promo s'étaient opposés à la tentative de putsch des pro-Compaoré contre les autorités de transition, mais n'avaient pas associé Damiba à leurs opérations. « Était-ce parce que c'était un ancien du RSP ? Qu'ils craignaient ses liens passés avec Diendéré ? Personne n'a jamais vraiment su, mais il a été tenu à l'écart », commente une personnalité alors au cœur des événements.

Sept ans plus tard, sa revanche est prise. Le voilà solidement installé au palais de Kosyam. Habile, bon stratège, il est parvenu à s'imposer sans rencontrer de contestation, ou presque. Après avoir été solennellement investi mi-février chef de l'État par le Conseil constitutionnel, il voit son bail présidentiel étendu à trois ans par les Assises nationales de transition. Plus question de remettre le pouvoir à un civil. « Militaires, politiques, magistrats, partenaires étrangers : tout le monde l'a accepté sans broncher. Il faut reconnaître qu'il a bien manœuvré au cours de ses premières semaines au pouvoir », juge un acteur politique burkinabè.

Sauf qu'à Ouagadougou comme ailleurs l'état de grâce n'est pas éternel. Rapidement, les choses commencent à se corser pour le nouvel homme fort du pays, sur fond



OLYMPIA DE MAISMONT/AFP

Inhumation d'un soldat burkinabè tué dans l'attaque d'un camp de gendarmerie à Inata, le 14 novembre 2021.

d'inflation mondialisée. Au fil des mois, les critiques se généralisent. Surtout quant à sa promesse majeure, celle qu'il a brandie pour justifier le coup porté au régime de Kaboré : le retour de la sécurité au Burkina Faso. Au vu de l'échec de la classe politique, des militaires aux commandes ne pouvaient faire pire, pensaient beaucoup de Burkinabè. Mais la situation ne change guère. Les attaques jihadistes continuent, et le nombre de morts ne diminue pas. Le 11 juin, au moins 86 civils sont massacrés à Seytenga. Une nouvelle tuerie de masse qui provoque l'émoi national.

Pas de quoi se laisser décourager pour autant. Contrairement à Kaboré, Damiba multiplie les visites sur le terrain – y compris à Seytenga, quatre jours après le drame. Il suit au quotidien les opérations militaires, coordonnées par une structure qu'il a spécialement montée, le Commandement des opérations du théâtre national (COTN), confié à l'un de ses proches, le lieutenant-colonel Yves-Didier Bamouni, que beaucoup décrivent comme l'autre pilier du régime. Décision a aussi été prise de communiquer davantage sur les résultats engrangés sur le front.

« Ouvert avec tout le monde »

En complément de cette stratégie purement militaire, le pouvoir a décidé de jouer la carte du dialogue, à travers des « comités locaux » qui seront chargés, ici et là, de favoriser la réconciliation intercommunautaire et d'ouvrir des discussions avec les groupes jihadistes. « Nous sommes convaincus que nous pouvons améliorer durablement les choses grâce à ce mécanisme. La porte reste ouverte à ceux qui le souhaitent. Les personnes les plus réceptives doivent pouvoir être accompagnées par l'État. Et nous continuerons à combattre celles qui refusent le dialogue », explique un intime de Damiba.

« Ouvert avec tout le monde », ainsi que le décrit l'un de ses proches, le lieutenant-colonel compte aussi le rester avec ses différents partenaires étrangers, dont il continue à réclamer le soutien. À l'heure où les autorités de transition maliennes ont fait le choix de rompre avec la France et de faire appel aux mercenaires de la nébuleuse russe Wagner, beaucoup – en particulier les responsables français – se demandent si leurs homologues burkinabè se préparent à suivre la même voie, notamment depuis que Damiba a envoyé à Bamako, à la fin d'avril, une délégation pour rencontrer Assimi Goïta.

Dans l'entourage du chef de l'État, qui évoque ouvertement la nécessaire « diversification des partenariats », les propos varient et entretiennent le flou. « Nous ne comptons que sur nos propres forces. Nous ne voulons aucun mercenaire armé sur notre sol », affirme un proche conseiller du dirigeant. « Quand on se noie, on ne regarde pas à quoi on s'accroche. S'il n'y a pas d'autre option que Wagner, Wagner peut être une option », prévient un autre.



Manifestation de soutien aux militaires, à Ouagadougou, le 19 février 2022.

OLYMPIA DE MAISMONT/AFP

« S'IL N'Y A PAS D'AUTRE OPTION QUE WAGNER, WAGNER PEUT ÊTRE UNE OPTION », PRÉVIENT L'UN DE SES CONSEILLERS.

Pour la Cedeao et ses voisins, il n'est pas question de se fâcher, encore moins d'entamer un bras de fer comme le fait la junte malienne. Trois missions à Ouagadougou depuis janvier, un médiateur – l'ancien président Mahamadou Issoufou – désigné seulement début juin, pas de véritable sanction… L'organisation ouest-africaine se montre bien plus conciliante avec les putschistes burkinabè qu'avec leurs frères d'armes à Bamako. « En raison des précédents malien et guinéen, la Cedeao est paralysée sur la question du Burkina, explique une source diplomatique. Les chefs d'État de la région sont très divisés sur ce dossier. Certains estiment qu'il faut accompagner la transition, d'autres qu'il faut hausser le ton. » En coulisses, Paul-Henri Sandaogo Damiba rassure ses homologues, comme Alassane Ouattara ou Mohamed Bazoum, lorsqu'il leur parle au téléphone.

Plus le temps passe, plus le principe d'une transition de trois ans dirigée par Damiba semble acquis par tous. Selon les militaires burkinabè, impossible de faire plus court. « Il faut que la Cedeao arrête de s'accrocher à ses principes. Qu'elle vienne au Burkina pour se rendre compte de la complexité de la situation sécuritaire. Nous sommes les premiers à vouloir revenir à l'ordre constitutionnel, mais il faut être réaliste : à court terme, il est impossible de tenir des élections crédibles », assure un cadre du MPSR.

D'ici là, le lieutenant-colonel Damiba se dit en mission, prêt à tout pour atteindre son objectif : stabiliser le pays et partir avec la sensation du devoir accompli. Doté d'un certain ego, il entend aussi laisser une trace dans l'histoire de son pays. De là à vouloir s'éterniser au pouvoir ? « Absolument pas. Il est humble, concentré, au travail. Il n'est pas venu là pour boire du champagne, il est là pour transformer les choses en profondeur. Il va faire le job et s'en aller », jure l'une de ses vieilles connaissances.

Une fibre sankariste ?

Fils d'un père infirmier et d'une mère institutrice, Damiba est issu d'un milieu modeste. « C'est quelqu'un de simple et d'accessible, que le pouvoir n'a pas changé », poursuit notre source. Les premières années de sa vie, le garçon les passe dans un quartier populaire de Ouagadougou à l'heure de la révolution. En a-t-il gardé une fibre sankariste ? Pas vraiment, assurent ses camarades. « Sa seule idéologie, c'est le patriotisme », indique l'un d'eux.

Il n'empêche. Certaines de ses décisions ne sont pas sans rappeler celles de Thomas Sankara. Interdiction des « réjouissances populaires et des événements à caractère festif » après minuit en semaine et après 2 heures du matin le week-end en raison du contexte sécuritaire, opérations « *mana mana* » de nettoyage des rues par les citoyens… Le lieutenant-colonel, qui n'hésite pas à conclure ses discours par le célèbre « la patrie ou la mort, nous vaincrons ! », compte aussi remettre au goût du jour des valeurs historiques burkinabè comme l'intégrité qui, selon l'un de ses collaborateurs, ont été « dévoyées ».

Surtout, Damiba entend faire de la lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance l'une de ses principales batailles. Il a saisi l'Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption (ASCE-LC) et lancé différents audits dans l'administration et certaines institutions. « Il ne tolère pas qu'on tape dans la caisse comme c'est le cas depuis des années et il n'hésitera pas à faire tomber des têtes, avertit un proche. Vu

la situation dans laquelle nous sommes et le peu de ressources dont nous disposons, nous ne pouvons pas nous permettre une mauvaise gestion des comptes publics. » Ses adversaires, eux, y voient plutôt une chasse aux sorcières.

Décrit comme calme et serein, ce catholique pratiquant, originaire de la province de Kouritenga, à l'est de Ouagadougou, jouit aussi d'une réputation d'intellectuel. Il a en effet publié un livre en 2021, *Armées ouest-africaines et terrorisme : réponses incertaines ?* et a suivi des formations à Paris. Il y a obtenu un master 2 en sciences criminelles au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) et a étudié à l'École de guerre entre 2016 et 2017. À l'époque, ses évaluateurs l'avaient décrit comme « francophile », doté d'un « bon potentiel » et « susceptible d'exercer de hautes fonctions militaires au Burkina Faso ».

Jeux de pouvoir

À en croire son premier cercle, Damiba s'échinerait nuit et jour à la tâche. « Quand un problème lui est posé, peu importe l'heure, il le règle. Il ne dort d'ailleurs pas assez », s'inquiète un de ses fidèles.

Depuis qu'il a pris le pouvoir, ce père de deux enfants réside sous bonne garde dans une des villas présidentielles de Ouaga 2000, non loin de Kosyam. S'il y reçoit quelques visiteurs, il passe le plus clair de son temps au palais, où il arrive tôt le matin et d'où il repart tard, souvent bien après la tombée de la nuit.

CERTAINS PRÊTENT À DAMIBA UN DESSEIN CACHÉ : LA RÉHABILITATION DE CACIQUES DE L'ANCIEN RÉGIME.

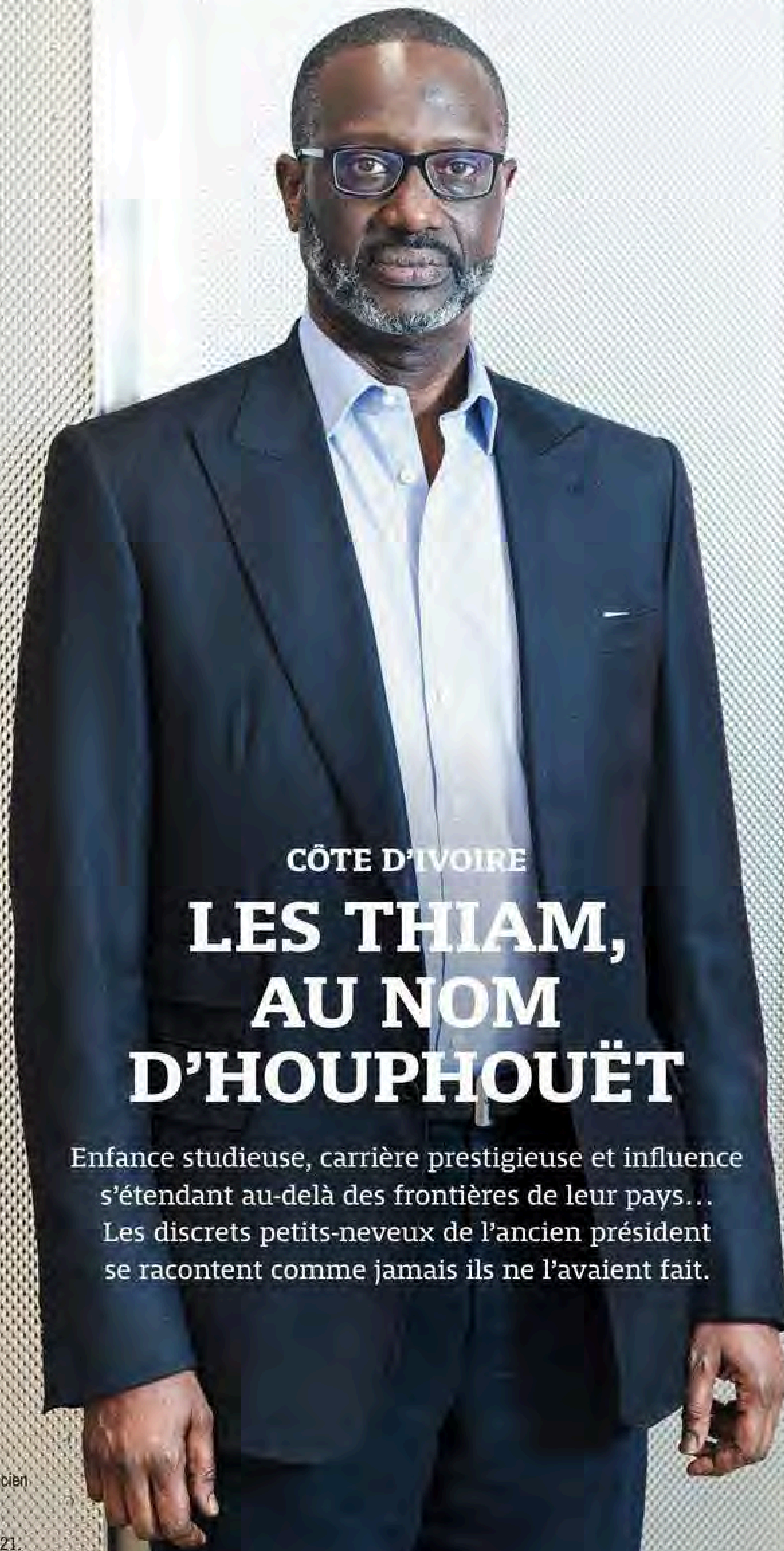
Au quotidien, le président dirige le pays avec une poignée de militaires en lesquels il a toute confiance. Comme son directeur de cabinet, le chef d'escadron Serge Thierry Kiendrebeogo. Mais aussi plusieurs de ses « promotionnaires » du PMK, qu'il connaît depuis l'adolescence. Outre le lieutenant-colonel Yves-Didier Bamouni (et son adjoint, le lieutenant-colonel Roméo Ouoba), Victor Tankoano, ex-chef de corps du 22e régiment d'infanterie commando de Gaoua, ou encore le lieutenant-colonel Naon Daba, commandant de la Brigade nationale des sapeurs-pompiers, font partie de ces anciens camarades de classe au cœur du pouvoir.

D'autres militaires ont par ailleurs été nommés à la présidence, au gouvernement ou encore à la tête de certaines structures publiques, comme la Société nationale burkinabè des hydrocarbures (Sonabhy). De quoi alimenter les critiques de leurs opposants. « Ils nous accusaient de politiser l'administration, mais eux la militarisent. Leur place est au front, pas dans des bureaux climatisés », dénonce une figure du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), le parti de l'ex-président Kaboré. Les membres du MPSR rétorquent que le Premier ministre, la quasi-totalité du gouvernement ou encore les membres de l'Assemblée législative de transition (ALT) sont des civils.

En interne, ces inévitables jeux de pouvoir commencent aussi à susciter des tensions. Plusieurs sources rapportent le malaise de certains jeunes capitaines qui ont été au cœur du coup d'État mais n'ont pas obtenu les postes ou les récompenses qu'ils espéraient. « Damiba n'avait pas le choix : il était obligé de placer des commandants ou des lieutenants-colonels plutôt que des soldats peu gradés, sinon il y aurait eu des problèmes de hiérarchie », analyse une source sécuritaire. À l'autre bout de la pyramide des âges, une partie de la « vieille garde » de l'armée, notamment les colonels et les généraux, redoute d'être mise à l'écart par la génération Damiba. Quant aux gendarmes, ils supporteraient de moins en moins d'être déployés en première ligne, où ils subissent de lourdes pertes.

Certains des « boys » restés loyaux envers le pouvoir de transition lors du putsch des pro-Compaoré en 2015 seraient aussi circonspects face à la tournure prise par les événements. En cause, un dessein caché que les fidèles de Kaboré et plusieurs militants de la société civile prêtent à Damiba et à ses proches : la réhabilitation de caciques de l'ancien régime. À les entendre, le putschiste travaillerait en sous-main à leur retour aux affaires.

« Ils font revenir des officiers du RSP, des membres du CDP [Congrès pour la démocratie et le progrès, le parti de Compaoré] ou même des gens directement liés au clan Compaoré », accuse un proche de Kaboré. Un autre voit dans l'attribution du portefeuille de la Réconciliation nationale à Yero Bolly, ex-directeur de cabinet plusieurs fois ministre de Blaise Compaoré, la preuve « qu'ils préparent le retour » de l'ancien président, exilé à Abidjan et condamné à la prison à vie pour l'assassinat de Thomas Sankara. « Ce sont des rumeurs totalement infondées, alimentées par nos adversaires, réplique un intime de Damiba. Il n'est pas politicien, il n'a pas d'agenda caché. Il n'est ni téléguidé ni manipulé par je ne sais qui. Son seul but est de restaurer la sécurité au Burkina. » ●



Tidjane Thiam, ancien directeur général du Crédit Suisse, le 2 décembre 2021.

CÔTE D'IVOIRE

LES THIAM, AU NOM D'HOUPHOUËT

Enfance studieuse, carrière prestigieuse et influence s'étendant au-delà des frontières de leur pays… Les discrets petits-neveux de l'ancien président se racontent comme jamais ils ne l'avaient fait.

POLITIQUE **CÔTE D'IVOIRE**


Augustin Thiam, gouverneur de Yamoussoukro (ici à la Fondation Houphouët-Boigny, le 7 juin).

ISSAM ZEJLY POUR JA

AÏSSATOU DIALLO, À ABIDJAN

À Yamoussoukro, c'est comme si le temps s'était figé. Les grandes avenues désertes témoignent de l'ambition passée de Félix Houphouët-Boigny pour son village natal, qu'il avait érigé en capitale. En arrivant d'Abidjan, d'imposants bâtiments se détachent à l'horizon. Au loin, la coupole de la basilique, la plus grande du monde, se dresse fièrement. Et puis, il y a la Fondation Félix-Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, construite dans les années 1980 et qui reste aujourd'hui encore ultra-moderne. Entouré de jardins, ce grand bâtiment abrite de nombreuses administrations et institutions.

Le hall d'entrée franchi, l'on se retrouve face à d'immenses colonnes. Tout au fond, trône un imposant portrait de l'ancien président. C'est là, à la fondation, qu'Augustin Thiam donne rendez-vous. Petit-neveu de Félix Houphouët-Boigny, il est aujourd'hui ministre gouverneur du district de Yamoussoukro, sur lequel il règne depuis son bureau du premier étage. Il a 69 ans, son costume bleu marine impeccable et son ton solennel lui donnent un air strict. Mais une fois passées les salutations en usage dans la tradition baoulée, il se montre plus détendu. « J'ai le sens de l'humour et beaucoup d'autodérision. Il faut savoir rire de soi-même », dit-il. Dans le vaste bureau, un portrait d'Alassane Ouattara est accroché au mur.

En plus de représenter l'État dans la capitale ivoirienne, Augustin Thiam est, depuis une dizaine d'années, le chef du canton Akouè, une tribu baoulée. Au terme d'un long bras de fer coutumier, administratif et judiciaire qui l'a opposé à l'un de ses cousins, Augustin Dahouet-Boigny, qui réclamait la légitimité de la chefferie, la Cour suprême a tranché en sa faveur, en juin 2017. Mais Augustin Dahouet-Boigny continue de se proclamer chef. « Chez nous, la chefferie se transmet par la femme. L'héritier est l'enfant d'une sœur. Mon cousin qui revendiquait est l'enfant d'un fils. Il ne peut donc pas hériter », estime Augustin Thiam, désignant l'arbre généalogique qu'il a spécialement fait venir dans son bureau pour l'occasion.

Il l'assure, il a la tradition avec lui, a réussi le rite de passage et dispose du soutien de la quasi-totalité des chefs de villages du canton. Une vidéo d'Houphouët les présentant, lui et ses frères, comme ses héritiers a d'ailleurs marqué les Ivoiriens. « Je vous explique cela pour que ce soit clair : il n'y a pas de problèmes de chefs à Yamoussoukro. C'est une pure invention d'Henri Konan Bédié et du Parti démocratique de Côte d'Ivoire [PDCI, opposition]. Ils ont fait toute une histoire parce que je soutenais le président Alassane Ouattara alors que 90 % des chefs baoulés sont PDCI », insiste celui qui s'est spontanément proposé, au début des années 2000, pour « vendre du Alassane » en pays baoulé, ce qui avait été perçu, à l'époque, comme une trahison. Un petit-neveu du fondateur du PDCI osait-il vraiment soutenir le camp rival ? Mais ça, c'est une autre affaire. Un chapitre d'une de ses nombreuses vies – il a été médecin, puis journaliste à *Jeune Afrique* – que le septuagénaire a accepté d'aborder, ce 7 juin, tout comme l'histoire de sa famille, dont le destin est lié à celui du pays.

« JE ME SENS IVOIRIENNE ET JE LE SUIS. JE CONNAIS MA CULTURE SUR LE BOUT DES DOIGTS. »

Fils d'Amadou Thiam et de Mariétou Sow – nièce d'Houphouët –, Augustin est issu d'une fratrie de sept. Trois des enfants sont décédés : Daouda, ancien ministre de l'Énergie et des Mines, le 30 octobre 2018 ; Papa Ababakar, docteur en histoire, en 1995 ; et N'Deye Anna, ancienne cadre de la banque BIAO, en 2019. Parmi les quatre frères et sœurs encore en vie, il y a donc Augustin, désormais le plus âgé, Abdel Aziz, Yamousso et Tidjane, le benjamin, qui fêtera ses 60 ans le 29 juillet.

Caste des forgerons

Leur père, Amadou Thiam, naît en 1923 à Dakar, alors capitale de l'Afrique occidentale française. Dans une société traditionnelle divisée en castes, le père d'Amadou, Ababakar Thiam, est issu de celle des forgerons. Une « caste » pas comme les autres : ceux qui fabriquent des armes pour faire la guerre sont considérés comme des nobles. Une fois installés en ville, les Thiam sont pour nombre d'entre eux devenus bijoutiers. C'est dans cet univers que grandit Amadou. D'abord employé de commerce, il est enrôlé dans l'armée française, mais ne combat pas durant la Seconde Guerre mondiale. Le jeune homme rêve-t-il d'ailleurs ? Il rencontre Mariétou Sow, l'épouse et s'installe avec elle en Côte d'Ivoire à la fin des années 1940. Il fait des études de journalisme et travaille à Radio Côte d'Ivoire avant de devenir le directeur de la station en 1959.

Après l'indépendance de la Côte d'Ivoire, lorsque Houphouët décide de nommer son neveu ministre de l'Information, le président se rend compte qu'Amadou est français. « Il prend un décret et le naturalise ivoirien, et nous avec. Mais maman étant ivoirienne, nous l'étions donc déjà », explique Augustin Thiam. Cet épisode a son importance dans une Côte d'Ivoire qui a été secouée par une crise de l'ivoirité. Aujourd'hui encore, les frères Thiam continuent d'être considérés comme des Sénégalais.

« Je le prends très mal. J'ai pleuré pour ce genre de choses », glisse Yamousso Thiam. On rencontre cette élégante et dynamique sexagénaire sur la terrasse du somptueux Noom Hôtel, au Plateau. La piscine à débordement du septième étage offre une vue sur la lagune et, sur l'autre rive, sur le célèbre Hôtel Ivoire. C'est ici, au rez-de-chaussée, qu'elle a décidé de lancer, au début de juin, deux *concept stores* pour promouvoir les créateurs et le luxe africains. Elle enchaîne : « Je me sens ivoirienne, et je le suis. J'ai découvert le

Sénégal vers l'âge de 15 ans, lorsque nous y sommes allés en vacances. Je connais aussi ma famille sénégalaise, avec qui j'entretiens d'excellents rapports. Un de mes cousins a d'ailleurs été mon témoin de mariage. Donc, oui, nous avons des liens. Mais je suis ivoirienne. »

Chez les Thiam, la culture baoulée occupe en effet une place majeure. « Je suis d'abord baoulée, ensuite akan, et après ivoirienne. Mes frères ne vous diront peut-être pas la même chose. Je m'adressais à ma mère en baoulé, parler cette langue me paraît naturel. Je connais ma culture sur le bout des doigts », explique Yamousso.

Excellence exigée

Jeune, Yamousso et sa fratrie coulent des jours tranquilles chez le président, entre Abidjan et Yamoussoukro. Dans son immense propriété, à l'arrière de sa maison, Houphouët a fait construire des logements pour ses sœurs, ainsi que pour sa nièce, Mariétou. « Notre grand-mère nous envoyait une voiture dès le premier jour des vacances, raconte Yamousso. C'était une 403 bleu marine avec un toit ouvrant. À l'époque, seule une piste menait à Yamoussoukro, alors on arrivait les cheveux rouges de latérite. On sortait tous la tête de la voiture et on disait : "Vive Yamoussoukro !" Ce cri de joie marquait le début de nos vacances entre cousins et cousines, des balades à vélo et des visites de plantations de café et de cacao. C'était un moment magique ! »

> « ON ARRIVAIT EN VACANCES LES CHEVEUX ROUGES DE LATÉRITE ET ON CRIAIT : "VIVE YAMOUSSOUKRO !" »

Les repas se prenaient tous ensemble dans la grande salle à manger. Houphouët s'asseyait au centre de la table en forme de U, les enfants s'installaient de part et d'autre, par ordre d'aînesse. Parfois la famille accueillait à dîner des convives, et même des chefs d'État. Il fallait bien se tenir.

Mais lorsqu'éclate l'affaire des « faux complots », Amadou Thiam fait partie des accusés. Il sera emprisonné avant d'être blanchi et nommé ambassadeur au Maroc, en 1966. La famille tente de s'intégrer. Au lycée français de Rabat, les enfants côtoient les rejetons de membres du gouvernement et de diplomates.

« Chaque fois que l'on parle de nous, on a tendance à nous présenter comme des enfants exceptionnels. Je dirais plutôt que nous avons eu des parents exceptionnels. Et j'imagine aujourd'hui la quantité de sacrifices auxquels ils ont dû consentir pour nous donner l'instruction que nous avons eue », souligne Augustin. À la maison, l'ambiance était studieuse et l'excellence, exigée. Pour avoir le droit d'aller au cinéma le jeudi, il fallait que le carnet de correspondance contienne de bonnes notes le mercredi. « Tout était organisé de façon que les grands s'occupent des petits », raconte Abdel Aziz Thiam, qui fut ministre des Transports de 2006 à 2007, sous Laurent Gbagbo. « Mon professeur, c'était Daouda, l'aîné de la famille. Tout ce que j'ai fait, c'est grâce à lui. Puis, lorsque j'ai grandi, on m'a confié Tidjane. C'était un enfant très doué et qui avait le goût du travail », ajoute-t-il.

Malgré sa longue carrière, Abdel Aziz est resté discret. Il a commencé sa vie d'ingénieur au sein du groupe de BTP Dumez en 1979. Il est alors maître d'ouvrage de la basilique de Yamoussoukro. Après avoir été présenté à Alassane Ouattara par son oncle, l'ancien Premier ministre Charles Konan Banny, en 1989, il se voit confier la supervision de la privatisation du chemin de fer ivoirien. Il rejoint ensuite Bolloré en 1995 comme directeur régional et directeur général de la compagnie de chemin de fer Sitarail. Le centralien, qui a également été vice-président de Necotrans, est, depuis 2017, le directeur régional du groupe Navitrans. Il est également président du conseil d'administration de plusieurs sociétés. Proche de l'ancien président Henri Konan Bédié, Abdel Aziz a été nommé membre du bureau politique du PDCI par Houphouët lui-même en 1990. Il est aujourd'hui membre du comité chargé de réfléchir à la mobilisation des ressources au sein du parti.

Le rôle important joué par leurs parents revient souvent lorsqu'on échange avec les enfants Thiam. « Lorsque nous allions à l'internat, ma mère cousait elle-même les étiquettes sur nos vêtements. Elle nous faisait la cuisine, nous consacrait du temps », se souvient avec émotion Tidjane Thiam. Le benjamin est sans doute le membre de la famille le plus connu. Toujours premier de sa classe, premier Ivoirien à entrer à Polytechnique, dirigeant du Crédit Suisse... Et apprécié des puissants de ce monde : il a conseillé Barack Obama, a reçu des éloges d'Emmanuel Macron. Il ajoute, au sujet de ses parents : « Leur premier poste de dépense a toujours été nos études. Si je disais que j'avais besoin d'une encyclopédie, ils se saignaient pour que je l'aie. Nous avons eu des parents extraordinaires. »

Houphouët s'implique personnellement dans l'éducation de certains d'entre eux, dont Daouda, qu'il prend sous son aile. L'aîné deviendra ministre de l'Énergie et des Mines sous Robert Gueï, entre 1999 et 2000, puis conseiller d'Alassane Ouattara après l'arrivée au pouvoir de ce dernier, en 2011. Thierry Tanoh, qui a été son collaborateur, se souvient d'« un homme de principes dans la gestion des affaires publiques » et « qui ne se laissait pas marcher sur les pieds ». « C'était un modèle pour moi », confie l'ex-secrétaire général de la présidence.



ISSAM ZEJLY POUR JA

Abdel Aziz Thiam, directeur régional du groupe Navitrans, et sa sœur, Yamousso, à Abidjan, le 2 juin.

Dans ses prises de parole publiques, Houphouët n'hésite pas à présenter ses petits-neveux comme des modèles de réussite. Dès leur plus jeune âge, ils sont souvent sous le feu des projecteurs. Surtout Tidjane. « Ce n'était pas agréable, je m'en serais bien passé. Tous ceux qui me connaissent vous diront que je suis extrêmement timide », confie-t-il. Il se souvient, par exemple, d'une interview qu'il a donnée lors de son admission à Polytechnique : « Je ne voulais pas faire cette interview. Avec mon père, on s'est battus pendant des semaines à ce sujet. Il me disait que je ne pouvais pas refuser, que j'étais tout de même le premier Ivoirien à être admis dans cette prestigieuse école. Alors seulement j'ai accepté de la faire, mais avec une tête d'enterrement ! »

Homme providentiel ?

Ces dernières semaines, l'actualité a été marquée par les démarches de Tidjane en vue d'obtenir un passeport ivoirien. Sa rencontre avec Alassane Ouattara, à Mougins, au début de juin, symbole du rapprochement entre les deux hommes, a été très commentée. Alors que « l'enfant prodigue » n'est jamais revenu à Abidjan depuis son départ du pays, au début des années 2000, son retour, annoncé pour les prochaines semaines, fait frémir l'ensemble de la classe politique.

Car si certains de ses compatriotes lui reprochent son absence prolongée, d'autres se souviennent du patron investi qu'il était lors de son passage à la Direction de contrôle des grands travaux (DCGT), devenue Bureau national d'études techniques et de développement (1994-1999) et au ministère du Plan (1998-1999). « Sur chacun des grands projets que nous entreprenions, il se posait la question de l'impact [que ceux-ci auraient] sur les populations », se remémore Ginette-Ursule Yoman, qui fut l'une de ses conseillères.

Lorsqu'il arrive à la DCGT, en 1994, Tidjane est la tête pensante des « Douze travaux de l'éléphant », des projets tels que la centrale d'Azito, l'extension du port d'Abidjan, l'aéroport de la capitale économique, qui restent emblématiques du développement de la Côte d'Ivoire. Malgré l'éloignement, il a toujours gardé un œil sur la vie de son pays. Il assure entretenir de bonnes relations avec Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié, d'autant que

POLITIQUE **CÔTE D'IVOIRE**

le fils du « Sphinx », Jean-Luc Bédié, a été son témoin de mariage. De son côté, Abdel Aziz Thiam est très proche de Simon Doho, président du groupe parlementaire PDCI et conseiller de Bédié.

Alors que, dans la perspective de la présidentielle de 2025, le jeu politique n'a jamais semblé aussi ouvert depuis longtemps, Tidjane pourrait-il être l'homme providentiel ? Lorsqu'on l'interroge sur ses ambitions, l'intéressé préfère botter en touche. « J'apporterai toujours des choses à mon pays. Il y a mille manières de contribuer à la société. Les gens sont obsédés par la politique. Vous savez, aujourd'hui, le pouvoir c'est aussi Apple, Netflix, Microsoft… Ces entreprises pèsent bien davantage que le secrétaire d'État au Commerce des États-Unis. Pour moi, ce qui compte aujourd'hui, c'est beaucoup plus la capacité d'innovation et de création de richesses que ce que fait l'État », dit-il. « Honnêtement je ne sais pas ce qu'il a l'intention de faire, confie Abdel Aziz. Ce que je sais, c'est que la Côte d'Ivoire l'intéresse toujours. S'il a des ambitions politiques, il le dira quand il le souhaitera. »

Tidjane Thiam peut en tout cas compter sur sa famille en général, et sur la figure d'Houphouët en particulier. Malgré la distance, la fratrie est toujours restée très soudée. « Comme dans toutes les familles, il arrive qu'il y ait des opinions différentes », reconnaît Abdel Aziz. « Ne vous y méprenez pas. Si vous marchez sur les pieds de l'un d'entre nous, vous nous aurez tous sur le dos », renchérit Augustin. Depuis Yamoussoukro, ce dernier prend soin de veiller sur l'héritage du « Vieux », comme chacun de ses frères et sœurs le fait à sa manière.



Noël 1968. Amadou et Mariétou Thiam, avec leurs enfants (de g. à dr.) : Yamousso et Tidjane (assis), Daouda, N'Deye Anna, Papa Ababakar, Augustin et Abdel Aziz (debout).

> « SI VOUS MARCHEZ SUR LES PIEDS DE L'UN D'ENTRE NOUS, VOUS NOUS AUREZ TOUS SUR LE DOS. »

Yamousso mûrit ainsi depuis des années un projet de musée qui porterait le nom du père de l'indépendance et serait installé dans l'ancienne maison d'Houphouët-Boigny. La ministre de la Culture est attendue dans la capitale dans les prochaines semaines pour relancer ce projet, qui a reçu l'aval des autorités en 2020.

Près de trente ans après la mort de l'ancien président, sa figure tutélaire est plus que jamais rassembleuse. Oubliées les critiques, le nom d'Houphouët est brandi par tous les partis. « Nous sommes dans une Côte d'Ivoire où la majorité des jeunes ne l'a pas connu et est à la recherche des valeurs morales qu'il incarne. Ils ont besoin de références », juge Augustin. « On s'interroge sur Tidjane Thiam et sur son retour au pays. Pourtant, à mon avis, la question n'est pas de savoir depuis combien de temps il habite la Côte d'Ivoire, mais depuis quand la Côte d'Ivoire l'habite ! » estime le critique d'art Franck Hermann Ekra, l'un de ses neveux. Les deux hommes se sont vus le 8 avril, à Paris, et ont visité ensemble la 1-54 Contemporary African Art Fair. « Je me souviens que Tidjane y sifflotait le *Sixième Sillon* », confie-t-il. Une « ode à Houphouët » considérée comme le deuxième hymne national ivoirien. ●

TIDJANE THIAM

« Un premier pas a été franchi en vue de mon retour »

Près d'un quart de siècle après avoir quitté sa patrie, l'ancien directeur du Crédit Suisse a demandé un passeport ivoirien. De quoi alimenter toutes les spéculations sur son ambition présidentielle supposée. Il se confie à JA.

PROPOS RECUEILLIS PAR AÏSSATOU DIALLO

Depuis le coup d'État qui, en 1999, a chassé Henri Konan Bédié du pouvoir et installé Robert Gueï à la tête de la Côte d'Ivoire, jamais Tidjane Thiam n'est revenu dans son pays natal. Ce petit-neveu d'Houphouët, à la brillante carrière de financier et de dirigeant d'entreprise, n'a pourtant jamais été oublié de ses compatriotes. Alors qu'il envisage un retour à Abidjan, d'aucuns lui prédisent un destin présidentiel. Pourrait-il être un recours en 2025? Il a accepté de répondre à *Jeune Afrique*.

Jeune Afrique : À Abidjan, certains affirment que vous vous préparez à briguer la magistrature suprême. Pourquoi n'avez-vous jamais voulu démentir ou confirmer cette ambition ?

Tidjane Thiam : Déjà en 1998-1999, lorsque j'étais ministre du Plan et du Développement, il y avait toutes sortes de spéculations. Cela me peinait, car je n'aime pas qu'on raconte des choses fausses à mon propos. J'étais même allé voir le Premier ministre, Daniel Kablan Duncan, avec qui j'entretenais de très bonnes relations, pour lui assurer que je ne convoitais pas sa place. L'un de mes mentors m'a ensuite dit que j'avais commis une erreur de novice et que j'aurais mieux fait de me taire. « Ne dis jamais que tu ne veux pas d'un poste car personne ne te croira et cela détruira ta crédibilité », m'a-t-il conseillé. Désormais, je préfère donc me taire.

Pourtant, vous avez récemment fait savoir que vous demandiez un passeport ivoirien. Pourquoi ?

J'ai préféré le dire afin d'éviter que cette démarche ne fasse l'objet d'interprétations diverses et variées. Le 24 décembre 1999, lorsque Henri Konan Bédié a été renversé, j'étais ministre. J'ai dit, à l'époque, que j'étais totalement opposé à ce putsch.

Si, à chaque fois qu'un président ne nous convient pas, on prend les armes pour le renverser, le pays ne fait que reculer. Ce n'était pas un discours facile à tenir, sur le moment, car une partie de la population se réjouissait de ce coup d'État, mais c'est ainsi : je suis résolument contre tous les renversements de régime, sans exception.

Cette année, dans une interview, le président Ouattara a dit une chose très importante : il a parlé d'un « coup d'État que nous regrettons tous ». C'est la première fois que je l'entends prononcer ces mots. Cela a échappé à beaucoup de gens mais, à mes yeux, c'est un préalable à tout retour. Il faudra encore qu'un certain nombre de conditions soient réunies ; pourtant, un premier pas a été franchi. Il y a vingt-deux ans, je ne suis pas parti de moi-même. J'ai été chassé alors que je n'avais fait que mon travail de ministre.

Quelles sont vos relations avec le président Ouattara ?

Je dois lui rendre hommage car, bien qu'il soit président et que je ne sois qu'un simple citoyen, il a accepté que nous dialoguions. Par le passé, nous avons eu des divergences de vues. Pourtant, dans l'intérêt de la Côte d'Ivoire, nous nous sommes élevés au-dessus de cela.

Au sein du Parti démocratique de Côte d'Ivoire [dont Thiam est membre] comme au sein du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix, j'ai le sentiment que les Ivoiriens sont contents que le dialogue soit renoué. L'union entre Ivoiriens, la non-violence sont des valeurs que j'ai toujours portées, aussi j'espère contribuer à la réconciliation. ●

> « Avec le président Ouattara, nous avons eu des divergences. Mais, dans l'intérêt du pays, nous nous sommes élevés au-dessus de cela. »

POLITIQUE



Au Théâtre de la Main-d'Or, à Paris, en janvier 2014.

REUTERS/GONZALO FUENTES

CAMEROUN

DIEUDONNÉ FINI DE RIRE

Visé par plusieurs poursuites judiciaires, criblé de dettes, l'humoriste a trouvé refuge au pays de son père, dans la cité balnéaire de Kribi. Loin des polémiques, il fait désormais profil bas.

GEORGES DOUGUELI

La barbe, poivre et sel, hirsute, lui mange le visage. Il est plus enrobé que lors de ses derniers spectacles en France, et ceux qui l'ont perdu de vue depuis qu'il a posé ses valises à Kribi, sur les bords de l'Atlantique, peinent à le reconnaître. Désormais installé au Cameroun, Dieudonné M'Bala M'Bala, 56 ans, se balade en boubou floqué d'une carte de l'Afrique sur la poitrine, côté cœur. La tenue n'est pas sans rappeler celles qu'arborait Mouammar Kadhafi dans les dernières années de sa vie ou celles qu'affectionne aujourd'hui l'agitateur afrocentriste Kemi Seba. Et il n'est pas sûr que l'une ou l'autre de ces comparaisons lui déplaise.

Dans son nouveau pays de résidence, celui qui fut souvent décrit comme « l'un des comiques les plus doués de sa génération » n'est plus qu'une ombre fugace et insaisissable. Son téléphone français ne répond plus. Il n'accorde pas d'interview et se garde de parler aux journalistes. Ses amis se méfient et se ferment aussitôt qu'on les questionne. Ceux qui acceptent de se prêter au jeu parlent de lui avec prudence et circonspection. Ils ne croient pas qu'un journaliste puisse traiter le sujet « Dieudonné » sans a priori. Le polémiste a changé d'air, mais il a voyagé avec la sphère complotiste dans laquelle il évoluait ces dernières années.

« Dieudonné ? Non, je ne l'ai jamais croisé. S'il vit à Kribi, il est très discret », assure le gérant d'un lodge en bord de mer. L'économie de la ville a explosé depuis la mise en service d'un port en eaux profondes et, pendant plusieurs mois, le trublion a résidé dans un hôtel de vacances bâti par une promotrice d'origine suisse. Sa vie sociale de primo-arrivant se résume à quelques adresses et, à l'instar des touristes de passage, il a pris ses habitudes au Rooster, tout nouveau restaurant ouvert par Marie-Christine Riou, ancienne patronne du Coq noir, une adresse réputée de la cuisine africaine à Clichy, au nord-ouest de Paris.

Quand il n'est pas à Kribi, il est à Yaoundé, incontournable capitale de ce pays centralisé. Ici, pas besoin d'hôtel, il y a la maison familiale, dans le quartier de Mvan. Mais il ne dédaigne pas la cuisine du Village Noah, un lieu de villégiature fondé par la famille de son ami Yannick, tennisman à la retraite lui aussi revenu s'établir dans le pays qui a vu naître son père. L'humoriste y a récemment séjourné en compagnie de Ketty Sina, une ancienne danseuse de Claude François. Il est aussi proche du chanteur lyrique Jacques Greg Belobo, pour lequel il a accepté de jouer au Père Noël lors d'un concert donné dans la basilique de la capitale, et il se rend volontiers dans le fief des M'Bala M'Bala, à Olama, dans la région du Centre. Né en France et n'ayant jusque-là jamais vécu au Cameroun, il tente d'apprendre l'ewondo.

L'ami Erdogan

L'ex-roi du one-man-show a-t-il pris sa retraite ? Assurément non, rétorquent ses proches, il travaille. Connu pour son sens aigu des affaires (c'est lui qui gérait les finances du duo à succès qu'il formait, dans les années 1990, avec son ami Élie Semoun), « Dieudo » a débarqué au Cameroun avec des projets plein les cartons. « Il s'est lancé dans l'agriculture à Olama, affirme un membre de son entourage, s'autorisant une rare confidence. Les tracteurs viennent de Turquie, où il se rend régulièrement. Il en profite généralement pour saluer son ami Erdogan. » À l'en croire, le président turc voit là une bonne opportunité de développer son *soft power* au Cameroun.

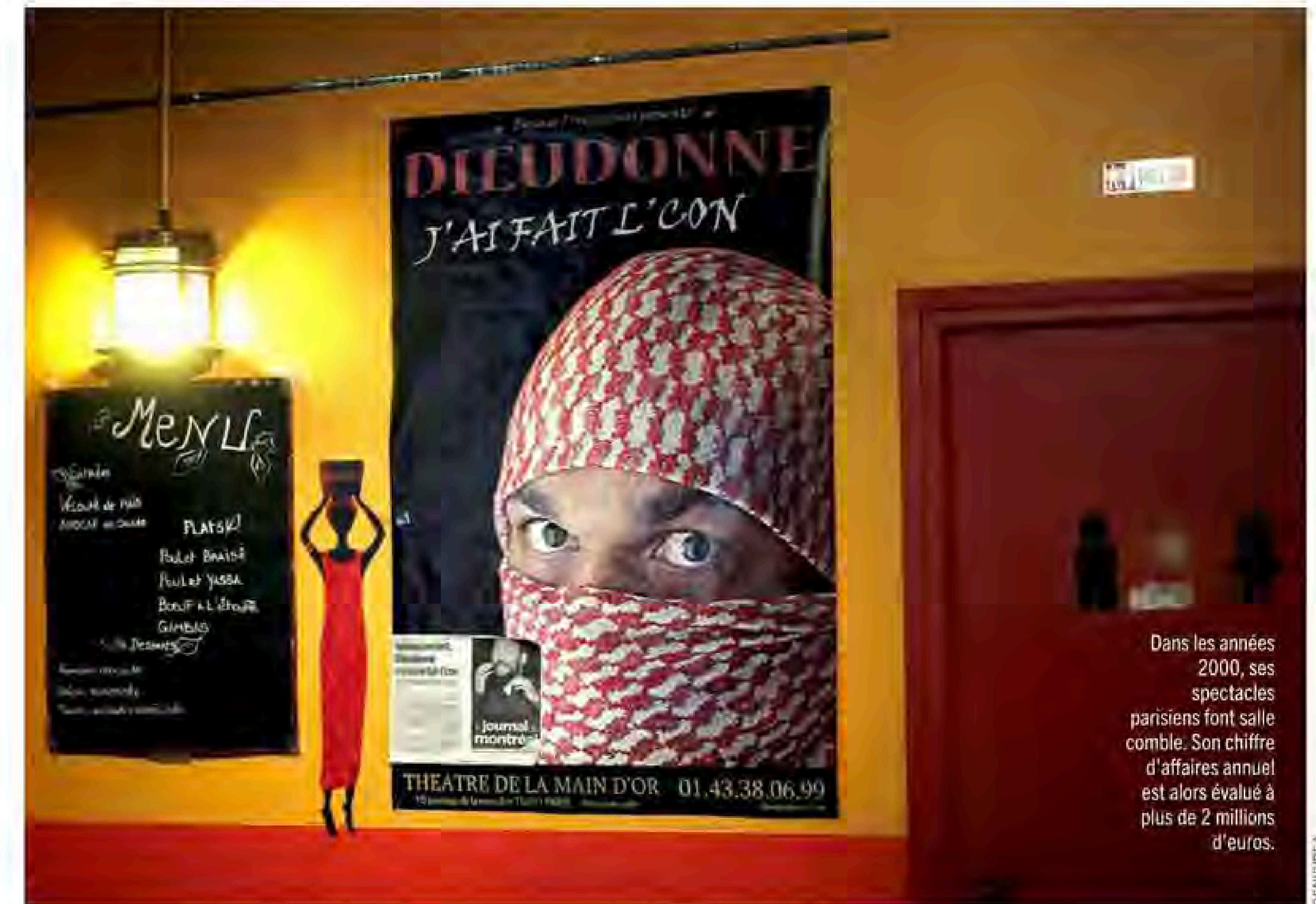
Désormais businessman à temps plein, Dieudonné s'est aussi mis à l'immobilier. Il a importé des engins de génie civil pour le lotissement de terrains à Ebomé, près de Kribi. On le retrouve aussi dans l'immobilier de bureau : avec des associés, il s'est engagé dans la construction d'un immeuble à Bastos, un quartier résidentiel de Yaoundé. L'édifice, certes cossu mais comportant de nombreuses malfaçons, n'est pour l'instant pas loué. « Et puis, les loyers sont trop élevés », affirme un chef d'entreprise en quête d'espace locatif.

M'Bala M'Bala ne s'est pas exilé en pays inconnu. « Pendant notre enfance, nous passions régulièrement nos vacances au Cameroun », se souvient un ami de l'époque devenu professeur d'université à Yaoundé. Puis son père, Dieudonné Joseph M'Bala M'Bala, a fini par rentrer au pays pour y créer un cabinet d'expert-comptable. « Dieudonné et son jeune frère sont alors venus sans leur mère, Josyane, une sociologue française. Le père a refait sa vie avec une avocate, ex-bâtonnier de l'ordre, Odile. »

L'ex-roi du one-man-show n'est plus qu'une ombre fugace et insaisissable. Mais il garde un sens aigu des affaires.

Aîné de la fratrie, Dieudonné prend la tête de la famille à la mort du patriarche. Il hérite du titre nobiliaire d'Asu Zoa, généralement attribué à un « sage » excellant dans l'art oratoire lors des cérémonies funéraires. Le cabinet d'expert-comptable est vendu, et une maison familiale bâtie au village. L'humoriste effectue des séjours de plus en plus fréquents au Cameroun pour mettre en ordre les affaires du clan. En France, son quotidien

POLITIQUE **CAMEROUN**



Dans les années 2000, ses spectacles parisiens font salle comble. Son chiffre d'affaires annuel est alors évalué à plus de 2 millions d'euros.

DENIS/REA

est de toute façon une succession de batailles médiatico-judiciaires.

Depuis le début des années 2000, il a multiplié les provocations, avec plus ou moins de pertinence et de talent. Mais en 2003, sur le plateau de l'émission « On ne peut pas plaire à tout le monde », animée par Marc-Olivier Fogiel, il a franchi les limites de son art. Ce jour-là, il se déguise en colon israélien extrémiste, portant un chapeau de juif orthodoxe, des papillotes, une cagoule et un treillis militaire. Le personnage ainsi grimé qualifie alors d'« acte antisémite » la présence de Jamel Debbouze sur le plateau, fait un salut nazi, avant de s'adresser aux jeunes des cités : « Convertissez-vous comme moi. Rejoignez l'axe du bien, l'axe américano-sioniste, qui vous offrira beaucoup de débouchés ! »

Scandale, avertissement du CSA, plaintes de plusieurs associations de lutte contre le racisme et l'antisémitisme… C'est le début d'un tourbillon. Le propos est de plus en plus radical, les polémiques s'accumulent et les plaintes pleuvent – « injures raciales », « apologie de crime contre l'humanité », « diffamation », « incitation à la haine raciale », « négationnisme », « apologie du terrorisme ». Il est poursuivi en France, en Belgique, au Canada, en Suisse, écope d'une vingtaine de condamnations, mais cela ne l'arrête pas.

Celui qui fut un militant antiraciste de gauche se rapproche de son ancien adversaire, Jean-Marie Le Pen, qu'il choisit comme parrain pour son fils et dont il accompagne l'épouse lors d'un voyage en 2007, au Cameroun. Il monte une liste « antisioniste » aux élections européennes de 2009, revendique le soutien de Carlos, du Hamas et du Hezbollah, voyage au Liban et rend visite à plusieurs reprises à son « ami », le président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Plus on l'ostracise sur le banc de l'infamie, plus il surenchérit, écœurant, les uns après les autres, amis et soutiens.

Le manège programmation-interdiction-annulation-procès de ses tournées tient en haleine les médias. Le Théâtre de la Main-d'Or ne désemplit pas. Les affaires marchent très bien. L'entreprise Dieudonné génère un chiffre d'affaires annuel évalué à plus de 2 millions d'euros, pour un bénéfice engrangé d'environ 200 000 à 300 000 euros. Un succès

qui attire l'attention des fins limiers de Bercy. Les enquêteurs le soupçonnent de « blanchiment, organisation d'insolvabilité et fraude fiscale ». Le groupe d'intervention régional (GIR) et la police judiciaire d'Orléans finissent par mettre la main sur des transferts suspects vers le Cameroun : 400 000 euros depuis 2009, dont 230 000 en 2013.

Ainsi l'administration française découvre-t-elle la place du Cameroun dans le dispositif élaboré par l'ex-génie du rire. En janvier 2013, il déclare à la Direction générale des impôts du Cameroun la constitution d'Ewondo Corp, une société spécialisée dans l'importation de lubrifiants automobiles en provenance de Dubai. Pour échapper aux multiples amendes auxquelles il a été condamné, l'artiste a organisé son insolvabilité, les enquêteurs en sont convaincus. Et puis, il a négligé de payer ses impôts pendant une quinzaine d'années – il doit près d'un million d'euros à l'administration fiscale. Dieudonné jette l'éponge. « Mon spectacle *En paix* sera le dernier, annonce-t-il en décembre 2015. Je me suis laissé jusqu'à fin 2017. Je partirai ensuite en Afrique sur la terre de mes ancêtres. C'est là-bas que je compte terminer mon existence. »

Ses ennuis ne sont pas terminés. Soupçonné d'avoir notamment détourné plus d'un million d'euros de recettes non mentionnées dans sa comptabilité, il est condamné à trois ans de prison, dont un an avec sursis, et à 200 000 euros d'amende en juillet 2019. Selon le tribunal, les sommes détournées – plus de 1 million d'euros – ont été envoyées en France, en Chine, aux Émirats arabes unis, en Belgique, en Suisse, en Chine et au Cameroun.

La carrière d'humoriste de M'Bala M'Bala est-elle derrière lui ? Ce n'est en tout cas pas au Cameroun qu'il la poursuivra. Fini les sketches dans lesquels il lançait des piques acérées au président Paul Biya. « Nous avons changé la Constitution il y a six mois. Je suis devenu président à vie. Beaucoup me disaient que, même mort, il faut rester président », se moquait-il dans l'un de ses spectacles, dont la vidéo circule encore sur la toile.

Pas de passeport

Pour l'instant, l'ex-comique bénéficie de l'accueil bienveillant du pouvoir, mais il a mis ses provocations en sourdine. Elle est loin l'époque où il faisait mine de vouloir se présenter à l'élection présidentielle face à Biya.

Il sait qu'il n'a pas intérêt à occasionner une brouille avec les autorités du pays de son père, qui n'accorde la double nationalité qu'à titre exceptionnel – selon nos informations, il ne détient pas encore de passeport camerounais.

> **« Dieudo » a mis ses provocations en sourdine. Elle est loin l'époque où il faisait mine de vouloir se présenter à la présidentielle face à Biya.**

Il sait aussi que Yaoundé n'hésite pas à expulser les « étrangers » qui se mêlent de politique nonobstant les origines camerounaises de leurs ascendants. Est-ce la raison qui l'a poussé à s'aménager un deuxième point de chute en demandant, en avril 2021, l'asile politique à la Turquie ? À cette question pas plus qu'aux autres, il n'a souhaité répondre. Et une fois de plus, ses amis ont fait front autour de lui. ●



LAURENT GILLIERON/EPA/MAXPPP

À Genève, en juillet 2021, Dieudonné a été reconnu coupable de discrimination raciale, d'injure et de diffamation.





JUAN GOMEZ

APPELS SUR L'ACTUALITÉ

DU LUNDI AU VENDREDI À 8H10 TU

1re radio internationale en Afrique francophone*

À (ré)écouter sur rfi.fr



*Source : Kantar TNS - Africascope 2021

POLITIQUE



Tribune

Yann Gwet
Analyste politique

Une démocratie africaine à inventer ?

Le Sommet de Copenhague pour la démocratie a eu lieu les 9 et 10 juin. Il s'est tenu dans le contexte d'une guerre russo-ukrainienne qui, parmi d'autres événements, accentue les lignes de fracture au sein de la communauté des nations. Comme à l'époque de la guerre froide, l'affrontement est présenté comme fondamentalement idéologique. D'un côté, il est question, nous dit-on, d'un corps-à-corps entre « démocraties » et « autocraties » ; de l'autre, d'une croisade contre l'impérialisme occidental et en faveur de la souveraineté des peuples.

Ces débats peuvent paraître éloignés des préoccupations des pays africains, pourtant ils les concernent directement. Après tout, la vague de putschs qui a balayé des gouvernements d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest ces derniers mois a remis au goût du jour le sempiternel débat sur l'enjeu de la gouvernance. Par ailleurs, des manifestations antifrançaises continuent d'avoir lieu dans divers pays africains pour réclamer le respect, par la France, de la souveraineté de leurs peuples.

La question reste donc posée à chaque Africain concernant le type de régime politique qui sied le mieux aux intérêts du continent. Il se trouve qu'elle a été soumise récemment à de nombreux jeunes (âgés de 18 à 24 ans) par la fondation sud-africaine Ichikowitz, dans une étude menée à travers une quinzaine de pays. Selon les résultats, 53 % des sondés estiment que « la démocratie à l'occidentale ne convient pas au contexte africain. Les pays devront [donc] concevoir leurs propres systèmes et institutions démocratiques pour se développer ». Pour 39 % des sondés, en revanche, la réplique du modèle démocratique occidental est la voie du salut. Près de 74 % des jeunes gens interrogés s'accordent néanmoins sur l'idée que « la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement et devrait être recherchée ».

La vague de putschs a remis au goût du jour le débat sur l'enjeu de la gouvernance.

À quoi pourrait ressembler ce système politique dont le visage devrait être différent du modèle occidental sans pour autant trop s'en éloigner? Difficile à dire. Mais peut-être le fait que la création d'emplois bien rémunérés soit « la priorité principale » pour ces jeunes, qu'en outre ils considèrent l'égalité des citoyens devant la loi, la liberté d'expression et les élections « libres et transparentes » comme « les piliers les plus importants de la démocratie », permet-il d'y voir clair. En fait, pas vraiment. Après tout, les piliers mentionnés constituent le socle des démocraties libérales occidentales. À quoi on peut objecter que les exemples abondent de régimes rompus aux élections « libres et transparentes » qui produisent des pouvoirs incapables de réduire le chômage et de créer des emplois à la mesure des besoins de leur économie ; à l'inverse, certains régimes peu convaincus des vertus de la démocratie élective se révèlent redoutablement efficaces.

La forme ou la substance

Les résultats de l'Indice de perception de la démocratie 2022 (IPD) – l'étude présentée comme « la plus exhaustive sur la démocratie au niveau mondial », même si elle réussit l'exploit d'ignorer l'Afrique – publiés par l'Alliance des démocraties, sponsor du Sommet de Copenhague, donnent des informations qui permettent de progresser dans notre réflexion. Le tableau d'honneur des pays dont les citoyens considèrent qu'ils sont les plus démocratiques comprend la Chine (83 %), le Vietnam (77 %), Taïwan (75 %).

Ce résultat surprendra peu ceux qui suivent les résultats des travaux de l'Ash Center de la Harvard Kennedy School, qui scrute méticuleusement l'opinion publique chinoise depuis 2003 et a établi en 2020 que 93,1 % des Chinois étaient « satisfaits dans l'ensemble » de leur gouvernement. Autre enseignement de l'IPD, 63 % des Américains estiment que leur gouvernement « sert seulement les intérêts d'une minorité », contre 51 % des Européens et 7 % des Chinois (33 % dans l'ensemble des pays asiatiques). Enfin, il n'est pas inutile de noter que, dans l'ensemble des pays sondés, les inégalités économiques constituent la « menace principale pour la démocratie ».

Le débat oppose deux camps : le premier a une conception rigide de la démocratie, considérée comme une fin en soi. Elle se justifie par elle-même. Le deuxième estime que la démocratie est un moyen, un mécanisme parmi d'autres, au service d'un intérêt supérieur. La défense de celui-ci constitue la raison d'être de l'État. Ici la démocratie ne se justifie donc qu'au regard de cet objectif ultime.

Le premier groupe considère que la légitimité d'un pouvoir tient en dernier ressort à son respect des « normes démocratiques », là où le deuxième groupe estime au contraire que c'est de la capacité d'un État à satisfaire le « bien commun », à réaliser cet intérêt supérieur, que naît sa légitimité. La forme d'un côté, la substance de l'autre. À quelques nuances près, certes, la conception occidentale d'une part, la logique asiatique de l'autre. Et l'Afrique ?

Pas de modèle unique

En définitive, ce que confirment ces différentes études, c'est qu'il n'existe pas de modèle unique. Et, s'il existe, l'universalisme n'est pas l'apanage d'une civilisation. Dès lors, il convient de se libérer de l'influence occidentale qui pèse sur la vie intellectuelle africaine, non pas nécessairement pour voguer vers des cieux asiatiques, mais pour penser par nous-mêmes, en fonction de nos aspirations. Les jeunes sondés par la Fondation Ichikowitz ne disent pas autre chose lorsqu'ils préconisent « une démocratie africaine ». Cette jeunesse qui, malgré la pression médiatique, persiste à acclamer des militaires putschistes, appelle à une révolution intellectuelle pour enfin penser nos maux, concevoir nos solutions, défendre notre vision du monde. ●

La jeunesse appelle à une révolution intellectuelle pour enfin penser nos maux.



NACER TALEL/ANADOLU AGENCY VIA AFP

Manifestation à Tunis pour protester contre le coup de force institutionnel du président Kaïs Saïed, en novembre 2021.

POLITIQUE



Lors de sa prestation de serment, le 23 octobre 2019, devant l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), à Tunis.

KHALED NASRAOUI/ZUMA PRESS/REA

TUNISIE

KAÏS SAÏED KADHAFI LIGHT ?

Le pays de Bourguiba serait-il en train de basculer dans une forme d'autocratie populiste ? Si l'expression peut paraître excessive, le projet et les méthodes du président de la République ne laissent pas d'inquiéter et suscitent bien des interrogations.

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Énigmatique et atypique, le président tunisien, 64 ans, doit son élection en 2019, à un concours de circonstances. Dans un contexte politique très agité et instable, son intégrité et son austérité lui ont conféré la stature d'un homme providentiel capable d'éradiquer la corruption qui mine le pays. Pendant les vingt premiers mois de son mandat, le candidat antisystème se révélera tout simplement populiste, respectera sa mission telle qu'assignée par la Constitution. Mais, très vite, il se sent à l'étroit avec un Parlement qui a trop de pouvoir à son goût. « Monsieur Propre » manifeste dès lors son dédain pour l'Assemblée en battant froid son président, le leader d'Ennahdha, Rached Ghannouchi, qui lui fait de l'ombre. Le président n'échange plus qu'avec les partis qu'il juge fréquentables. Petit à petit, Kaïs Saïed esquisse, creuse et consolide une voie nouvelle qui revient à renverser, en usant de sa légitimité, un régime dévoyé. Son passage en force, le 25 juillet 2021, prend de court les Tunisiens, mais en séduit beaucoup d'autres, que le slogan « Le peuple veut » motive. Mais, depuis, certains déchantent.

Autocrate ou homme providentiel?

Après le 25 juillet 2021, le maître de Carthage ne précise pas ses intentions et prend son temps. Il n'amende pas la Constitution, dont il interprète l'article 80 pour s'arroger les pouvoirs exécutif et législatif et faire place à son projet. La dégradation du contexte socio-économique lui permet d'instaurer des mesures exceptionnelles avec l'appui de l'armée. Il procède à un démantèlement méthodique des institutions, gèle l'Assemblée, qu'il dissout neuf mois plus tard, en finit avec l'Instance provisoire de contrôle de la constitutionnalité des projets de loi, puis avec l'Instance de lutte contre la corruption, s'en prend ensuite aux magistrats, remplace les membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et écarte tous ceux qui lui sont opposés, dont 57 juges, qu'il révoque.

Il fait de même avec l'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie), qu'il place sous sa coupe. Mise en résidence surveillée, interdiction de voyage et recours à la justice militaire – pratiques inhérentes à l'état d'exception – témoignent d'un tour de vis liberticide. Kaïs Saïed, dans une attitude toute messianique, estime savoir ce que veut le peuple puisqu'il l'incarne. Il nie avoir opéré un coup d'État, mais a néanmoins malmené la Constitution, écarté les partis et poursuit son opération d'éradication en s'attaquant aux syndicats, avec lesquels il refuse de discuter. Désormais, Kaïs Saïed décide seul, gère par décrets inaliénables et fait rédiger une nouvelle Constitution, taillée selon ses orientations. L'escalade autoritaire est enclenchée.

Est-il en train d'importer le kadhafisme?

Le président Saïed a un seul programme. En apparence : se conformer aux vœux du peuple. En réalité : imposer sa vision sans aucun débat inclusif. À la faveur d'une campagne explicative, ses soutiens diffusent les principes d'un nouveau système, assez similaire au régime de la Jamahiriya libyenne, instauré par Kadhafi : un « État des masses », avec une gouvernance selon les principes de la démocratie directe, des comités locaux relayant les demandes des bases populaires aux instances régionales, qui en avisent des délégués au Parlement. C'est exactement la réorganisation politico-administrative du pouvoir décrite par Kaïs Saïed lors de sa précampagne en 2018.

Mais on sait ce qu'il est advenu de la démocratie directe libyenne, qui s'est rapidement muée en régime dictatorial. À sa décharge, Kaïs Saïed n'a jamais fait référence au leader libyen. En revanche, depuis qu'il tient les commandes, il montre sa volonté d'éliminer les corps intermédiaires, qu'il estime inutiles, puisque le pouvoir revient au peuple. Kaïs Saïed ne fait pas du kadhafisme, mais s'en inspire largement, sans le secours de la manne pétrolière.

> CORRUPTION RAMPANTE, PARLEMENT FRAGMENTÉ, VOLONTÉ HÉGÉMONIQUE D'ENNAHDHA, VIOLENCES DANS L'HÉMICYCLE… C'EN ÉTAIT TROP POUR LUI.

L'hôte de Carthage, qui n'a pas abattu toutes ses cartes et qui a longuement mûri son projet politique, semble partager avec de nombreux dirigeants arabes un penchant pour l'autoritarisme et une volonté de puissance. Une tendance en apparence opposée aux principes de la démocratie directe, mais qui s'accommode d'un régime présidentiel, voire présidentialiste, axé sur le culte de la personnalité.

Pourquoi a-t-il décidé de bouleverser les règles du jeu politique le 25 juillet 2021?

Kaïs Saïed avait juré sur le Coran et sur la Constitution qu'il respecterait la loi fondamentale, mais l'incurie du système politique a fini par l'excéder. Il savait, en accédant au pouvoir, que ses prérogatives seraient limitées, même en matière de diplomatie, dont il est pourtant le chef. Avant le 25 juillet 2021,



CHEDLY BEN IBRAHIM/NURPHOTO VIA AFP

Manifestation de l'Association des magistrats tunisiens (AMT), à Tunis, le 10 février 2022.

sa seule action phare a été la désignation des chefs du gouvernement et des équipes gouvernementales, mais par trois fois en moins d'un an il a misé sur des poulains qui ont ensuite composé avec le Parlement. Isolé à Carthage, il n'a plus reçu le chef du gouvernement Hichem Mechichi, pas plus que le président de l'Assemblée et du parti Ennahdha, Rached Ghannouchi, auxquels il imputait la responsabilité d'une crise généralisée, l'aggravation de l'épidémie de Covid-19 et la corruption galopante.

Une configuration parlementaire fragmentée, des désaccords entre partis, des violences physiques et verbales dans l'hémicycle et la tendance à l'hégémonie d'Ennahdha ont exacerbé les tensions. Cette situation, en plus de la pandémie, a permis au président de justifier son offensive. Mais celui-ci avait préparé son passage à l'acte depuis quelques mois. En avril 2021, il avait adjoint les forces sécuritaires civiles aux militaires, dont il est le chef, et entamé des consultations auprès de juristes pour évaluer les outils constitutionnels à mettre en œuvre. L'extrême instabilité sociopolitique et l'urgence sanitaire représenteront le danger imminent qu'il invoquera pour justifier l'instauration d'un état d'exception.

Veut-il éliminer les islamistes du jeu politique?

Kaïs Saïed est un conservateur bon teint, mais il ne s'est jamais montré particulièrement séduit par l'islam politique. Un positionnement qui lui a permis aussi bien de rencontrer les extrémistes de Hizb Ettahrir que de discuter avec les membres d'Ennahdha. Il doit d'ailleurs son élection aux consignes de report de voix en sa faveur données par la formation islamiste pour le second tour. Mais, dès le début de son mandat, il est gêné par la propension du leader d'Ennahdha et président de l'Assemblée, Rached Ghannouchi, à se comporter en chef et à lui faire de l'ombre, notamment en matière de diplomatie.

Au-delà de cette inimitié, Kaïs Saïed veut en finir avec tous les partis, arguant que ceux qui étaient représentés au Parlement durant la dernière décennie sont responsables de la déliquescence du pays. Cette mise à l'écart n'est pas une menace ; elle est effective, puisque le président ignore désormais les différentes formations et juge les hommes politiques corrompus. Des accusations qu'il ne se donne pas la peine d'étayer, mais qui suffisent à

acter son divorce d'avec la classe politique. Seuls des partis mineurs, comme Al-Chaab, lui apportent leur soutien, tandis qu'il refuse de lancer sa propre formation et laisse s'exprimer à sa place des groupuscules difficilement identifiables. Un calcul qui fait qu'Ennahdha est désormais l'un des leaders de l'opposition.

Quel est l'objectif du référendum du 25 juillet 2022?

Renâclant à produire une feuille de route – réclamée par les partis, les instances nationales et les partenaires internationaux –, Kaïs Saïed a fini par préciser son agenda. Il se fonde sur une consultation nationale pour élaborer une nouvelle Constitution, qui devra être adoptée par référendum le 25 juillet 2022. Il commémore ainsi son action de 2021 et monopolise la date du 25 juillet, qui correspond à la fête de la République depuis 1957.

Certains auraient quand même souhaité être consultés, à travers un dialogue national, sur le contenu de la loi fondamentale. Le comité consultatif désigné par décret ne remettra sa copie que le 20 juin, et la mouture soumise au référendum sera rendue publique le 30 juin. Il restera aux Tunisiens quinze jours, avant le silence électoral, pour lire, analyser et commenter une Constitution qui doit être adoptée dans sa globalité. L'amendement de la loi électorale complique les choses, puisque aucun seuil de participation minimale n'est établi pour la validation des résultats. Un référendum taillé sur mesure pour offrir à Kaïs Saïed un plébiscite à même de faire passer son projet de Tunisie nouvelle et d'imposer, via les législatives de décembre, la configuration politique qu'il souhaite.

Bénéficie-t-il du soutien de l'opinion?

En laissant éclater sa joie dans les rues au soir du 25 juillet 2021, l'opinion a validé le passage en force de Kaïs Saïed, sans réellement s'interroger sur ses intentions. Sur le moment, il paraît être celui qui va sauver le pays de l'emprise islamiste. Suffisant pour obtenir le bénéfice du doute et la latitude de remettre la machine en marche. Le président, jusqu'alors cloîtré à Carthage, est propulsé en une journée à un faîte de popularité jamais atteint, 82 % des Tunisiens, selon le cabinet Emrhod Consulting, lui accordant leur confiance. Des mouvements de jeunes, dont beaucoup ont découvert l'existence de Kaïs Saïed pendant la campagne, se sont mis à relayer sa pensée comme on le ferait d'une parole mystique. Son discours repose sur des considérations populistes classiques en vertu desquelles ceux qui s'opposent à la « volonté du peuple » sont des traîtres à une nation spoliée de ses richesses par une prévarication généralisée. Le peuple applaudit, mais au fil des mois Kaïs Saïed n'agit pas vraiment contre Ennahdha et semble prendre son temps. Les coups qu'il porte à ses détracteurs tournent court, tout comme les batailles qu'il mène contre la corruption et les lobbies. La consultation nationale qu'il lance en janvier réunit à grand-peine 500 000 voix et pose la question de sa légitimité même. Mais depuis Carthage, devenue son Olympe, séduire les Tunisiens semble être devenu le cadet de ses soucis. Kaïs Saïed ne recueille plus que 59 % d'opinions favorables.

> SON DISCOURS REPOSE SUR DES CONSIDÉRATIONS POPULISTES CLASSIQUES EN VERTU DESQUELLES CEUX QUI S'OPPOSENT À LA « VOLONTÉ DU PEUPLE » SONT DES TRAÎTRES À LA NATION.

Qui le soutient parmi ses pairs arabes et africains?

La politique africaine de Kaïs Saïed est inexistante et n'assure guère un accompagnement des capitaines de l'industrie tunisiens en Afrique subsaharienne. Le président a boudé le XXXIV[e] sommet de l'Union africaine (UA), en 2021, et n'a effectué aucun voyage officiel au sud du Sahara. S'il se tient, le Sommet de la francophonie, prévu en novembre 2022 à Djerba, lui offrira l'occasion de rencontrer certains de ses homologues. Reste à savoir quel discours leur tiendra celui que l'héritage de Bourguiba encombre.

Plus à son aise avec les pays arabes, il y paraît en terrain ami, mais occulte les doutes de certains d'entre eux, dont les Émirats arabes unis, à l'égard d'une Tunisie portant les stigmates de sa révolution. Le Qatar s'en tient à son tropisme islamiste, tandis que l'Arabie saoudite, sollicitée pour un coup de pouce financier depuis 2021, attend de voir, comme les pays occidentaux, quelle sera la conclusion du remue-ménage constitutionnel opéré par Kaïs Saïed. L'ami algérien est préoccupé. Abdelmadjid Tebboune craint que l'instabilité tunisienne n'aille crescendo et n'affecte la région.

L'Algérie a été le seul « pays frère » à accorder une aide financière à la Tunisie, en février 2022. Mais, pour Kaïs Saïed, l'exemple à suivre est celui du maréchal-président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, qui lui a apporté son appui après le 25 juillet 2021. Seulement, tout à l'écoute des flatteries du Caire, qui lui laisse entrevoir un avenir digne de celui de Gamal Abdel Nasser, Kaïs Saïed oublie la vieille rivalité entre les deux pays et a laissé l'Égypte distancer la Tunisie, notamment sur le continent africain et surtout en Libye.



Le président de la République, avec les membres de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie), au palais de Carthage, le 13 mai.

MOHAMED HAMMI

Que reste-t-il de l'opposition?

Bien avant l'offensive du 25 juillet 2021, l'opposition s'était montrée essoufflée, morcelée par le jeu de la loi électorale et par la pratique systématique, depuis 2014, du consensus politique, et avait été réduite à sa portion congrue à l'Assemblée. Au point que seul le Parti destourien libre (PDL), en affrontement constant avec les islamistes, leaders de la majorité parlementaire, faisait figure d'opposant. Le gel puis la dissolution de l'Assemblée, en mars 2022, ont provoqué la sidération, et écarté certains partis du paysage politique pour qu'apparaisse un autre mouvement contestataire en plus du PDL.

Le Collectif contre le coup d'État et cinq partis ont ainsi fondé un Front du salut national, critiqué à son tour pour avoir intégré Ennahdha, jugée responsable de l'échec global de la dernière décennie, où elle était au pouvoir. Cette opposition hors hémicycle se double de celle exprimée par la société civile, et en premier lieu par la puissante Union générale tunisienne du travail (UGTT) – dont l'appel à la grève générale du secteur public du 16 juin a été très suivi – et par des organisations telles que I Watch et El Bawsala, devenues, après un temps de soutien et d'observation, opposées au projet de Kaïs Saïed.

I Watch comme le Front du salut national appellent désormais au boycott du référendum, lequel constitue le seul événement permettant à l'opposition de se réunir autour d'un objectif commun. Mais trop d'inimitiés entre les uns et les autres, notamment le PDL et Ennahdha, font que l'opposition a perdu de sa pertinence.

Quelques mois après son arrivée à Carthage, l'ancienne cheffe de cabinet Nadia Akacha avait ancré l'appui de Paris et écarté les conseillers trop proches de Washington. Mais Kaïs Saïed, imprégné d'une culture panarabe, n'a pas capitalisé sur l'a priori favorable que lui accordaient certains pays occidentaux et n'a pas su développer une stratégie pour susciter un intérêt vis-à-vis de son projet de nouveau régime. Son isolement et ses propos maladroits, voire cassants, ont suscité à la fois la curiosité et la méfiance des chancelleries, qui peinent à être reçues à Carthage.

Après le 25 juillet 2021 et le gel de l'Assemblée, la suspicion quant aux objectifs de celui qui devenait de facto l'homme fort du pays s'est exprimée régulièrement. Chaque fois que les gouvernements amis, essentiellement la France, les États-Unis et l'Algérie, ou les partenaires internationaux comme l'Union européenne et les bailleurs de fonds ont conseillé à Kaïs Saïed, dans des termes très diplomatiques, de ne pas s'écarter de la transition démocratique, il s'est insurgé en dénonçant une atteinte à la souveraineté nationale.

En parfait matamore, il utilise des formules qui fâchent, refuse la présence d'observateurs étrangers pour le référendum et s'emporte contre la Commission de Venise, dont un rapport ne lui est pas favorable. Résultat, près d'un an après le putsch de juillet 2021, le locataire de Carthage s'est coupé des pays occidentaux, qui pourtant se révèlent de précieux appuis d'un pays en déroute économique. Mais, pour le président, qu'importe la dette, tant la critique et les remises en question l'insupportent. ●

POLITIQUE





CHRISTOPHE PETIT TESSON/EPA/MAX PPP

FRANCE

LES FRÈRES BESSEDIK, L'AUTRE TRIANGLE MAGIQUE DU PSG

Originaires d'Algérie, ils occupent une place particulière dans l'entourage immédiat de Nasser al-Khelaïfi, le président du Paris Saint-Germain. Hommes de l'ombre et de confiance, aussi mystérieux que discrets, ils sont un cas unique dans l'histoire du club parisien.

FARID ALILAT

Dans les annales riches, tumultueuses et rocambolesques des dirigeants qui ont fait leurs classes au sein du Paris Saint-Germain (PSG), depuis que le club parisien est passé entre les mains des Qataris en 2011, le cas des trois frères Bessedik – Ahmed, Bouabdallah (dit Bob) et Abdelkader – est sans doute unique. Voilà trois hommes influents, amis et confidents du président Nasser al-Khelaïfi, qui cultivent leur anonymat comme des agents des renseignements. L'obsession des Bessedik pour la confidentialité est telle qu'il n'existe pratiquement aucune photo des trois frères. Puissants, mais presque inconnus, hommes de confiance de Nasser al-Khelaïfi, mais toujours effacés, toujours dans l'ombre de ce dernier.

Depuis plus d'une décennie, leurs noms apparaissent régulièrement dans la chronique du club et des stars du PSG, mais aussi dans le dossier judiciaire de Nasser al-Khelaïfi, sans que l'on puisse percer le mystère de la fratrie. « Les frères Bessedik alimentent fantasmes et rumeurs, décrypte un connaisseur du PSG. L'attachement qu'ils ont pour la discrétion et le secret participe à épaissir davantage le mystère qui les entoure. » Quelles places occupent les trois frères autour de Khelaïfi et au sein du PSG, à l'heure où celui-ci amorce une mue profonde de son effectif avec la prolongation du contrat de Kylian Mbappé, le remplacement de Leonardo par Luis Campos comme conseiller sportif et les spéculations sur l'arrivée de Zinédine Zidane comme nouveau coach?

L'OBSESSION DES BESSEDIK POUR LA DISCRÉTION ET LE SECRET PARTICIPE À ÉPAISSIR DAVANTAGE LE MYSTÈRE QUI LES ENTOURE.

Dans la fratrie Bessedik –la famille est originaire de Relizane, dans l'ouest de l'Algérie–, Ahmed est le rouage essentiel. Muet comme une tombe, l'homme fuit les médias et se tient strictement à l'écart des journalistes qui s'intéressent à son parcours, à son rôle et à l'influence supposée ou réelle que lui et ses deux frères exercent dans le club et autour de son président. Avant de faire la connaissance de Nasser al-Khelaïfi et de faire partie du cercle de ses intimes, Ahmed Bessedik a connu des trajectoires diverses qui ne le prédestinaient guère à entrer dans le saint des saints du PSG.

Agent de vente dans la télésurveillance au milieu des années 1990, il s'initie à l'univers des assurances avant de se reconvertir dans la revente des véhicules en France et en Algérie, où il compte aujourd'hui encore de solides réseaux. Le commerce des voitures d'occasion n'étant pas vraiment florissant, il remet un pied dans le monde des assurances, puis monte, au milieu des années 2000, une agence de communication et d'événementiel, ABCI, avec l'un de ses amis. C'est au cours d'un match organisé en 2005 au Qatar, et dont sa société est partenaire, qu'Ahmed Bessedik fait la connaissance de Nasser al-Khelaïfi, à l'époque directeur général d'Al-Jazeera Sport. Le courant passe aussitôt entre les deux hommes, si bien que celui qui deviendra plus tard le boss du PSG demande à non nouvel ami de travailler avec lui. C'est ainsi qu'Ahmed rejoint le groupe Al-Jazeera Sport et devient représentant de l'antenne parisienne de la chaîne qatarie. Ahmed suit Nasser partout, l'accompagne dans tous ses projets et devient son homme de confiance, son homme de l'ombre. Ils passent même des vacances ensemble.

L'affaire Villa Bianca

Un tournant dans cette relation de travail et d'amitié s'amorce lorsque le PSG est racheté par les Qataris en juin 2011 et que Nasser al-Khelaïfi en devient le président. Ce dernier affiche ses ambitions : remporter la Ligue des champions dans les cinq prochaines années. Désormais dans la cour des grands, Nasser n'accorde sa confiance qu'à un cercle très restreint de happy few. Parmi eux, Ahmed Bessedik. Coiffé de plusieurs casquettes – responsable des relations internationales de beIN Sports, gestion du carré VIP du Parc des princes ou encore VRP –, Ahmed travaille étroitement avec Khelaïfi. Sa proximité avec ce dernier, son bagout, son sens du relationnel et bien sûr sa discrétion font de lui un personnage incontournable dans la galaxie du PSG.

La confiance entre le boss du club et son bras droit est telle que les deux frères, Abdelkader et Bouabdallah, dit « Bob », intègrent à leur tour l'entourage de Khelaïfi. Abdelkader Bessedik, 47 ans, est encore plus mystérieux et insaisissable que ses deux frères. Aucune photo de lui, aucune apparition publique, aucune interview. Trouver des traces de sa présence physique auprès de Khelaïfi reviendrait à chercher une aiguille dans une meule de foin. L'homme est un vrai fantôme. Juriste de formation, Abdelkader travaille au Royaume-Uni, où il a fondé plusieurs sociétés, notamment de droit fiscal. Selon le site Mediapart, il crée en 2008 avec son frère Ahmed une société de marketing sportif dénommée World Sports Multimedia Ltd. Il est alors homologué par l'UEFA, qui lui accorde une licence afin d'organiser des matchs de foot. Quels matchs a-t-il organisés? Mystère et boule de gomme.

Visiblement très actif en Angleterre, où il multiplie les créations de société, Abdelkader ne néglige pas pour autant ses études. Titulaire, en 2013, d'un doctorat en droit à l'université Paris-Est Créteil consacré au droit islamique dans la finance, il s'installe en 2015 au Qatar en intégrant le cabinet d'avocats Pinsent Masons. Nasser al-Khelaïfi affirme publiquement que Abdelkader est « un ami de confiance, un frère ». Une amitié et une confiance qui résisteront aux déboires judiciaires auxquels le patron du PSG sera confronté, notamment une sombre affaire de corruption présumée dans laquelle Nasser al-Khelaïfi, ainsi que Jérôme Valcke, ex-numéro deux de la Fifa, sont poursuivis en Suisse depuis 2017.

LOCATION DE RÉSIDENCES, GARDE DES ENFANTS, COURSES, BLANCHISSERIE, SORTIES, VACANCES… BOB EST L'HOMME À TOUT FAIRE DU VESTIAIRE DU PSG.

Nous sommes fin 2013. Nasser al-Khelaïfi achète une villa en Sardaigne via la société Golden Home Real Estate pour un montant de 5 millions d'euros avant d'en transférer la propriété à Abdelkader Bessedik. Selon la justice suisse, Bessedik a loué cette somptueuse résidence, dénommée Villa Bianca, à Jérôme Valcke entre mars 2014 et juillet 2015 pour un montant de 96 000 euros. La justice suisse soupçonne le patron du PSG d'avoir fait usage de cette villa, via son homme de confiance Bessedik, au profit de Valcke, pour obtenir de la Fifa l'attribution aux groupes qataris Al-Jazeera et beIN Media des droits de retransmission des Coupes du monde 2026 et 2030 pour 480 millions de dollars. Devant les juges suisses, Nasser al-Khelaïfi nie toute tentative de corruption, assure n'être intervenu qu'à titre d'intermédiaire dans cette affaire. « Pour la villa, il s'agit d'une affaire privée entre M. Valcke et M. Bessedik, à qui j'ai accordé un prêt remboursé à 100 % », explique-t-il devant le tribunal pénal fédéral de Bellinzone, en Suisse, lors du procès en appel tenu en mars 2022. Quant à Abdelkader Bessedik, il n'a jamais été cité à comparaître dans ce dossier.

Ancien bagagiste dans un aéroport de Paris, Bouabdallah Bessedik arrive au PSG en 2011 comme chargé de coordination au sein du service de communication, avec notamment la gestion et la mise en place des protocoles d'avant-match à domicile. Aussi discret que ses deux frères aînés, il monte vite en grade pour devenir lui aussi un rouage essentiel du club. Très proche des joueurs, il officie aujourd'hui comme une sorte de *family office* auprès des stars et de leurs familles, gère les opérations de marketing, d'événementiels et de marchandising. Omniprésent, Bob facilite aussi l'intégration des nouveaux joueurs, dont il s'occupe des moindres détails de la vie quotidienne. Location de résidences, garde des enfants, courses, blanchisserie, organisation des vacances et des sorties avec leurs proches… Le frère cadet des Bessedik est l'homme à tout faire du vestiaire du PSG. « Il fait en sorte que les joueurs et leurs proches n'aient aucun souci au sein et en dehors du club, confie une source interne. C'est un majordome, un facilitateur du quotidien des joueurs. » Le gardien de but du PSG, Keylor Navas, ne tarit pas d'éloges à son égard. « Au club, il y a Bob [Bouabdellah Bessedik], qui fait tout et qui nous aide beaucoup. Quand on a besoin de quelque chose, il est toujours là pour nous », admet-il dans une interview accordée en décembre 2019 au site Culture PSG.

Destins liés

C'est le 10 août 2021 que l'opinion découvre véritablement le rôle que joue Bob dans l'entourage des joueurs. Ce jour-là, Lionel Messi débarque à Paris pour signer un contrat avec le club de la capitale française. Chemise blanche, lunettes noires, masque noir lui couvrant le visage, Bob ne quitte pas d'une semelle la nouvelle star du club parisien, depuis son arrivée à l'aéroport du Bourget jusqu'à sa présentation aux fans au Parc des princes, en passant par son apparition au balcon de l'hôtel de Crillon. « Le rôle de Bob est de mettre le joueur dans les conditions optimales pour que celui-ci se consacre uniquement à sa carrière, souffle un ancien cadre du PSG. Ils sont des dizaines de petites mains à assurer cette fonction, mais lui occupe une place à part. Pour remplir cette mission, il faut bénéficier de la confiance absolue de Nasser al-Khelaïfi. » Selon Romain Molina, journaliste et connaisseur des arcanes du PSG, le rôle de Bob Bessedik va au-delà de la gestion du quotidien des stars du club. Il s'occuperait également de l'organisation de soirées privées et des sorties de certains joueurs connus pour leur goût pour la fête.

Ahmed Bessedik quitte en 2016 ses fonctions à beIN Sports et à QSI (Qatar Sports Investments), le fonds souverain propriétaire du Paris Saint-Germain depuis 2012, pour fonder une entreprise dans le conseil et le consulting. Un pied au Qatar, un autre en France, il n'en reste pas moins très proche de Nasser al-Khelaïfi, avec lequel il dit être lié par des liens indéfectibles. À l'heure donc où le boss du PSG prépare une révolution dans l'espoir de décrocher enfin le Saint-Graal – cette Ligue des champions qui fuit le club depuis tant d'années –, il n'a aucune raison de renier l'amitié et la confiance qu'il a placées dans cette fratrie. À moins que Nasser al-Khelaïfi ne soit lui-même sur la sellette du fait des résultats décevants du PSG… ●

OBJECTIF NIGER



Le président nigérien (à g.), accueilli par son homologue français, Emmanuel Macron (à dr.), et le président du Conseil européen, Charles Michel, lors du sommet Union européenne-Union africaine, le 17 février 2022, à Bruxelles.

OLIVIER HOSLET/AP/SIPA

POLITIQUE

Mohamed Bazoum dans l'œil du cyclone

Au pouvoir depuis un peu plus d'un an, le chef de l'État doit composer avec les impératifs sécuritaires, les effets de la crise malienne et un sentiment antifrançais grandissant. S'il a fait le choix d'apparaître comme l'allié des Occidentaux au Sahel, il sait aussi que ce pari est risqué.

MATHIEU OLIVIER

Son envergure de douze mètres est devenue la hantise des soldats russes. Stationnés depuis la fin de février dans l'est de l'Ukraine, ceux-ci ont appris à se méfier de cette terreur grise baptisée Bayraktar TB2 en l'honneur de l'ingénieur Selçuk Bayraktar, gendre du président turc Recep Tayyip Erdoğan. Certains, dans les armées occidentales, surnomment même ce drone la « kalach du XXIe siècle ». Relativement peu coûteux (moins de 5 millions d'euros), facile d'accès, efficace, il est l'une des explications à l'enlisement des troupes de Moscou en terres ukrainiennes. Alors, ce 20 mai, sur le tarmac de l'aéroport de Niamey, les hauts gradés nigériens ont le sourire. Devant eux vient d'atterrir un avion de transport Iliouchine Il-76. Immatriculé en Ukraine – une coïncidence – sous le matricule UR-FSE, celui-ci est un habitué du continent : depuis la Turquie, qui loue ses services pour des exportations d'armes, il effectue régulièrement le voyage vers l'Éthiopie, autre client d'Istanbul.

Les six drones TB2 sont lentement « roulés » en dehors du mastodonte. D'autres commandes passées en Turquie en novembre 2021 par le président Mohamed Bazoum suivront, ainsi que des véhicules blindés et des avions légers de marque Hürkus. « Le Niger se donne les moyens de ses ambitions sécuritaires », résume un conseiller du chef de l'État. Ces dernières semaines, les attaques de l'État islamique se sont intensifiées le long de la frontière avec le Mali. Emis-Emis, Inecar, Igadou, Aghazraghen… La liste des villages attaqués dans l'un ou l'autre pays s'allonge. « La réponse des Maliens est quasiment inexistante, déplore un cadre de l'armée nigérienne. Au moins provisoirement, c'est à nous qu'incombe la tâche de sécuriser la région. » Les TB2 feront-ils basculer le rapport des forces, malgré le terrain favorable à la dissimulation des terroristes ?

Avec une portée de 150 kilomètres, une autonomie d'environ vingt heures et la capacité de frapper des cibles distantes de 8 km, ces drones se rapprocheront du front. Certains d'entre eux devraient être stationnés sur la base 201, construite par les États-Unis dans la région d'Agadez, afin de surveiller les convois de drogue, qui font partie intégrante du financement des jihadistes. Les autres, avec pour objectif premier de sécuriser les régions de Tahoua et de Tillabéri, devraient prendre leurs quartiers à proximité de la frontière malienne, dans plusieurs bases dont la construction est à l'étude actuellement. D'ici là, les ingénieurs turcs seront à pied d'œuvre pour remplir l'autre partie de leur contrat : former les futurs pilotes de drones nigériens. « Notre objectif est d'obtenir le maximum de moyens dans la surveillance aérienne, l'intervention rapide et la formation. Pour cela, nous diversifions les partenaires », résume une source sécuritaire.

Internationalisation du conflit

Comme les États-Unis, l'Allemagne dispose d'une base logistique à Niamey et a concentré ses efforts autour d'un centre de formation des forces spéciales nigériennes. L'Italie et le Canada forment également des troupes d'assaut spécialisées. Enfin, et surtout, la France travaille actuellement à faire du Niger le noyau de sa présence au Sahel, dès lors que le retrait de l'opération Barkhane hors du Mali aura été achevé.

Depuis l'annonce du départ des troupes françaises du territoire malien, Mohamed Bazoum n'a cessé de se montrer favorable à un accueil plus important de moyens européens sur son territoire. À la fin de février, il a même réuni les « cadres » du pays – élus, leaders civils et religieux, hauts gradés… – afin de plaider en faveur d'un partenariat accru avec les Occidentaux et, en premier lieu, avec la France.

Dans un centre de conférences, plein pour l'occasion, le chef de l'État a martelé que le Niger ne pouvait, face à un État islamique aux ramifications internationales, se passer de partenaires étrangers, quels qu'ils soient. « Si j'avais assez d'argent, j'achèterais plus d'hélicoptères […] mais ce n'est pas la réalité. Donc si, à côté de mes 12 000 militaires, je peux placer 400 à 700 Européens, je dois le faire », a-t-il lancé à une foule largement acquise à sa cause. Depuis, les discrètes réunions se multiplient entre les états-majors européens – en particulier français – et nigérien. Le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées françaises, et son homologue nigérien, le général Salifou Modi, peaufinent un dispositif qui aurait pour objectif d'être opérationnel à la fin de 2022 et de s'articuler autour de bases de petite ou moyenne taille le long de la frontière malienne.

« La portée des drones et la nécessité d'intervenir rapidement dans la zone frontalière nous obligent à un déploiement à proximité des enclaves jihadistes », explique un gradé nigérien. « Au-delà de la problématique militaire, il y a aussi une dimension symbolique. Mohamed Bazoum veut montrer aux habitants que l'État ne les abandonne pas. Ce n'est pas uniquement une guerre contre les jihadistes, c'est aussi une opération de reconquête des populations », ajoute un conseiller du chef de l'État. Ces dernières années, Niamey a tenté – en partie en vain – de renforcer le maillage de ses forces dans la région de Tillabéri et de garnir des avant-postes au plus près de la frontière malienne. « Nous avons manqué de moyens pour que cela soit efficace. Le recrutement de troupes et le renfort d'alliés devront nous aider à passer un cap », espère notre conseiller.

> **« Ce n'est pas uniquement une guerre contre les jihadistes, c'est aussi une opération de reconquête des populations. »**

Drones turcs, formations européennes, troupes françaises… Mohamed Bazoum parviendra-t-il à remporter le pari de l'internationalisation du conflit sahélien ? Ces derniers mois, s'adressant à ses interlocuteurs, il a plusieurs fois fait le parallèle avec la guerre qui se déroule en Ukraine, appelant avec ferveur les Européens à se montrer →



À l'issue du sommet du G5 Sahel, le 9 juillet 2021, au palais de l'Élysée, à Paris.

STEPHANE DE SAKUTIN/AP/SIPA

→ aussi prompts au soutien matériel et financier en Afrique que dans l'est de l'Europe. « Avec la guerre au Sahel, Emmanuel Macron a échoué à faire avancer l'Europe de la défense. C'est l'Ukraine qui a finalement eu cet effet. Mais cela ne veut pas dire que le Niger ne peut pas en tirer parti », analyse un diplomate occidental à Niamey. Et d'ajouter : « À l'étranger, Mohamed Bazoum assume le pari de présenter le Niger comme le "dernier bastion" démocratique de la zone des trois frontières, en se montrant très critique vis-à-vis d'un Burkina Faso impuissant et d'un Mali infiltré par les Russes de Wagner. »

Ce pari est-il risqué ? Du côté de l'opposition, certains n'hésitent pas à qualifier le chef de l'État de « vassal des Français », en particulier sur les réseaux sociaux où le sentiment anti-occidental a le vent en poupe. En novembre 2021, l'épisode du passage d'un convoi de Barkhane à Téra, dans l'ouest du pays – au cours duquel trois Nigériens ont été tués –, a contribué à rendre ce climat tendu. La France a finalement accepté de partager l'indemnisation des familles des victimes, mais sans reconnaître une quelconque culpabilité, dans la plus pure tradition de la « grande muette ». Si l'atmosphère n'est pas aussi délétère qu'au Mali, au Burkina Faso ou même au Tchad – où l'alliance avec Paris n'est pas remise en question par le pouvoir mais où des manifestations antifrançaises ont récemment eu lieu –, on y prête la plus grande attention au sommet de l'État.

Politiquement explosif

« Mohamed Bazoum veut à tout prix garder la main sur la coopération avec les Français. D'abord, parce qu'il connaît mieux le terrain. Ensuite, parce que c'est politiquement explosif. Pour lui, il n'est pas question que la stratégie se décide à Paris », assure l'un de ses conseillers. À Niamey, Salifou Modi est ainsi chargé de faire en sorte que le futur déploiement européen corresponde au mieux aux attentes des Nigériens sur le plan opérationnel. Bazoum et ses proches s'activent quant à eux à garder désamorcée la bombe du sentiment antifrançais. « C'est en partie pour cela que nous souhaitons privilégier un déploiement en dehors de Niamey, dans des bases de taille restreinte », explique un gradé nigérien. Dans leurs discussions avec les Français, les Nigériens se sont d'ores et déjà déclarés opposés à une augmentation des effectifs français autour de l'aéroport de la capitale.

Mohamed Bazoum a également insisté sur le partage des renseignements relatifs aux mouvements jihadistes. Dépendant en grande partie des technologies françaises et américaines, le chef de l'État nigérien espère que ses nouveaux drones turcs viendront lui procurer une certaine autonomie.

Conseillé par le patron des renseignements, Rabiou Daddy Gaoh, qui est proche de lui, il sait qu'il doit disposer du plus grand nombre de cartes possible dans la guerre qui l'oppose à l'État islamique, afin de le frapper militairement ou de le forcer à un dialogue entamé discrètement ces derniers mois. Le 3 juin, à Makalondi, dans une région de Tillabéri où il s'adressait à des victimes de jihadistes, le président a réaffirmé l'une des missions prioritaires de son premier mandat : la reconquête des territoires passés sous la domination de l'État islamique. « Faites-nous confiance ! » a-t-il lancé, en français, aux déplacés venus l'écouter. « Celui qui n'a pas d'objectifs ne risque pas de les atteindre », déclarait le général et stratège Sun Tzu. ●

COMMUNIQUÉ







L'ANSI, ACTEUR CLÉ DE L'INCLUSION NUMÉRIQUE AU NIGER

Créée par le décret n° 2017- 621/PRN du 20 juillet 2017, l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI) a pour missions principales de concevoir, superviser, coordonner et évaluer toutes les actions en matière de développement de l'informatique et des nouvelles technologies de l'information dans les secteurs public et parapublic tant au niveau national que régional.


Remise de prix E-Takara


Centre Numérique de Boureini

JAMG - PHOTOS DR

Après 4 ans d'activité, l'ANSI a notamment mis en place la stratégie « Niger 2.0 » autour de 4 axes majeurs : l'E-Gouvernement, la Cité de l'innovation de Sadoré (à 40 km de Niamey), la promotion du numérique et le programme Villages Intelligents.

UNE ACADÉMIE DE CODAGE

Dans ce cadre, l'ANSI organise annuellement le concours de jeunes talents du numérique « E-Takara ». Cette compétition a permis de révéler le génie créateur de la jeunesse nigérienne dans le numérique.

L'ANSI, en partenariat avec les institutions comme l'ADU (African Development University), le CIPMEN (Centre Incubateur des PME) et Niger Telecoms, a créé CODELOCCOL, la 1ère académie de codage au Niger, dans un cadre agréable et propice à l'émulation des talents et l'apprentissage en communauté avec un mentorat de haut niveau.

AGIR EN MILIEU RURAL

Financé par l'AID (Association Internationale pour le Développement), membre du groupe de la Banque mondiale, à hauteur de USD 100 millions, le projet Villages Intelligents pour la Croissance Rurale et l'Inclusion Numérique (PVI) est mis en œuvre par l'ANSI depuis le 21 octobre 2020 pour une durée de 6 ans.

Les objectifs sont l'accès aux services de téléphonie mobile large bande et le développement des services financiers numériques dans les zones rurales. Le projet comporte cinq composantes : l'environnement favorable, la connectivité rurale, l'inclusion financière numérique, la gestion de projet, et un volet d'intervention d'urgence imprévue.

VULGARISER LES USAGES DU NUMÉRIQUES

150 centres numériques seront créés. Les centres de Boureini, Arlit, Tchirozérine, Badaguichiri, Balayara, Kollo, Chétimari, Klékam, Tchadaoua et Soubdou sont déjà opérationnels au service des populations de ces localités.

Le PVI va réaliser la connectivité numérique de 2 175 localités pour permettre l'accès des populations à l'éducation, la santé, le mobile money, etc. Le Projet soutiendra le développement des fintechs par l'octroi de subventions ainsi que l'accompagnement dans un centre incubateur à Niamey.

La numérisation des chaines de valeurs agricoles, la création de plates formes de Credit Scoring et e-KYC (Know Your Customer) sont au programme des activités prévues par le PVI en 2023.

CONTACT

Agence Nigérienne pour la Société de l'Information (ANSI)
Niamey, Niger
Tél. : (+227) 20 73 42 54
www. ansi.ne,
www.codeloccol.org

Projet Villages Intelligents pour la Croissance Rurale et l'Inclusion Numérique (PVI)
Tél. : (+227) 20 35 35 16
www.pvi.ne

OBJECTIF **NIGER**

Hassoumi Massaoudou

Ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération

« Nous voulons démontrer qu'un pays démocratique stable a la capacité de vaincre le terrorisme »

Situé au cœur de multiples foyers de tensions, le Niger résiste et apparaît comme le nouveau patron du Sahel. Sécurité, relations avec la Cedeao, gouvernance… Le chef de la diplomatie et secrétaire général du PNDS-Tarayya (au pouvoir) détaille la stratégie mise en place par Niamey.

PROPOS RECUEILLIS À NIAMEY PAR FATOUMATA DIALLO



Le 17 mai 2022, dans son bureau, à Niamey.

TAGAZA DJIBO POUR JA

Ce mardi 17 mai, une chaleur écrasante s'abat sur Niamey. Depuis l'aube, le thermomètre affiche 40 degrés. Mais il en faut plus pour dissuader les Nigériens de vaquer à leurs occupations. À commencer par Hassoumi Massaoudou. La veille, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale était aux Émirats arabes unis avec le président Mohamed Bazoum pour présenter ses condoléances au peuple émirati – en deuil depuis la disparition de son président, Cheikh Khalifa.

Tout juste de retour d'Abou Dhabi, le chef de la diplomatie nigérienne s'attelle à ses dossiers. Les visiteurs se bousculent dans son bureau situé non loin du palais présidentiel. Avant de nous recevoir, il s'est entretenu avec une délégation turque. Quand vient notre tour, c'est un ministre pressé que nous rencontrons. « Vous avez trente minutes, je dois filer à la présidence », précise-t-il d'emblée et avec courtoisie. Au cours de l'entretien, Hassoumi Massaoudou se montre direct, mais pédagogue, en exposant les différents enjeux qui préoccupent aujourd'hui le Niger : sécurité, relations avec les partenaires du G5 Sahel, de la Cedeao et de l'Union européenne, gouvernance…

Ancien ingénieur des Mines, cinq fois ministre (Communication, Intérieur, Défense, Finances, puis à la présidence) avant d'être nommé aux Affaires étrangères, en avril 2021, Hassoumi Massaoudou connaît bien les rouages de l'État. Proche de l'ancien président Mahamadou Issoufou, il est aussi ami de longue date de Mohamed Bazoum, avec lequel il a cofondé le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-Tarayya), dont il est le secrétaire général.

Jeune Afrique : Quel bilan dressez-vous de la première année de Mohamed Bazoum à la présidence ?

Hassoumi Massaoudou : Le président Mohamed Bazoum a agi avec détermination pour assurer la sécurité du Niger. L'année a été difficile, mais des résultats importants ont été obtenus. Le Niger reste au cœur d'une zone de tempête dans un Sahel confronté à plusieurs foyers terroristes. Parmi eux, il y a celui de Boko Haram, localisé autour du lac Tchad, dans le sud-est du Niger.

Aujourd'hui, nous pouvons considérer qu'avec nos partenaires de la force mixte multinationale – composée du Cameroun, du Nigeria, et du Tchad –, nous avons gagné la bataille contre Boko Haram. Cela n'a plus rien à voir avec Boko Haram des années 2014-2015. Quelques résidus demeurent, certes, mais pour l'essentiel nous pouvons parler de victoire.

Quels signaux vous permettent de l'affirmer ?

Nous avons vaincu ce groupe militairement. Les activités économiques ont repris dans cette zone de tension. Et le retour des populations déplacées à cause de la guerre se fait progressivement, aussi bien au Niger qu'au Nigeria.

Quels autres foyers de tension fragilisent le pays ?

Le plus préoccupant aujourd'hui est le foyer malien. C'est le point d'origine de la crise sécuritaire liée aux deux grandes organisations terroristes que sont l'EIGS [État islamique au Grand Sahara] et Al-Qaïda au Maghreb islamique [Aqmi]. En 2019, le Niger a été durement frappé par cette instabilité. C'est d'ailleurs la crise sécuritaire au Mali qui a conduit à un premier sommet, à Pau, en janvier 2020. Au cours de cette rencontre entre les chefs d'État du G5 Sahel, ces derniers ont décidé de changer de stratégie face aux groupes terroristes, en concentrant l'action conjointe des forces françaises (Barkhane) et de notre armée sur la zone des trois frontières.

Cette stratégie, qui a été pensée à Pau puis à N'Djamena, a porté ses fruits. Entre 2020 et 2021, l'action des forces armées s'est intensifiée dans la zone des trois frontières, et la nuisance des terroristes y a considérablement diminué. Cette intervention conjointe a permis de décapiter Daesh, dont bon nombre des leaders ont été neutralisés.

Y a-t-il une accalmie dans les régions de Tillabéri et de Tahoua, où les populations ont été les premières victimes des terroristes ?

En parallèle de l'action militaire, nous avons mené une politique proactive dans ces zones. La Haute Autorité à la consolidation de la paix organise régulièrement des dialogues intercommunautaires dans cette région afin de sensibiliser les populations et d'assurer le retour d'une paix durable.

Cette haute autorité œuvre également à répondre aux besoins des communautés, en permettant l'installation de forages dans ces zones reculées et en y favorisant le

retour des administrations et des services publics de l'État.

Peut-on dire que la menace terroriste s'éloigne du Niger ?

La dégradation de la situation dans le centre du Mali a débordé sur le nord du Burkina Faso. Nous restons donc vigilants et pensons que, pour éteindre ce nouveau foyer, nous devons mener une action intelligente, qui combine interventions militaires et politiques. Nous agissons vite et fort puisque, aujourd'hui, c'est ce front qui déborde sur les pays côtiers, comme le Bénin et le Togo.

Les relations entre Paris et Bamako se sont fortement dégradées ces derniers mois, le Mali décidant de se détourner du partenaire français pour privilégier une collaboration avec les Russes, notamment avec la société privée Wagner. Ne craignez-vous pas que ce changement de paradigme fragilise cette zone frontalière que vous avez réussi à « stabiliser » ?

C'est grâce aux forces françaises et alliées que cette zone a pu être stabilisée. Avec l'appui de nos partenaires américains et européens, nos forces spéciales ont aussi pu bénéficier d'une formation de qualité. Notre armée est complètement réorganisée et reconfigurée. Elle est donc prête à faire face aux problèmes sécuritaires.

De plus, avec le départ de Barkhane du Mali, nous avons demandé aux Français et à la force européenne de Takuba de venir au Niger pour consolider notre action commune et stopper la descente des actions terroristes vers le golfe de Guinée.

Dans quelles zones les forces françaises de Barkhane et les forces européennes de Takuba vont-elles se redéployer ?

Ce n'est pas encore décidé. Les discussions se poursuivent entre nos armées respectives. Sur le plan politique, le redéploiement de Barkhane a été voté à l'Assemblée nationale du Niger par une grande majorité des députés.

Cela fait très longtemps que nous ne travaillons plus avec l'armée malienne, qui a déserté notre frontière commune

Le 15 mai, les autorités maliennes ont annoncé leur retrait du G5 Sahel. Est-ce la mort de l'organisation ?

Le retrait du Mali du G5 Sahel ne change rien pour le Niger, puisque cela fait très longtemps que nous ne travaillons plus avec l'armée malienne, laquelle a déserté notre frontière commune. Le principe du G5 Sahel restera pertinent chaque fois qu'il sera possible pour nous de travailler ensemble.

> « **Nous souhaitons que la démocratie nigérienne soit un modèle de gouvernance dont profitent les autres pays.** »

Depuis plusieurs mois les chefs d'État de la Cedeao font pression sur les autorités maliennes pour qu'elles publient un chronogramme clair. Quel délai estimez-vous tolérable ?

Le Niger reste solidaire de la Cedeao. Notre médiateur, Goodluck Jonathan, discute actuellement avec le gouvernement malien et, à chaque sommet, nous exprimons notre voix sur la situation malienne. Je ne compte donc pas faire de commentaires en dehors de ces sommets.

Vous opposez-vous de fait à l'Afrique des colonels ?

Bien sûr. Comme l'ensemble des pays de la Cedeao.

La Cedeao a essuyé de nombreuses critiques, en particulier sur sa gestion de la crise malienne. L'organisation ne devrait-elle pas se réformer ?

Le protocole de la Cedeao s'oppose à tout coup d'État dans son espace. Si la Cedeao n'avait pas pris de sanctions contre le Mali et d'autres pays, on lui aurait reproché de manquer de détermination et de ne pas respecter son propre protocole. À présent que nous le faisons, on dénonce notre rigueur. Nous resterons droits sur notre ligne, jusqu'à obtenir des résultats. Nous préférons que l'on nous reproche d'être rigoureux plutôt que laxistes.

D'ailleurs, la Cedeao est en train de faire évoluer son protocole pour condamner de la même manière les troisièmes mandats des chefs d'État. Malgré les critiques, la Cedeao est aujourd'hui la seule organisation en Afrique à avoir fait autant de progrès pour promouvoir un espace démocratique en son sein.

Le Niger a-t-il vocation à devenir « le patron » du Sahel ?

Nous n'avons pas cette vocation. Nous sommes simplement un pays démocratique qui souhaite promouvoir les valeurs du protocole additionnel de la Cedeao, lequel consacre la démocratie comme paradigme de gestion des États.

Le Niger étant partie prenante et militante de ce protocole, nous souhaitons que la démocratie nigérienne soit un modèle de gouvernance dont profitent les autres pays. Nous voulons démontrer qu'un pays démocratique stable a la capacité de vaincre le terrorisme.

Le remaniement ministériel d'avril a fait couler beaucoup d'encre, les opposants reprochant notamment au président Bazoum de vouloir museler l'opposition en distribuant quelques postes. Cette attaque vise directement Ibrahim Yacouba, désormais ministre de l'Énergie...

Le président Bazoum n'a en aucun cas contraint Ibrahim Yacouba à rejoindre les rangs de la majorité. Donc il n'y a pas de problème à ce niveau. La seule chose à retenir est qu'au Niger, jusqu'à présent, aucun parti n'a jamais pu gagner seul les élections. Y compris le PNDS. Seul, il n'a pas la majorité à l'Assemblée nationale. Donc, s'il faut faire des coalitions pour gouverner, nous le faisons volontiers. C'est aussi cela le jeu politique dans un régime démocratique.



www.coris-holding.com







Tribune

Seidik Abba
Journaliste et écrivain

Résilience sécuritaire, mode d'emploi

« Consolider et avancer. » En matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, le slogan de campagne de Mohamed Bazoum aura eu sa meilleure traduction dans les faits. En s'installant, le 2 avril 2021, dans le fauteuil de son prédécesseur, Mahamadou Issoufou, le président nigérien a hérité d'un pays qui affiche une résilience surprenante face à des menaces exceptionnelles dans le contexte sahélien.

De tous ses voisins immédiats, voire de tous les États sahéliens, le Niger est le seul à devoir juguler une insécurité prégnante sur trois frontières : sud-est avec le Nigeria (Boko Haram), nord-ouest avec le Burkina et le Mali (les groupes jihadistes) et nord avec la Libye (État islamique et faillite de l'État libyen). Et pourtant, à l'exception des îles nigériennes du lac Tchad, aucun pan du territoire national n'est occupé en permanence par les groupes terroristes qui écument le Sahel. Cette situation contraste fortement avec celle de ses voisins burkinabè et malien.

La résilience nigérienne vient, notamment, de l'aguerrissement forgé par son armée lors de nombreuses rébellions, dont celle de 1991 à 1995, qui s'était achevée par la signature de l'accord de paix de Ouagadougou, le 24 avril 1995, et celle, plus récente, du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ), qui s'était déclenchée en 2007 et avait été matée par le président Mamadou Tandja.

Expériences du combat

De ces nombreuses épreuves, les forces armées nigériennes (FAN) ont acquis une expérience du combat qu'elles semblent aujourd'hui mobiliser avec une certaine efficacité face à Boko Haram, à la Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap, en anglais, aile dissidente de Boko Haram), au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et à l'État islamique au Grand Sahara (EIGS).

Pas moins de 15 % du budget annuel de l'État sont affectés aux dépenses militaires.

Des « épreuves de feu » qui ont conféré sa réputation et sa légitimité au général Salifou Modi, patron de l'armée nigérienne, rappelé en urgence en janvier 2020 pour prendre la tête d'une armée qui venait de subir le plus grand revers de son histoire à Chinégodar, dans le Nord-Ouest, proche de la frontière avec le Mali, lors d'une attaque terroriste qui a fait près de 90 victimes dans ses rangs.

Cependant, l'aguerrissement des troupes n'aurait pas suffi s'il n'avait été soutenu par un effort sans précédent en équipement et en formation. Depuis plusieurs années, le Niger affecte pas moins de 15 % de son budget annuel aux dépenses militaires et sécuritaires. Selon le décompte de la société civile nigérienne – qui ne se prive pas, au passage, de déplorer des scandales de détournements de fonds –, près de 1700 milliards de F CFA (plus de 2,58 milliards d'euros) ont été décaissés ces dix dernières années en faveur du secteur de la sécurité et de la défense.

Outre sur l'aguerrissement et l'effort inédit en matière d'équipement et de formation, la résilience nigérienne repose sur une stratégie de défense opérationnelle du territoire qui allie avec une meilleure efficacité l'armée nationale et les forces de sécurité intérieure : la garde nationale, la gendarmerie nationale, la police nationale, ainsi que les autres forces paramilitaires (eaux et forêts, douanes, etc.).

Résultat : malgré sa grande superficie de 1,267 million de kilomètres carrés, qui en fait le plus vaste pays d'Afrique de l'Ouest (devant le Mali), le Niger dispose d'un bon maillage de son territoire en matière de défense et de sécurité. Sur sa frontière sud-est, commune avec le Nigeria, le pays affiche même un important réseau de postes opérationnels avancés mobiles et statiques qui fait pâlir de jalousie son puissant voisin.



MEDIA COULIBALY/REUTERS
Forces armées nigériennes (FAN) en patrouille près de Ouallam, dans la région de Tillabéri, le 6 juillet 2021.

Dialogue avec les jihadistes

Désireux de consolider les acquis de l'ère Issoufou mais, surtout, d'adapter la réponse de son pays à l'évolution de la menace, le président Bazoum, qui se défend toutefois de toute rupture avec son mentor, a brisé le tabou du dialogue entre l'État nigérien et des jihadistes. Une hypothèse qui avait toujours été balayée d'un revers de la main pendant les deux mandats de son prédécesseur.

Lors d'une rencontre avec les cadres nationaux en février, le chef de l'État nigérien a indiqué qu'il avait ordonné la libération de certains jihadistes détenus à la prison de haute sécurité de Koutoukalé, à près de 50 km au nord-ouest de Niamey. Il avait également assuré que l'État était entré en contact avec les parents biologiques de certains jeunes engagés dans les groupes terroristes, inscrivant ces deux initiatives dans sa volonté d'explorer des solutions non militaires.

Dans sa volonté d'apporter une valeur ajoutée à la stratégie sécuritaire dont il a hérité, le nouveau président a également décidé de convaincre les déplacés internes de la région de Diffa (Sud-Est, frontalier avec le Nigeria) et des régions de Tillabéri et de Tahoua (Nord-Ouest) de retourner dans leurs villages. À condition que l'État y mette tous les moyens, la stratégie de retour des déplacés internes pourrait rapidement produire des résultats. Elle réhabilite la dignité de populations réduites aujourd'hui à l'assistance humanitaire et contrarie l'agenda d'annexion territoriale des groupes terroristes.

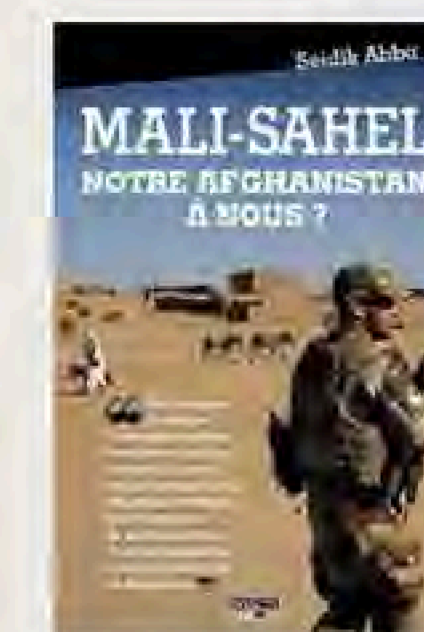
La solution à l'insécurité au Sahel sera régionale ou ne sera pas.

Mis ensemble, le changement de paradigme et les nouveaux efforts en équipement, dont l'acquisition de drones Bayraktar TB2 et d'avions de reconnaissance Hürkus turcs, devraient permettre au Niger de préserver sa résilience sécuritaire. Toutefois, les efforts nationaux ne suffiront pas pour contenir la menace tant qu'ils ne seront pas associés à la recherche d'une mutualisation avec les États voisins, particulièrement avec le Mali, d'où le terrorisme s'est exporté au Niger et au Burkina Faso avant d'arriver aujourd'hui aux portes du golfe de Guinée.

Un voisin malien compliqué

L'espoir de la construction d'une réponse commune avec son voisin malien s'est éloigné depuis le coup d'État dans le coup d'État perpétré en mai 2021 à Bamako, où s'est installée une junte militaire qui a fait le pari risqué de s'adjoindre les services de la société de sécurité privée russe Wagner.

Il n'est un secret pour personne que Mohamed Bazoum et Assimi Goïta entretiennent en ce moment des relations exécrables. En se retirant du G5 Sahel – organisation qu'il partage avec le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad –, le Mali rend impossible la montée en puissance d'une stratégie régionale de réponse à la menace sécuritaire, particulièrement dans la zone des trois frontières. Or, la solution à l'insécurité au Sahel sera régionale ou ne sera pas. La résilience nigérienne ne pourra en effet rien faire sans une volonté partagée avec le voisin malien. ●



Mali-Sahel, notre Afghanistan à nous ?
Seidik Abba, Impacts Éditions, 150 pages, 15 euros.

RÉPUBLIQUE DU NIGER
Fraternité - Travail - Progrès

Ministère des Finances du Niger

LA DIGITALISATION, OUTIL STRATÉGIQUE DE LA TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE DU NIGER



ADOBE STOCK - ROSSANDHELEN

En matière économique, l'ambition du Programme de Renaissance Acte III est de stabiliser le cadre macroéconomique et de transformer le tissu économique en vue de réduire considérablement la pauvreté et permettre la création d'emplois, notamment pour les jeunes et les femmes. La dématérialisation et la digitalisation, qui rendent les procédures transparentes et difficilement contournables, sont ancrées dans les priorités du Gouvernement.

Le développement du secteur financier et l'inclusion financière sont essentiels pour la promotion du secteur privé et une croissance inclusive. En vue d'accroître la résilience des PME/PMI face à d'éventuelles évolutions défavorables de la conjoncture et d'améliorer leur contribution à la croissance économique et à la transformation de l'économie nigérienne, le Gouvernement a mis en place un Fonds National d'Appui aux PME et PMI (FONAP).

AU SERVICE DE L'ENTREPRENEURIAT

Le FONAP a pour objectifs la recherche et la mobilisation des ressources destinées au financement des PME/PMI, la facilitation de l'accès au crédit bancaire et le renforcement de leur capacité technique et managériale. Cet instrument doit permettre le desserrement des contraintes de financement grâce à la mobilisation des capitaux privés par le biais de garanties.

La promotion de l'inclusion financière au Niger a bien démarré à travers l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Finance Inclusive. Le plan d'actions de la stratégie a prévu la création et l'institutionnalisation d'un Fonds de Développement de l'Inclusion Financière (FDIF), en vigueur grâce au Décret N°2020-514/PRN/MF du 3 juillet 2020. En vue d'abonder le FDIF, une table des bailleurs a été organisée le 1er juillet 2021 qui s'est soldée par des annonces de ressources couvrant 174,2% du budget prévisionnel de mise en œuvre de la stratégie.

Par ailleurs, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre du plan d'assainissement et de consolidation du secteur de la microfinance. Les actions prévues dans ce plan sont : la réhabilitation du Mouvement des Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit (MCPEC) et le renforcement de l'Union des Caisses Mutualistes du Niger (UCMN) ; le traitement des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) en difficultés ; le renforcement et la consolidation du secteur des SFD ; et le renforcement des capacités de l'organe de contrôle.

SÉCURITÉ ET TRANSPARENCE

Le Gouvernement poursuivra les réformes en vue de digitaliser les paiements. Afin d'améliorer la sécurité et la transparence dans les paiements de l'État et de promouvoir la finance numérique, un projet de loi sera soumis à l'Assemblée Nationale autorisant l'adoption des paiements numériques par l'administration centrale.

> « Améliorer la sécurité et la transparence dans les paiements et promouvoir la finance numérique »

La digitalisation du système fiscal prévoit notamment l'utilisation de la nouvelle plateforme de télé-déclaration et de paiement par les contribuables. L'interconnexion des systèmes informatiques des douanes et de l'administration fiscale sera renforcée dans le but de permettre la transmission automatique des renseignements sur les importateurs-exportateurs et leur traitement automatisé via le Système Informatisé de Suivi des Impôts et des Contribuables (SISIC) afin d'améliorer la performance du contrôle fiscal.



Monsieur Ahmat Jidoud, Ministre des Finances du Niger

AGIR SUR LES DÉPENSES

La dématérialisation de la chaîne de la dépense sera accélérée en intégrant progressivement les procédures encore manuelles au système informatisé de préparation et d'exécution du budget.

Dans ce cadre, et en vue de sécuriser les émissions budgétaires et de fluidifier la transmission des pièces justificatives de la dépense entre ordonnateurs et comptables, le Gouvernement s'engage à dématérialiser les émissions budgétaires de dépenses.

> « le Gouvernement entreprend de dématérialiser ces autorisations de dépenses (AD). »

Par ailleurs, avec l'accroissement des dépenses en régions et à l'étranger, et en vue d'éviter les problèmes de sécurité inhérents à la transmission physique des autorisations de dépenses (AD) sur crédits délégués, le Gouvernement entreprend de dématérialiser ces AD.

Ces réformes sont fortement ancrées dans les priorités du gouvernement, notamment au niveau des régies financières. L'opérationnalisation du SISIC aux impôts et celle du SYDONIA à la douane ainsi que la bancarisation des paiements de l'État et pour l'État constituent des étapes importantes dans ce processus qui nécessite d'être accéléré.

LA REFONTE DE LA FISCALITÉ

Bien que le Code Général des Impôts (CGI) ait été profondément révisé en 2012, il ne correspond pas dans certains aspects aux standards des législations fiscales modernes. Le texte est long comparé aux autres Codes de la sous-région et complexe dans son interprétation, même pour les experts fiscalistes. Il nécessite alors un travail important de modernisation, mais surtout de simplification.

La révision et la simplification du régime fiscal actuel sont ainsi inscrites dans les priorités du Gouvernement. L'objectif est d'améliorer le rendement de l'impôt, de renforcer le civisme fiscal, d'éliminer les taxes improductives, d'encourager la formalisation et de mobiliser les recettes

> « Révision et simplification du régime fiscal »

de manière progressive et favorable au développement.

La révision du Code Général des Impôts devrait être réalisée selon un processus qui correspond aux meilleures pratiques internationales en la matière. Le nouveau texte sera le fruit d'un véritable travail participatif et inclusif, impliquant toutes les parties concernées, notamment les secteurs public et privé ainsi que les partenaires techniques et financiers.

La plateforme e-SISIC

La Direction Générale des Impôts (DGI) s'est vue dotée d'un Système Informatisé de Suivi des Impôts et des Contribuables (SISIC) comportant, entre autres, une plateforme de déclaration et de paiement d'impôts et des taxes en ligne (e-SISIC).

Cette solution présente plusieurs avantages :

- Haute disponibilité : e-SISIC est disponible sur internet 7j/7 et 24h/24, permettant non seulement de limiter les déplacements mais aussi de disposer de plus de temps pour déclarer et payer les impôts et taxes.
- Simplicité : les démarches fiscales sont gérées sur une interface intuitive et l'accès à tout l'historique du dossier est possible en quelques clics.
- Rapidité : le temps consacré à l'accomplissement des obligations fiscales est réduit.

Révision en vue du Code des Marchés Publics

Les efforts pour renforcer la transparence et l'efficience des procédures de passation et d'attribution des marchés publics seront poursuivis. Le Gouvernement entend notamment procéder à la révision du Code des Marchés Publics et des Délégations de Service Public ; à la dématérialisation complète de la passation des marchés publics et délégations de service public ; et à la mise en place d'un contrôle modulé des marchés publics.

Par ailleurs, le Gouvernement entend mettre en place un dispositif de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des rapports d'audit de conformité et de matérialité des marchés publics commandités annuellement par l'ARMP.

JAMG - PHOTOS DR

L'opposition mezza voce

Entre l'exil de Hama Amadou, la réserve désormais observée par Mahamane Ousmane et le ralliement d'Ibrahim Yacouba à la majorité, les adversaires du pouvoir manquent de figures charismatiques et ont perdu de leur poids à l'Assemblée.

FATOUMATA DIALLO, ENVOYÉE SPÉCIALE À NIAMEY

Lorsqu'il nous reçoit dans les locaux de l'Alliance des mouvements pour l'émergence du Niger (Amen-Amin), le parti qu'il préside, Omar Hamidou Tchiana est agacé. Il vocifère, fait de grands gestes. On vient de couper l'électricité. « Vous voyez comment ça se passe au Niger ! Je ne peux pas vous accueillir dans de telles conditions. Il est préférable que nous menions notre entrevue dans mes bureaux, non loin d'ici. »

Une fois installés dans lesdits locaux – où nous avons pu jouir de l'air conditionné –, le député qui, par la force des choses, tente aujourd'hui d'endosser le statut de chef de file de l'opposition, n'épargne pas le gouvernement, et ne manque pas d'invectiver directement le chef de l'État. « Bazoum est tout sauf un démocrate ! martèle-t-il. Son seul objectif est de tuer l'opposition. »


BOUREIMA HAMA/AFP

L'ancien président Mahamane Ousmane (RDR) et l'ex-Premier ministre Hama Amadou (Moden Fa Lumana).

Mélange des genres

Pourtant, les deux hommes se connaissent bien. Ils ont tous deux été membres de l'exécutif sous la présidence de Mahamadou Issoufou. Omar Tchiana a été ministre des Mines et des Transports, et Mohamed Bazoum, qui est l'un des fondateurs et l'actuel président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-Tarayya, au pouvoir), a géré le portefeuille des Affaires étrangères, puis celui de l'Intérieur et de la Sécurité.

Mais voilà qu'aujourd'hui les intérêts divergent. Candidat malheureux à la présidentielle de 2020-2021, Omar Tchiana incarne « l'anti-Bazoum » et dénonce un exécutif qu'il estime gangrené par la corruption.

Pour étayer ses critiques, le député partage le dernier rapport de la Cour des comptes, qui souligne les pertes liées à la corruption de l'État nigérien ces dernières années. Il nous montre également une facture de la Nouvelle Imprimerie du Niger datée du 8 février dernier. Selon le document, la présidence aurait financé l'impression d'une dizaine de journaux locaux. *L'Indépendant Niger*, *Le Canard déchaîné*, *La Lettre du citoyen*... Des médias censés être indépendants, qui auraient ainsi bénéficié d'un coup de pouce de l'État. En tout, 21,75 millions de F CFA (un peu plus de 33 000 euros) auraient été déboursés pour leur impression. Un mélange des genres qui peut se révéler problématique dans un système démocratique où les médias devraient être un quatrième pouvoir. « On utilise les moyens de l'État pour corrompre et démobiliser l'opposition ! » s'indigne Omar Hamidou Tchiana.

Si Omar Tchiana tente d'être le porte-étendard de l'opposition nigérienne, celle-ci est bien muette, voire quasi inexistante, depuis l'élection présidentielle de février 2021 qui a vu la victoire de Mohamed Bazoum. Et pour cause, un an après le scrutin, les poids lourds de l'opposition sont aux abonnés absents.

Hama Amadou, qui avait été interdit de concourir à la présidentielle et incarcéré à la prison de Filingué en mars 2021, est aujourd'hui exilé en France. L'ex-Premier ministre et ancien président de l'Assemblée nationale, qui n'en est pas à son →



Entretien avec **Monsieur Mohamed SAIDIL MOCTAR,**
Conseiller Spécial du Président de la République et Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Économie de Conférences (ANEC)



« NOUS VOULONS FAIRE DU NIGER UNE DESTINATION PRIVILÉGIÉE POUR LES CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS INTERNATIONAUX »

Pouvez-vous vous présenter ?

Le Niger a organisé, en juillet 2019, à Niamey, la Conférence des Chefs d'États et de Gouvernements de l'Union Africaine. Dans le cadre de la préparation de cette rencontre, le Palais des Congrès de Niamey a été rénové et modernisé.

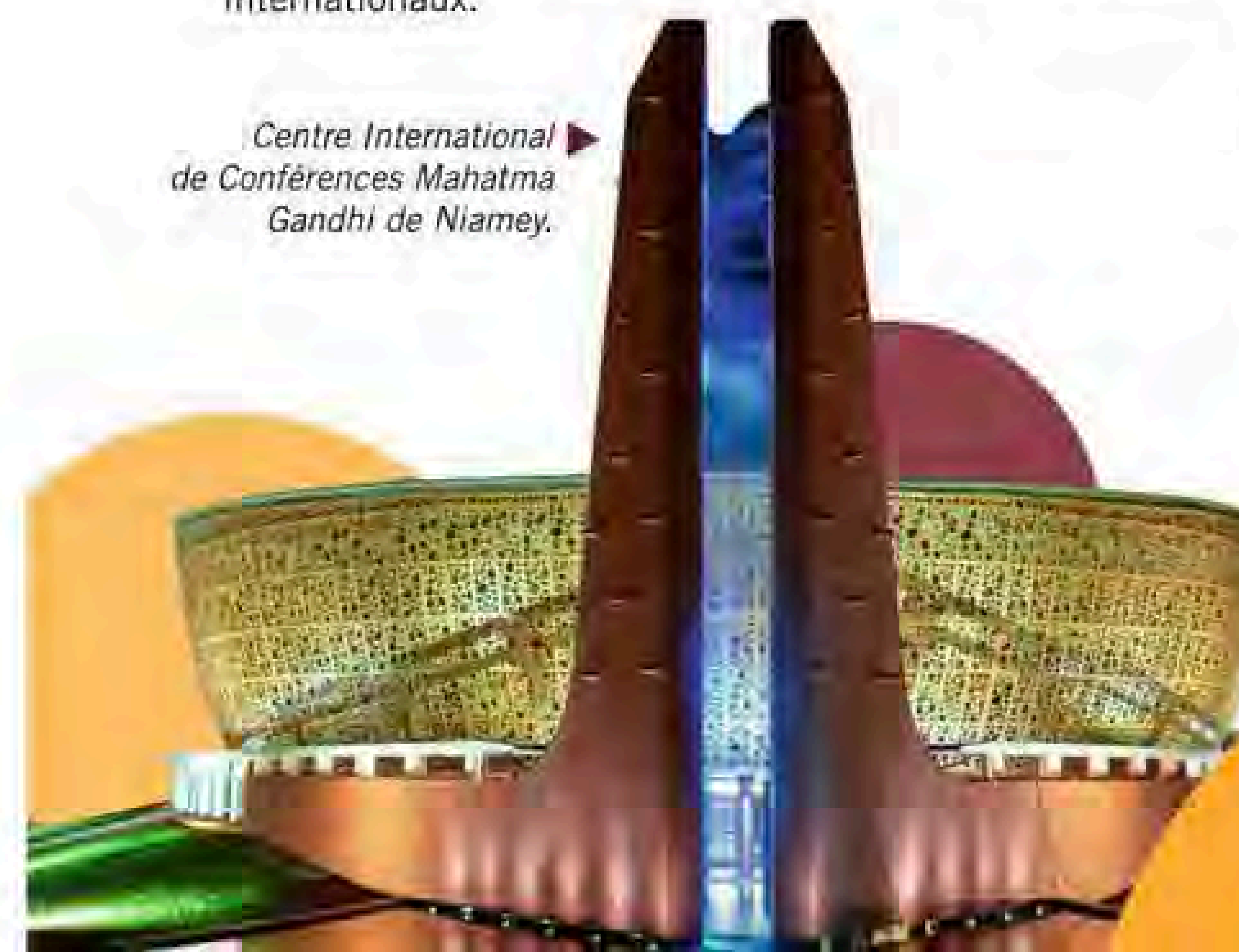
Le Centre International des Conférences Mahatma Gandhi est aujourd'hui un des plus beaux et des plus modernes en Afrique. Au total, Niamey dispose désormais d'une capacité de 6 000 places pour les conférences, auxquelles s'ajoutent les salles des conférences et réunions des hôtels.

Par ailleurs, dans le cadre de la célébration tournante de la Fête de la Proclamation de la République, le 18 décembre, d'importantes infrastructures ont été construites dans tous les chefs-lieux de région.

Plus de 9000 personnes ont bénéficié des actions de formation et de renforcement des capacités pour améliorer la qualité du service et du savoir-faire.

Pour faire du Niger une destination privilégiée pour l'organisation des conférences et événements internationaux, le Gouvernement du Niger a décidé de la création, au sein de la Présidence de la République, de l'Agence Nationale de l'Économie de Conférences (ANEC), chargée de la promotion et du développement de l'économie des conférences.

Notre rôle est de concrétiser l'engagement du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Bazoum, d'améliorer la visibilité du Niger sur la scène africaine et internationale, afin d'en faire une destination privilégiée pour l'organisation des conférences et autres événements internationaux.



Centre International de Conférences Mahatma Gandhi de Niamey.

Quels sont vos objectifs ?

Nous nous attelons à inscrire le pays dans le classement de l'ICCA (International Congress and Convention Association), la communauté mondiale et le centre des ressources pour l'industrie des conférences internationales, qui est le baromètre mondial en matière d'accueil d'événements internationaux.

L'ANEC ambitionne à ce sujet de hisser le Niger dans le top 20 des destinations africaines accueillant des événements internationaux et de faire de notre pays une destination de référence en Afrique.

Nous visons à court et moyen termes un indice de satisfaction client de plus de 90% en fin 2022 et l'accueil à partir de 2025, d'au moins 60 évènements par an.

Quels sont les événements majeurs à venir ?

Pour 2023, on peut déjà annoncer comme événement phare, le Forum Africain pour le Développement Durable. Parmi les autres événements prévus en 2022/2023, nous pouvons citer notamment la conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine sur l'industrialisation la diversification économique en Afrique prévue en novembre prochain, le Sommet africain des femmes transformatrices, etc.

Le personnel de l'ANEC, en collaboration avec les autres services de l'État (Affaires étrangères, Sécurité, Santé, etc.) et le secteur privé sont mobilisés pour traduire en action, la vision du Président de la République de faire du Niger une destination de choix pour les événements internationaux.

Les perspectives sont bonnes, comme en témoigne l'engouement du secteur privé dans le domaine de l'hôtellerie avec aujourd'hui 5 projets d'hôtels de grand standing déjà lancés.

L'ANEC envisage également, pour renforcer davantage les capacités du pays, la construction d'une salle d'accueil d'événements multifonctions d'une capacité de 5000 places.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :
Tél. : (+227) 20 72 49 00 / 01
B.P. 683, Niamey, Niger

Suivez-nous sur :
@Anec Niger
www.anec-niger.ne

JAMG - PHOTOS DR


BOUREIMA HAMA/AFP

Le député Omar Hamidou Tchiana, de l'Alliance des mouvements pour l'émergence du Niger (Amen-Amin).

→ premier séjour à la prison civile de Filingué, est poursuivi pour « complicité de dégradation de biens », « incitation à la violence et à la haine ethnique », « propagande régionaliste » et « propos à caractère raciste ». Il est soupçonné d'être le principal instigateur des manifestations ayant suivi l'annonce des résultats de la présidentielle, le 23 février 2021. Deux mois plus tard, il a été transféré d'urgence à Paris pour poursuivre des soins à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine, en banlieue parisienne. Alors qu'il avait obligation de rentrer, le leader du Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (Moden Fa Lumana) a préféré prolonger son séjour parisien.

Quant à Mahamane Ousmane, ancien président (1993-1996), chef du Renouveau démocratique et républicain (RDR-Tchanji) et candidat malheureux au second tour de la présidentielle de 2021 (avec 44,34 % des voix), il vient de perdre un nouveau bras de fer face au président Bazoum. À la fin de mai, il a en effet été débouté par la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), devant laquelle il avait intenté un procès contre l'État du Niger, estimant que ses droits humains avaient été violés lors du second tour de la présidentielle et revendiquant la victoire sur la base d'« irrégularités ». Discret depuis sa défaite, l'ancien président a quasiment déserté l'arène politique. Alors que le RDR-Tchanji est le deuxième parti d'opposition à l'Assemblée (7 députés) après le Moden Fa Lumana (19), Mahamane Ousmane se fait rare dans la capitale nigérienne. Il serait le plus souvent à Zinder, sa région natale. Vidée de ses leaders charismatiques, l'opposition nigérienne peine à se mettre en ordre de bataille.

Coup de maître

Du côté de la majorité, le PNDS (79 députés) et sa coalition continuent de « ratisser large » et l'affaiblissent encore un peu plus. Le 19 avril, lors de la réunion plénière de l'Assemblée nationale, le Mouvement patriotique nigérien (MPN Kishin Kassa, 6 députés) et son président, l'ancien ministre des Affaires étrangères Ibrahim Yacouba – qui, depuis quatre ans, était l'une des figures les plus en vue de l'opposition –, ont rejoint la majorité présidentielle. Quelques jours plus tard, à la faveur d'un léger remaniement ministériel, le président Bazoum a enfoncé le clou en nommant Ibrahim Yacouba ministre d'État, chargé de l'Énergie et des Énergies renouvelables, et son camarade du même parti, Mahamadou Lawaly Dan Dano, ministre de la Communication.

Et force est de constater que ce coup de maître du président nigérien met l'exécutif dans une position confortable. Grâce à sa coalition à l'Assemblée, le gouvernement peut se targuer d'avoir obtenu une large approbation au sein de l'hémicycle sur la question cruciale du redéploiement des forces de Barkhane au Niger – adopté le 22 avril avec 131 voix pour et 31 voix contre. De quoi museler une partie de l'opposition, qui dénonce l'arrivée de Barkhane, arguant que la crise sécuritaire doit avant tout être une gestion régionale qui s'appuie sur les voisins maliens et burkinabè.

Mais les acteurs de la société civile – essentiels au bon fonctionnement de la démocratie – jouent aussi des coudes pour imposer leurs visions. Leurs combats sont nombreux : autorisation des manifestations (interdites depuis 2018, lorsque Mohamed Bazoum était ministre de la Sécurité), lutte contre la corruption, en faveur de la bonne gouvernance… Ils appellent le gouvernement à permettre l'ouverture d'enquêtes sur les grandes affaires qui ont secoué le pays, comme l'« Uraniumgate », qui implique, entre autres, le géant français Areva et la Société du patrimoine des mines du Niger (Sopamin).

Les acteurs de la société civile, essentiels au bon fonctionnement de la démocratie, jouent des coudes pour imposer leurs visions.

Depuis l'investiture de Mohamed Bazoum, un vent nouveau semble néanmoins souffler à Niamey. Certains membres de la société civile le reconnaissent. « Lors de sa présidence, Issoufou avait verrouillé le dialogue avec la société civile, regrette l'activiste Ali Idrissa Nani, coordinateur de la plateforme Publiez ce que vous payez. Avec Bazoum, les choses ont changé. Depuis qu'il est là, il nous a déjà invités à trois reprises à la présidence et, au cours de nos entrevues, il nous a chaque fois demandé de l'aider à lutter contre la corruption et l'insécurité. » Autoritaire mais conciliant quand il le faut, le nouveau chef de l'État a, pour l'instant, réussi le pari de séduire son aile gauche. ●

Banque islamique du Niger, c'est un choix qui **compte!**



VISA
La gamme de Visa cartes…



Siège social : Immeuble BIN BP : 12 754 Niamey - Niger
Tél : 00227 20 73 27 30/40 Fax : 00227 20 73 47 35
E-mail : bin@bin-bank.ne

BANQUE ISLAMIQUE DU NIGER
GROUPE TAMWEEL AFRICA HOLDING

Moussa Aksar, au nom de la vérité

Implication de Kadhafi dans la rébellion touarègue de 2007, malversations financières au sein de l'armée, scandale des « bébés importés »... Depuis plus de quinze ans, le journaliste et directeur de publication de *L'Événement* a révélé d'importantes affaires. Portrait d'un infatigable enquêteur.

FATOUMATA DIALLO

Il nous a donné rendez-vous dans le quartier populaire de Zabarkan, où se trouvent les locaux de *L'Événement*. Derrière un portail blanc décrépit sur lequel est inscrit : « Il n'y a pas de liberté sans liberté d'informer », attenante à une terrasse, se cache une maison basse, presque sans fenêtres. Le soleil peine à y entrer. L'intérieur est étroit et ne paie pas de mine. Juste de quoi abriter le service commercial du journal, les archives et le bureau du patron.

Dans cette pièce où s'empilent dossiers et journaux, derrière son fauteuil, Moussa Aksar a soigneusement encadré une reproduction jaunie et agrandie de la carte de presse du journaliste franco-canadien Guy-André Kieffer, disparu en avril 2004, après avoir été enlevé à Abidjan. « Cette affiche me donne du courage, confie-t-il. Kieffer a été tué parce qu'il travaillait sur une enquête qui touchait les intérêts de grandes puissances. Chaque fois que je commence une enquête, je le regarde et je me dis qu'il faut continuer le travail afin d'honorer la mémoire de ceux qui se sont sacrifiés pour faire triompher la vérité. »

Depuis la création de *L'Événement*, en 2003, des enquêtes, Moussa Aksar en a mené de très nombreuses. Dès 2005, il fait des révélations fracassantes sur Mouammar Kadhafi et ses velléités militaires au Niger, qui lui valent ses premières « intimidations ». Beaucoup, y compris des confrères, lui conseillent d'abandonner. Le journaliste, qui se définit comme « un soldat de l'information », ne tremble devant rien. Il est sûr des données qu'il a recueillies et a pour preuve des photos sur lesquelles « on voit des éléments touaregs défiler sous la tente de Kadhafi ». Pour compléter son travail, il se rend à Agadez et va au bout de ses recherches.

Dans son travail d'investigation, le limier assure que le « Guide » envisage de financer une rébellion touarègue au Niger. Moussa Aksar voit en partie juste. Deux ans plus tard, en 2007, le nord du pays s'embrase, la rébellion est là. Son enquête lance le journal. C'est l'heure de la gloire, et des procès. Lors de la publication, le confrère avec lequel il travaille subit des « intimidations » : l'ambassade de Libye « lui a sommé de [se] dédire [et de désavouer leur] travail contre de l'argent ». Il n'a pas résisté. Et Aksar s'est vite retrouvé seul face à ce gros dossier. La même année, Kadhafi porte plainte contre le journal. Devant les tribunaux, Moussa Aksar doit défendre son travail – et son honneur – face à l'homme fort de Tripoli. Représenté par un consortium d'avocats bénévoles, le journaliste remporte la bataille.

> **« Je navigue à vue, comme dans un labyrinthe. Je ne sais jamais ce que je vais trouver au bout, la mort ou autre chose. »**

Filières de la drogue, trafics de médicaments, corruption au plus haut niveau de l'État et dans l'armée – au sein de laquelle il s'est fait beaucoup de contacts –, rien n'échappe au regard acéré de l'enquêteur, dont le nom est désormais connu et reconnu. Les politiques et les décideurs du pays craignent ses questions. Excédés, certains iront même jusqu'à l'agresser physiquement. Son travail dérange.

En septembre 2020, après plusieurs mois d'investigation, c'est à l'armée qu'il s'attaque en publiant « Malversations au ministère de la Défense : 71,8 milliards de F CFA captés par des seigneurs du faux » (près de 1,1 million d'euros). Après avoir passé au peigne fin les années 2017 à 2019, il y montre comment de telles sommes ont été détournées par de hauts responsables de l'armée et proches du pouvoir, sous forme de surfacturation de matériel militaire, de livraison d'armes défectueuses ou de contrats passés qui n'ont finalement pas été honorés.

L'indépendance à tout prix

Fils d'éleveur, né en 1964 à Agadez, Moussa Aksar fait ses classes dans sa ville natale, loin du fleuve Niger. C'est en 1983 qu'il arrive à Niamey pour ses études universitaires. Il rêve d'être magistrat, s'inscrit en droit, mais doit abandonner après deux ans, faute d'argent. « Je n'avais pas les moyens de continuer. Il fallait vite que je travaille. » Il prend alors le chemin du journalisme. D'abord en tant qu'animateur dans une radio de Niamey, pour être à l'écoute de →



INITIATIVE 3N
Un bilan positif en matière de transformation du monde rural

L'Initiative 3N (I3N), « Les Nigériens nourrissent les Nigériens », est une stratégie pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et le Développement Agricole Durable (SANDAD) qui a impulsé la transformation des systèmes alimentaires et la modernisation du monde rural au Niger.

Le cadre stratégique de l'I3N a été adopté en 2012 pour aider le pays à répondre à ses défis climatiques et à atteindre l'objectif « Faim Zéro ». L'I3N vise à renforcer la résilience climatique en combinant les réformes et les investissements structurants dans les domaines du développement rural, de la réduction de la malnutrition et de la prévention et la réponse aux crises alimentaires.

Mobilisation des acteurs

Ce cadre stratégique comprend 5 axes déclinés à leur tour en Programmes Opérationnels (PO), dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par les ministères et institutions du secteur (Agriculture, Élevage, Commerce, Environnement, Santé/Nutrition, Prévention/Gestion des crises alimentaires). Ces PO sont mis en œuvre à travers des Plans d'actions quinquennaux, dont le 3ème, actuellement en cours, est parti intégrante du Plan de Développement Économique et Social du Niger (PDES).
La mise en œuvre de cette initiative promeut la déconcentration et la décentralisation à travers des principes transversaux de la mobilisation de tous les acteurs (publics, privés, société civile, partenaires techniques et financiers) de manière coordonnée. L'objectif est de responsabiliser les collectivités territoriales et de développer des services de proximité dans le secteur.

Des résultats remarquables

Après 10 ans de mise en œuvre de cette stratégie, le PIB du secteur rural s'est accru de 86 % et la pauvreté rurale a reculé de 10 points. Les superficies irriguées sont passées de 94 733 ha en 2011 à 207 789 ha en 2020. La production agricole irriguée a été multipliée par 6, passant de 169 166 tonnes d'équivalent céréalier en 2010/2011 à 1 032 023 tonnes en 2020.
L'ensemble des productions a connu des taux d'augmentation compris entre 25 % et 60 %. Les actions de régénération et de restauration des terres ont permis de traiter 65 000 ha de dunes, de récupérer 433 000 ha de terres dégradées, et de réaliser 489 000 ha de terres en régénération naturelle assistée.


M. Ali BETY Haut-Commissaire à l'initiative 3N



Une gouvernance multisectorielle

Le Haut Commissariat 3N (HC3N) est une administration de mission, au sein de la Présidence de la République, créée pour assurer la gouvernance multisectorielle de la SANDAD, impulser les réformes nécessaires à la bonne performance du secteur, mobiliser les financements et promouvoir les partenariats afin de créer un environnement favorable à la mise en œuvre de la stratégie.
Une des réformes importantes en cours d'impulsion concerne l'optimisation des financements pour les priorités de l'I3N à travers la mise en place de fonds communs sous-sectoriels pour les principaux ministères du secteur.
Cette réforme permettra de s'inscrire dans l'approche Programme afin d'aligner l'utilisation des ressources externes aux priorités nationales et de mieux concrétiser la Déclaration de Paris. De tels mécanismes de mutualisation des fonds aideront à améliorer la cohérence et l'échelle de mise en œuvre des interventions. Le Niger est soutenu par ses partenaires techniques et financiers dans cette réforme.

HAUT COMMISSARIAT À L'INITIATIVE 3N
Rue NY2 - 1648, Boulevard de l'indépendance
BP 116 Niamey - NIGER - Tél. : +227 20.72.39.39
www.initiative3n.ne

JAMG - PHOTOS DR

RÉPUBLIQUE DU NIGER
Fraternité - Travail - Progrès
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

HAUTE AUTORITÉ DU WAQF

Le WAQF, un outil de la finance islamique, vecteur du développement durable au Niger

La constitution de Waqf, dont la jouissance peut bénéficier à diverses œuvres de bienfaisance, a un impact direct sur le développement économique, le bien-être des populations bénéficiaires dans les secteurs sociaux.



Khadijah Youssouf Diallo, Directrice Générale de la Haute Autorité du Waqf

« Notre défi principal est de montrer que les ressources philanthropiques et les efforts de solidarités, à travers l'instrument du Waqf, peuvent aider à développer un secteur d'activité économique à la fois rentable et socialement utile. Nous voulons faire du Waqf, un troisième secteur économique aux côtés des deux secteurs économiques traditionnels (public et privé).

Dans un pays à 99 % d'obédience musulmane, l'un des mécanismes les plus innovants pour répondre aux besoins des populations est le Waqf. Cet instrument de la finance islamique est par définition « l'immobilisation d'un bien à perpétuité ou à temps, pour faire largesse de l'usufruit au profit d'une œuvre sociale, d'une catégorie de personnes déterminées ou d'une cause bien spécifique ». Le Waqf répond à trois objectifs : contribuer à éradiquer la pauvreté et les inégalités sociales, susciter une plus grande solidarité agissante et assurer un mode de financement conforme aux principes de la finance islamique.

Une priorité officielle

C'est dans cette optique que la Haute Autorité du Waqf du Niger a été créée par décret n° 2020-136/PRN du 7 février 2020, modifié et complété par le décret n° 2020-878/PRN/MF du 3 décembre 2020.

La Haute Autorité du Waqf est une institution administrative, rattachée à la Présidence de la République et placée sous la tutelle financière du Ministère des Finances. Elle est présidée par un Conseil d'Orientation et de Contrôle (COC) sous la conduite de Dr Hamid ALGABID, ancien premier Ministre du Niger et ancien Secrétaire Général de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI).

Pour le Gouvernement du Niger, il s'agit à travers la création de la Haute Autorité du Waqf, de donner une nouvelle impulsion à la finance islamique et de le positionner comme outil de mobilisation des ressources additionnelles pour l'atteinte de ses objectifs de développement. Elle permet également de renforcer la stratégie nationale d'inclusion financière tout en positionnant le Niger comme un hub régional de la finance islamique.

À l'horizon 2030, la Haute Autorité du Waqf souhaite « faire du Waqf, le principal acteur dans l'inclusion économique et sociale durable des populations vulnérables dans une société Nigérienne solidaire ».

Premier bilan positif

Le pays dispose de biens Waqf dont le plus emblématique est l'immeuble dit « Tour Commercial Waqf », financé par la BID et dont les revenus sont dédiés au fonctionnement de l'Université Islamique. Par ailleurs, le premier fonds Waqf public a été créé au profit des ayant-droits des agents des Forces de Défense et de Sécurité tombés sur le champ d'honneur.

Au dernier trimestre 2022, le Niger prévoit l'organisation de la Conférence Internationale sur les Investissements Waqf, sous le haut patronage de S.E.M Bazoum Mohamed, Président de la République, Chef de l'État.



JAMG - PHOTOS DR

Haute Autorité du Waqf,
888 Boulevard Abdoul Aziz Bouteflika sis à koira kano, Niamey, Niger
Tél. : (+227) 20 37 10 24

www.waqfniger.ne



TAGAZA DJIBO POUR JA

Pour éviter que le pouvoir n'ait la mainmise sur ses rédacteurs, le patron de presse a embauché des confrères étrangers.

→ la population et être écouté par elle. « Quand je sors du boulot, je ne m'attends pas à être félicité par un ministre. Je veux être gratifié par "un tablier" ou par un chauffeur de taxi. C'est cela ma récompense. »

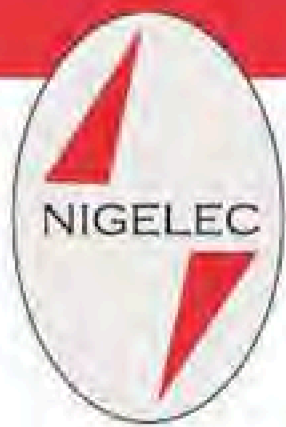
C'est sous un arbre qu'avec des confrères lui est venue l'idée de créer *L'Événement*. « Nous voulions être un journal indépendant, au service de la population, et qui soit là pour dénoncer », se souvient-il. Ils se lancent dans l'aventure en 2003. Ils ont peu d'argent. Pour la première parution, ils mettent tous la main à la poche et parviennent à réunir 100 000 F CFA (152 euros). Un maigre pécule, mais ils tiennent bon. Aksar savait qu'emprunter ce chemin ne serait pas suivre un long fleuve tranquille. « Je navigue à vue, comme dans un labyrinthe. Je ne sais jamais ce que je vais trouver au bout, la mort ou autre chose. »

Le dernier quinquennat a été particulièrement éprouvant pour lui. « L'arrivée de Mahamadou Issoufou au pouvoir a suscité beaucoup d'espoir. Nous étions tous contre un troisième mandat de Tandja. » Mais les années Issoufou ont finalement été particulièrement éprouvantes pour le patron de *L'Événement*, qui estime que l'ancien président a « trompé » et « divisé » le peuple nigérien. Ces deux-là – Issoufou et Aksar – se sont toujours méfiés l'un de l'autre. Aksar accuse même Issoufou d'avoir interdit aux annonceurs de travailler avec son journal. Les conséquences ont été financièrement lourdes. Depuis 2018, c'est l'organisation Free Press qui soutient *L'Événement*. Le journal a dû renoncer à son édition papier et passer au 100 % numérique. Pour éviter que le pouvoir n'ait la mainmise sur ses journalistes, Aksar a embauché des confrères étrangers et fait du Béninois Ignace Sossou, sorti de prison en 2020, son rédacteur en chef.

Une ferme le long du fleuve

Il espère que le mandat de Mohamed Bazoum apportera du changement. « Pour l'heure, Mohamed Bazoum vit son instant de grâce. Mais le PNDS [Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme] le lie encore à Issoufou, observe-t-il. Il essaie de s'émanciper, mais le noyau dur du parti est encore très fort, et cela m'inquiète. Pour réussir, il doit prendre ses distances, sinon c'est lui qui devra partir. »

Si ses écrits sont très engagés, Moussa Aksar n'a jamais songé à « faire de la politique ». Il n'aime pas le protocole. Il préfère s'habiller en jeans et baskets, et aller au champ. C'est à une vingtaine de kilomètres de Niamey qu'il se sent le mieux. Il y a dix-neuf ans, il s'est construit une petite ferme le long du fleuve Niger. Quand il n'est pas au bureau, c'est là-bas qu'il passe ses journées, à cultiver ses hectares de manguiers, à nourrir ses vaches et ses chameaux. « Je vends du lait de vache et des oignons bio. Cela me permet d'être financièrement indépendant », dit-il fièrement. C'est à ce modèle de croissance qu'il croit. L'uranium et le pétrole sont pour lui loin d'être un modèle de développement. Il rêve d'une société nigérienne où l'élevage et l'agriculture seraient au cœur des préoccupations. Et où les panneaux solaires feraient briller les quartiers les plus obscurs du pays. ●



LA NIGELEC : Accélération de l'accés, promotion de l'énergie décarbonisée



MONSIEUR HALID ALHASSANE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA NIGELEC

Avec un taux d'accès à l'électricité toutes sources confondues de 19,5 %, contre 48 % en moyenne pour l'Afrique Subsaharienne, le Niger est parmi les pays ayant les plus faibles taux d'électrification. Aussi, l'accès à l'énergie électrique fait parti des priorités du programme de renaissance du Gouvernement. À cet égard, une Stratégies Nationale d'Accès à l'Électricité (SNAE) et un Plan National d'Électrification (PNE) ont été définis et sont en cours de mise en œuvre qui fixent l'objectif d'un taux d'électrification de 80 % à l'horizon 2035 avec des objectifs intermédiaires de 34 % en 2025 et 60 % en 2030.

Des résultats probants sont entrain d'être atteints dans la mise en œuvre du PNE avec 84 086 branchements exécutés en 2020, 85 431 en 2021 et un objectif d'au moins 100 000 branchements en 2022.

Le nombre de localités électrifiées qui n'était que 343 en 2011, est supérieur à 1 000 aujourd'hui et plus de 2000 autres localités sont en cours d'électrification (d'ici 2025) à travers divers programmes sur financement propre et concours des bailleurs de fonds.

Conséquemment à ses investissements dans l'accès, la demande est fortement boostée ce qui nécessite un accroissement très substantiel de l'offre. D'où des besoins d'investissements massifs dans la production et le transport également.

Outre les réalisations faites depuis 2011 notamment la centrale diesel 100MW de Gorou Banda (Niamey), la centrale BOOT 89MW de Goudel (Niamey), le renforcement des centrales régionales de Diffa, Malbaza, Maradi et Agadez, la construction des lignes HT 132kV et les postes associés (Maradi, Malbaza, Soraz, Dosso, NIAMEY), d'autres projets importants sont en cours d'exécution dont entre autres :



Technicien Nigelec exécutant un branchement

« Un objectif d'au moins 100 000 branchements en 2022. »



Pose de compteur par un technicien Nigelec dans un village



Centrale thermique 100MW de Gorou Banda.

- La construction du Barrage hydro-électrique de Kandadji d'une capacité de 130MW ;
- La construction d'une centrale hybride de 25MW dont 19MW solaire à Agadez ;
- La construction d'une centrale solaire de 30MW à Gorou Banda ;
- La construction d'une centrale BOOT de 23MW à Zinder ;
- L'hybridation d'une vingtaine de centrales secondaires situées dans les localités éloignées ;
- La construction de la ligne d'interconnexion 330kV Nigeria-Niger-Burkina et Niger-Bénin d'une capacité de transit de plus de 500MW.
- Le renforcement des capacités d'évacuation dans la ville de Niamey à travers le renforcement des postes sources existants et la création de 3 nouveaux postes (Centre ville, Rive droite et Bangoula) pour une capacité additionnelle de 350MVA.

D'autres chantiers démarreront incessamment notamment :

- La construction d'une centrale solaire de 57MWc à Gorou Banda en PPP ;
- La construction d'une centrale solaire à Maradi (30MWc), Dosso (10MWc) et Diffa (10MWc) ;
- La construction d'une centrale BOOT de 25MW à Malbaza ;
- L'interconnexion des réseaux Ouest et Centre du pays à travers la construction de la ligne330kV Zabori-Malbaza ;
- La construction des lignes 132KV Dosso-Balleyara et Kandadji-Niamey.

De nouveaux projets sont en cours d'étude à savoir :

- La construction d'une centrale solaire à vocation régionale de 150MWc à Zabori (région de Dosso) dans le cadre du WAPP,
- Le projet de construction d'un parc éolien de 250MW en PPP avec Savannah Energy dans la vallée de la Tarka (région de Tahoua).

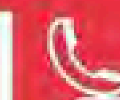
Pour assurer une exploitation intégrée de toutes ces réalisations, un dispatching National et un Bureau Central de Conduite du réseau de Niamey (BCCN) sont en cours de construction.

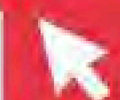


Centrale BOOT 89 MW de Goudel

JAMG - PHOTOS DR


Adresse du siège social
201, Av du Général de Gaulle
BP 11202 Niamey, Niger


Téléphone :
+227 20 72 32 88/ 84 90 90 90


Email : nigelec@intnet.ne
Site web: www.NIGELEC.NET

ÉCONOMIE

Sani Mahamadou Issoufou

Ministre du Pétrole

« Il est injuste de reprocher aux pays africains d'utiliser les énergies fossiles »

Petit producteur d'or noir depuis dix ans, le Niger prépare son entrée dans la cour des grands avec l'achèvement du pipeline Agadem-Cotonou, prévu pour le début de 2023, et la relance du projet de gazoduc transsaharien. Un cap stratégique…

PROPOS RECUEILLIS À NIAMEY PAR FATOUMATA DIALLO

Il a la réputation d'être toujours élégant. Et, lorsqu'il nous reçoit, Sani Mahamadou Issoufou, dit Abba, reste fidèle à lui-même. Arborant un costume bleu marine impeccablement coupé, le trentenaire a l'allure d'un trader de Wall Street. Courtois, il s'excuse d'avoir dû reporter notre rendez-vous, initialement prévu pour la veille. Ses journées sont souvent chargées; et, depuis que le président Mohamed Bazoum, qui l'a vu grandir, lui a confié le ministère du Pétrole, en avril 2021, les nuits d'Abba sont souvent courtes. Le secteur pétrolier n'était pas son domaine de prédilection – ses amis le disent plutôt « geek » –, mais « il a fallu s'adapter », dit-il.

Pipeline Niger-Bénin, projet de gazoduc transsaharien, nouveaux partenariats… Depuis son imposant bureau avec vue sur le fleuve Niger, le ministre épluche les nombreux dossiers relatifs à l'un des portefeuilles les plus stratégiques du pays. Il sait qu'il a un devoir de résultats.

Petit producteur de pétrole depuis 2011, avec des gisements dans le sud-est du pays, le Niger prépare en effet son entrée dans la cour des grands exportateurs d'or noir en Afrique de l'Ouest, derrière le Nigeria (plus de 2 millions de barils/jour) et le Ghana (200 000 b/j).

Mais, si l'or noir devient la principale ressource post-uranium du Niger, Abba Issoufou ne veut pas tomber dans le « syndrome hollandais ». Il s'agit, certes, de doper la production du pétrole pour augmenter sa part dans le PIB, mais il faut aussi profiter de cette manne pour diversifier l'économie du pays.

C'est en tout cas le défi que s'est lancé le jeune ministre, qui fut directeur de cabinet adjoint de l'ancien président, Mahamadou Issoufou – son père.

Jeune Afrique : Jusqu'en avril, votre ministère recouvrait le pétrole, mais aussi l'énergie et les énergies renouvelables. Pourquoi le président a-t-il choisi de séparer ces deux portefeuilles du premier ?

Abba Issoufou : Je ne crois pas que cette décision prise par le président ait un impact sur la gestion des dossiers liés au pétrole et à l'énergie. Bien au contraire, cela permettra à chacun des ministres de se concentrer sur un secteur bien précis.

En parallèle de la construction du pipeline, notre production passera de 20 000 barils/jour [b/j] à 110 000 b/j.

En septembre 2019, le président Mahamadou Issoufou a officiellement lancé le début du chantier du pipeline d'exportation Niger-Bénin. Où en sont les travaux ?

Le projet avance très bien, avec près de 400 km de tuyaux déjà posés sur les tronçons nigérien et béninois. D'ici au printemps 2023, les travaux seront finis. C'est un pipeline long de 2 000 km, depuis les champs pétrolifères d'Agadem, dans la région de Diffa, jusqu'au port de Cotonou. Il permettra d'exporter 90 000 b/j jour. Le Niger produit actuellement 20 000 b/j, qui sont transformés à la raffinerie de Zinder.

Grâce aux travaux de surface que la CNPC [China National Petroleum Corporation] réalise en parallèle de la construction du pipeline, notre production passera à environ 110 000 b/j. Nous allons maintenir l'approvisionnement de la raffinerie à 20 000 b/j et les 90 000 barils supplémentaires emprunteront le pipeline. →



À Niamey, le 18 mai.

TAGAZA DJIBO POUR JA

→ **Quel est le coût de ce pipeline ?**

Le montant du projet est estimé à environ 2 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter les travaux de surface de la CNPC, qui avoisinent également 2 milliards de dollars.

Quelle est la part de financement de l'État nigérien dans le pipeline ?

L'exploitation pétrolière se fait à travers une joint-venture entre l'État du Niger et la CNPC ; et, en ce qui concerne le pipeline, le Niger en sera actionnaire à hauteur de 15 %. L'État prendra en charge sa participation financière, qui a déjà été budgétisée.

Et quelle est la participation du Bénin ?

La coopération entre nos deux pays est excellente. Nous nous concertons régulièrement. Sur les 2 000 km du pipeline, environ 700 km seront du côté béninois. Aussi, sur le plan financier, ce pipeline est un gros investissement pour notre voisin, sans doute l'un de ses plus importants.

Pour quelles raisons avez-vous fait le choix de mener ce projet avec le Bénin ?

Le Bénin est un partenaire de longue date, et il est évident que sa situation géographique est un atout. Son ouverture vers la mer va faciliter l'exportation du pétrole, et nous avons l'habitude de collaborer : c'est depuis le port de Cotonou que transitent la plupart des marchandises qui entrent et sortent du Niger.

Nous avons également en commun un projet de boucle ferroviaire [une ligne de chemin de fer de plus de 200 km entre Ouidah et Niamey]. Hélas ! celui-ci est actuellement à l'arrêt. Ce n'est pas la première fois que nous nous engageons ensemble sur un projet structurant, il était donc logique de se lancer ensemble dans la construction de ce pipeline.

Vous êtes également impliqué dans le projet du gazoduc transsaharien qui doit relier le Nigeria et l'Algérie en passant par le Niger. Qu'en attendez-vous ?

En février, nous avons conduit à Niamey une réunion tripartite avec mes homologues nigérian et algérien. Et nous avons signé la déclaration de Niamey, qui vise à relancer les négociations. Pour cela, nous mettrons en place une task force. À cet effet, une réunion est prévue à Abuja dans les prochaines semaines. L'objectif est de mettre tout en œuvre pour que le projet redémarre le plus rapidement possible.

Le Niger a-t-il pour ambition de devenir le point d'interconnexion des projets pétroliers entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne ?

Au-delà d'être un simple pays de transit, le Niger ambitionne d'être un acteur du monde pétrolier. Avec le gazoduc transsaharien, le Niger aura un rôle central de pays transitaire, mais nous comptons aller plus loin en mettant l'accent sur l'exploitation gazière. En cas de découverte importante, nous n'hésiterons pas à nous connecter au gazoduc pour exporter notre production.

« **Nous espérons que le secteur contribuera, d'ici à 2025, à environ 25 % du PIB, à 70 % de nos exportations et à 50 % des recettes de l'État.** »

Parallèlement, le Nigeria a lancé une étude de faisabilité pour un gazoduc concurrent, qui passerait par le golfe de Guinée pour finir au Maroc. Qu'en pensez-vous ?

Il n'y a pas de concurrence. Ce sont deux projets en discussion depuis de nombreuses années et ils ne sont pas incompatibles. Le Nigeria semble présenter suffisamment de réserves pour que les deux projets se réalisent. Nous verrons comment cela va globalement évoluer. Je pense en tout cas que l'éclosion de ces grandes initiatives est une bonne chose pour l'Afrique.

La crise ukrainienne a eu un fort impact sur la hausse des prix du carburant. Qu'en est-il pour les Nigériens ?

Au Niger, la situation est restée stable grâce à la production de notre raffinerie. La moitié est destinée à la consommation domestique, l'autre moitié au Burkina Faso, au Mali et au Nigeria – notamment le nord du Nigeria, très demandeur en produits raffinés provenant de chez nous. Globalement, nous observons aussi un regain d'intérêt pour notre pétrole grâce à la compétitivité de nos prix.

Quel est le prix à la pompe au Niger ?

Il est de 540 F CFA [0,82 euro] le litre pour le super et de 538 F CFA pour le gasoil. Nos prix sont les plus compétitifs parmi ceux des pays producteurs de pétrole en Afrique. Il n'y a que le Tchad qui pratique des prix inférieurs aux nôtres.

Votre objectif aujourd'hui est d'accroître la production de pétrole au Niger, quand nombre de pays, notamment occidentaux, cherchent à se détourner des énergies fossiles pour aller vers les énergies renouvelables. L'Afrique ne devrait-elle pas faire de même ?

En ce qui concerne l'Afrique, l'un n'empêche pas l'autre. Les pays développés ont réussi à s'industrialiser parce qu'ils ont beaucoup bénéficié de l'avantage des énergies fossiles, comme le charbon. C'est injuste de condamner les pays africains parce qu'ils utilisent les énergies fossiles pour se développer. Il faut rappeler que l'Afrique n'est responsable que de 3,8 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde.

Il est impératif de mettre en valeur toutes nos ressources naturelles pour assurer un meilleur avenir aux générations futures. Les retombées de cette exploitation doivent être mieux redistribuées pour améliorer les conditions de vie de nos populations, en matière de santé et d'éducation.

Dans le même temps, nous faisons face aux défis du changement climatique, et cela nous touche directement. Nous devons investir aussi dans les énergies renouvelables ; →



BANQUE AGRICOLE DU NIGER

Nous œuvrons pour votre autonomie !

Une banque

Universelle

BANQUE AGRICOLE

Un Agriculteur doit être entrepreneur à succès.
C 'est notre conviction à la BAGRI.
Et nous y travaillons depuis des années.

www.bagriniger.ne





BOUREIMA HAMA/AFP

Opérationnelle depuis la fin de 2011, la raffinerie d'Olléléwa, près de Zinder (Sud), a une capacité de raffinage de 20 000 barils par jour.

→ et, dans sa politique de mix énergétique, le Niger envisage d'atteindre les 30 % de renouvelables à l'horizon 2030.

En février, nous avons signé un accord avec la société britannique Savannah Energy pour la réalisation, dans la région de Tahoua, du premier parc éolien du pays, d'une capacité de 250 mégawatts. Cette centrale va faciliter l'accès des populations à l'énergie et vise à assurer l'indépendance du pays en électricité – dont nous importons une partie du Nigeria. À moyen terme, nous espérons même pouvoir exporter cette électricité.

Dans un rapport sur la stratégie pétrolière du Niger publié au début de 2019, le précédent exécutif prévoyait que le secteur devienne « le moteur » de l'économie du pays, en « représentant près d'un quart de la richesse » du pays à l'horizon 2025. Est-ce toujours d'actualité ?

Avec les 20 000 b/j que nous produisons, la part du secteur pétrolier dans le PIB est encore dérisoire. Mais, avec la mise en service du pipeline, nous espérons en effet qu'elle va représenter à peu près 25 % du PIB à l'horizon 2025, ainsi que 10 % à 12 % de l'emploi formel, 70 % des exportations du pays et près de 50 % des recettes de l'État.

Cependant, nous ne voulons pas tomber dans le piège du syndrome hollandais, affectant souvent les pays riches en ressources naturelles, qui négligent la diversification de leur économie. La manne pétrolière doit à terme nous permettre d'industrialiser notre pays.

Comment les entreprises nigériennes participent-elles au secteur ?

Dans le cadre de la réalisation du pipeline, nous imposons qu'au moins 20 % des travaux soient réalisés par des entreprises locales. Cela s'inscrit dans le cadre de la politique de contenu local.

À travers la CNPC, la Chine est très implantée dans le secteur pétrolier et énergétique nigérien. Quelles sont vos relations avec Pékin ?

Les relations sont très bonnes ; et les investissements chinois, nombreux dans notre pays. La CNPC est le premier partenaire dans le secteur pétrolier. La Chine conduit beaucoup d'autres projets au Niger. Elle a, par exemple, construit les deux derniers ponts qui surplombent le fleuve Niger à Niamey, ainsi qu'un hôpital de référence qui fait aujourd'hui la fierté de notre pays.

Trois entreprises pétrolières sont désormais présentes : le chinois CNPC, le britannique Savannah Energy et l'algérien Sonatrach. Comptez-vous continuer à diversifier vos partenaires ?

Bien évidemment. Nous n'avions initialement que la Chine comme investisseur. Nous nous réjouissons que Savannah et Sonatrach se soient engagés à passer à une phase de développement rapide. Nous sommes activement à la recherche d'autres acteurs. ●

COMMUNIQUÉ



Ministère de l'Éducation Nationale du Niger





Le programme « Renaissance Acte 3 » pour la performance du système éducatif au Niger.



Pr Ibrahim Natatou
Ministre de l'Éducation Nationale

Le Président de la République, Sem Bazoum Mohamed, déclarait lors de son discours d'investiture : **« L'éducation est notre plus grand défi. Ses faiblesses paralysent nos possibilités de constituer un véritable capital humain, capable de prendre en charge les défis de développement de notre pays. Notre système éducatif a besoin d'être repensé, et il le sera. Ce sera la traduction du contrat qui me lie au peuple nigérien ».** L'engagement du Président de la République se concrétise par la mise en place du programme Renaissance Acte 3, et ce afin de s'occuper personnellement de l'éducation au même titre que la sécurité.
La mise en œuvre des différentes politiques, des différents programmes et stratégies a permis d'enregistrer des progrès remarquables tant en matière d'accès que de qualité des services. À titre illustratif, de 2011 à 2021 environ 15 000 classes ont été construites en matériaux définitifs.
Cependant, de nombreux défis liés entre autres à la forte pression démographique, à l'insécurité, à la précarité des infrastructures, au faible niveau de qualification des enseignants, aux disparités sociales et géographiques aux désavantages des filles et des ruraux persistent.
Face à ces défis, le Ministère de l'Éducation Nationale a mis en place une nouvelle politique articulée autour de quatre axes principaux.

→ **AXE 1 :** L'ACCROISSEMENT DES CAPACITÉS D'ACCUEIL DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET CENTRES DE FORMATION DE L'ALPHABÉTISATION ET DE L'ÉDUCATION NON FORMELLE.
Il s'agit de :
- Construire 36 000 salles de classe en matériaux définitifs pour remplacer les classes en paillotes selon un modèle alternatif moins coûteux et adapté.
- Parachever 20 collèges de proximité et généraliser le modèle.
- Construire des centres de regroupement en milieu nomades.
- Prendre en charge les enfants hors école à travers les classes passerelles et les Makaranta (écoles coraniques).

→ **AXE 2 :** PROMOTION DE LA SCOLARISATION DE LA JEUNE FILLE
- L'ouverture des internats pour jeunes filles au cycle secondaire dont 2 sont réceptionnés et 4 dont les chantiers sont toujours en cours sur 100 programmés sur le quinquennat.
- Le renforcement de la participation des filles dans les filières scientifiques sont les actions prioritaires.



Le Ministre de l'Éducation Nationale du Niger
Pr Ibrahim Natatou dans une classe en paillote.

→ **AXE 3 :** DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN
- La professionnalisation des enseignants et l'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants.
- La restructuration des Écoles Normales par le rehaussement du niveau de recrutement qui passe au baccalauréat.
- La généralisation de la reforme curriculaire avec l'entrée par les langues nationales.
- L'introduction du numérique à l'école pour combler le déficit en supports pédagogiques et renforcer la résilience de notre système éducatif face aux crises multiformes.

→ **AXE 4 :** AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE DU SYSTÈME
- L'augmentation du budget de l'éducation qui passe à 22 % du budget national.
- l'institutionnalisation des contrats de performances à tous les niveaux de l'administration scolaire.
- la continuité des enseignements pour les 68 306 élèves des 793 écoles fermées sur l'ensemble du territoire suite à l'insécurité à travers les centres de regroupements soutenus par les partenaires techniques et financiers sont les preuves de l'engagement du gouvernement du Niger à améliorer la gouvernance du système.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
Boulevard de la République, Niamey - Niger
→ www.education.gouv.ne

JAMG - PHOTOS DR

L'uranium reprend des couleurs

Depuis dix ans, les politiques énergétiques hostiles au nucléaire et la chute des cours du minerai ont contraint la filière à réduire considérablement la voilure dans la région d'Agadez. Mais elle semble désormais à la relance.

FATOUMATA DIALLO

Vendredi 11 mars 2011. Ce jour-là, tous les regards sont braqués sur les côtes nord-est du Japon. À 14 h 46, heure locale, un séisme de magnitude 9,1 sur l'échelle de Richter secoue l'archipel. Dans son sillage, un tsunami s'abat sur la façade pacifique de l'île de Honshū. La mer envahit la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, l'eau et les gravats endommagent le système de refroidissement de la centrale, l'alimentation électrique est coupée, les générateurs de secours noyés. La catastrophe nucléaire n'est plus bien loin.

À plus de 10 000 km de là, dans la capitale nigérienne, le drame est scruté avec inquiétude. En effet, le Niger possède l'une des plus grandes réserves d'uranium en Afrique et, grâce à sa production de 4 351 tonnes, en 2011, il s'est classé au quatrième rang mondial des pays producteurs. Mais l'accident de Fukushima, la montée de discours hostiles au nucléaire en Occident et sa fin programmée en Allemagne ont fait chuter les cours du précieux minerai : de 70 dollars la livre en 2011, son prix a dégringolé à 50 dollars en 2012.

Depuis, la conjoncture ne s'est pas améliorée. En 2019, le prix de l'uranium est descendu à 20 dollars la livre et, selon les données de la World Nuclear Association (WNA), en dix ans, le Niger a presque divisé par deux sa production, passée à 2 291 t en 2020. Une baisse lourde de conséquences pour le pays, dont l'uranium est quasiment la seule ressource minière à l'exportation.

Si la catastrophe nucléaire a complètement bouleversé le cours de l'uranium à l'échelle mondiale, d'autres facteurs, endogènes, expliquent la baisse de la production au Niger. En effet, de nombreux spécialistes s'accordent à dire qu'il existe une corrélation entre la baisse de l'exploitation et la découverte de champs d'hydrocarbures dans le sud du pays. Depuis 2011, Niamey est en effet devenu producteur de pétrole, dont il a confié l'exploitation à la China National Petroleum Corporation (CNPC). Désormais, le pays projette de devenir l'un des plus grands pays producteur et exportateur d'hydrocarbures en Afrique de l'Ouest et investit dans de grands projets – comme le pipeline Niger-Bénin, financé à hauteur de 2 milliards de dollars par l'État – qui doivent lui permettre de porter sa production à 110 000 barils par jour (b/j) à l'horizon 2025, contre 20 000 b/j aujourd'hui.

Aujourd'hui, seule la mine de la Somaïr est encore exploitée, mais ses activités ont baissé de moitié ces cinq dernières années.

La baisse de la production d'uranium résulte par ailleurs de choix décisifs opérés ces dernières années par le principal extracteur et producteur d'uranium. Exploitant le minerai depuis plus de cinquante ans dans le nord du Niger, Orano (ex-Areva) y est présent à travers la Société des mines de l'Aïr (Somaïr), Imouraren SA et la Compagnie minière d'Akouta (Cominak).

De moins en moins rentable

Compte tenu de la chute des cours et du tarissement des réserves, la multinationale française a mis en suspens une partie de ses activités dans la région de l'Aïr (nord du Niger). Le 31 mars 2021, la mine d'Akouta (région d'Agadez), exploitée depuis plus de dix ans par la Cominak et propriété à 31 % de la société nigérienne Sopamin, a ainsi cessé sa production.

Alors que la direction de la Cominak justifiait la fermeture de la mine par l'épuisement des réserves, un ancien cadre de la filiale française, contacté par JA, évoque aussi des problèmes économiques. « En 2014-2015, les dirigeants ont jugé que l'exploitation d'Akouta n'était plus rentable, confie-t-il. Et l'inflexion des prix à l'échelle mondiale les a en grande partie poussés à revoir leurs ambitions nigériennes dans ce secteur. » L'arrêt des activités du gisement d'Akouta a évidemment →

MESSAGE



African Development Universalis







L'UNIVERSITÉ AMÉRICAINE DU SAHEL

L'African Development University (A.D.U.) est une institution innovante dont la mission est de préparer les jeunes les plus talentueux du Niger et de l'Afrique francophone à concevoir et à conduire le développement de leurs nations en tant que leaders éthiques et efficaces dans les secteurs public, privé et à but non lucratif.



African Development University (A.D.U.) est une institution bilingue (français et anglais) et la première université à but non lucratif du Niger à offrir une éducation de classe mondiale aux étudiants du Sahel. Nous offrons une formation en arts libéraux pour les emplois les plus demandés aujourd'hui, enseignée par des professeurs engagés qui visent à développer la pensée critique des étudiants, leurs compétences en matière de résolution de problèmes et leur capacité à servir leurs communautés. Des cours interactifs aux stages et à la recherche, vous vous transformerez en poursuivant vos passions ! Notre modèle unique - **ILIMI**, qui signifie « éducation, intellectuel et connaissance » en haoussa, se concentre sur le développement de jeunes leaders éthiques et influents. A.D.U. s'inspire des plus grands établissements d'enseignement supérieur du monde, comme l'université d'Ashesi au Ghana et l'université de Harvard aux États-Unis.

À A.D.U., nous pensons que presque tous les obstacles au développement de nos pays d'Afrique sont liés à un manque de leadership éthique. Notre modèle d'intégration des compétences garantit que nos étudiants peuvent relever les défis du nouveau millénaire. Notre programme multidisciplinaire, qui s'inspire de ce qui se fait de mieux dans les meilleures institutions mondiales, combine les arts libéraux avec le management, le droit et la technologie. A.D.U. propose des cours en ligne avec Coursera; un centre d'innovation et d'entrepreneuriat qui s'engage à autonomiser nos jeunes leaders, **le iiLAB, Ilimi Innovation Lab.**

Nous offrons également des bourses partielles ou complètes, comme celles de Mastercard Foundation Scholars Program. Ce programme, auquel A.D.U. a adhéré cette année, est une initiative mondiale visant à éduquer la prochaine génération de leaders qui contribueront au progrès social et économique du continent. Il fournit un soutien financier, social et académique aux boursiers. Le soutien financier couvre, sans s'y limiter, les frais de scolarité, le logement, les livres et matériels scolaires. Le programme de bourse de A.D.U. a été lancé en janvier 2022, avec 50 étudiants sur 100 pour cette année, et 400 durant les 4 années à venir.

JAMG - PHOTOS DR

African Development University (A.D.U.)
Boulevard Tanimoune, Village de la Francophonie, BP 1160 Niamey- Niger
Tél. : (+227) 87 39 68 68
Email : infos@ilimi.edu.ne

www.ilimi.edu.ne


Gisement d'uranium exploité par la Somaïr, filiale d'Orano (ex-Areva), à Arlit, dans le nord du Niger.

JOE PENNEY/REUTERS

→ eu de lourdes conséquences, en particulier pour les 600 employés qui ont été licenciés.

Orano, qui avait maintes fois reporté l'exploitation de son gisement d'Imouraren (au nord d'Agadez), y reprend progressivement ses activités de développement. Aujourd'hui, seule la mine de la Somaïr, l'autre filiale du groupe, est encore exploitée, mais ses activités ont été réduites de moitié ces cinq dernières années.

En effet, avec la chute des cours, l'exploitation des gisements d'uranium est devenue de moins en moins rentable pour Orano. Par ailleurs, la montée en puissance de discours hostiles au nucléaire et la fermeture de la centrale de Fessenheim (en France), en 2020, ont poussé le géant français à revoir ses ambitions, notamment en matière de production.

Outre la crise liée au marché de l'uranium, des scandales à répétition ont aussi fini par ternir l'image d'Orano au Niger. Parmi eux, l'affaire de « l'uraniumgate ». En février 2017, le journal *Le Courrier* a accusé l'État du Niger d'avoir caché, en 2011, environ 300 millions de dollars provenant des comptes de la Sopamin à BNP-Paribas sur un compte bancaire à Dubaï.

Ces soupçons ont entraîné une enquête parlementaire en vue de comprendre quel avait été le circuit de cette transaction – qui correspondait à la vente d'une importante quantité d'uranium par Areva. Une transaction douteuse, dans laquelle ont été évoqués de nombreux acteurs, dont l'actuel chef de la diplomatie, Hassoumi Massaoudou. Areva a affirmé avoir perdu 18 millions de dollars dans cette affaire, qui demeure non élucidée.

En conséquence, le Niger avait été suspendu en 2017 de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie), l'organisation faisant valoir « des progrès insuffisants, notamment en matière de gouvernance du secteur ».

Nouveaux investisseurs

Malgré la mauvaise conjoncture, de nouveaux acteurs parient désormais sur l'uranium nigérien. Au premier trimestre de 2020, l'État a accordé quatre permis de recherche d'uranium à la compagnie Loxcroft Resources Ltd, à Tchirozérine et à Arlit, dans la région d'Agadez. En contrepartie, l'entreprise s'est engagée à investir 8 millions de dollars dans ses projets.

Le canadien GoviEx (Govi High-Power Exploration), qui monte actuellement en puissance, avait, dès 2019, engagé la construction d'un complexe minier pour exploiter l'uranium à Madaouéla, près d'Arlit, dans le nord du pays. Ce complexe qui s'étend sur 243 km² a engendré un investissement d'environ 670 millions d'euros. ●



ENTRETIEN

M. Abdoul Rahimoune Massaoudou

directeur du Fonds d'Entretien Routier (FER)

« Nous assurons la préservation du patrimoine routier national tout en contribuant au développement socio-économique du Niger »



Réputé pour ses qualités et fort d'un bilan remarquable, Monsieur Abdoul Rahimoune Massaoudou est reconduit à l'unanimité des membres du Conseil des Routes à la tête du Fonds d'Entretien Routier (FER). Il nous présente les missions et les projets de cette entité clé.

Quelles sont les missions du FER ?

Le FER est un établissement public de financement (EPF), chargé de la mobilisation des ressources destinées à financer l'entretien courant et périodique du patrimoine routier national.

Le FER assure également le financement de trois structures créées dans le cadre de la réforme du secteur de l'entretien routier:

- L'Agence de Maîtrise d'Ouvrage Délégué à l'Entretien Routier (AMODER) qui a en charge la mise en œuvre des programmes d'entretien routier courant et périodique de l'État.
- La Cellule d'Audit Courant de l'Entretien Routier (CACER), dont l'objet est la réalisation d'audit comptables, financiers et techniques sur l'ensemble des intervenants contributeurs et bénéficiaires du fonds du FER.
- L'Agence Nigérienne de la Sécurité Routière (ANISER), dont la mission est de veiller à sécurité routière sur le territoire national.

D'où proviennent vos ressources ?

Le FER dispose des recettes provenant de la Redevance d'Usage Routier (RUR) qui est prélevée sur la consommation intérieure de carburants (essence et gazole) à raison de 20 F CFA/litre ; des droits de péages ; et des droits de passage ainsi que des pénalités de surcharge, conformément au Règlement n° 14/2005/CM/UEMOA, relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds dans les États membres.

Comment faites-vous pour réduire l'écart entre les besoins et les ressources ?

Le Niger est un vaste pays de près de 1,267 million de km². Son réseau nécessite un entretien important et permanent. Malheureusement, au regard du vieillissement de ce dernier et de la rareté des ressources disponibles, le FER a une capacité de financement annuel qui correspond à environ 30 % des besoins réels. Le FER et l'AMODER conviennent de la mise en œuvre des programmes d'entretien routier selon les ressources disponibles.

Comment participez-vous à la protection du patrimoine routier ?

Le FER gère les stations de pesage sur l'étendue du territoire du Niger conformément au règlement de l'UEMOA, cité précédemment, et à la loi N° 2018-32 du 24 mai 2018 déterminant le patrimoine routier national. Ces textes établissent les poids et gabarits en charge à l'essieu d'un véhicule de transport et les sanctions auxquelles s'exposent les contrevenants.

Quels sont vos projets ?

Un fonds de 3ème génération est la meilleure option pour le financement de l'entretien routier, il aura ainsi en charge la réalisation des travaux neufs et la réhabilitation. À cet effet, le FER multiplie les actions et les initiatives en vue d'optimiser la collecte des ressources. La modernisation et l'automatisation du système de collecte des péages sont très importantes car cela permettra de suivre et sécuriser les ressources.

L'élargissement du panier des ressources du FER est envisagé avec l'introduction des ressources et de sources de financement innovants de l'entretien routier.



JAMG - PHOTOS DR

www.fer.ne

FER-Niger - Rue de la Lybie , avenue des armées, Niamey - Niger - BP : 13788 • Tél. : (+227) 20 73 87 51

OBJECTIF NIGER

Niamey, nouveau spot préféré des conférenciers

Grâce aux infrastructures construites en 2019 pour organiser le sommet de l'Union africaine, et parce que les entreprises de la sous-région l'estiment « sécurisée », la capitale accueille de plus en plus de rencontres et de séminaires.

FATOUMATA DIALLO



Le nouveau terminal de l'aéroport international Diori-Hamani.

NIAMEY AIRPORT

Dans la tour de contrôle de l'aéroport international Diori-Hamani, de Niamey, les aiguilleurs s'activent. Plusieurs avions privés et appareils commerciaux en provenance des quatre coins du continent doivent atterrir ce jour-là. Nous sommes le 3 juillet 2019, la capitale nigérienne s'apprête à accueillir, du 4 au 8 juillet, le XXXIIIe sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA). Plus de 5 000 participants sont attendus, dont 31 présidents. Niamey n'a jamais organisé un tel événement.

Le président Mahamadou Issoufou a mis les petits plats dans les grands et lancé les chantiers nécessaires à l'organisation du sommet : un centre international de conférences flambant neuf, deux nouveaux hôtels de prestige, mais aussi des rénovations (aéroport, voiries, hôtels...) pour un montant global de 450 milliards de F CFA.

Dans le cadre d'un partenariat public-privé, la société de BTP turque Summa s'est vu confier la modernisation de l'aéroport de Niamey : rénovation de l'ancien terminal aéroportuaire, prolongement de la piste d'atterrissage, construction d'une nouvelle aérogare et d'un nouveau pavillon présidentiel pour recevoir les invités de marque... Ces travaux, d'un montant de 154 millions d'euros, ont été financés par Summa, qui, en contrepartie, a obtenu le droit d'exploitation des infrastructures de l'aéroport pour une durée de trente ans.

Le groupe turc est connu dans la sous-région pour la réalisation de travaux dans des délais records, en particulier dans la ville nouvelle de Diamniadio, au Sénégal. À Niamey, les autorités l'ont également chargé du chantier de la route qui relie l'aéroport au centre-ville, ainsi que de la construction du Radisson Blu, un hôtel cinq étoiles, sur le boulevard de la République. D'un coût global de 32,8 milliards de F CFA (50 millions d'euros), ce complexe compte 194 chambres, dont une quarantaine de suites et une salle de conférences d'une capacité de 800 personnes.

Construit en forme de calebasse, d'une surface bâtie de 16 000 m² sur un terrain de plus de 5 hectares, le centre international de conférences Mahatma-Gandhi a, quant à lui, été offert par les autorités indiennes (son coût est estimé à 50 millions dollars). Doté d'une salle plénière de plus de 2 090 places et de plusieurs salles de réunion, cet ensemble ultramoderne est situé à quelques minutes à pied de l'hôtel Radisson Blu.

> **Malgré les critiques, quatre ans après les travaux de modernisation de la ville, ses grands hôtels ne désemplissent pas.**

Soupçon de rétrocommissions

En donnant le coup d'envoi de ces grands chantiers, le président Issoufou avait fait le pari de faire de Niamey « la capitale de toute l'Afrique », une « vitrine » sur laquelle le Niger pourrait compter pour attirer les investisseurs et consolider son économie en pleine croissance. Qu'en est-il quatre ans après le sommet de l'UA? Ces infrastructures servent-elles toujours? Ont-elles la rentabilité escomptée?

Si le sommet de 2019 a en effet mis un coup de projecteur sur la capitale nigérienne, l'attribution de certains marchés relatifs aux travaux de modernisation fait encore ciller nombre d'observateurs dans le pays. « Derrière ces grands chantiers menés par Issoufou se cachent des rétrocommissions », croit savoir le journaliste d'investigation Moussa Aksar. « Au départ, la rénovation de l'aéroport devait être confiée à des Nigérians, mais les Turcs sont arrivés au dernier moment, et le contrat des Nigérians a été résilié. »

Les termes du contrat lui semblent également (très) favorables au groupe turc, qui va gérer pendant trente ans l'aéroport de Niamey. « De quoi rembourser les 154 millions d'euros investis dans son financement, avec les recettes issues de la gestion de l'aéroport, précise-t-il. Or, selon de nombreux experts, il faut seulement dix ans d'exploitation pour que Summa retrouve son investissement. De même pour construire le Radisson, un immeuble de la douane, qui appartenait à l'État, a été détruit. En clair, il y a eu beaucoup d'anomalies dans l'attribution de ces marchés et permis de construire. Je pense que, s'il y avait eu une alternance politique après Issoufou, les Nigériens auraient découvert beaucoup de choses. Tôt ou tard, la lumière sera faite sur ces marchés. »

De son côté, Omar Tchiana, le leader du parti d'opposition Alliance des mouvements pour l'émergence du Niger (Amen-Amin), estime que « cette volonté du pouvoir nigérien de faire du pays un centre de conférences est une mégalomanie de l'ancien président. Le coût des travaux de l'aéroport a été surévalué par les Turcs. Cette modernisation n'a en réalité coûté que 50 millions d'euros ».

Malgré les critiques, quatre ans après les travaux de modernisation de la capitale, ses grands hôtels ne désemplissent pas. Le Radisson Blu grouille chaque jour de femmes et d'hommes d'affaires, de diplomates, de politiques... On s'y donne rendez-vous pour parler business, assister à des colloques ou organiser un séminaire d'entreprise. Son propre centre de conférences est d'ailleurs souvent mis à la disposition d'organismes internationaux. En mai dernier, c'est au Radisson Blu que le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a posé ses valises lors d'une visite à Niamey. ●

RÉPUBLIQUE DU NIGER
Fraternité - Travail - Progrès

Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement

Entretien avec **Monsieur Adamou Mahaman**,
Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement



« L'ACCÈS À L'EAU POTABLE EST UNE PRIORITÉ STRATÉGIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN »

Quelles sont les ambitions de Son Excellence Monsieur Mohamed Bazoum, Président de la République, Chef de l'État, pour le secteur de l'eau et de l'assainissement ?

Son Excellence Monsieur Mohamed Bazoum, alors candidat aux élections présidentielles de 2021, avait fait de l'accès à l'eau potable, une des priorités de son programme de campagne.

Élu Président de la République, à la faveur d'élections libres et transparentes, Son Excellence Monsieur Mohamed Bazoum, n'a pas tardé à mettre en œuvre son programme de campagne, dénommé « Programme de Renaissance Acte III », à travers la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement (DPG) défendue à l'Assemblée Nationale par Son Excellence Monsieur Ouhoumoudou Mahamadou, Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Pour répondre aux attentes des populations nigériennes, particulièrement celles vivant en milieu rural, le « Programme de Renaissance Acte III », vise à relever le défi de l'approvisionnement en eau potable des populations et de la fourniture de services d'assainissement.

Quel est le contenu de ce programme ?

L'accès à l'eau potable pour tous constitue une des priorités d'investissement dans le développement du capital humain. Le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre du Programme Sectoriel Eau, Hygiène et Assainissement (PROSEHA 2016-2030) en vue d'améliorer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement. C'est pourquoi, la part des financements destinés à l'hydraulique rurale et urbaine dans le budget sera portée de 3 % à 7 %.

En hydraulique villageoise, il s'agit d'assurer la croissance continue de l'accès à l'eau potable sur l'ensemble du territoire national afin d'atteindre une couverture géographique de 95 % et un taux d'accès de 55 %. Ceci sera obtenu grâce à la mise en place de 35 000 équivalents points d'eau modernes supplémentaires, la réhabilitation de 5 000 équivalents points modernes et la réduction des disparités inter et intra régionales dans l'accès à l'eau.
À cet effet, les programmes opérationnels d'hydraulique seront centrés sur la systématisation des Adductions d'Eau Potable Multi-Villages, la transformation des forages équipés de pompes à motricité humaine en Postes d'Eau Autonome ainsi que le renforcement de l'accès dans les zones difficiles.
Pour ce qui est de l'hydraulique pastorale, le maillage des points d'eau sera renforcé avec la réalisation de 4 500 éqPEM nouveaux et la réhabilitation de 500 puits et stations de pompage pastoraux.

En matière d'hydraulique urbaine, l'objectif poursuivi est d'atteindre un taux de desserte en eau potable de 100 % avec la réalisation de 460 000 branchements particuliers et de 10 000 bornes fontaines publiques. Nous souhaitons également optimiser les centres concédés à la Société de Patrimoine des Eaux du Niger (SPEN) et étendre le périmètre concédé.

Dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement, les actions majeures visent la réduction des disparités d'accès à travers la mise en œuvre de l'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC) et la certification de 11 160 villages pour un changement de comportement ; la réalisation de 50 000 édicules publics dans les établissements scolaires ; les formations sanitaires et les autres lieux publics et de vie ; et l'équipement des chefs-lieux de région en Stations de Traitement de Boues de Vidange (STBV).
Quant à la gestion intégrée des ressources en eau, le Gouvernement poursuivra le renforcement de l'opérationnalisation du Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE) par la mise en place d'agences dans huit sous-bassins.
Le montant total de ces actions est d'environ 600 milliards de F CFA.



Monsieur Adamou Mahaman, Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement en visite de chantier.

Le Président Bazoum vient de passer sa première année à la tête du Niger. Que peut-on retenir du bilan de la période écoulée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ?

Les résultats de cette première année de gouvernance du Président Mohamed Bazoum augurent incontestablement des lendemains meilleurs pour les populations qui s'en félicitent.

À l'heure du bilan, on note la réalisation et la mise en service de 4 776 équivalents points d'eau modernes en milieu rural, dont 4 530 en hydraulique villageoise et 246 en hydraulique pastorale.
Au titre des réhabilitations, 462 équivalents points d'eau modernes ont été réhabilités, dont 349 en hydraulique villageoise et 113 en hydraulique pastorale. En milieu urbain, les réalisations ont concerné le renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville de Tillaberi, la construction d'une unité compacte de 1500 m^3/j à Niamey et 7 200 branchements sociaux et bornes fontaines.

Dans le sous-secteur de l'assainissement de base, en un an, 4 743 ouvrages d'assainissement ont été réalisés et l'ATPC a été déclenchée dans 2 805 villages. La fin de la défécation à l'air libre a été certifiée dans 761 villages. Enfin, dans le domaine de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), on relève la poursuite de l'installation des organes de la GIRE et celle des suivis quantitatifs et qualitatifs des potentiels des nappes fluviales.

JAMG - PHOTOS DR

UN CADRE FORMEL ET DES STRATÉGIES APPROPRIÉES

Pour accomplir sa mission, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement s'est doté d'un cadre formel incluant des politiques et des stratégies appropriées dans le but de garantir la viabilité de toutes les interventions dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Du point de vue juridique, institutionnel et réglementaire, le Ministère dispose des instruments suivants :

- Le Code de l'Eau et ses textes d'application.
- La Stratégie Nationale de l'Hydraulique Pastorale.
- La Stratégie Opérationnelle pour la Promotion de l'Hygiène et d'Assainissement de Base.
- Le Programme Sectoriel Eau, Hygiène et Assainissement (PROSEHA 2016-2030).
- Le Plan d'Action National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE).
- Le Guide des Services d'Alimentation en Eau Potable dans le domaine de l'hydraulique rurale.

D'autres documents aussi importants ont été élaborés, mais sont en attente d'adoption par le Gouvernement. Il s'agit de la Politique Nationale de l'Eau et de la Politique Nationale de l'Hygiène et de l'Assainissement.

Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
BP 257, Niamey Niger
Tél. : (+227) 20 73 20 25
Fax : (+227) 20 72 40 15
www.hydraulique.gouv.ne

Économie

Boissons Coca-Cola – Castel : à qui la séparation va-t-elle profiter ?
La galaxie de Ken Ofori-Atta, ministre ghanéen des Finances
BAD Akinwumi Adesina, un président trop pressé ?



Un employé de Jumia vérifiant les produits à livrer aux clients, à l'entrepôt Ikeja, dans la banlieue de Lagos, au Nigeria.

© PIUS UTOMI EKPEI / AFP

E-COMMERCE

Pionnier endurant, Jumia fête ses 10 ans

Malgré les pertes qui s'accumulent depuis sa création, en 2012, la première licorne africaine de l'histoire demeure un modèle de résilience et inspire de nombreux jeunes entrepreneurs. Quelle est sa recette ?

QUENTIN VELLUET

L'homme d'une quarantaine d'années au polo noir et mocassins de cuir est un habitué de cette arrière-cour du centre commercial Playce de Marcory Zone 4, à Abidjan. Et pour cause, employé d'une boutique de cosmétiques, Moustapha se rend deux fois par jour dans ce *vender drop operation* de Jumia. Cet entrepôt d'environ 800 m² fait face à la discrète porte d'entrée menant au siège ivoirien

de la célèbre plateforme africaine d'e-commerce. Rempli de cartons de toutes tailles, l'espace sombre où règne une ambiance studieuse fait partie des nombreux dépôts que la marque au caddie noir met à disposition des petits vendeurs à Abidjan. Depuis maintenant quatre ans, Jumia permet en effet au patron de Moustapha ainsi qu'à de nombreux autres commerçants de faire livrer rapidement à leurs clients des colis commandés en ligne. Préalablement emballés aux couleurs du groupe coté à la Bourse de New York, les paquets sont ensuite transférés dans un centre de tri plus important, situé en bordure d'Abidjan. Ils seront finalement livrés dans un délai compris entre un et quatre jours ouvrés, selon leur adresse de destination.

Groupe tentaculaire

Baptisé Jumia Express, ce service de livraison rapide pour le compte de clients professionnels est l'un des nombreux services que Jumia a développés ces dernières années afin de diversifier ses sources de revenus. Fin mai, Jumia Côte d'Ivoire a par exemple lancé, à Abidjan, la livraison de courses ménagères avec la promesse de distribuer les différentes commandes en moins de quinze minutes, n'importe où dans la capitale économique ivoirienne, pourtant réputée pour ses embouteillages. Au fil des ans, cette quête de revenus a transformé Jumia en un groupe tentaculaire, présent

Le recrutement est une de leurs forces. Ils ont très tôt trouvé de bons profils locaux à qui confier des responsabilités.

aussi bien dans la logistique que dans l'e-commerce, le paiement ou la publicité en ligne. Dix ans après sa création et fort de cette diversification, le pionnier panafricain de l'e-commerce, qui revendique 8 millions d'utilisateurs actifs dans 11 pays, enregistre un chiffre d'affaires pour 2021 de 178 millions de dollars. Un résultat relativement stable par rapport à 2019 mais encore insuffisant pour amortir les investissements injectés pour son fonctionnement quotidien et la conquête de nouveaux clients.

Depuis ses débuts en 2012, le groupe codirigé par les Français Sacha Poignonnec et Jérémy Hodara cumule ainsi des pertes qui se chiffrent à 1,7 milliard de dollars (dont 227 millions pour la seule année 2021). À titre de comparaison, l'américain Amazon – avec lequel Jumia a pendant longtemps été abusivement comparé – a dépensé 3 milliards de dollars avant de devenir rentable huit ans après sa naissance. Combien de temps l'entreprise pourra-t-elle assumer ces dépenses ? Impossible de le savoir alors que la première licorne africaine de l'histoire est repassée au-dessous du milliard de dollars de capitalisation. Depuis quelques mois, son titre en Bourse stagne à environ 7 dollars, soit une capitalisation boursière d'un peu plus de 720 millions de dollars. Et, pourtant, sa capacité de résilience ne flanche pas. De la dépréciation du naira en 2014 aux accusations formulées par un cabinet d'analyse financière nommé Citron Research, qui n'a pas hésité à dégrader l'image de Jumia et mis en péril son entrée en Bourse, la plateforme a, en dix ans, résisté à de nombreuses menaces et su faire évoluer son modèle pour survivre à de nombreux concurrents. La marque a continué d'essaimer, en multipliant livreurs et entrepôts sur le continent, tandis que Cdiscount mettait la clé sous la porte pour avoir calqué sa stratégie française sur l'Afrique de l'Ouest et qu'Afrimarket, à cours de trésorerie, déposait le bilan, avouant par la suite avoir sous-estimé les capitaux nécessaires à la construction d'une plateforme viable.



Le 12 avril 2019, à New York, lors de son introduction en Bourse, la licorne a réussi à lever 196 millions de dollars.

ALAMY STOCK PHOTO / ABACA



Dans l'open space du siège ivoirien du groupe, à Abidjan.

#EREL

Modèle hybride

Par rapport à la concurrence, Jumia a sûrement bénéficié d'un premier atout alors introuvable en Afrique au tournant des années 2010 : l'appartenance à Rocket Internet, une structure allemande rompue à l'exercice du mentorat de jeunes pousses et des levées de fonds. Né dans les locaux berlinois de ce faiseur de champions (Zalando, HelloFresh ou DeliveryHero ont été créés et développés chez Rocket Internet), Jumia est d'ailleurs encore à ce jour domicilié dans un immeuble désuet, au numéro 104 de la rue Skalitzer, à Kreuzberg, un quartier alternatif de l'est de Berlin parmi les plus courus de la jeunesse européenne branchée. « Rocket Internet est une entreprise très exigeante, qui peut même être brutale, mais qui permet d'être très adaptable et d'évoluer rapidement d'un modèle à un autre », estime un ancien concurrent de la plateforme qui se rappelle le basculement de Jumia, en 2016, d'un modèle centralisé et tout-propriétaire à un modèle de *marketplace* (« marché en ligne »), qui met à disposition des commerçants extérieurs la plateforme web et la logistique de l'entreprise.

À cette époque, qui voit aussi la réunification de l'ensemble des marques sous l'unique bannière Jumia, l'ingénieur français Florian Azzopardi est choisi par les fondateurs pour accélérer le recrutement de marchands. « Nous avons rapidement multiplié par dix un nombre de marchands qui était quasi stable depuis la création de l'entreprise », se souvient-il. Objectif pour les actionnaires, réduire les coûts et donner la capacité à Jumia de dupliquer rapidement son modèle dans plusieurs marchés et ainsi de justifier une future cotation en Bourse (IPO). « Très vite, un modèle hybride s'est imposé à nous. Nous devions garantir la qualité du service et la disponibilité de certains produits "best-sellers" comme les smartphones, pour lesquels nous achetions des stocks. En parallèle il fallait faire de Jumia le lieu où tout est trouvable et donc faire grandir notre base de vendeurs », se souvient l'ancien collaborateur de Jumia. La start-up dispose alors d'une enveloppe confortable de 326 millions d'euros apportée par la banque américaine Goldman Sachs, l'opérateur de télécoms français Orange et son compatriote l'assureur Axa. Cette nouvelle stratégie, couplée à ce coup de pouce financier, aide Jumia à créer des synergies et à contenir les pertes, dues notamment à la dépréciation du naira au Nigeria début 2016. La plateforme dispose aussi d'un autre atout, son empreinte géographique. « Le lancement précoce de nombreux marchés a permis de diluer leur exposition aux risques dans chaque pays », constate Florian Azzopardi, qui dirige désormais la galerie d'art Afikaris, à Paris.

La Côte d'Ivoire fait partie de ces marchés piliers que Jumia conserve lors de sa cure d'amincissement, intervenue au lendemain de sa cotation à Wall Street. Au troisième étage du bâtiment de Marcory Zone 4, l'ambiance est jeune – la moyenne d'âge est de 30 ans – et surtout très studieuse. La priorité est au lancement de Jumia Express et, à moyen terme, à la couverture de l'ensemble des villes ivoiriennes de plus de 5 000 habitants. « Nous desservons déjà toutes les villes de plus de 50 000 habitants », indique Ange Pete, directeur marketing de Jumia Côte d'Ivoire. Embauché en 2017, l'ex-fondateur du service de VTC Taxijet fait partie des talents locaux que Jumia est parvenue à attirer depuis ses débuts. « Le recrutement est une des forces de la plateforme. Elle a très tôt trouvé des bons profils locaux à qui confier des responsabilités », souligne un ancien de Cdiscount en Afrique. « Jumia est une société qui donne de l'espace pour s'exprimer et qui fait confiance à des gens très jeunes dès lors que les dirigeants sentent un potentiel ou une motivation particulière », renchérit Florian Azzopardi, propulsé directeur de la *marketplace* à 27 ans. Sacha Poignonnec et Jérémy Hodara font partie de cette génération. Et leur longévité à la tête du fleuron africain de l'e-commerce en surprend plus d'un. « Après l'IPO, ils étaient dans la situation de pouvoir sortir avec quelques millions en poche, mais ils ont préféré rester. Peu d'entrepreneurs auraient fait ce type de choix », admire leur ancien concurrent. À l'heure où d'autres modèles émergent, cette gouvernance expérimentée a de quoi continuer à faire la différence. ●

Wasoko, MaxAB, Chari, Flutterwave…
Ces start-up qui rêvent de détrôner le leader

Depuis deux ans, les plateformes de vente en ligne destinées aux professionnels ont éveillé l'intérêt des investisseurs, séduits par leur nouvelle lecture de ce que doit être l'e-commerce africain. Quant aux fintech, elles ne sont pas en reste et tentent également l'aventure.

« On reconnaît un pionnier aux flèches qu'il a dans le dos. » Cette phrase, autrefois prononcée par la biophysicienne américaine Beverly Rubik pour exprimer la vulnérabilité des « premiers », résume bien la situation que vit à présent Jumia. Le leader de l'e-commerce africain en nombre de marchés fait désormais la course aux côtés de concurrents qui le tiennent en joue, l'arc bandé, n'attendant que leur heure pour décocher la flèche empoisonnée. En dix années d'existence, la plateforme défricheuse a constitué une étude de cas grandeur nature pour qui souhaite entreprendre dans l'e-commerce et éviter les erreurs de débutant. D'aucuns l'ont observé, ont retenu les écarts à ne pas commettre et se sont adaptés, avec l'ambition de se faire une place dans un marché africain qui croît, en moyenne, de 14 % par an depuis 2014 et qui, d'ici à 2030, pourrait atteindre les 35 milliards de dollars de chiffre d'affaires, selon une estimation d'IFC.

Après Jumia et depuis les échecs d'Afrimarket, de Cdiscount et d'Africashop (soutenu par CFAO), aucune plateforme d'e-commerce n'a choisi le modèle de vente de détail centralisé, trop cher et pas assez souple. La place de marché *(marketplace)* est à son tour devenue reine car elle allège énormément les coûts. Après Jumia, Konga s'est converti au Nigeria, puis Takealot en Afrique du Sud, et Amazon, qui a racheté Souq.com en Égypte en 2017. S'ils excellent dans leurs marchés respectifs, aucun de ces concurrents n'a cherché à dupliquer son modèle hors de ses frontières d'origine – bien qu'Amazon étudie actuellement un lancement en Afrique du Sud et au Nigeria. Jumia demeure la seule plateforme d'e-commerce panafricaine.

Un nouveau modèle pourrait pourtant déstabiliser l'ex-première licorne continentale. Depuis deux ans, des start-up se détournant de la vente aux consommateurs finaux (B2C) pour celle à destination des professionnels (B2B) se développent. Leur modèle est calqué sur celui des centrales d'achat mais cible des produits de première nécessité vendus par des petits marchands, comme l'épicier du quartier, qui jusqu'ici se contentait de gérer son stock au jour le jour et de consigner les crédits accordés à une partie de ses clients dans un carnet en papier. Chari au Maroc, MaxAB en Égypte et au Maroc, Wasoko (ex-Sokowatch) en Afrique de l'Est et maintenant en Côte d'Ivoire, mais aussi Sendy au Kenya et en Ouganda, se sont lancés dans ce modèle qui plaît les investisseurs.

Intermédiation

Pour sa deuxième levée de fonds, Wasoko a par exemple réuni 125 millions de dollars auprès notamment de Tiger Global, un investisseur new-yorkais réputé, présent notamment au capital de Flutterwave. Le fondateur de Wasoko, l'Américain Daniel Yu, clame haut et fort que Jumia se trompe et qu'il peut faire mieux. Avec plus de 346 % de croissance annuelle, sa start-up a d'ailleurs raflé la première place du récent classement du *Financial Times* des entreprises africaines à forte croissance.

Moulaye Taboure, fondateur de la plateforme de *social commerce* Anka (ex-Afrikrea) partage l'analyse de l'Américain : « La promesse fondamentale de Jumia repose sur une conception occidentale du commerce qui veut que la population soit consommatrice. Mais, en réalité, nous évoluons dans des contextes où les gens ont un pouvoir d'achat limité », explique l'entrepreneur malien établi à Abidjan qui, lui, a opté pour de l'intermédiation. Sa plateforme permet à qui veut de vendre et d'envoyer facilement ses produits locaux à travers le monde. Pour sa part, Ismael Belkhayat, qui a cofondé Chari avec Sophia Alj, cherche à lever 30 millions d'euros pour son premier tour de table. « Notre modèle permet aux petites épiceries d'acheter en gros, donc moins cher, et de se préserver de la concurrence des grandes surfaces »,

La promesse de Jumia repose sur une conception occidentale du commerce qui veut que la population soit consommatrice.

explique l'entrepreneur marocain, qui revendique une croissance de 10 % chaque mois. En plus de livrer les petites boutiques, Chari fournit gratuitement une application de gestion des stocks et de la comptabilité à ses clients, qui, peu à peu, diversifient leur point de vente avec de nouveaux services (transfert d'argent, paiement de facture ou service postal).

Ce genre de solution est aussi apporté par des acteurs de la fintech comme Flutterwave et Opay, qui n'ont pas hésité à lancer leur propre *marketplace* ces derniers mois. De quoi donner quelques sueurs froides à Jumia. ●

Quentin Velluet



JACQUES TORREGANO/JA

Unité d'embouteillage de la société Castel, dans la zone industrielle de Yopougon, à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

BOISSONS

Coca-Cola – Castel : à qui profite la séparation ?

Après des années d'alliance, le géant américain et le groupe français arrêtent leur collaboration dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Un chamboulement dans le secteur des sodas qui ouvre des perspectives pour leurs concurrents locaux.

ESTELLE MAUSSION

Un divorce à l'amiable : c'est ainsi que le géant américain Coca-Cola et le mastodonte français Castel, acteurs clés du marché des boissons gazeuses, présentent leur séparation en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, après plusieurs décennies de cohabitation. Le premier partenariat entre le roi du soda (38,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2021) et le brasseur tricolore (4 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2020 pour Copagef qui rassemble les activités vins, boissons et agroalimentaires) date de près de trente ans. Fin juin, les deux partenaires annoncent que les contrats qui les lient dans une dizaine de pays (dont le Gabon) et selon lesquels Castel embouteille et commercialise les boissons de l'Américain ne seront pas reconduits. Une page qui se tourne et qui annonce une recomposition du secteur dans un contexte de concurrence accrue. D'après les intéressés eux-mêmes, la rupture intervient d'un commun accord. Elle n'a cependant pas fait l'objet d'une communication concertée. Fin avril,

Coca-Cola – qui n'a pas répondu à nos sollicitations– a évoqué dans un communiqué un changement d'embouteilleurs dans plusieurs pays, dont l'Angola, l'Égypte, le Sénégal, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Cameroun. Sollicité, le groupe dirigé par Pierre Castel précise que la rupture concerne onze pays, dont huit où elle est actée (Sénégal, Cameroun, Angola, Burkina Faso, Togo, Bénin, Gabon, Côte d'Ivoire) et trois où elle doit encore intervenir (Madagascar, Tchad et Mali).

Motifs de crispation

Il y a toutefois deux exceptions au mouvement engagé : en Tunisie, l'accord a été renouvelé pour trois ans, et, en Algérie, où Coca recourt à la fois à un embouteilleur maison (Equatorial Coca-Cola Bottling Company, ECCBC) et à Castel, les deux partenaires ont même indiqué vouloir fusionner leurs activités. La séparation en cours, qui concerne essentiellement l'Afrique de l'Ouest à ce stade, n'est pas une surprise. « Il y a de l'eau dans le gaz depuis longtemps. On avait observé des crispations en Afrique australe dès 2016 », rappelle un connaisseur du secteur. Cette année-là, Castel s'implante au Malawi avec le rachat par sa filiale Brasseries et glacières internationales (BGI) des usines du danois Carlsberg. Coca-Cola réagit et annonce la fin de l'accord autorisant les unités à produire ses boissons. Si l'annonce n'avait pas été suivie d'effet à l'époque, la collaboration entre les deux groupes va, là aussi, prendre fin au 31 juillet. Et elle doit se solder par la cession des actifs locaux de Castel (Southern Bottlers Limited, Sobo) à l'embouteilleur de Coca dans la zone, Coca-Cola Beverages Limited (CCBL).

Hier comme aujourd'hui, les motifs de crispation demeurent les mêmes. D'un côté, Coca reproche à Castel de produire des marques en propre (World Cola, Youki, Youzou notamment) qui, vendues à des tarifs inférieurs (entre 10 % et 20 %), concurrencent les produits de l'américain. « Coca a été plus que patient face aux incohérences du système Castel », précise ainsi un ancien collaborateur de la marque rouge et blanche, étonné que la rupture ne soit pas intervenue plus tôt. De l'autre côté, Castel déplore un partenariat de moins en moins rentable pour lui en raison des conditions imposées par Coca (coût du concentré, montant des royalties). « En 2017 déjà, les discussions sur la prolongation des contrats (d'une durée de cinq ans) avaient été tendues », rappelle un concurrent. « C'est la fin d'un cycle qui résulte d'une divergence de vues sur le développement des boissons gazeuses en Afrique », fait savoir pour sa part le groupe français. « Il y a deux volontés d'indépendance et d'autonomie qui se heurtent », commentent Foued Cheriet et Franck Duquesnois, maîtres de conférences et auteurs d'une étude publiée en 2021 sur les dynamiques concurrentielles autour de BGI*. Pour la

Il y a fort à parier que Castel ne captera qu'une partie des ventes, celles portant sur ses marques déjà installées.

multinationale américaine, il s'agit de reprendre la main en remplaçant un embouteilleur unique et en position de force par un réseau de partenaires nationaux, jugés plus agiles et commercialisant exclusivement ses produits. Le groupe établi à Atlanta prévoit d'investir 150 millions de dollars pour constituer ce nouveau réseau et capitaliser sur sa position dominante dans de nombreux pays : numéro un au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Mali ; dans le top trois au Ghana, au Cameroun et en Angola, selon des données croisées d'Euromonitor International et d'acteurs locaux.

S'il perd le bénéfice de l'image de marque de Coca (et un volume de ventes estimé à 20 millions d'hectolitres en 2017 en Afrique), Castel, premier brasseur du continent, veut profiter de la rupture pour accélérer sa diversification dans les boissons gazeuses. Celles-ci ne représentent que 30 % de son activité africaine mais recèlent un fort potentiel de croissance avec une hausse de la demande estimée à 15 % par an. Bien implanté localement et disposant d'un solide réseau de distribution, le groupe français a aussi l'avantage d'avoir développé l'approvisionnement local (notamment en sucre avec Somdiaa, autre filiale du groupe), des contenants en verre répondant aux préoccupations écologiques et des marques en propre, dont certaines, comme Youki en Côte d'Ivoire, Boga en Tunisie, Caprice à Madagascar ou encore Top au Cameroun, ont su s'imposer sur le marché. Pour autant, la fin de l'alliance pose aussi des défis aux deux groupes. Pour l'américain, le principal enjeu concerne sa faculté à trouver dans chaque pays un embouteilleur fiable, capable de produire rapidement et répondant à ses exigences de qualité. Pour l'heure, soit, pour certains pays, il n'a pas encore trouvé la perle rare, soit, pour d'autres, son choix suscite des interrogations : au Cameroun, Gracedom Invest, importateur de bières contrôlé par Jacqueline Dogmo, n'a jamais produit lui-même de boissons ; au Gabon, Sofavinc, filiale de Foberd appartenant au groupe camerounais Fokou, actif dans la quincaillerie, est novice en matière de soda ; en Côte d'Ivoire, l'heureux élu Carré d'or a fait la preuve de sa solidité, mais son profil de groupe indépendant et puissant, susceptible donc de mener un bras de fer, inquiète.

Investir dans le marketing

Côté Castel, il va falloir non seulement augmenter la production de marques en propre mais aussi investir dans le marketing pour les imposer. « Il y a fort à parier que Castel ne captera qu'une partie des ventes, celles portant sur ses marques déjà installées, à savoir les boissons fruitées Youki en Côte d'Ivoire et D'jino au Mali. Dans ces deux pays ainsi qu'au Sénégal, le reste de son offre, World Cola et Youzou, a du mal à prendre », avance Géraldine Schildknecht, la directrice générale adjointe de Nouvelle brasserie de Côte d'Ivoire (NBCI), filiale du groupe malien Gaselia (de Madiou Simpara), qui commercialise les marques de Monarch Beverages (American Cola, Planet et Bubble



SOPHIE GARCIA / HANS LUCAS

Coca reproche à Castel de produire des marques en propre qui, vendues à des tarifs inférieurs (entre 10 % et 20 %), concurrencent ses produits. Ici au Burkina Faso.

Up) et revendique la place de numéro deux derrière Castel dans les sodas en Afrique de l'Ouest. « Sachant cela, et dans la mesure où la production de Coca par les nouveaux embouteilleurs ne sera pas immédiate, nous espérons capter une grande part des reports de consommation et ainsi conquérir des parts de marché significatives en Côté d'Ivoire, au Sénégal et au Mali », reprend-elle. Mais Gaselia est loin d'être le seul acteur à pouvoir tirer profit de la situation. Dans le nouvel environnement qui se dessine, ce ne sont ni Pepsi – qui n'a jamais réussi à percer dans la zone – ni les acteurs locaux – sans la taille critique ni les marques puissantes requises – qui semblent les mieux placés. « La percée pourrait plutôt provenir d'un grand acteur local qui entamerait une internationalisation sur le continent », estiment les deux universitaires Foued Cheriet

La percée pourrait provenir d'un grand acteur local qui entamerait une internationalisation sur le continent.

et Franck Duquesnois. Plusieurs profils viennent à l'esprit : Boissons du Maroc, ancienne filiale du holding royal SNI reprise par Castel en 2003, actif dans la bière, le vin, l'eau, l'huile d'olive mais pas les boissons gazeuses ; Dangote, producteur de sucre et fournisseur de l'industrie des sodas au Nigeria, qui cherche déjà à se développer en Éthiopie ; ou encore des groupes familiaux ouest-africains actifs dans l'agroalimentaire et qui souhaiteraient se diversifier. La recomposition ne fait que commencer. ●

* « Dynamiques concurrentielles autour de BGI (groupe Copagef) : acteur principal des boissons en Afrique de l'Ouest », Franck Duquesnois (Institut de recherche en gestion des organisations, Irgo, et Institut universitaire de technologie de Bordeaux), Laure Dikmen (Institut d'administration des entreprises de Poitiers et Centre de recherche en gestion, Cerege), Foued Cheriet (Institut Agro, UMR Moisa), 2021.

LA GALAXIE DE…

Ken Ofori-Atta

Loyal en amitié, le Ghanéen a récompensé ses proches en les nommant à des postes clés au sein de son ministère. Cet homme très pieux, que d'aucuns considèrent comme le « meilleur ministre africain des Finances », est pressenti pour être le candidat du Nouveau Parti patriotique à l'élection présidentielle de 2024.



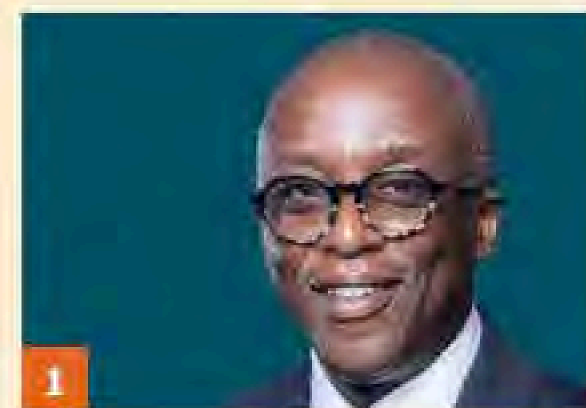
VINCENT FOURNIER/JA

KENT MENSAH

Côté politique, il est le fils d'un clan influent et a pris la tête du ministère des Finances du Ghana en 2017. Jusqu'alors grand argentier du Nouveau Parti patriotique (NPP), Ken Ofori-Atta a joué un rôle central dans la victoire de son cousin Nana Addo Dankwa Akufo-Addo aux élections de 2016. Ministre à la voix douce, il commence ses réunions en priant et ne manque jamais de citer la Bible dans ses discours. Il reverse son salaire à des œuvres de charité et aurait payé lui-même la rénovation de son bureau.

Côté business, il a passé trois décennies dans le secteur financier en Afrique et en Occident, tissant un réseau de contacts au sein des institutions de Bretton Woods et au-delà. Il a créé la banque d'investissement Databank avec Keli Gadzekpo en 1990, après avoir travaillé chez Morgan Stanley et Salomon Brothers à New York. Il préside actuellement le caucus africain au FMI et à la Banque mondiale. Un an après sa prise de fonctions, *The Banker* (publication du groupe *Financial Times*) le désigne comme « meilleur ministre africain des Finances ». ●

LES FIDÈLES DE LA PREMIÈRE HEURE





Ami et partenaire, **Keli Gadzekpo (1)** est incontournable au moment de prendre des décisions personnelles ou d'arbitrer des enjeux nationaux. Il est l'une des rares personnes de l'entourage de Ken Ofori-Atta à donner son avis sur les politiques économiques avant qu'elles soient rendues publiques.

Il est aujourd'hui président du Databank Group, qu'il a fondé avec Ken Ofori-Atta et qui gère plus de 1 milliard de dollars de fonds pour 500 000 Ghanéens. Directeur général de l'Enterprise Group, une compagnie d'assurances, depuis 2014, il est respecté par les investisseurs pour avoir contribué au développement de la Bourse d'Accra.

Yofi Grant (2), Ken Ofori-Atta et Keli Gadzekpo sont, tous trois, amis depuis l'école primaire. Directeur général du Ghana Investment Promotion Centre (GIPC) depuis 2017, Yogi Grant a accumulé plus de trente années d'expérience en tant que banquier d'affaires. Ken Ofori-Atta aurait joué un rôle déterminant dans la nomination de son ami au GIPC, car il voulait quelqu'un de confiance, avec qui il puisse partager ses idées et travailler de manière suffisamment souple pour séduire les investisseurs. Yofi Grant, lui aussi, a travaillé à la Databank, avant d'être consultant en finance et en business pour le Forum des affaires Afrique-Asie (AABF), sous l'égide du Pnud, qui a organisé des ateliers dans douze pays africains et six pays asiatiques en 2002.

Le révérend **Daniel Ogbarmey Tetteh (3)** est un ami proche depuis des décennies. Directeur général de la Securities and Exchange Commission du Ghana, une structure de protection des investissements, il a aussi dirigé la gestion d'actifs et la recherche à Databank pendant plus de vingt ans. Il a enseigné à l'école de commerce de l'université du Ghana et est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en finance de l'université de la Sorbonne, à Paris. Le révérend est aussi le pasteur principal de New Creation Chapel Int., une église charismatique dont le siège est à Accra. ●

LE CERCLE INTIME





Gabby Asare Otchere-Darko (4) et Ofori-Atta ne sont pas seulement cousins, mais aussi amis proches. Il est plus qu'un confident : véritable pivot des débuts de la vie politique d'Ofori-Atta, il aide celui-ci à façonner ses décisions et ses stratégies économiques. On pense qu'il a joué un rôle essentiel dans l'adoption par le Parlement de la taxe controversée dite E-levy, qui prévoit de grever les transactions électroniques à hauteur de 1,5 %.

Fidèle allié, Otchere-Darko décrit le ministre des Finances comme « l'un des patriotes les plus décents » du Ghana. Lui qui fut son conseiller en communication en 2012 assure sa présence médiatique grâce à Asaase Broadcasting, l'une des entreprises à la croissance la plus rapide du pays. La femme de Ken Ofori-Atta, elle-même médecin, anime une émission hebdomadaire sur le bien-être sur Asaase Radio. Surnommé « le Premier ministre » par les Ghanéens en raison de sa proximité avec le président et de son accès aisé aux allées du pouvoir, Gabby Asare Otchere-Darko a une formation de juriste. Il est le partenaire principal d'Africa Legal Associates à Accra et préside le centre ghanéen du Commonwealth Enterprise and Investment Council (CWEIC).

Le président **Nana Akufo-Addo (5)** et Ken Ofori-Atta ont forgé leur collaboration au sein et hors du pouvoir. Ils se coordonnent étroitement en matière de politique économique.

Leur relation a été renforcée par le rôle joué par Ken Ofori-Atta dans la victoire d'Akufo-Addo à la présidence en 2016 : il a recruté de nombreux experts en données qui ont élaboré la stratégie antifraude, et activement participé avec sa femme aux sessions de tractage dans les rues. Le ministre des Finances est considéré comme le « petit chouchou » du président, tout en lui servant d'œil et d'oreille. En raison de ses liens étroits avec les cercles internationaux, Nana Akufo-Addo le considère comme l'un de ses confidents, visiteur du soir plus que régulier. ●

LES APPUIS EXTÉRIEURS

Autre collaborateur d'Ofori-Atta à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement, **Sampson Akligoh (6)** a travaillé pour Databank en tant que vice-président chargé de la recherche et des revenus fixes. Il l'a ensuite invité à rejoindre le gouvernement, où il est aujourd'hui directeur de la division du secteur financier au ministère.

Expérimenté dans la gestion d'actifs, Sampson Akligoh a travaillé pour ADC African Development Corporation AG à Francfort, après avoir obtenu une licence (économie et droit) à l'université Kwame-Nkrumah de science et de technologie au Ghana, et une maîtrise en politique économique à Maastricht.

Nana Bediatuo Asante (7) est originaire de Kyebi, dans l'Est, tout comme Ofori-Atta et Akufo-Addo : ils forment un triumvirat au sein du gouvernement NPP. Le trio aurait de longues discussions, qui se prolongeraient parfois tard dans la nuit, sur des questions personnelles et officielles, dans les résidences des uns et des autres ou parfois à la Jubilee House – le siège du gouvernement – pour prendre la température du pays sur des questions politiques clés. Après un passage dans un cabinet d'avocats à New York, Nana Bediatuo Asante est devenu avocat général de Databank et a travaillé pour la Banque africaine de développement à Abidjan. Il est aujourd'hui secrétaire exécutif du président Akufo-Addo. ●





CRÉDITS PHOTOS : DR SAUF N°7 : MYJOYONLINE.COM

BAD

Akinwumi Adesina, un président trop pressé ?

Présent sur tous les fronts à Accra, lors des dernières Assemblées annuelles de l'institution panafricaine, le dirigeant nigérian n'a cessé d'appeler à faire plus, et plus vite. Au risque d'en froisser certains.

ESTELLE MAUSSION, ENVOYÉE SPÉCIALE À ACCRA

Hôtel Kempinski d'Accra, au Ghana. Mardi 24 mai 2022. Il est 18 h 30, en ce deuxième jour des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD). Après une cérémonie d'ouverture, un déjeuner de haut niveau et une première réunion du conseil des gouverneurs, le président de la BAD, Akinwumi Adesina, arrive dans le hall de l'hôtel au pas de course. Derrière lui, un membre de son équipe, auquel l'un de ses collègues demande si tout va bien, répond dans un souffle : « On n'arrête pas de courir. » Quelques minutes plus tard, le chef de l'État mozambicain, Filipe Nyusi, a rejoint le dirigeant nigérian pour assister à la signature d'une convention de soutien à un projet hydroélectrique de 1500 MW dans le nord du pays. « Vous êtes un président pressé d'obtenir des résultats. Je suis donc votre allié. Car la banque, elle aussi, partage cette même urgence. » La cérémonie suit son cours : applaudissements demandés pour les artisans du projet, leadership de Filipe Nyusi chaudement salué, quelques bons mots qui font rire l'assemblée. Après un discours du président mozambicain, les deux hommes quittent la salle ensemble, complices. Akinwumi Adesina reprend sa course, un dîner d'État l'attend.

Voici le rythme qu'a tenu le président de la BAD au cours de la semaine écoulée à Accra. Et c'est celui que le sexagénaire au large sourire imprime à l'institution panafricaine depuis qu'il en a pris les rênes, en 2015. Cela s'explique par la conception que l'ancien ministre de l'Agriculture du Nigeria (2011-2015) a de sa fonction. « Pour moi, être président de la BAD n'est pas un travail. C'est une mission, celle d'accélérer le développement du continent qui m'a vu naître », a-t-il rappelé lors de la cérémonie d'ouverture. Il reprenait ainsi une formule utilisée il y a sept ans lorsqu'il a succédé au Rwandais Donald Kaberuka et, plus récemment, en 2020, lors de sa réélection à l'unanimité après une crise de gouvernance.

> **Il se fait le porte-étendard d'un continent capable de prendre son destin en main et libéré des dépendances passées ou actuelles.**

Salué par tous, son dynamisme inspire quand son ambition pour l'Afrique galvanise. « C'est l'heure de passer à l'action », « Allons-y », « Nous avons une chance unique de faire la différence », « On doit faire plus et plus vite », a-t-on ainsi entendu tout au long des assemblées dans la bouche des présidents, ministres, gouverneurs et hauts responsables de la BAD. Sur la finance climatique, l'essor de la production agricole, l'électrification du continent ou encore la réallocation des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI), c'est le même appel à voir grand et à agir vite qui prévaut.

Séduisant mais clivant

Énergique et iconique, le style Adesina – incarné par l'éternelle combinaison costume rayé-nœud papillon – a contribué à transformer la BAD. Sous son impulsion, la banque est sortie d'une certaine torpeur, s'est dotée d'une feuille de route claire et attractive – les *« High Five »*, les cinq piliers de l'action de la banque – et a conquis une visibilité inédite sur la scène internationale. En donnant du « mon amie Kristalina » pour désigner la directrice générale du FMI, Akinwumi Adesina met autant l'accent sur ses connexions à l'étranger que sur sa capacité à traiter d'égal à égal avec les grands de ce monde. Sûr de lui et brillant communicant, le patron de la BAD se fait le porte-étendard d'un continent capable de prendre son destin en main et libéré des dépendances passées ou actuelles. Un discours qui fait mouche auprès des actionnaires africains de la banque (majoritaires, à hauteur de 60 %). « L'Afrique doit se nourrir avec fierté. Il n'y a aucune dignité à mendier de la nourriture. Il est temps de garantir notre souveraineté alimentaire », a-t-il martelé lors de son discours d'ouverture déclenchant une salve d'applaudissements.

Sauf qu'il y a un revers de la médaille. Le style Adesina, séduisant pour beaucoup, fascinant même pour certains, n'en demeure pas moins clivant. Il est notamment mal ressenti par une partie des actionnaires non



Lors des Assemblées annuelles de la BAD, à Accra (Ghana), le 23 mai.

NIPAH DENNIS/AFP

africains de la banque (minoritaires, à hauteur de 40 %). « Il y a un conflit entre deux légitimités, celle vis-à-vis des membres continentaux, principaux bénéficiaires des fonds, et celle vis-à-vis des membres étrangers, principaux contributeurs », résume un actionnaire européen. Si ces tensions ne sont pas nouvelles, l'attitude du patron de la BAD a tendance à les exacerber.

Illustration avec l'un des sujets de discussion de ces assemblées, la reconstitution du Fonds africain de développement (FAD), le guichet concessionnel du groupe de la BAD destiné aux pays à faible revenu. Alors que le processus nécessite l'engagement des pays donateurs, en majorité des actionnaires étrangers, ces derniers ont peu goûté de voir Akinwumi Adesina entamer les discussions, au début d'avril, en amont des assemblées, de façon très offensive, en assénant qu'un refus de leur part n'était pas acceptable *(« no is not an answer »)*. Une fois à Accra, même si le climat s'est apaisé, les négociations ont patiné, le bras de fer enclenché ayant renforcé la réticence de plusieurs donateurs.

En lien avec ces crispations, la faible tolérance à la critique du président – son autoritarisme, déplorent certains – est aussi une source de gêne. On l'a vue transparaître en début de mandat avec le départ de trois vice-présidents, le Ghanéen Solomon Asamoah, l'Ivoirien Albéric Kacou et la Tanzanienne Frannie Léautier, pourtant nommés, dans le cas des deux derniers, par Adesina lui-même.

Long fleuve tranquille

Cette susceptibilité refait surface en 2020, au moment de la crise de gouvernance, dont le président est finalement sorti blanchi et renforcé. Enfin, elle a réapparu en marge des Assemblées annuelles, ravivée par la publication, quelques jours avant l'ouverture de l'événement, d'un article de *The Economist* pointant des failles dans le management et la gouvernance de la banque. Dénonçant aussitôt une « campagne de calomnie » sur Twitter, le président a profité de son discours d'ouverture pour enfoncer le clou, balayant d'un revers de la main des « mensonges, fausses informations et histoires à dormir debout dignes d'un tabloïd ». Même applaudie, sa réaction n'a pas manqué de froisser une partie de l'audience, qui l'a jugée excessive. Juste avant cet épisode, le Nigérian avait par ailleurs effectué une mise au point concernant son avenir alors que la presse de son pays le donnait depuis plusieurs semaines candidat à l'élection présidentielle prévue en 2023. Remerciant ses nombreux soutiens, Adesina avait démenti, dans une déclaration publiée le 17 mai, vouloir se lancer dans la course électorale. « Je reste pleinement concentré sur la mission de soutenir le développement accéléré et l'intégration économique de l'Afrique », avait-il assuré, évitant ainsi de voir le sujet venir perturber les assemblées générales.

Si la présidence de la BAD est loin d'être un long fleuve tranquille, force est de constater qu'Akinwumi Adesina en assure pour l'heure parfaitement le commandement. Aiguillon stimulant pour les uns, irritant pour les autres, il dispose encore de trois ans – sauf revirement – pour tenir son pari de l'essor *fast track* du continent. Interrogé sur les tensions que cette personnalité peut générer, un actionnaire ouest-africain répond : « Il a repositionné la BAD, qu'on le veuille ou non. » ●

Dossier
RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES



TEMILADE ADELAJA/REUTERS

Le titre MTN fait son entrée à la Bourse de Lagos, au Nigeria, le 6 mai 2019.

REDISTRIBUTION

Les multinationales cherchent la bonne formule

Bien que les compagnies internationales soulignent l'efficacité du partage de capital avec les populations locales et l'engouement qu'il suscite, les initiatives dans le domaine demeurent limitées.

VALENTIN GRILLE

En mars, Ralph Mupita, PDG de l'opérateur sud-africain MTN, soulignait les « progrès réalisés par son entreprise au Ghana, où 23,7 % de son capital étaient désormais détenus par des investisseurs locaux ». Un objectif affiché de l'opérateur mais aussi le résultat de négociations avec le gouvernement ghanéen, qui l'avait sanctionné pour position dominante et contraint à ouvrir le capital de sa filiale à hauteur de 30 % de parts locales au minimum. « Nous avons discuté avec le gouvernement ghanéen pour assurer un modèle optimal de développement de l'actionnariat local », précise-t-on au siège du groupe.

Cet exemple reste un cas bien isolé. Ces derniers mois, TotalEnergies, Orange, Sanofi, Société générale ou encore Nexans ont tous activé des dispositifs d'ouverture de leur capital, mais uniquement à destination des salariés. « Les initiatives d'actionnariat salarié permettent d'associer plus étroitement les salariés à la croissance et à la stratégie de l'entreprise, en renforçant la notion d'appartenance », souligne un porte-parole de la major TotalEnergies, au sein de laquelle, pour ce qui concerne l'Afrique, un salarié sur deux détient des actions du groupe.

Ce dispositif séduit : « Le taux de participation des salariés résidant dans un pays africain est nettement au-dessus de la moyenne du groupe », explique Alban de Nexon, responsable des rémunérations et avantages sociaux du groupe industriel Nexans, présent notamment au Maroc et en Côte d'Ivoire. Pourtant, ces dispositifs d'actionnariat salarié des multinationales répondent plus à des stratégies globales qu'à une volonté particulière d'avoir un impact sur le niveau de vie des populations africaines. C'est le cas chez Orange, dont les plans sont par ailleurs plébiscités, mais qui décline simplement son initiative Together 2021, visant à atteindre 10 % de capital salarié d'ici à 2025.

Quant à « l'actionnariat populaire » – la participation d'actionnaires locaux au sein d'une même entreprise –, le système patine encore, notamment en raison du développement insuffisant des marchés financiers. Cette forme de participation « est peu développée dans les pays de l'Uemoa en raison d'un manque d'instruments pour y parvenir, comme les privatisations par le canal de la BRVM », explique Félix Edoh Kossi Amènounvé, directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM).

Dans un autre registre, la place ouest-africaine n'a connu qu'une dizaine de privatisations depuis son ouverture, contre 40 prévues initialement. Le principe même de fonctionnement d'une société cotée est de permettre la redistribution du capital. « L'ouverture de l'actionnariat se fait surtout en Bourse, c'est plus rare via les sociétés non cotées. Le fait qu'une société ne soit pas cotée entraîne un déficit de liquidités », explique Laurent Demey, ancien directeur d'investissement à Proparco. La cotation renforce aussi la transparence et facilite la valorisation des actifs distribués aux salariés ou aux populations. C'est pourquoi l'ampleur de l'actionnariat populaire varie selon les secteurs économiques. « C'est la maturité du marché financier qui impose la tendance », confirme Daouda Ba, avocat associé au bureau de Bamako de Vaughan Avocats.

Manque de clarté

Seule exception, le secteur des télécoms en Afrique : arrivé à maturité, il parvient à attirer les investisseurs sur le marché et, par conséquent, les potentiels actionnaires « populaires ». « Ce sont aussi des sociétés faciles à coter, parce que rentables et stables », souligne Laurent Demey. Elles s'appuient sur des infrastructures amenées à perdurer.

L'énergie et les banques sont les autres secteurs les plus actifs ; la BRVM attend plus de l'agro-industrie et des mines. Même si, pour l'industrie extractive, qui concerne des sociétés dont l'exploitation est limitée dans le temps, la cotation en Bourse reste moins évidente, limitant les initiatives privées concernant l'actionnariat local. Dans ce domaine, le partage de valeur est plutôt régi par des réglementations liées au concept de « contenu local » *(lire encadré)*. C'est une exception plutôt qu'une règle, dans un paysage réglementaire africain fragmenté.

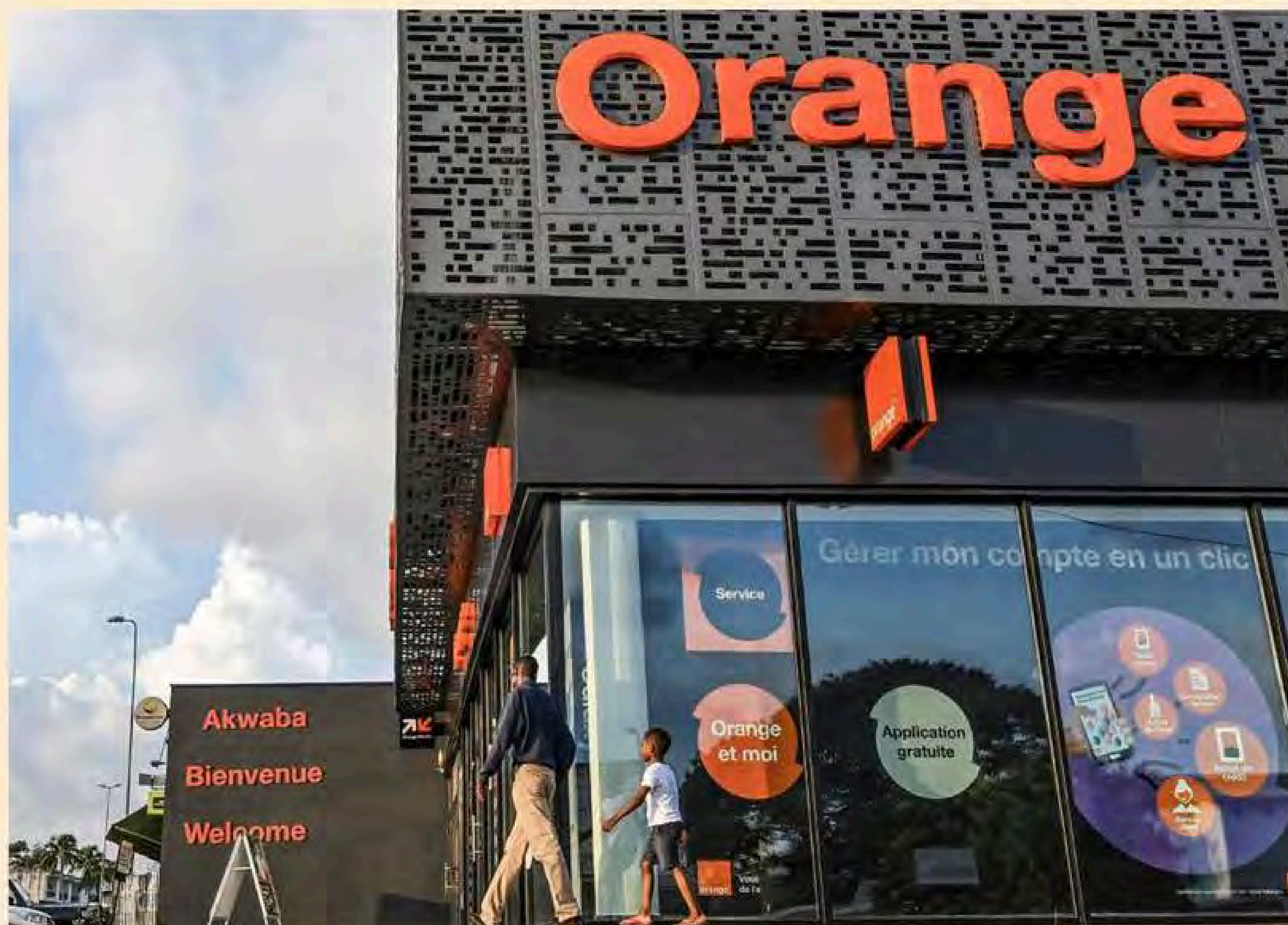
« Concernant l'actionnariat salarié, le droit Ohada fixe les règles de la distribution d'actions gratuites aux salariés à 10 % au maximum du capital social, assorti d'une durée de conservation d'au moins deux ans », détaille Daouda Ba. Pour le reste, les lois varient selon les législations et les secteurs. Le Mali régule les assurances ; le Ghana, le secteur financier dans son ensemble ; quand le Nigeria ou la RDC sévissent dans le pétrole et les mines. Le Maroc et la Tunisie se distinguent par une relative absence de règles.

L'actionnariat populaire patine en raison du développement insuffisant des marchés financiers.

« Pour nombre de législations, le problème est aussi le manque de clarté », assure Ashleigh Hale, codirectrice des activités *corporate* au sein du cabinet d'avocats Bowmans. « Pour les entreprises internationales, une grande partie du travail consiste à discuter avec les bons fonctionnaires pour comprendre ce qui doit être fait. » C'est pourquoi, malheureusement, les initiatives restent individuelles et souvent négociées au cas par cas : « Les lois existent souvent, mais le contrôle et la surveillance sont limités », poursuit l'avocate.

Les multinationales pointent aussi la lourdeur de certaines procédures. Alban de Nexon cite les « contraintes légales au Maroc », qui imposent un contrôle systématique par l'Autorité marocaine des marchés de capitaux (AMMC) des opérations salariées. « Le droit africain gagnerait à prévoir un cas de dispense à l'obligation d'établir un prospectus à faire approuver préalablement », appuie un expert du secteur bancaire.

Quelques leviers pourraient être actionnés pour systématiser le recours à l'actionnariat populaire. Les idées sont nombreuses, de la mise →



Une boutique Orange à Abidjan, le 30 novembre 2019.

AFP

→ en place d'incitations fiscales à la création de structures à capital variable. Pour des questions d'image et d'impact sociétal, ces différentes initiatives sont bien souvent non contraignantes, la simple implication dans une démarche RSE valant volonté de s'y inscrire. « Les grands groupes sont souvent réticents », admet Félix Edoh Kossi Aménounvé. « Mais ceux qui en ont compris les bénéfices s'engagent dans l'actionnariat local. »

Droit salarial

Le véritable obstacle au développement d'un actionnariat populaire d'ampleur en Afrique pourrait se trouver moins du côté des textes que du côté du portefeuille, moins du côté des entreprises que du côté des locaux à qui céder le capital. « Il faudrait qu'il y ait de l'épargne, or les gens pensent d'abord à se loger et à manger. Pas à acheter des actions », tranche Jean-Jacques Lecat. « Avant de modifier les dispositifs nationaux sur l'actionnariat, il faudrait aussi essayer de revoir le droit concernant les salaires », souligne aussi Daouda Ba. « Il s'agit de penser une politique de redistribution plus large, dont l'actionnariat fait partie. » ●

CONTENU LOCAL
ÉNERGIE ET MINES, PLACES FORTES DU PARTAGE DE LA VALEUR

Dans le paysage économique africain, un secteur se distingue par son protectionnisme : les industries extractives, qui sont en effet régies par des codes largement construits autour de la notion de « contenu local ». « Il s'agit d'obligations en matière d'emploi local, de parts locales de la compagnie, ou même de réserver des secteurs économiques entiers aux locaux », décrit Ashleigh Hale. L'Afrique du Sud a manipulé la notion de façon originale au moment de ses réformes post-apartheid pour ouvrir l'économie aux populations noires. La RD Congo a choisi de restreindre le concept d'obligation au recours à la sous-traitance locale, dans le but de conjurer ce que les économistes nomment « la malédiction des ressources naturelles » et de profiter du dynamisme minier pour renforcer l'économie locale tout entière. ●

V.G.



INDUSTRIE EXTRACTIVE

À la poursuite du minerai « vert »… et équitable

Transformation locale, extraction responsable, filière intégrée… Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont désormais au centre des préoccupations des investisseurs comme des pays producteurs.

GAËLLE ARENSON



COMILOG/E.RAMET

Le Gabon est le deuxième producteur africain de manganèse. Ici, le complexe métallurgique de Moanda, qui produit du manganèse métal et du silico-manganèse.

« *Just transition for communities* », ou une « transition équitable pour les communautés » : tel est le nouveau standard de l'industrie minière si l'on en croit Christian Mion, associé senior de EY Consulting, chargé des mines et de l'énergie pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. Celui-ci intervenait en ouverture du panel consacré aux minerais « verts » et aux opportunités qu'ils offrent à l'Afrique organisé durant l'Africa CEO Forum, à Abidjan, les 13 et 14 juin. De fait, « les critères environnementaux sociaux et de gouvernance (ESG) s'invitent dans l'industrie minière », explique Souleymane Traoré, le directeur général de la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG), qui confirme ce changement de paradigme. « Autrefois, ce qui comptait avant tout aux yeux des investisseurs, c'était la teneur en bauxite de notre minerai. Dorénavant, ce qui leur importe, c'est de savoir si cette bauxite est extraite de manière responsable et si elle bénéficie aux populations locales », poursuit-il. Avant d'ajouter : « Il ne sera pas →

L'OCÉAN EST L'AFFAIRE DE TOUS

Les océans assurent à eux seuls 90% du trafic international de marchandises. En tant que leader mondial du transport maritime et de la logistique, nous opérons une flotte moderne et efficace qui facilite les chaînes d'approvisionnement durables tout en continuant à réduire notre empreinte.

msc.com/sustainability

MOVING THE WORLD, TOGETHER.



→ long à arriver le moment où une labellisation complète des minerais tenant compte de leur origine et de leur mode d'extraction, voire de leur mode de transformation sur site, deviendra indispensable. »

« Enjeu de réputation »
Même idée du côté de Geoff Streeton, directeur de la stratégie, de l'innovation et du développement chez Eramet. Comilog, la filiale gabonaise du groupe français, mobilise en effet de l'énergie hydroélectrique pour ses opérations à Moanda, et transforme, sur site, son minerai en silico-manganèse.

« Nous avons toujours intégré les facteurs ESG dans le secteur, mais le problème est qu'il existe une grande différence entre le respect des critères ESG et le fait de véritablement les placer au cœur de nos économies et de nos activités. L'Afrique a le droit de jouir de ses ressources naturelles et d'extraire ses populations de la pauvreté de manière responsable », ponctuait Mark Bristow, le président-directeur général de Barrick, dans un enregistrement vidéo diffusé en fin de panel. Pour Philippe Bourdeaux, vice-président senior de Veolia, chargé de l'Afrique et du Moyen-Orient, il s'agit désormais « d'un enjeu de réputation de marque » pour les opérateurs miniers sur le continent et ailleurs. Dans leur chaîne de valeur, les compagnies de la filière extractive ne peuvent tout simplement plus opérer sans prévoir le traitement de leurs rejets, de leurs eaux usées et l'utilisation d'une énergie responsable, soit les trois métiers du géant tricolore. Veolia intervient déjà sur ces fronts pour le compte d'AngloGold Ashanti Ltd au Ghana ; l'entité y voit un gisement d'opportunités pour la filière.

S'assurer que les populations locales bénéficient des retombées du secteur est au cœur de la stratégie ghanéenne.

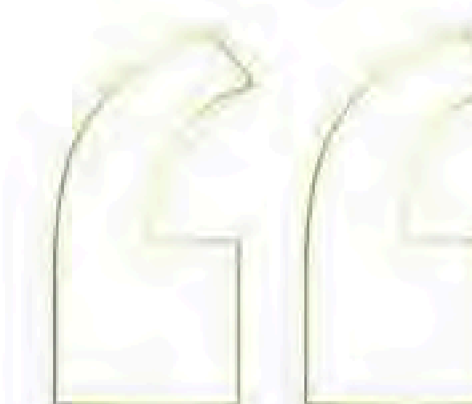
S'assurer que les populations locales bénéficient des retombées du secteur extractif, c'est la stratégie que déploie quant à lui le ministre ghanéen des Terres et des Ressources minérales, Samuel Jinapor. Le producteur ghanéen d'aluminium Valco (Volta Aluminium Co) a été créé en 1962 pour mettre en valeur les gisements de bauxite du pays. Mais, depuis cette époque, la filière vivote car le Ghana importe l'alumine – étape intermédiaire de transformation de la bauxite – au lieu de la fabriquer sur place et, ainsi, de créer de la valeur localement. L'administration minière ghanéenne se fixe comme objectif d'installer sur le territoire une raffinerie d'alumine et de bénéficier des retombées économiques d'une filière pleinement intégrée.

« Maîtrise de la chaîne de valeur »
« Cette approche d'intégration figure aussi au centre de la stratégie d'entreprise de Managem », explique Naoual Zine, directrice générale de Reminex, la filiale R&D (recherche et développement) et d'ingénierie du groupe minier marocain. « Si Managem a pu déployer sans relâche cette politique de maîtrise complète de la chaîne de valeur, c'est grâce au soutien inconditionnel et à la vision à long terme de son actionnaire Al Mada, dont le slogan est *"positive impact"*. » Quand certaines mines de son portefeuille ne rapportaient pas de bénéfices, Managem n'interrompait pas pour autant l'activité des sites en question ; au contraire, les programmes de R&D de Reminex se poursuivaient en parallèle pour, in fine, déboucher sur des brevets développés en interne comme pour la fabrication de cathodes de cobalt ou encore d'unités hydrométallurgiques de transformation de métaux. Le royaume chérifien en abrite actuellement une dizaine. ●

COMMENT VEOLIA CONTRIBUE À VERDIR LES CHAÎNES DE VALEUR

Les métaux comme le lithium, le cobalt, le nickel ou encore le cuivre sont dits « verts » car ils servent à fabriquer des batteries de véhicules électriques, des panneaux solaires, des éoliennes, etc.. Ils sont les vecteurs de la transition énergétique. Mais cela implique également que leur mode d'extraction et d'enrichissement, qui mobilise de l'eau, de l'énergie et génère des déchets, soit également « vert ». Autrement dit, géré de manière responsable pour que les populations locales ne pâtissent pas de pollutions dans leur environnement.
Sur le site d'exploitation aurifère ghanéen d'Obuasi d'AngloGold Ashanti Ltd, Veolia s'est positionné dès 2019 sur le traitement des eaux.
Le groupe prend ainsi en charge l'exploitation et la maintenance de l'ensemble des stations de traitement des ressources hydriques utilisées par la mine pour laver le minerai, éliminer les poussières, transporter la boue…
Répondant ainsi aux exigences réglementaires de l'agence de protection de l'environnement local.
Sur le segment de l'alimentation énergétique des industriels du continent – à la forte empreinte carbone –, Veolia travaille à proposer des combustibles alternatifs « verts ». Dans cette démarche, l'entreprise s'inspire de son expérience marocaine concluante, avec l'usine Renault de Tanger, qui fonctionne grâce aux calories générées par la combustion de grignons d'olive, un mélange de résidus de pulpe, de peaux et de fragments du fruit récupérés localement, dans un schéma d'économie circulaire.
En Côte d'Ivoire, le groupe planche sur une proposition de solution énergétique à partir de la biomasse sourcée localement à destination d'un groupe agro-industriel. ●
G.A.





Nous sommes encore plus solides, robustes, efficients et rigoureux.

Mustafa Rawji,
Directeur Général

20 ANS AU SERVICE DU CONGO

Depuis 20 ans, Rawbank accompagne le développement de l'économie congolaise. Elle offre aujourd'hui le meilleur des produits et services financiers à plus de 500 000 clients Corporate, PMEs et Particuliers à travers un large réseau de plus de 100 points de vente répartis au sein de 19 provinces du pays.

A ce vaste réseau d'agences s'ajoutent un bureau de représentation à Bruxelles et 240 distributeurs automatiques de billets qui sont indispensables pour la conduite des activités. Grâce à la mobilisation constante de ses 1.800 collaborateurs pour servir la clientèle, Rawbank détient aujourd'hui plus de 30% de parts de marché.

Depuis plusieurs années, Rawbank déploie un vaste plan de transformation digitale que ce soit en interne ou auprès de ses clients. Aujourd'hui, grâce à **Rawbank-Online**, **Alert Banking** et **illicocash**, les clients de la banque ont un accès en ligne et en temps réel à leurs comptes et à leurs opérations.

Solidité, rentabilité et pérennité sont les priorités de Rawbank pour consolider sa stratégie de croissance. Depuis quelques mois, la banque a obtenu un agrément déterminant pour le développement de ses activités et distribue une gamme complète de produits d'assurance tant auprès des clients particuliers que des entreprises via sa société sœur « **Rawsur** », acteur majeur du marché congolais des assurances.

Grâce au travail accompli ces vingt dernières années, Rawbank bénéficie de la confiance de nombreux partenaires ONG/DFI qui œuvrent au développement économique du pays telles que IFC, BAD, TDB, Shelter Africa, AGF, etc. Son action est récompensée par l'African Bankers Award 2022 de la meilleure banque régionale d'Afrique centrale, une note Moody's CAA 1, des certifications ISO/IEC 20000 et ISO/IEC 27001.

La RSE fait partie de l'ADN de Rawbank depuis sa création, la banque en a fait un pilier de son modèle de croissance et a adhéré officiellement au Pacte mondial des Nations Unies (UN Global Compact).

En s'appuyant sur l'efficacité et l'innovation, Rawbank concentre ses actions sur des problématiques à fort impact pour l'essor du pays, qu'il s'agisse des PME et de l'entrepreneuriat, de l'autonomisation de la femme ou, en interne, du capital humain.











12/66 croisement des avenues Katanga et Colonel Lukusa, Gombe - Kinshasa, R.D. Congo
(+243) 99 60 16 300 - Numéro gratuit 4488 · Rawbank · Rawbank Sa · Rawbank
contact@rawbank.cd - www.rawbank.com - Code BIC/SWIFT : RAWBCDKI



STRATÉGIE

Valérie-Noëlle Kodjo Diop

Directrice du département innovation et développement durable à la BOAD

« La responsabilité sociétale des entreprises devient un outil de gestion des risques »

Sur le continent, la Banque ouest-africaine de développement est la première institution du genre à avoir adopté une stratégie prenant en compte les enjeux environnementaux. Bilan d'étape du plan 2020-2024.

NADOUN COULIBALY

En la matière, elle fait figure de pionnière. En décembre 2019, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) engageait une politique de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) dans le but d'intégrer dans sa stratégie et dans ses modes opératoires les exigences de développement durable. Une première pour un établissement de ce type à l'échelle du continent.

Cette étape de la gouvernance de l'institution régionale vise à accélérer le développement économique et social au sein des huit États de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). La financière Valérie-Noëlle Kodjo Diop a été chargée de son développement au sein de l'institution financière établie à Lomé. Ancienne cadre à la direction Afrique de BNP Paribas et de Société Générale, elle évoque pour JA les enjeux de la RSE pour les banques de développement, et son impact au niveau des pays membres de la BOAD.



RÉGIS CORBET

Valérie-Noëlle Kodjo Diop est chargée de penser la stratégie de développement durable au sein de la Banque.

Jeune Afrique : Quelles raisons ont poussé la BOAD à mettre en œuvre une politique de RSE ?

Valérie-Noëlle Kodjo Diop : Aujourd'hui, les directions « responsables » choisissent d'engager leur entreprise dans la voie du développement durable en identifiant et en assumant leur responsabilité sociétale. Le défi est alors de concilier cette dernière avec la performance économique et le respect de l'environnement.

D'après ses statuts, la BOAD entend « promouvoir le développement équilibré des États membres, et réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest » en finançant des projets prioritaires de développement.

Notre démarche RSE s'applique aussi bien au sein de l'institution que dans ses relations avec les États membres.

Justement, qu'en est-il de l'implémentation dans les États de l'Uemoa ?

Organisée autour de onze axes sur une période de cinq ans, la stratégie RSE 2020-2024 de la BOAD vise à mieux répondre aux enjeux prioritaires qu'elle a identifiés et à permettre d'atteindre des objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations unies avec plus d'efficience.

La Banque accompagne la mise en œuvre des programmes d'investissements des États membres de l'Uemoa et la RSE devient progressivement un outil de gestion des risques. En adoptant un business model plus responsable, les entreprises – les sociétés minières par exemple – disposent de procédures définies pour identifier les risques fournisseurs mais aussi financiers, climatiques ou encore d'image.

Quels enjeux la RSE représente-t-elle pour les banques de développement ?

De nombreuses entreprises ont conscience que leur implication dans la protection et la préservation des ressources naturelles conditionne leur survie à long terme. Les enjeux environnementaux auxquels sont liées leurs activités sont vastes : consommation de matières premières, d'énergie, d'eau, de ressources naturelles, rejets de déchets dans l'environnement.

Comment cette dimension est-elle prise en compte dans les financements apportés par la BOAD aux États et au secteur privé ?

L'institution a vu le jour en 1976 pour lutter contre la pauvreté, améliorer la qualité de vie des populations de l'espace Uemoa et, in fine, contribuer à l'intégration régionale. La Banque s'est alignée sur les exigences de développement durable et, à ce titre, est pleinement engagée dans une démarche vertueuse et responsable dans le cadre du financement des projets de développement.

> « S'impliquer dans la préservation des ressources naturelles conditionne la survie des entreprises à long terme. »

Ainsi, depuis ses débuts, la BOAD allie exigence de performance et développement responsable. Elle conjugue ses efforts à ceux des États membres pour atteindre les ODD, et veille à concilier la préservation de l'environnement et l'équité sociale, en harmonie avec ses impératifs financiers et économiques.

Quels enseignements retenez-vous de la RSE ?

La démarche favorise la fierté d'appartenance et contribue à l'amélioration des conditions de travail. Intégrer les principes de responsabilité sociétale au centre de la stratégie et des pratiques de l'entreprise incarne donc un gage de pérennité qui améliore également la résilience face aux événements imprévus, comme les catastrophes naturelles. ●

Le Broyeur à Cylindres Similago II,
produit à plus de 1500 unités,
et mis en marche partout dans le Monde.
alapala.com
reddot design award
winner 2017
Alapala

AGROALIMENTAIRE

Amer « cacao durable »

L'échéance de la mise en œuvre des normes européennes ciblant la culture de l'« or brun » perturbe l'ensemble de la filière ivoirienne.

BAUDELAIRE MIEU

La Côte d'Ivoire, numéro un mondial de la production de cacao, est mise sous pression par l'Union européenne, qui représente plus de 67 % de ses exportations. En cause, une série de mesures en cours d'application depuis plus d'un an et qui prévoit de n'autoriser l'entrée sur le marché européen que des produits dont la chaîne d'approvisionnement respecte des critères préétablis, comme la lutte contre la déforestation, l'amélioration des revenus aux producteurs et la lutte contre le travail des enfants dans les plantations.

Bien que le cacao ne soit pas la seule culture de rente visée, ce dispositif législatif cible l'« or brun », pour lequel, selon plusieurs rapports d'organisations non gouvernementales, les exploitations cacaoyères continuent leur extension dans les forêts protégées ou classées.

Les exportations de cacao constituent l'une des premières sources de devises pour le pays. Le pays a jusqu'en 2024 pour appliquer de nouvelles normes à sa production de cacao, qui représente une récolte annuelle d'environ 2,4 millions de tonnes.

Certes, l'évolution de la production s'est faite au fil des ans au détriment de la forêt et de l'environnement. De 16 millions d'hectares de forêt au début des indépendances, en 1960, le pays, qui est devenu premier producteur mondial de cacao en 1978, ne compte plus que 3 millions d'hectares sur à peine 11 % de son territoire.

Or l'échéance pour se conformer aux exigences européennes inquiète. Alassane Ouattara n'a pas caché son agacement en février, lors d'un déplacement à Bruxelles, en marge d'un sommet Union européenne - Union africaine, « si les Européens ne veulent pas acheter le cacao ivoirien, d'autres le feront à leur place », avait-il déclaré.

Reforestation tous azimuts

Mais, loin de ses menaces, le pays s'est engagé dans un programme de reforestation tous azimuts et de traçabilité de sa récolte de cacao, sur laquelle pèsent des soupçons de production dans les forêts classées et protégées.

« L'initiative cacao durable » est menée depuis 2021 par le gouvernement en partenariat avec l'UE. Mais les défis sont énormes pour le pays, qui doit mobiliser quelque 616 milliards de F CFA (939 millions d'euros) pour financer les projets liés à cette convention, connue sous le vocable de « cacao durable ». Or ce financement n'est toujours pas bouclé, le gouvernement espère des contributions de bailleurs de fonds et des grands groupes du négoce du cacao.

De son côté, le Conseil café cacao (CCC), organe public de gestion de la filière, a engagé un vaste programme de distribution de 60 millions de plants d'arbres. Le système de l'agroforesterie a été adopté. « Cette pratique consiste à planter des arbres dans les zones d'agriculture intensive. Des plants au nombre de 12 millions seront distribués jusqu'à la fin de l'année dans le cadre du projet de contribution à la reforestation dans les filières café et cacao », précise Jérémie Kouassi Kan, chargé de développement à l'appui du secteur agricole du CCC.

Le gendarme du secteur a achevé le recensement des producteurs de cacao et a mis en place un système de traçabilité par géolocalisation de toutes les exploitations cacaoyères, en vue d'en extraire les récoltes issues des forêts classées et des réserves naturelles. ●



AFP

Dans la plantation de M'Brimbo, village près de Tiassalé, à quelque 120 km au nord-ouest d'Abidjan, en avril 2021.

YOUR REFERENCE PARTNER IN WEST AFRICA*

* VOTRE PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE EN AFRIQUE DE L'OUEST

+50 000 m2 d'Installations

Un Réseau de +2 000 Collaborateurs

>>> VOTRE CONCESSIONNAIRE CAT®
POUR VOUS ACCOMPAGNER SUR VOS PROJETS :
MINES | CONSTRUCTION & INFRASTRUCTURES
ENERGY, MANUFACTURING & SERVICES.

WWW.JADELMAS.COM

2 Centres de Reconditionnement de Composants

1 Centre de Formation Régional

+1600 Modèles suivis

Un parc actif de 23 000 Équipements



LET'S DO THE WORK.™

© 2021 Caterpillar. Tous droits réservés. CAT, CATERPILLAR, LET'S DO THE WORK, leurs logos respectifs, la couleur «Caterpillar Yellow» et l'habillage commercial «Power Edge» ainsi que l'identité visuelle de l'entreprise et des produits qui figurent dans le présent document, sont des marques déposées de Caterpillar qui ne peuvent pas être utilisées sans autorisation.

JA Delmas





Tribune

Jérémie Malbrancke

Directeur général et associé du cabinet d'études et de conseil classM

Il faut investir dans des actions locales durables

Mining Indaba, la grand-messe du secteur minier africain, organisait en avril son édition annuelle autour du thème « Évolution du secteur minier africain : investir dans la transition énergétique, la RSE et les économies ». L'un des secteurs les plus décriés par les militants pour son manque de transparence, ses dégâts environnementaux et sa faible capacité à générer des retombées locales pérennes est en train de devenir l'un des plus proactifs en matière de RSE. On parle bien d'investir : ce n'est plus de la cosmétique.

La RSE a longtemps été un sujet d'acceptation sociale, porté par les équipes chargées de la communication externe. Mais se présenter comme vertueux peut être risqué : les entreprises qui annoncent des actions fortes font l'objet d'une attention accrue sur la réalité de leurs engagements. Ce constat est particulièrement fort en Afrique, continent dont les indicateurs de développement restent faibles.

La contrainte réglementaire, qui découle souvent d'un souci du politique de montrer qu'il répond aux attentes des populations, a accéléré l'adoption de démarches RSE exigeantes. En Afrique, les codes miniers ou pétroliers se renforcent, encourageant les entreprises à participer au développement économique local. Les investisseurs ont, quant à eux, mis en place des critères de mesure de la performance d'une entreprise en matière de RSE, afin de démontrer la conformité aux standards internationaux des activités qu'ils soutiennent.

Tout cela représente un progrès incontestable, mais ces vecteurs d'adoption de la RSE (la recherche d'une image positive, la conformité réglementaire, la performance extra-financière) traduisent encore des contraintes extérieures plutôt qu'une adhésion spontanée. Il est temps de changer de dynamique, ce que certaines entreprises commencent à intégrer dans leur stratégie de croissance : une meilleure gestion de leur impact permet de stabiliser leurs opérations, de maîtriser les risques sociétaux mais aussi de renforcer leur attractivité sur les marchés.

> **Ce modèle fait ses preuves partout où il est mis en œuvre.**

Il ne s'agit plus de se contenter de distribuer des subventions pour construire un dispensaire ou pour « renforcer les capacités » des populations : par leur manque d'adaptation aux réalités locales, les projets de ce type ont souvent été responsables des dysfonctionnements qu'ils étaient censés combattre.

Véritable levier de performance

Il s'agit au contraire, en tant qu'acteurs économiques portés par une nécessité vitale de rentabilité, de regarder la démarche RSE comme le moteur d'un développement économique local pérenne, d'investir dans les territoires, de soutenir les entrepreneurs locaux, de valoriser les ressources humaines et naturelles disponibles. Cette démarche, essence même de la RSE, encore insuffisamment considérée, implique une ambition : faire de la RSE un véritable levier de performance, en dépassant les intérêts de court terme et en faisant de l'impact une source de croissance du résultat net dans la durée.

Des investissements importants engendrent de grandes responsabilités. Les budgets RSE des multinationales actives en Afrique représentent 1 % à 3 % de leur chiffre d'affaires : chaque année, une somme phénoménale, de l'ordre de plusieurs milliards de dollars, pourrait être utilisée de manière plus efficace. Investir constitue la réponse logique d'une entreprise au souci de faire le bien tout en créant un retour – patient – sur le capital investi. Ce modèle fait ses preuves partout où il est mis en œuvre : qu'attendez-vous pour rejoindre le mouvement ?

COMMUNIQUÉ

DES LABORATOIRES PERENCO DE DÉPISTAGE DE LA COVID-19 CONVERTIS POUR LA PRÉVENTION DE CERTAINES GRANDES MALADIES INFECTIEUSES PRÉSENTES EN AFRIQUE DE L'OUEST

Depuis 30 ans, Perenco s'emploie à produire, de façon durable, des réserves de gaz et de pétrole dites matures ou marginales. C'est là que se situe le cœur de son savoir-faire : reprendre, adapter, rénover, redévelopper l'existant. Et valoriser les ressources.
Le Groupe adopte des approches innovantes, pratiques et pragmatiques de la production d'hydrocarbures afin de satisfaire au mieux une partie des besoins mondiaux en énergie.
Perenco aspire également à être un partenaire privilégié des pays dans lesquels il est présent où il s'attache à garantir la santé et la sécurité de son personnel, des communautés et de l'environnement.

Dès l'annonce du caractère pandémique de la COVID-19 en mars 2020, Perenco a engagé une réflexion pour trouver une solution sur mesure afin de protéger ses employés et permettre la poursuite de son activité.
Celle-ci a consisté à un dépistage au plus proche de ses opérations pour isoler et soigner les personnes qui le nécessitaient, sécuriser les sites et soutenir plus généralement nos pays hôtes. Pour cela, le Groupe s'est appuyé sur les exigences internationales et a utilisé la méthode RT-PCR.
Après accord des Autorités sanitaires locales et des Ministères de la Santé, Perenco a mis en place quatre laboratoires de RT-PCR autonomes au Cameroun, au Congo, au Gabon et en République Démocratique du Congo (RDC).

Au total, en plus des quatre laboratoires accrédités, ce sont 10 techniciens de laboratoire qui ont été formés au cours de 47 heures de formation à distance, près de 72 000 tests réalisés depuis septembre 2020 et des résultats comptabilisés dans les données officielles COVID de chaque pays.

Assez rapidement, le Groupe envisage d'inscrire ses laboratoires dans une démarche responsable, résolue et durable, allant dans le sens de l'intérêt de l'État, des populations et mise en œuvre en accord avec eux.

Au-delà de la COVID, la RT-PCR représente une solution de dépistage de référence pour un certain nombre de maladies telles que la Tuberculose, l'Ulcère de Buruli, la Rougeole, l'Onchocercose… mais malheureusement peu employée notamment en raison de la difficulté à conjuguer la mise à disposition d'équipements et la disponibilité et formation de personnels dédiés.

Il a donc été décidé d'utiliser ces laboratoires prêts à l'emploi pour le dépistage des malades dans des zones éloignées et souvent délaissées par les grands programmes.



Désormais opérationnel en RDC dans la zone de Muanda, ce programme a amorcé en mai un dépistage prioritaire de la Tuberculose pour l'ensemble des salariés de Perenco et leurs cas contacts. Il devrait aussi être rapidement étendu aux villages désignés par les Autorités Sanitaires, suivant le contexte épidémiologique.
Le Groupe finalise actuellement le déploiement de ce dispositif au Cameroun, Congo et Gabon, pays avec lesquels les démarches sont déjà en cours.

PERENCO

www.perenco.com



CHAD BATKA/NYT-REDUX-REA

PEINTURE

Kehinde Wiley
mentor bling-bling



Posant devant son tableau *Judith décapitant Holopherne*, dans son studio de Brooklyn, à New York, le 19 janvier 2015.

Auteur du portrait officiel de Barack Obama, l'artiste américain, fondateur de la résidence Black Rock, passe une partie de son temps entre Lagos et Dakar.

MARIÈME SOUMARÉ, À DAKAR

L'affluence a pris l'équipe de court. La soirée était initialement réservée aux artistes, aux proches du grand patron et au gratin culturel de la capitale. Mais, le bouche-à-oreille dakarois étant ce qu'il est, des dizaines et des dizaines de personnes se pressent soudain devant la grande porte coulissante de Black Rock. Les fêtards patientent dans la petite impasse qui mène à la résidence d'artistes créée par Kehinde Wiley comme devant les portes d'une boîte de nuit. La majorité d'entre eux sont venus directement de la maison de la culture Douta-Seck, où s'est déroulé le vernissage de la toute première exposition de Black Rock, le 20 mai.

Sans doute exalté par le succès de cette soirée, qui a accueilli près de 1500 visiteurs, Kehinde Wiley invite quelques VIP à continuer la fête chez lui, sans se douter du nombre de personnes que cette invitation va une fois de plus drainer. Excédé par la foule, le peintre américain finit par demander aux responsables de sa sécurité de faire sortir tout ce petit monde. Seuls quelques privilégiés auront la chance de rester et de profiter de la vue somptueuse de la bâtisse, construite face à la mer, où la fête se prolongera jusqu'à l'aube.

À 45 ans, Kehinde Wiley veut en mettre plein la vue, et il l'assume. Stature imposante, large sourire et tenues chatoyantes, il ne passe pas inaperçu. Affable et accueillant, il a passé plusieurs semaines dans la capitale sénégalaise à l'occasion de la Biennale de Dakar, au cours de laquelle il a logé dans sa résidence, qui, depuis sa création, en 2019, reçoit des artistes du monde entier.

Au moment de l'inauguration de Black Rock, le chouchou des stars du hip-hop avait frappé fort. La chanteuse soul Alicia Keys, le mannequin Naomi Campbell et des amis de l'artiste avaient fait une entrée remarquée. Youssou Ndour était également passé saluer l'hôte. « Son empreinte dans le paysage artistique dakarois est indéniable », assure le photographe sénégalais Omar Victor Diop, qui qualifie Wiley de « grand frère ». Mais, lorsque les deux artistes se rencontrent, en 2014, l'Américain ne jouit pas encore d'une célébrité mondiale.

Il lui faut attendre 2017. Cette année-là, il devient le premier artiste noir à peindre le portrait officiel d'un président des États-Unis. Et pas n'importe lequel : Barack Obama. Lorsque Kehinde Wiley est contacté, il exulte. « Je voulais être celui qui ferait ce portrait. Je le voulais vraiment. » Pour s'entraîner, il réalise le portrait de quelques chefs d'État africains, parmi lesquels Macky Sall et Paul Kagame. Une série sur laquelle il travaille encore.

Dorures de la Renaissance

Pour ses tableaux au style anachronique – sa marque de fabrique –, l'artiste puise son inspiration dans les toiles européennes classiques. Les personnages chevauchent fièrement leur destrier dans une posture conquérante, épée au poing et collerette autour du cou. Ce sont les présidents eux-mêmes qui ont choisi les peintures à partir desquelles Wiley allait pouvoir travailler : « une manière intéressante de deviner leur caractère », dit-il en souriant. Intitulée *The Maze of Power* (« Le Labyrinthe du pouvoir »), cette exposition à venir sera une « expérimentation sur les perceptions et les espaces de négociation autour du concept de pouvoir », explique-t-il.

La représentation de l'homme noir dans l'art est une préoccupation constante de l'artiste, qui a commencé sa carrière en peignant des inconnus, reprenant des poses choisies dans des livres d'histoire de l'art. Ce contraste entre ses sujets – noirs, jeunes, issus de communautés défavorisées – et les dorures qui ornent les tableaux de la Renaissance l'obsède. De ses déambulations dans les rues de Harlem pour y repérer des modèles jusqu'à la Biennale de Dakar, Wiley ne cesse de s'interroger sur l'image des corps noirs dans l'art et de proposer de nouvelles manières de réinvestir les espaces dont ils ont été exclus.

Formé au San Francisco Art Institute et au sein du *master of fine arts* de l'université de Yale, le peintre adopte un réalisme pictural minutieux qui confine à la photographie. Ses tableaux colorés, souvent chargés de motifs floraux, représentent des visages noirs éclatants, élevés au statut d'icône, célèbres, comme ceux d'Obama ou de Spike Lee, ou totalement inconnus – plusieurs employés de Black Rock ont ainsi servi de modèle à leur patron. Ces portraits hyperréalistes sont chamarrés, exubérants, voire empreints d'ironie.





SHAWN THEW/EPA/MAXPPP

L'ancien président Barack Obama dévoilant son portrait peint par Kehinde Wiley, à la National Gallery of Art, à Washington, le 12 février 2018.

Kehinde Wiley tient aussi à rappeler qu'il a travaillé sur la figuration des paysages tels qu'ils ont été peints par les vieux maîtres européens, comme Claude Joseph Vernet (1714-1789) ou Caspar David Friedrich (1774-1840). Dans son exposition « The Prelude », présentée à la fin de 2021 à la National Gallery, de Londres, on constatait l'évolution de son art, de la tradition du portrait vers celle de la peinture de paysages, pour toujours questionner sur les dynamiques de pouvoir et de privilège. « La représentation des paysages dans les œuvres européennes classiques n'est pas anodine : elle est à la fois le symbole et l'outil de l'Empire dans l'expression de sa domination », explique le peintre.

Dignité des corps noirs

Pour son ami Omar Victor Diop, qui partage son intention de créer une vision « qui laisse plus de place à la dignité des corps noirs », le travail de Wiley est à la fois crucial et unique. « Il retourne dans l'histoire et y greffe les éléments de la réalité noire contemporaine d'une manière qui lui est propre. Quiconque s'y essaierait se vautrerait sans doute. Il a pavé un chemin sur lequel beaucoup d'artistes noirs marchent allègrement la tête haute. En cela, il est important, à Dakar comme à New York. »

Au Sénégal, la résidence qu'il a imaginée et fondée découle de cette même recherche d'une « *black excellence* ». « L'idée a toujours été d'apporter un niveau de compétence et de rigueur artistique qui corresponde aux normes internationales, précise Wiley. Je veux changer le récit que l'on fait de l'art africain, pour que nos productions n'aient rien à envier à celles des galeries londoniennes ou new-yorkaises ».

Le concept est inspiré de sa propre expérience, lorsqu'il a passé plusieurs mois dans une résidence new-yorkaise, il y a près de vingt ans. « Je voulais reconstituer cette bulle d'intimité et de création que j'avais expérimentée à l'époque », glisse celui qui a souhaité construire un « sanctuaire luxueux » pour les artistes sélectionnés. Spa, salle de sport, piscine à débordement, triplex individuel avec baie vitrée donnant sur l'océan

réservé à chaque artiste, Black Rock est un îlot de faste, coupé du monde.

Gaby-Dior Dieng, qui a rejoint l'équipe de Black Rock Senegal en 2021, confirme : « La tranquillité des artistes est très importante. Dès qu'ils passent la porte de la résidence, tous leurs soucis s'évanouissent. Là réside le véritable luxe : faire en sorte que leur art soit le seul sujet sur lequel se concentrer. »

Le fondateur du lieu encourage ses protégés à faire preuve d'autonomie, mais aussi à multiplier les échanges entre eux et avec la communauté artistique. Charismatique, décrit comme exigeant et formateur par ses équipes, cet homme, dont on devine la générosité exubérante, enfile volontiers le costume de mentor.

Quand il n'est pas à New York, Wiley partage sa vie entre Dakar et Lagos, où il a retrouvé un père absent durant son enfance. C'est lors de son premier voyage en Afrique de l'Ouest, en 1995, que l'artiste découvre le Sénégal. Il est alors sur la route du Nigeria, parti à la rencontre d'un père et d'un pays qu'il connaît mal. Un grand retour vers ses origines, comme celui de tant d'Africains-Américains avant lui. Depuis, il n'a cessé de revenir dans l'un ou l'autre de ces deux pays, afin de mieux échapper à l'agitation new-yorkaise et de profiter de son écrin « arty » et haut de gamme.

Businessman

Sur le continent africain, l'artiste se repose, jardine, pêche – à Dakar, il a acheté un bateau à bord duquel il organise des excursions pour ses invités –, et peint. Dans l'atelier du maître des lieux, au sous-sol de la résidence, un jeune Noir en blouse bleue fixe les visiteurs. La toile est inachevée. « Celle-ci sera exposée à Miami », glisse Georgia Harrell, directrice générale de Kehinde Wiley Studio. Peut-être Wiley l'a-t-il fait venir depuis Lagos, où il est reparti après son séjour dakarois, comme il en a pris l'habitude, faisant voyager ses tableaux au gré de ses séjours.

Kimonos de soie, tee-shirts, serviettes de plage, souvent floqués de reproductions de ses œuvres : tout s'achète, en ligne ou sur place.

Derrière l'artiste se cache également un businessman, qui sait vendre et se vendre. Ayant statut d'association, la résidence Black Rock fonctionne uniquement grâce aux dons privés et au merchandising – essentiellement des articles floqués de reproductions des œuvres de Wiley. Pour un *tote bag*, il faut compter 35 000 F CFA (53 euros), et 360 000 (550 euros) pour une doudoune. Kimonos de soie, tee-shirts, serviettes de plage... Tout s'achète en ligne ou sur place, à la maison de la culture Douta-Seck.

Kehinde Wiley ne craint pas de mêler cette logique bling-bling, voire mercantile, au positionnement plus engagé de son art. Une dualité a priori paradoxale, dont il se défend. « L'art est élitiste par nature, tranche-t-il. Ce qui m'importe, c'est de pouvoir restaurer la dignité des modèles d'ordinaire exclus des espaces artistiques. »

Pour l'heure, cependant, la résidence peine à attirer les artistes sénégalais. La majorité des candidatures vient des États-Unis, d'Europe, d'Afrique du Sud, du Nigeria ou du Ghana. Pour s'ouvrir, notamment à l'Afrique francophone, l'équipe s'efforce de mieux se faire connaître du public local. « Nous établissons des collaborations entre les artistes en résidence et les artistes vivant au Sénégal. Nous tentons d'élargir l'accès de la résidence à la formation professionnelle, et nous revalorisons les espaces et les lieux consacrés à l'art et aux artistes, comme nous l'avons fait à Douta-Seck », précise Kewe Lo, la directrice de Black Rock Senegal. ●


SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

Boutique de produits dérivés de Kehinde Wiley, à la maison de la culture Douta-Seck, à Dakar.

BLACK ROCK NIGERIA

Deux ans après l'ouverture de la résidence de Dakar, Kehinde Wiley a engagé la construction d'un deuxième centre d'art sur le continent, au Nigeria, le pays de son père. Si le peintre habite dans le cossu quartier de Victoria Island lorsqu'il séjourne à Lagos, sa résidence d'artistes sera installée en dehors de la ville. Un moyen d'échapper à l'ambiance « frénétique » de la mégalopole. Ce deuxième centre d'art a vocation à être plus grand et plus complet que celui du Sénégal. Un espace sera réservé à la production audiovisuelle. Il pourra sans doute accueillir plus d'artistes que le centre de Dakar, dans lequel séjournent trois artistes par session, pour des durées allant de un à trois mois. ●

M. S.

jeuneafrique

Bien s'informer pour mieux décider.

Avec Jeune Afrique Digital, profitez de :

- Tous les articles en illimité
- Le magazine en avant-première en version numérique
- Une offre de newsletters enrichie
- 5 années d'archives pour revivre les temps forts de l'histoire du continent

Abonnez-vous dès 9,99 €/mois

Sans engagement



Découvrez nos offres en scannant le QR Code







CULTURE

ART CONTEMPORAIN

Koyo Kouoh

Directrice du Zeitz Mocaa

« Ce n'est pas à nous de déconstruire les préjugés euro-américains sur l'Afrique »

Commissaire de la Triennale de photographie de Hambourg, la Camerounaise dirige depuis 2019, au Cap, le plus grand musée d'art contemporain africain.

NICOLAS MICHEL

Née à Douala en 1967, Koyo Kouoh ne se réduit pas à un territoire. Polyglotte, nomade, adepte de la rencontre et de l'échange, elle officie comme commissaire d'exposition ou directrice artistique, aussi bien sur le continent (Biennale de Dakar, Rencontres de Bamako) qu'ailleurs dans le monde (Foire 1-54 à Londres, la Biennale d'Irlande-EVA International). À Dakar, elle a créé le centre culturel Raw Material Company et, depuis 2019, elle dirige le Musée Zeitz d'art contemporain d'Afrique (Zeitz Mocaa), au Cap. Rencontre à Hambourg, à l'occasion de la Triennale de photographie.

Jeune Afrique : Pourquoi avez-vous choisi cette thématique plutôt économique, « Currency », pour la Triennale ?

Koyo Kouoh : Currency peut se traduire par « monnaie courante » : ce qui circule, est normalisé et éventuellement devient une forme de référence. Au cours des trente dernières années, l'humanité a produit plus d'images que durant tous les siècles passés. Comme l'écrit la critique de cinéma française Nicole Brenez : « Avant, les images étaient dans le monde. Maintenant le →



La commissaire d'expositions indépendante et opératrice culturelle d'origine camerounaise, ici en 2015.

ANTOINE TEMPÉ

CULTURE

→ monde est dans les images. » Les rôles ont été inversés quant à la place de l'image dans la société et dans nos relations. J'ai réfléchi sur la base de ces éléments avec les commissaires que j'ai invités à travailler avec moi. Nous en sommes arrivés à l'idée que la photographie était un outil de transaction et de négociation, profondément lié au capitalisme et au système de domination – ce qui apparaît notamment dans l'immense corpus mondial de photos ethnographiques. Cela a un impact sur la manière dont nous voyons le monde et, surtout, sur la manière dont nous nous projetons dans le monde.


HUFTON AND CROW


HUFTON AND CROW

Intérieur (à g.) et extérieur du Musée Zeitz d'art contemporain d'Afrique, au Cap.

C'est-à-dire ?

L'image occupe aujourd'hui une place centrale dans nos vies. Au Congo ou en Papouasie, la plupart des gens possèdent un smartphone à même de photographier. Les *millennials* prennent parfois jusqu'à 200 photos d'eux-mêmes par jour. Il y a quelque chose d'atavique entre se voir et se projeter. J'essaie de comprendre comment les photographes et les professionnels de l'image vivent ce chamboulement. Quelle réponse la photographie propose-t-elle à cette évolution?

Vous évoquez un système de domination…

Même si l'idée centrale de la Triennale tourne autour de ce tsunami d'images et de ce changement de rôle de la photographie dans le monde, il demeurait important d'aller contre le courant et de revenir à une photographie qui prend position. Par exemple contre la représentation des territoires, souvent erronée dans les images *mainstream*. J'ai aussi voulu m'intéresser au rapport des photographes avec ce qu'ils photographient. Cela vient de l'intérieur. Nous ne sommes pas étrangers à ce que nous désirons représenter, mais parties intégrantes d'un sujet, d'un environnement : il s'agit de « faire communauté ».

Était-il difficile de préparer cette Triennale pendant la pandémie ?

Ma pratique curatoriale est liée à la rencontre, aux savoirs, à l'histoire des idées et, d'une manière générale, à la géographie. Avec le confinement, l'impossibilité de voyager nous a libérés de la pression d'avoir à présenter le dernier cri. Nous nous sommes retrouvés face à nos propres obsessions, avec les artistes qui nous ont toujours inspirés, avec qui nous avions travaillé ou avec qui nous voulions le faire. Nous avons pu prendre la liberté d'une approche transgénérationnelle : Claudia Andujar a 91 ans, et la plus jeune artiste seulement une vingtaine d'années.

La question dite « décoloniale » affleure dans plusieurs expositions de la Triennale.

Les institutions allemandes sont sensibles au sujet depuis longtemps, d'une manière discrète mais continue. Cela fait bientôt vingt ans que je circule et travaille régulièrement en Allemagne, où je vois l'engagement, la curiosité, l'intérêt d'élargir les univers. Ce pays pratique l'autoflagellation depuis plus de soixante-dix ans et a développé une sensibilité qui pousse à la prudence. Cela ne m'étonne pas que le Musée du travail de Hambourg ou que celui des cultures du monde adoptent des positions décoloniales poussées, puisque ce sont des établissements qui se remettent en question depuis longtemps, pas juste pour les besoins de la Triennale.

Ce n'est pas vous, Koyo Kouoh, qui avez dû donner un coup de pied dans la fourmilière ?

Non, au contraire. Je travaille en équipe, ce n'est pas comme s'il y avait une sorte de supracommissaire qui impose ce qui est montré. Mais j'ai accueilli ces initiatives avec beaucoup d'enthousiasme évidemment. C'est différent de la France. Après la Seconde Guerre mondiale, les Allemands ont entamé une autocritique qui s'étend jusqu'à leurs institutions culturelles – ce n'est pas juste une autocritique politique. Je trouve même parfois qu'ils vont un peu trop loin dans l'autoflagellation !

Vous parlez de la France. Le rapport Sarr-Savoy commandé par Emmanuel Macron a eu des répercussions partout en Europe.

Ce rapport a en effet accéléré la prise de conscience. Très souvent, la France se retrouve dans des positions d'avant-garde, crée la sensation, impulse un débat… puis s'endort et se laisse dépasser par tous les autres ! Le rapport Sarr-Savoy est le produit d'un débat commencé dans les années 1970. Il y a eu plusieurs tentatives au fil des ans, notamment quand Amadou-Mahtar M'Bow était directeur général de l'Unesco. Mais ce nouveau texte a dépoussiéré et redynamisé un débat endormi, et accéléré le mouvement un peu partout – l'Italie et la Grèce formulent, elles aussi, des demandes inspirées par ce rapport. L'onde de choc dépasse les géographies concernées.

La France a rendu vingt-six objets au Bénin, un ou deux au Sénégal… et depuis l'on ne sait pas trop où cela va.

Nous faisons dans le dilatoire. C'est pour cela que je n'aime pas vraiment m'exprimer sur ce sujet. Cette très bonne initiative se fourvoie dans des systèmes bureaucratiques juridico-culturels interminables qui laissent à penser que nous agissons pour la galerie. Le président pourrait décréter une restitution, mais refuse de le faire quand cela ne convient pas.

Pourquoi, à votre avis ?

Il ne faut pas oublier que nous parlons d'objets dont le marché est très friand. Il ne s'agit pas juste de préserver des mémoires et des œuvres. Tout ce débat entre en tension avec un marché hyperpuissant, sur lequel des institutions culturelles à but non lucratif, comme les musées, sont les clients des mêmes fournisseurs que les galeries et les collectionneurs privés. La question des restitutions représente une menace pour cette économie. Imaginez que nous décidions vraiment de restituer : une grande partie des musées se videraient !

La résistance à l'idée d'un cadre juridico-culturel de restitution rapide est très forte. Alors nous restons dans le dilatoire, avec de petits événements de com avec vingt-six objets par-ci, un sabre par-là, sans aller à la moelle ! Ce ne serait pas compliqué de s'engager sur le principe de restituer. Affirmer que le Sénégal, le Bénin ou le Nigeria doivent faire la demande, c'est n'importe quoi. Tous ces musées ont étudié les œuvres qu'ils conservent depuis des années et des années, et savent très bien leur provenance. Quant à demander aux pays africains de prouver qu'ils ont un cadre de réception adéquat, c'est d'une insolence et d'un mépris hallucinants.

Reste que la question du privé est très peu évoquée.

Le marché privé alimente tout et a toujours été à la base de tout. Même les explorateurs qui ont participé aux expéditions de collecte étaient actifs sur le marché privé – nous l'oublions ! De fait, la plus grande résistance émane des grands collectionneurs privés, des galeries, car ils ne pourront plus conclure leurs affaires de la même manière.

Vous dirigez le Zeitz Mocaa, au Cap, l'un des plus grands musées d'Afrique, depuis 2019. Comment avez-vous vécu la pandémie ?

Cela a été très dur. Je venais à peine de prendre mon poste en mai 2019, après avoir été nommée en mars de la même année, et j'ai dû fermer en mars 2020 pour ne rouvrir qu'à la fin d'octobre 2020, et ce, de manière graduelle – quatre jours par semaine au lieu de sept jours sur sept. J'ai pris les rênes d'une institution déjà en crise, et quelque mois plus tard une autre crise s'y est ajoutée.

Quelle était cette première crise ?

Une crise de démarrage. Le premier directeur n'est pas resté, l'intérim n'a pas vraiment fonctionné, et l'orientation institutionnelle du musée, au-delà du bâtiment, était à revoir complètement pour pouvoir bâtir une identité programmatique respectable et crédible. J'exerçais un triple travail, et la crise liée au Covid-19 en Afrique du Sud a été très dure. Je suis restée six mois chez moi, avec le droit à seulement une heure de sortie par jour pour faire des courses. Comment faire un musée quand nous ne pouvons pas l'ouvrir ? Mais je suis de la trempe des personnes qui trouvent que les défis sont aussi des opportunités.

Comment avez-vous profité de cette opportunité ?

Nous avons passé beaucoup de temps dans la discussion, dans la structuration. Je ne suis pas seulement commissaire en chef, je suis aussi directrice générale. Un musée est aussi une structure avec du personnel, des problèmes de lumières et

de canalisations, mais, surtout, des problèmes de gouvernance. Je me suis servi de ce temps pour repenser et transformer toute la gouvernance, qui n'était pas appropriée.

Vous l'avez transformée?

Le conseil d'administration était notamment constitué des deux fondateurs : le directeur général de Harley Davidson, Jochen Zeitz, et David Green, le représentant du V&A Waterfront, la société immobilière qui a la charge de refaire tout le port du Cap, dans le périmètre duquel se trouvent les silos à grain rénovés pour devenir un musée. Siégeaient également l'épouse de Jochen Zeitz, ainsi qu'un représentant du conseil d'administration de GrowthPoint, le fonds des retraites du personnel public sud-africain.

Cette configuration ne fonctionnait pas, et j'ai réussi à l'élargir. Tout le monde pense que nous recevons des millions de dollars de Jochen Zeitz, mais ce n'est pas vrai. Son nom est associé au musée grâce à sa collection et à la contribution qu'il continue d'apporter, mais cela ne suffit pas. Nous avons besoin d'autres ressources. Le nouveau conseil d'administration est devenu payant pour garantir un apport financier autogénéré. Il s'est diversifié, avec l'arrivée de nouveaux membres tels que Hasnaine Yavarhoussen, le collectionneur et philanthrope malgache, Atose Aguele, un industriel et collectionneur nigérian, et Jody Allen, une philanthrope américaine. Gavin Jantjes, un artiste sud-africain qui a une longue expérience d'institutions d'art, y siège également.

Nous avons aussi créé un Global Council, qui regroupe des collectionneurs, des artistes et des professionnels de différents domaines désireux de contribuer à l'essor du musée. Les plasticiennes Julie Mehretu et Wangechi Mutu en sont membres, et le collectionneur camerounais Acha Leke préside.

De quels moyens le musée dispose-t-il désormais?

Je m'appuie sur trois piliers, dont deux autogénérés. Le premier, c'est le conseil d'administration payant, qui doit apporter un tiers des ressources dont j'ai besoin. Le deuxième, c'est naturellement la billetterie, le restaurant, la boutique, les événements privés... Le troisième, c'est tout ce qui peut être généré dans le domaine de la culture avec les ONG, les fondations, les partenariats de sponsoring.

Quelle sera votre politique en matière de programmation?

Sur le fond, j'oriente le musée vers des expositions individuelles et des rétrospectives pour écrire d'autres pages de notre histoire de l'art. Il ne faut pas oublier que, durant les trente dernières années, l'art contemporain africain a toujours été contextualisé à travers des expositions de groupe. C'était nécessaire pour affirmer toute la richesse de cette production, pour les Africains eux-mêmes mais aussi pour le reste du monde. Il y avait un besoin de rattrapage et j'y ai participé en tant que commissaire. Arrivée à la direction du Zeitz Mocaa, j'ai pris le temps de réfléchir à ce dont notre espace avait besoin. Un des axes essentiels est de se démarquer de cette ubiquité des expositions de groupe. Cela ne veut pas dire que Zeitz Mocaa n'en fera plus – j'en prépare une sur la figuration noire qui rassemblera plus de 150 artistes –, mais j'entends privilégier les rétrospectives sur un artiste ou un collectif pour faire ressortir les influences intergénérationnelles. La rétrospective de Tracey Rose, que j'ai ouverte en février, en est un exemple, l'exposition individuelle de Johannes Phokela en est un autre. Pour le moment, aucune autre institution en Afrique ne peut faire ce travail, sans prétention. Nous sommes le seul musée du continent à avoir autant d'espace, quelque 5000 m². De quoi nous montrer ambitieux et généreux!

> « **Très souvent, la France impulse un débat... puis s'endort et se laisse dépasser par tous les autres!** »

Vous avez créé le centre d'art Raw Material Company à Dakar. Maintient-il son existence sans vous?

Raw continue, pour mon grand bonheur. J'ai toujours dit que ce genre d'initiative n'avait de validité que dans sa longévité. Mais cette dernière est toujours précaire, car de tels établissements dépendent de soutiens financiers locaux ou internationaux. En outre, ils ne parviennent souvent pas à se démarquer de leur initiateur – cela a toujours été pour moi un point d'honneur de pouvoir quitter Raw, et que Raw persiste. Cela fait trois ans maintenant que la jeune commissaire Marie Hélène Pereira a repris la direction – je suis encore dans le conseil d'administration avec Felwine Sarr et Sylvain Sankalé –, et elle continue à mener un programme enrichissant. Mais l'avenir n'est jamais gagné.

Entre décoloniser les imaginaires occidentaux et renforcer les institutions culturelles africaines, quel est votre choix?

Je n'aime ni les hiérarchies ni les classifications. Même si cela peut aider à la réflexion, à la contextualisation, à la compréhension. La simultanéité m'apparaît fondamentale en matière de création d'institutions culturelles. Renforcer les institutions doit aller de pair avec la refondation des imaginaires, en Afrique comme en Europe. Mon propos ne s'adresse pas forcément à cette dernière d'ailleurs. Je suis d'une génération de professionnels africains qui veulent se parler à eux-mêmes, qui habitent le monde à partir d'un territoire panafricain et qui, d'abord, parlent à l'Afrique.

Si ce que je dis, ce que je fais est entendu au-delà du continent, tant mieux. Mais je n'ai pas la prétention de corriger tous les stigmates sur l'Afrique qui ont été développés ailleurs. Ça, c'est le problème des Euro-Américains. Nous avons tellement de choses à reconstruire en Afrique que, si nous essayons de comprendre ou de répondre à toutes les aberrations culturelles, politiques, intellectuelles qui nous ont été imposées, nous perdons notre temps. Ce n'est pas à nous de déconstruire les préjugés Euro-Américains sur l'Afrique. Nous avons d'autres chats à fouetter. ●

GRAND FORMAT SÉNÉGAL

ENJEUX p. 152 | ÉCONOMIE p. 168 | SOCIÉTÉ p. 178



ASHLEY GILBERTSON/VII/REDUX-REA

À l'épreuve des urnes

À moins de deux ans de la présidentielle, les législatives du 31 juillet représentent un enjeu majeur pour le chef de l'État, Macky Sall, comme pour ses opposants.

COMMUNIQUÉ



« TOUS NOS PROJETS ONT UN IMPACT POSITIF CONCRET SUR LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS »





Entretien avec **Monsieur Efraim Meslet**, Directeur pays du groupe Mitrelli au Sénégal

Pouvez-vous nous présenter le groupe Mitrelli ?
Nous sommes un groupe international spécialisé dans les projets de développement à impact économique et social. Tous nos projets contribuent à appuyer et à améliorer, la prospérité économique et le bien-être de la population des pays dans lesquels nous travaillons. Le groupe Mitrelli est composé d'une douzaine de filiales spécialisées dans des domaines spécifiques tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, l'énergie et les infrastructures, les télécommunications ou encore la protection de l'environnement. Les filiales mènent des projets individuellement dans leur domaine d'expertise mais elles travaillent aussi souvent en synergie. Alliant innovation, technologie et savoir-faire israélien, nos projets clés en main sont sources de création d'emplois au niveau local et de transfert technologique. Nous avons mené à bien des de projets de grande envergure sur le continent Africain et c'est une grande fierté de constater la pérennité et l'impact de ces projets.

Justement, racontez-nous l'experience de Mitrelli en Afrique et au Sénégal ?
Le groupe Mitrelli est présent en Afrique depuis plusieurs décennies avec près de 2 500 employés sur le continent et plus de 80 projets en cours actuellement. Depuis 2019, nous sommes présents au Sénégal, l'un des pays moteurs de l'économie africaine. C'est un pays qui dispose d'un très gros potentiel de développement, grâce à son tissu économique, à ses ressources naturelles mais aussi et surtout au dynamisme d'une jeunesse très qualifiée. Nous souhaitons accompagner le processus de concrétisation de ce potentiel dans une logique de partenariat sur le long terme.

Quels sont les projets de Mitrelli au Sénégal ?
Nous travaillons en partenariat avec l'État du Sénégal sur plusieurs projets à impacts sociaux et économiques importants, dont deux devraient démarrer prochainement. Le premier, dans le domaine de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes, permettra de former plus de 30 000 jeunes par an à travers le pays. Le second est un projet agro-industriel de grande ampleur. Ce projet contribuera à la sécurité alimentaire du Sénégal ainsi qu'à l'économie au niveau local et national, et sera source d'emploi et de revenus. Nous étudions en parallèle d'autres projets importants dans les différents domaines d'activités de nos filiales, avec de grandes aspirations pour le Sénégal et le bien-être de toute sa population.



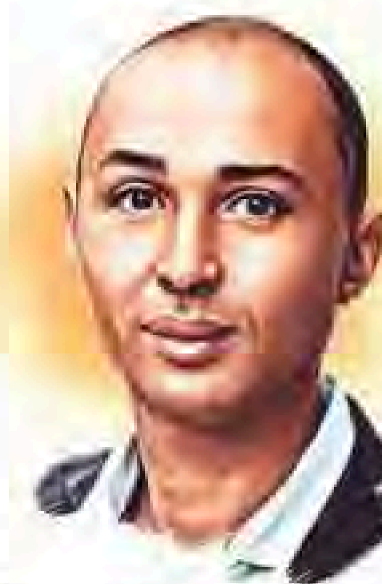
UNE ENTREPRISE ENGAGÉE AUPRÈS DES POPULATIONS LOCALES

L'une des valeurs fondamentales de Mitrelli est la solidarité. Le Groupe a déjà mené plusieurs activités caritatives. En 2020, 14 enfants sénégalais souffrant de pathologie cardiaque ont pu être opérés en Israël grâce à Mitrelli et l'ONG SACH (Save a Child's Heart) et, le mois dernier, l'équipe de Mitrelli Sénégal a organisé un évènement au centre l'Empire des Enfants à Dakar.

JAMG - PHOTOS DR

« Connecter des villages à l'eau et l'électricité, bâtir des hôpitaux et des écoles, ou encore développer une agriculture durable sont des exemples de projets menés par Mitrelli. »

Mitrelli Sénégal SA
Rue L, Point E - Résidence Seydina Cheikh Ahmed Tijani, Dakar Fann, Sénégal
contact@mitrelli.com
www.mitrelli.com



Édito
Mehdi Ba

La dernière marche ?

La phrase, en toute logique, devrait s'écrire sans point d'interrogation. Une Constitution n'est-elle pas destinée à fixer la règle du jeu, quelle que soit l'identité du joueur ? Et pourtant…

Au Sénégal, rien ne permet de savoir ce que Macky Sall a en tête à dix-neuf mois de la prochaine présidentielle. Prendra-t-il le risque de jeter les Sénégalais dans la rue en se représentant ? Ou bien se conformera-t-il aux dispositions de l'article 27, lesquelles disposent que « nul ne peut exercer plus de deux mandats [présidentiels] consécutifs ». « Je répondrai à cette question après les législatives », assurait le chef de l'État dans sa récente interview à *Jeune Afrique*.

Une échéance qui vaut également, a-t-il dit, pour la nomination du futur Premier ministre, une fonction supprimée en 2019, avant d'être rétablie en décembre 2021, mais dont le siège reste vacant, alors même que Macky Sall occupe depuis le début de l'année la présidence tournante de l'Union africaine. Une tâche fastidieuse pour une fin de mandat, entre régimes putschistes au sein de la Cedeao et répercussions en Afrique du conflit en Ukraine. Jamais, depuis l'indépendance du Sénégal, un chef de l'État n'a volontairement mis fin à son règne au terme de son deuxième mandat. Macky Sall marquera-t-il l'Histoire en se conformant à cette disposition constitutionnelle adoptée dès 2001 – sept ans avant la France – mais qui n'a, jusque-là, jamais servi ?

Abdoulaye Wade n'avait pas eu cette sagesse, et son *« wax waxeet »* (« dire puis se dédire », en wolof) avait obscurci sa fin de règne et provoqué sa chute. Macky Sall est bien placé pour s'en souvenir, puisque l'Union sacrée de l'ensemble des candidats alors opposés au président sortant avait largement contribué à son élection dans un fauteuil, au second tour, au soir du 25 mars 2012.

Jamais, au Sénégal, un chef de l'État n'a volontairement mis fin à son règne au terme de son second mandat.

Les prochains mois s'annoncent délicats. Car, si le chef de l'État décide, conformément à sa promesse récente, de ne jamais poser un acte qui serait contraire à la Constitution, se poseront à lui deux défis ultimes. D'abord, désigner un dauphin au sein de sa majorité, où les prétendants ne manquent pas, sans provoquer une guerre civile dans ses rangs. Ensuite, permettre à son successeur de poursuivre son œuvre en maintenant en vie la coalition Benno Bokk Yakaar, où l'Alliance pour la République (APR, parti présidentiel) peut notamment compter sur l'allégeance du Parti socialiste, de l'Alliance des forces de progrès (AFP) et de Rewmi.

Le mandat de trop

Jusqu'ici, seul Senghor était parvenu à assurer cette continuité au sommet de l'État en désignant Abdou Diouf pour lui succéder, lorsqu'il a pris une retraite anticipée, en cours de mandat, le 31 décembre 1980. Abdou Diouf, lui, a perdu dans les urnes, en 2000, en voulant briguer le mandat de trop. Et Abdoulaye Wade, qui a commis la même erreur, s'est refusé, après sa défaite, à désigner un successeur à la tête du PDS, dont il reste, à 96 ans, le secrétaire général national. Son fils Karim, bien qu'inéligible, a été désigné candidat à la dernière présidentielle – à laquelle il n'a pu concourir. Au prix d'une véritable hémorragie au sein du parti.

Les dix-neuf mois qui le séparent de l'échéance ne seront donc pas de tout repos pour Macky Sall, puisque les législatives prévues le 31 juillet feront office de prélude à la prochaine présidentielle. Depuis ses débuts en politique, l'homme a su faire preuve d'un sens aigu de la stratégie, gravissant une à une les marches sans jamais trébucher, alliant la capacité du joueur de poker à dissimuler la teneur de sa main à celle du joueur d'échecs à anticiper plusieurs coups.

Reste que son ultime combat en politique, celui de sa succession, se jouera par procuration. ●

GRAND FORMAT **SÉNÉGAL**



Le président sénégalais, ici à Berlin, en janvier 2020.

TOBIAS SCHWARZ/AFP

Enjeux
Macky Sall, ou l'embarras des choix

En pleine bataille des législatives, le chef de l'État doit à la fois résister aux assauts de l'opposition et canaliser les ambitieux de son propre camp. Il lui restera ensuite à nommer un Premier ministre. Une équation complexe.

MARIÈME SOUMARÉ, À DAKAR

Et soudain, les sifflets se taisent. Les chants entonnés par la foule s'interrompent. Ce mercredi 8 juin, à Dakar, face aux milliers de partisans venus les soutenir sur la place de l'Obélisque, Ousmane Sonko et ses alliés commencent leur rassemblement par une minute de silence en mémoire des victimes tombées lors des manifestations. Sur l'estrade, le chef de l'opposition annonce : « Tant que Macky Sall sera au pouvoir, le Sénégal ne sera pas stable. Cette manifestation est un avertissement. » Et il ajoute : « Quand un ordre est illégal, il faut désobéir. »

Quelques jours plus tard, les leaders de l'opposition lancent un nouvel appel à manifester pour protester contre l'invalidation des candidats titulaires de leur liste nationale aux législatives – liste menée par Sonko. Ils accusent Macky Sall d'avoir comploté pour les empêcher de se présenter. Cette fois-ci, le rassemblement est interdit. Le vendredi 17 juin, au petit matin, la police encercle le domicile de l'opposant, l'empêche de sortir de chez lui, puis d'aller prier. À Dakar, à Ziguinchor et à Bignona, des heurts éclatent entre manifestants et forces de l'ordre, faisant au moins trois morts et onze blessés. Plusieurs leaders de l'opposition sont arrêtés. Sonko accuse le chef de l'État d'avoir cédé « à la panique » et lui reproche son « obsession » de vouloir briguer un troisième mandat.

Si Macky Sall a promis de s'exprimer à l'issue des législatives, et pas avant, sur son choix pour 2024, la question est sur toutes les lèvres. « L'équipe de Sonko a réussi à cristalliser le débat autour de cette question et à en faire un thème central de la campagne », observe un membre de l'entourage présidentiel. « Voter pour nous, c'est voter contre le troisième mandat », disent en substance les adversaires de Macky Sall, qui espèrent lui imposer une cohabitation à l'issue d'un scrutin auquel ils comptent bien participer « par force ».

Les proches du président préfèrent quant à eux éluder le sujet. « Ce débat ne fait que nous détourner de l'essentiel, qui est de gagner, assure Aminata Touré, tête de liste de Benno Bokk Yakaar [BBY, la →

→ coalition présidentielle]. Et si nous ne gagnons pas, la question ne se posera plus. »

Pour conserver une confortable majorité à l'Assemblée, BBY mise sur une formule à plusieurs équations : partir en rangs serrés, mettre l'accent sur les réalisations présidentielles, mobiliser l'électorat de la diaspora et placer davantage de jeunes sur ses listes – une dernière leçon tirée des locales de janvier, où plusieurs figures méconnues, issues de la nouvelle génération, avaient évincé des caciques du pouvoir jusque dans leurs propres bureaux de vote.

Scène surréaliste

L'unité de sa coalition, Macky Sall y travaille depuis des mois. En témoigne la réunion du secrétariat exécutif national de l'Alliance pour la république (APR, parti présidentiel), le 2 février dernier. Le Sénégal vit alors au rythme des matchs de la Coupe d'Afrique des nations et rêve de voir les Lions de la Teranga remporter le trophée pour la première fois de leur histoire. Ce soir-là, l'équipe menée par Aliou Cissé affronte le Burkina Faso en demi-finale. Étonnamment, c'est ce jour que choisit le président pour convoquer en urgence les cadres de son parti. Rendez-vous est fixé à 17 heures au siège de l'APR, dans le quartier de Mermoz, à Dakar.

Peut-on vraiment parler de réunion ? Alors que sifflets et klaxons résonnent déjà dans les rues de la capitale, Macky Sall est surtout venu porter un message à ses équipes, au lendemain des résultats des élections locales. Dans l'assemblée, certains de ses ministres battus par l'opposition, mais aussi des candidats dissidents, qui ont défié les choix d'investiture. Face à eux, Macky Sall fait une allocution d'une quinzaine de minutes. La scène, relate l'un des participants, est « surréaliste ». Le chef de l'État félicite chaudement ses cadres, et les remercie pour leur participation. Oubliées, les trahisons et les défaites. « Les scrutins locaux n'ont jamais fait partie de son calcul, analyse aujourd'hui cet interlocuteur. Il a toujours visé plus loin, vers les législatives et les présidentielles. Il n'avait pas l'intention de se séparer de ceux qui pouvaient lui servir. » Le mot d'ordre est donné : unité.

« Nous devons mobiliser nos forces, non les laisser s'éparpiller, explique un cadre de la majorité. Autoriser les listes parallèles a permis d'évaluer ce que pesaient les uns et les autres. Laisser faire la machine, c'est aussi favoriser le renouvellement [du parti] et laisser les ambitieux se révéler. »

« Les locales, c'était un peu en *freestyle*, concède à son tour Aminata Touré. C'est un scrutin assez communautaire, avec une charge émotionnelle forte, qui rend les arbitrages difficiles. Cela nous a fait perdre quelques villes, d'ailleurs. » À Dakar, Thiès ou encore Kaolack, la majorité s'est en effet pris quelques claques. Mais l'enjeu national de ces législatives a forcé la majorité « à revenir à plus d'orthodoxie », assure-t-elle.

« Les opposants se sont mal organisés, mais cela ne signifie pas que l'on veuille bloquer certaines candidatures. »

L'ancienne Première ministre, écartée de ses fonctions à la tête du Conseil économique, social et environnemental (Cese) en novembre 2020, fait son grand retour en politique en tant que tête de liste nationale de BBY. « Elle est l'image marketing de la coalition. C'est une force politique importante, un membre fondateur de l'APR… Et puis, elle a la confiance du chef de l'État. Elle peut mener les troupes à la victoire », estime un membre de l'équipe présidentielle.

Comme Aminata Touré, d'autres membres de la coalition qui avaient été mis de côté lors du dernier remaniement sont réapparus récemment sur le devant de la scène. Amadou Ba, l'ex-ministre des Finances et des Affaires étrangères, un temps pressenti pour prendre le poste de Premier ministre, vacant depuis décembre ; Aly Ngouille Ndiaye, l'ancien ministre de l'Intérieur ; ou Abdoulaye Baldé, qui avait pourtant mené une liste dissidente à Ziguinchor et perdu face à Ousmane Sonko : tous ont été investis sur la liste nationale.

À la différence des élections locales, le chef de l'État s'est personnellement impliqué dans ce scrutin législatif, qu'il sait décisif. Il lui a fallu parlementer longuement avec ses alliés au sein de la (très) large coalition présidentielle, mais aussi dans son propre parti, où les ambitions s'aiguisent. « La lutte qui a surgi au sein de l'appareil à l'occasion des législatives a compliqué les choses. Les poids lourds du parti se sont battus pour placer leurs proches, glisse un intime du chef de l'État. Tous savent qu'un échec de la coalition freinerait leur propre ascension politique. »

Phénomènes sismiques

Ces négociations ardues sont-elles responsables de l'invalidation, par le ministère de l'Intérieur, de la liste des suppléants de BBY ? Déposées le 8 mai par l'ensemble de la classe politique, ces listes ont donné lieu, lors de leur formation, à une cacophonie inédite, laissant deviner une certaine désorganisation des partis.

Les erreurs commises par l'alliance de l'opposition Yewwi Askan Wi-Wallu ont une conséquence autrement plus grave, puisque ses candidats titulaires, au premier rang desquels Ousmane Sonko, ne pourront pas se présenter. Aminata Touré balaie néanmoins les accusations de complot : « Ils se sont mal organisés, cela ne signifie pas que l'on veuille bloquer certaines candidatures. C'est le jeu de la démocratie : turbulente, parfois désorganisée, mais on n'a pas trouvé de meilleur système. » Malgré ces couacs, la tête de liste de BBY se félicite d'avoir passé la première étape de ce scrutin : « C'est compliqué, une si grande coalition, mais ça marche ! Le plus important, c'est qu'on a su gérer les phénomènes sismiques. »

Le 26 mai, le chef de l'État a toutefois été obligé de se séparer de l'un de ses ministres, sur la sellette depuis des semaines. Battu à Dakar et dans sa propre commune de Yoff en janvier, Abdoulaye Diouf Sarr a perdu son poste à la Santé après un énième scandale dans le milieu hospitalier : un incendie dans la maternité de Tivaouane, qui a coûté la vie à →

COMMUNIQUÉ



ENTRETIEN

Madame Dina El Kadry,
fondatrice et présidente de ALPHA DIGICREDIT

« La fintech qui révolutionne le crédit immobilier en Afrique »

En quoi la plateforme que vous avez créée est-elle une solution réellement innovante ?
Toute personne souhaitant acheter un bien immobilier en Afrique est confrontée à plusieurs problèmes : une absence de visibilité sur l'offre de produits existants sur le marché, une méconnaissance du coût réel d'un achat en raison des frais multiples qui y sont associés (notaire, assurance, etc.), une ignorance de la capacité réelle d'emprunt auprès des banques et, enfin, la difficulté d'accès au crédit immobilier.

Notre plateforme APLPHA DIGICREDIT, lancée en mars 2021, propose des solutions spécifiques à chacune de ces problématiques. Nous avons, en effet, créé une chaîne de valeur qui rassemble l'ensemble des acteurs impliqués dans un projet immobilier : clients, promoteurs, notaires, banques et assureurs. C'est une plateforme pionnière en Afrique.

C'est-à-dire ?
La plateforme propose une offre complète de biens immobiliers de qualité (appartements, maisons, etc.) grâce aux partenariats conclus avec des promoteurs immobiliers. Ce catalogue digital, qui est bien documenté (localisation, photos, vidéos, caractéristiques techniques, etc.), est enrichi en permanence. L'acquéreur potentiel dispose ainsi d'une visibilité quant à l'offre disponible.

Il peut également s'informer sur les frais d'acquisition évoqués précédemment qui viennent s'ajouter au prix du bien. Un simulateur personnalisé permet de calculer sa capacité d'emprunt bancaire et le montant du prêt auquel il peut avoir droit. Nous pourrons ainsi lui faire une offre customisée selon sa capacité d'emprunt réelle au regard de la palette de choix dans notre catalogue digital.

Toutes ces prestations sont gratuites.

Et en matière de crédit, que proposez-vous ?
Nous avons digitalisé la quasi-totalité du processus d'obtention d'un crédit. L'utilisateur de la plateforme peut réaliser la demande en ligne. Un chargé de clientèle prend alors contact avec lui et lui propose la meilleure solution de crédit en fonction de ses attentes et de sa situation personnelle. ALPHA DIGICREDIT est en mesure de négocier des conditions d'octroi de crédit préférentiel auprès des banques partenaires (durée, taux, etc.) et se charge de l'ensemble des procédures (collecte des documents nécessaires, vérification, etc.). L'utilisateur peut avoir accès à son dossier de crédit dans son espace personnel et y faire le suivi en temps réel. Il n'a plus qu'à signer sa notification d'accord de crédit.

En quoi la plateforme est-elle réellement avantageuse ?
Nous avons mis en place une équipe d'experts, rassemblés en un véritable « guichet unique » qui couvre l'ensemble du cycle d'acquisition d'un bien, depuis la phase de recherche jusqu'au financement.

Les utilisateurs bénéficient d'une meilleure information et peuvent donc identifier le produit immobilier dont ils ont réellement besoin au meilleur prix. En matière de crédit, outre les conditions évoquées précédemment, nous apportons une économie de temps significative car nous sommes en mesure de réduire de façon drastique le délai d'obtention à 15 jours au maximum, contre 4 mois en moyenne habituellement. Au total, nous apportons de l'assistance, de la visibilité et une simplification des procédures. Nos clients font une économie à la fois de temps et d'argent.

Notre objectif final est de démocratiser l'accès au logement en Afrique pour tous : les résidents et la diaspora dans son ensemble.



JAMG – PHOTOS DR

(+ 221) 33 842 42 40
alpha.sn
alpha digicredit

Bd de la République x Avenue Roosevelt
Immeuble El Zein 10ème étage gauche
BP 23980 Dakar - Sénégal



STEFAN KLEINOWITZ/ANADOLU AGENCY VIA AFP

Manifestation antigouvernementale, sur la place de l'Obélisque, à Dakar, le 8 juin.

→ onze nourrissons. Débarqué du gouvernement, cet « apériste » de la première heure a néanmoins gardé sa place sur la liste nationale. « Les listes ont été faites avant le drame. Pour nous, c'est une bonne chose, rappelle cyniquement un proche de Macky Sall. Cela veut dire qu'on n'a pas pu les trafiquer. »

Le déficit de confiance auquel est confronté Macky Sall se creuse cependant à mesure que le climat politique se dégrade. Les émeutes de mars 2021 qui ont suivi l'arrestation d'Ousmane Sonko n'étaient-elles que les prémices d'une crise profonde? Pour apaiser la colère d'une jeunesse affamée, désœuvrée et désabusée, le chef de l'État n'avait pourtant pas hésité à utiliser les grands moyens : le 10 mai, il a annoncé le lancement d'un programme d'allocations financières destinées à plus de 500 000 ménages. Une mesure inédite, financée à hauteur de 43,4 milliards de F CFA (66,1 millions d'euros) par la Banque mondiale et qui doit permettre d'envoyer pas moins de 80 000 F CFA aux familles les plus démunies – à titre de comparaison, le salaire minimum est de 58 900 F CFA.

Soumis à l'envolée des cours du pétrole sur les marchés mondiaux depuis le début de la crise ukrainienne, le Sénégal n'a pas été épargné par l'augmentation du prix des carburants et des produits alimentaires. Le 4 juin, le gouvernement annonçait la hausse nationale du prix du litre de supercarburant, qui a grimpé de 775 à 890 F CFA.

Confiance érodée

Macky Sall revenait tout juste de Russie, où, en sa qualité de président en exercice de l'Union africaine (UA), il avait rencontré à Sotchi son homologue russe, Vladimir Poutine. Accompagné du président de la commission de l'organisation, Moussa Faki Mahamat, il avait plaidé la cause africaine pour éviter une crise alimentaire qui menace tout le continent.

Drapé dans la respectabilité de son costume de chef de l'UA, Macky Sall ne peut pourtant faire oublier que c'est justement cette fonction qui l'avait poussé à réintroduire le poste de Premier ministre, qu'il avait lui-même supprimé en 2019. Du moins, c'est la raison qu'il avait donnée en décembre 2021, alors qu'il faisait voter la loi en procédure d'urgence. Six mois plus tard, toujours président de l'UA, le chef de l'État sénégalais n'a pas de Premier ministre pour autant. Au sein même de son entourage, la question divise. Pour certains, il était essentiel d'attendre la fin des législatives pour nommer un chef de gouvernement issu de la majorité. D'autant plus qu'un remaniement à la veille des législatives aurait risqué d'accroître les frustrations chez les alliés du président. D'autres estiment au contraire qu'il aurait fallu choisir un Premier ministre bien plus tôt.

« Depuis les émeutes de mars 2021, la confiance de la population s'est érodée, estime un ancien ministre qui a pris ses distances avec la majorité. En choisissant un Premier ministre populaire, Macky Sall aurait pu regagner un peu de ce capital. » Beaucoup attendent avec impatience de voir sur qui le chef de l'État va jeter son dévolu. Un technocrate ou un politique? Un dauphin ou un pare-feu?

« Ces législatives clôturent le mandat présidentiel. Elles seront l'occasion de confirmer l'hégémonie de BBY, pour mieux aborder la suite, prédit un proche de Macky Sall. En 2023, nous serons déjà en campagne. C'est l'année où tout va se jouer. Il ne faut pas se tromper sur le casting. » ●

Batimat
Tout pour la maison du sol au plafond

Le Groupe Batimat se lance sur le marché du sur-mesure avec son partenaire OPPEIN

Le Groupe Batimat est une entreprise panafricaine fondée en 1987, spécialisée dans l'amélioration d'habitat pour particulier et professionnel. Matériaux de construction, produits d'aménagement, outillages, n'ont plus de secrets pour nous. Avec plus de 30 ans d'expériences et une présence dans 10 pays, vous conseiller et vous orienter pour construire ensemble vos projets et vos chantiers, est notre mission.

Inventons ensemble un espace qui vous ressemble.

Dans un espace dédié, notre équipe d'experts passionnés concrétisent toutes vos envies ! Pour créer votre cuisine de rêve ou votre dressing personnalisé, nous mettons tous nos outils et nos connaissances à votre service. Projection et personnalisation 3D, infinité de matières et de coloris à disposition, tout en s'accordant aux dernières tendances du marché, « être chez soi » n'a jamais été aussi facile.

Chez Batimat, nous prenons le temps d'étudier chaque quotidien, envie et projet pour en faire une réalité !

Service disponible à Batimat Dakar et Batiplus Abidjan

groupebatimat.com
groupe-batimat

GROUPE KIRÈNE
Une histoire qui s'écrit depuis plus de
20 Ans

LEADER DE LA BOISSON AU SÉNÉGAL

Le Groupe Kirène, c'est l'histoire de marques fortes qui grandissent et s'engagent jour après jour auprès des consommateurs.

KIRÈNE — Eau minérale naturelle
Présséa — Jus de fruits
candia — Lait blanc et aromatisé UHT
PEPSICO — Boissons gazeuses

UN MODÈLE DE RÉUSSITE SÉNÉGALAIS

Un leadership rendu possible par le développement d'un capital humain fort et d'une stratégie d'investissement et d'innovation maîtrisée. Le Groupe Kirène s'est étendu de façon puissante dans la sous-région notamment en Côte d'ivoire avec sa filiale AgroCi.

Le Groupe Kirène c'est :

Un savoir-faire technique et industriel
Une référence en matière de production de boissons
Plus de 1000 collaborateurs au Sénégal et en Cote d'Ivoire

www.kirene-groupe.com

Mimi Touré, la dame de pique

Femme de caractère, parfois chahutée mais jamais désavouée, l'ex-Première ministre compte parmi les fidèles du chef de l'État. Et entend bien assurer la victoire des siens le 31 juillet.

MEHDI BA, À DAKAR

En ce dernier jour de mai, on la retrouve au siège de l'Alliance pour la République (APR, le parti présidentiel), sur la route de Ouakam, à Dakar. C'est depuis ce vaste bâtiment qui, vu de l'intérieur, a des allures de phalanstère qu'Aminata Touré – Mimi Touré, pour les Sénégalais – pilote la campagne tumultueuse des législatives, prévues le 31 juillet.

Quelques jours après notre rencontre, les partisans de l'opposition affluaient sur la place de la Nation à l'appel des principaux partis de l'opposition. D'ici aux élections, ils ne comptent pas désemparer, même si le préfet de Dakar entend contrarier leurs plans. Il faut dire que, durant cette campagne électorale atypique, le débat ne porte pas tant sur les programmes respectifs des coalitions en lice que sur des chausse-trappes – parrainages, parité... –, qui valent à de nombreux impétrants de voir leurs ambitions électorales tuées dans l'œuf. Sans parler de la procédure intentée devant la Cour suprême par l'avocat Abdoulaye Tine pour faire annuler in extremis la loi sénégalaise sur les parrainages, en se prévalant d'une décision de la Cour de justice de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). La requête, qui devait être audiencée le 9 juin à Dakar, a finalement été reportée au 23 juin.

Dans ce jeu de chamboule-tout, Mimi Touré fait figure, en quelque sorte, de miraculée. La liste nationale des suppléants de sa propre coalition (Benno Bokk Yakaar – BBY) a en effet été écartée par le ministère de l'Intérieur, une décision confirmée par le Conseil constitutionnel. Celle des titulaires de son principal adversaire de l'opposition, la coalition Yewwi Askan Wi (YAW), l'a été, elle aussi. Mais, contrairement à Ousmane Sonko, l'ancienne Première ministre pourra, elle, demeurer tête de liste, tenant la barre en dépit des embruns.

Traversée du désert

Depuis notre première rencontre pour JA, en janvier 2013, alors qu'elle occupait le poste hautement sensible de ministre de la Justice, Mimi Touré n'a guère changé. À l'époque, déjà, elle se trouvait sur la ligne de front, à l'approche de deux procédures judiciaires aussi sensibles que symboliques. Celle visant l'ancien président tchadien Hissène Habré, instruite puis jugée au Sénégal par des Chambres africaines extraordinaires ayant reçu leur mandat de l'Union africaine ; et celle, plus controversée, qui allait aboutir en mars 2015 à la condamnation de l'ancien ministre Karim Wade à six années de prison pour enrichissement illicite. Un baptême du feu qui allait forger la légende de la « Dame de fer », surnom qu'elle abhorre à juste titre.

C'est avec un enthousiasme non dissimulé qu'elle se frotte aujourd'hui, en position de force, à une compétition électorale.

Lorsque nous l'avons rencontrée à nouveau, en juin 2014, Aminata Touré était entre-temps devenue Première ministre. Une consécration pas seulement personnelle pour cette ancienne fonctionnaire internationale, militante (trotskiste) dès son plus jeune âge, qui plaide sans relâche pour la promotion des femmes africaines aux postes à responsabilités, notamment en politique. L'expérience sera brève et s'arrêtera brutalement. Désignée par Macky Sall pour une mission à haut risque – la conquête, lors des locales de juillet 2014, de la →



À Dakar, le 31 mai.

Militante dévouée, elle s'épanouit dans les joutes plus que dans l'ambiance feutrée des bureaux de la haute fonction publique.

SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

→ mairie de Dakar, alors détenue par le socialiste Khalifa Sall –, Mimi Touré échoue et perd son poste dans la foulée.

S'ensuivront une traversée du désert – elle endossera le titre, aux contours mal définis, d'envoyée spéciale du chef de l'État –, puis un retour en grâce relatif, à la présidence du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Une fonction de prestige, loin du champ de bataille politique, pour cette militante dévouée qui s'épanouit dans les joutes plus que dans l'ambiance feutrée des bureaux de la haute fonction publique.

C'est donc avec un enthousiasme non dissimulé qu'elle se frotte aujourd'hui à une compétition électorale où elle part en position de force, mais où l'adversité est en embuscade. Face à une liste « bis » de l'opposition, laquelle a perdu ses têtes d'affiche à la suite de leur invalidation, la liste nationale de la coalition présidentielle, conduite par Mimi Touré, est donnée favorite. Mais le mot d'ordre des opposants est clair : « Imposer à Macky Sall une cohabitation. »

Jamais élue

« Une cohabitation ? Nous ne l'envisageons pas ! » assène Mimi Touré, qui entend bien rafler la mise et assurer à Macky Sall une majorité confortable jusqu'au terme de son second mandat, en 2024. Quant à l'agitation créée ces derniers jours par l'opposition, qui demande – une fois n'est pas coutume – un report du scrutin en raison des invalidations en série, l'intéressée écarte ce scénario de façon cinglante : « Les élections législatives se tiendront à date échue, car le Sénégal reste un État de droit. Par conséquent, les menaces et les cris d'orfraie d'opposants déboussolés ne pourront constituer un frein à cet élan. »

« Le mérite de Mimi Touré est que, lorsqu'elle mène un combat, c'est avec courage et abnégation », lui rend hommage un opposant, tout en soulignant que « son parcours est le reflet du jeu de yoyo auquel se livre Macky Sall avec plusieurs responsables politiques de son propre camp ». Selon la même source, Aminata Touré « a la capacité de se rebeller sans totalement s'éloigner de sa mouvance politique. Et elle a cette faculté de toujours revenir au premier plan ». Une trajectoire politique qui évoque en effet le mouvement du Culbuto, ce jouet pour enfants qui revient toujours à la verticale, droit comme un « i », quels que soient les mouvements de bascule qu'on lui inflige.

Comme elle le déclarait à JA il y a encore quelques mois, « en politique, l'ambition n'est pas un délit, au contraire. Dans un système politique concurrentiel, on ne reste pas assis à regarder passer les trains ». Une antienne qu'elle répète aujourd'hui, à la veille d'une joute capitale : « Un responsable politique qui vous dit qu'il n'a pas d'ambition vous ment ! »

De fait, sur la scène politique nationale, difficile de trouver une femme politique plus capée. Si Mame Madior Boye, issue de la magistrature, l'avait précédée à la primature – elles ne sont que deux femmes à avoir occupé la fonction de Premier ministre depuis l'indépendance –, sa carrière en politique s'était arrêtée là. Quant à l'ex-socialiste (frondeuse) Aïssata Tall Sall, devenue ministre des Affaires étrangères en novembre 2020, elle peut se prévaloir d'une carrière politique plus ancienne et d'un poste de ministre de la Communication et de porte-parole du gouvernement à la fin du règne d'Abdou Diouf. Mais son parcours, depuis l'élection de Macky Sall, en 2012, est moins étoffé que celui de l'actuelle tête de liste de BBY. Il manque toutefois à Mimi Touré un trophée à accrocher au mur de sa carrière politique : celui de députée. Car, jusque-là, elle a toujours été nommée… sans jamais avoir été élue.

Victoire sur le fil

Au nombre de ses ambitions affichées, outre la victoire finale, Mimi Touré évoque la conquête de la capitale, cette enclave frondeuse qui échappe, depuis 2009 – sous Abdoulaye Wade –, au pouvoir en place. « C'est une ville rebelle, où se concentrent les difficultés que peuvent rencontrer les populations sénégalaises, comme le coût de la vie en général et celui du logement en particulier », analyse-t-elle. Si elle rappelle qu'aux précédentes législatives, en 2017, la majorité présidentielle avait devancé l'opposition dans le département de Dakar, elle omet cependant de préciser qu'à l'époque cette victoire s'était jouée à seulement 2 000 voix d'écart face à la coalition emmenée par Khalifa Sall, alors emprisonné. À la présidentielle de 2019, là aussi, le résultat fut mitigé. Face à Macky Sall, les deux principaux opposants d'alors, Idrissa Seck et Ousmane Sonko, avaient, à eux deux, cumulé plus de voix à Dakar et dans sa région que le président sortant. Si Idrissa Seck a depuis rallié la majorité en étant nommé au Cese, où il a justement ravi sa place à Mimi Touré, il est peu probable que son électorat de l'époque l'ait suivi dans cette migration.

« Elle a la capacité de se rebeller sans totalement s'éloigner de sa mouvance politique. Et la faculté de toujours revenir au premier plan. »

Il n'en reste pas moins que les sept sièges de député dévolus à la capitale ne feront pas l'élection. Et que même en cas de victoire de la liste emmenée par l'opposant Barthélémy Dias, élu maire de Dakar à l'occasion des locales de janvier 2022, il en faudrait plus aux détracteurs de Macky Sall pour imposer au chef de l'État la cohabitation à laquelle ils aspirent. En attendant l'issue de ce scrutin sous haute tension, « la vie sans Premier ministre » ne saurait s'éterniser, estime celle qui a eu à exercer cette fonction. « Je pense qu'il faudra en nommer un au lendemain des législatives, car celui-ci devra sortir des rangs de la nouvelle majorité parlementaire. C'est une fonction importante, une tâche nécessaire. » Dépourvue de suppléant pour lui succéder à l'Assemblée, il est toutefois peu probable que Mimi Touré réponde, cette fois-ci, au casting. ●

MESSAGE



VOTRE BANQUE PARTENAIRE

Le Crédit International contribue activement au développement économique et social du Sénégal

Le Crédit International S.A. (CISA), banque Sénégalaise, filiale d'un grand groupe, est une institution innovante présente sur le marché sénégalais depuis 2010. En douze ans, le CISA a pu asseoir sa présence sur un marché bancaire sénégalais très concurrentiel, tout en respectant les réglementations relatives aux normes prudentielles de liquidité et de solvabilité, ainsi que les nouvelles réglementations de Bâle II et Bâle III.



M. Christian Khalife
Directeur Général

« Le slogan du Crédit International 'Votre banque partenaire' marque notre volonté profonde de participer activement au financement de l'économie sénégalaise et de contribuer au développement socio-économique du pays » affirme Christian Khalife, Directeur Général du CISA.

Des partenariats de coopération stratégiques ont été mis en place avec l'État, des institutions financières, des fonds d'investissement et des compagnies d'assurances afin de mieux se positionner dans le paysage bancaire sénégalais.

Le CISA s'implique dans le financement direct et indirect de l'État, à travers l'acquisition des titres émis par le Trésor et l'accompagnement des projets de développement. Il contribue au renforcement du tissu économique à travers le financement de sociétés dans divers secteurs de l'économie : agriculture et agro-industrie, énergie verte, infrastructures, commerce, etc. La Banque est présente également dans le financement des opérations de commerce international grâce à un service rapide et efficace.

Quant aux services et produits offerts, le CISA a développé une approche originale, sous la forme d'une offre de packs innovants à des tarifs concurrentiels afin de répondre aux attentes des différentes catégories de clientèle et favoriser une bancarisation accrue de l'économie sénégalaise.

La Banque a mis en place depuis sa création un service de banque en ligne (Web Banking). Les clients peuvent ainsi effectuer leurs opérations bancaires (consultation en temps réel du compte, impression de RIB ou de relevé, virements, etc.) à partir de leur ordinateur, tablette ou smartphone. De même, le SMS Banking permet de gérer les comptes par messagerie de texte SMS 24h sur 24 et 7 jours sur 7, quel que soit le lieu où se trouvent le client et quel que soit l'opérateur téléphonique.

Malgré la pandémie de Covid-19 et le ralentissement de l'économie mondiale, le CISA a pu maintenir les normes conformes aux réglementations de la BCEAO. Les mesures de renforcement du dispositif de suivi des engagements et des indicateurs de performance mises en place devraient permettre de limiter l'impact sur la qualité du portefeuille.

« Le CISA est tourné vers l'avenir. Nous entendons maintenir l'évolution de nos performances et continuer ainsi à apporter notre contribution au développement de l'économie émergente du Sénégal en renforçant notre collaboration avec les autorités sénégalaises » poursuit le Directeur Général.

L'objectif constant est de trouver des solutions aux défis que se donnent tant les particuliers que les entreprises qui souhaitent développer leurs activités et investir au Sénégal. Ceci en apportant les réponses appropriées à leurs besoins pour ainsi projeter le pays et ses potentialités dans une dynamique de développement continu.



Immeuble le Goelan, Boulevard Djily Mbaye X Henry DUNAN BP 50117 Dakar RP - SÉNÉGAL
Tél. : (+221) 33 889 18 18 – Fax : (+221) 33 822 80 80 - Email : info@cisenegal.com - **www.cisenegal.com**

JAMG - Photos : D.R. sauf illustration © Adobe stock.com

REVUE DES TROUPES

Législatives : sur qui compte Macky Sall

À l'approche du 31 juillet, dernier scrutin avant la présidentielle de 2024, le chef de l'État sait qu'il n'a pas droit à l'erreur. Candidats, proches conseillers, alliés... Ils se battent à ses côtés pour obtenir une majorité parlementaire. Portraits.

MARIÈME SOUMARÉ, À DAKAR

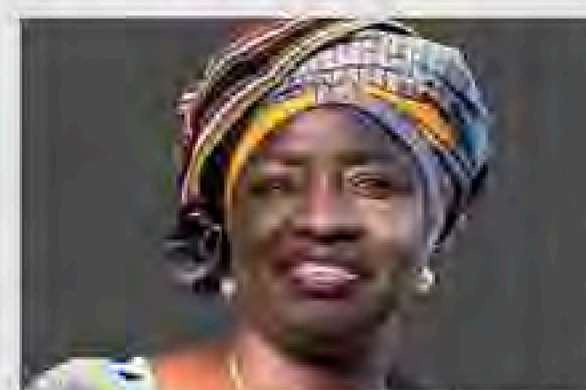
De ce scrutin législatif, Macky Sall attend « une nette victoire ». À un an et demi de l'élection présidentielle, à laquelle il refuse encore de dire s'il compte se présenter, le chef de l'État sénégalais entend conserver une majorité confortable à l'Assemblée nationale. En 2017, sa coalition, Benno Bokk Yakaar (BBY), avait remporté 125 sièges sur 165, lui ouvrant ainsi une voie royale pour développer son programme.

Macky Sall et ses alliés parviendront-ils à se maintenir à un tel niveau à l'issue du scrutin du 31 juillet? L'enjeu est de taille pour le camp présidentiel, après les résultats mitigés des élections locales du 23 janvier, où il a remporté le plus grand nombre de communes mais a été défait dans les principales villes du pays.

Avant même le début officiel de la campagne, le pouvoir est sans nul doute renforcé par l'invalidation des candidats qui figuraient sur la liste nationale de Yewwi Askan Wi, la principale coalition d'opposition. Il lui faudra néanmoins contrer cette alliance pour s'assurer une majorité de députés à l'Assemblée. Pour ce faire, Macky Sall s'est entouré des poids lourds de son propre parti, ainsi que d'anciens alliés fidèles. Tour d'horizon. ●

LES POIDS LOURDS

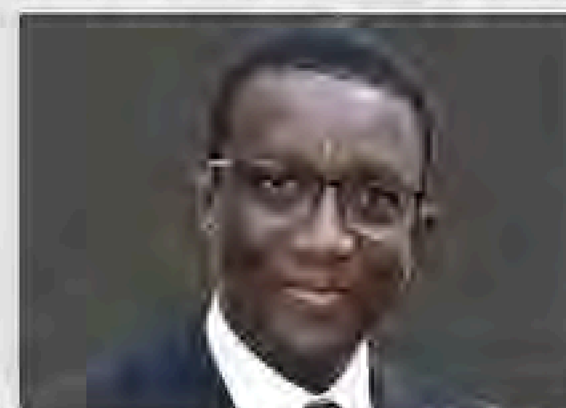
AMINATA TOURÉ la bosseuse



Un an et demi après avoir été écartée de la présidence du Conseil économique, social et environnemental (Cese) au profit d'Idrissa Seck, celle qu'on surnomme Mimi Touré a été désignée tête de liste nationale de BBY. À 59 ans, cette proche de Macky Sall fait donc son grand retour dans le cercle présidentiel.

Ex-Première ministre (2013-2014), ancienne haute fonctionnaire onusienne, elle chemine depuis 2010 aux côtés du chef de l'État, dont elle a aussi été la ministre de la Justice et la directrice du « cabinet de campagne ». Figure majeure de l'Alliance pour la république (APR), elle se dit prête à « [se] battre » pour la victoire de son camp. Et n'exclut pas de devenir la première femme à accéder au perchoir.

AMADOU BA le technocrate



Également investi sur la liste BBY, l'ancien ministre des Finances puis des Affaires étrangères de Macky Sall avait un temps été pressenti pour devenir Premier ministre. Le poste convoité, que le chef de l'État a ressuscité en urgence en décembre 2021, demeure vacant, et devrait le rester jusqu'aux résultats des élections.

Écarté du gouvernement lors du remaniement du 1er novembre 2020, ce technocrate a déjà joué un rôle essentiel lors des élections locales de janvier 2022, en tant que coordinateur national de BBY. Le chef de l'État lui renouvelle sa confiance à l'occasion de ce scrutin législatif. Cet homme de réseaux, natif de Dakar, parviendra-t-il à tirer son épingle du jeu ?

ALY NGOUILLE NDIAYE le spécialiste



Ancien ministre de l'Intérieur de Macky Sall, le maire de Linguère (Ferlo, Nord) fait partie de ces poids lourds du gouvernement débarqués par le chef de l'État à la surprise générale en novembre 2020. Ex-responsable du Mouvement pour la renaissance du Djolof (MRD), il avait par la suite fait fusionner son parti avec l'APR, le parti présidentiel.

Sa longévité au sein de l'APR et sa proximité avec Macky Sall en font une personnalité clé de ces législatives. Fin connaisseur du système électoral sénégalais pour avoir lui-même organisé certains scrutins, dont la présidentielle de 2019, cet ingénieur de formation a également été investi candidat sur la liste nationale de BBY.

LES INCONTOURNABLES

MOR NGOM le fidèle



Membre fondateur de l'APR aux côtés de Macky Sall, le ministre-conseiller a été de toutes les batailles. En janvier, ce fervent talibé mouride a été réélu maire de Dangalma, dans son fief du Baol. Ancien directeur de cabinet du chef de l'État, dont il jouit de toute la confiance, il est un homme clé du dispositif, à l'instar de son successeur, Mahmoud Saleh. Aujourd'hui, il dirige l'administration de la coalition BBY, véritable « machine de guerre » du camp présidentiel.

OUSMANE SEYE l'avocat



Déjà avocat de l'État du Sénégal sous Abdoulaye Wade, lorsque celui-ci s'opposait à Idrissa Seck, son Premier ministre d'alors, Ousmane Seye est membre de la conférence des leaders de BBY. Nommé vice-président du Haut Conseil des collectivités territoriales par Macky Sall en 2016, ce ténor du barreau est chargé des problèmes juridiques de la coalition.

Il a ainsi géré les divers recours déposés par BBY devant le Conseil constitutionnel. Le dernier en date, le 31 mai, n'a toutefois pas permis à la majorité d'empêcher que la liste des candidats suppléants de BBY soit invalidée.

LES FIGURES ÉMERGENTES

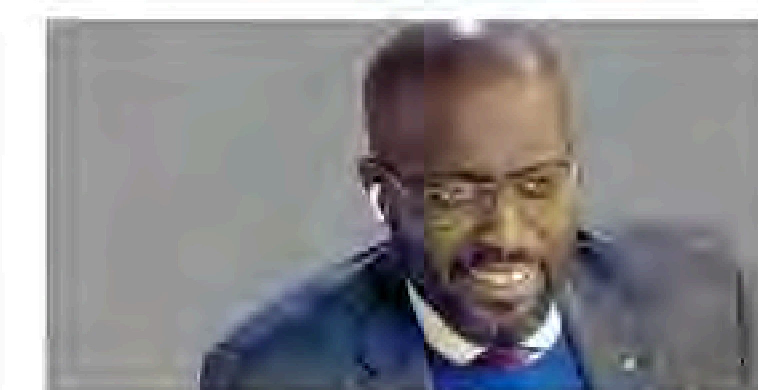
ALIOUNE NDOYE le Dakarois



Le ministre de la Pêche se voit chargé d'une tâche hautement symbolique : celle de mener la coalition présidentielle à la victoire à Dakar, dont la mairie a été remportée, en janvier, par l'ex-socialiste Barthélémy Dias. Ce dernier entend bien faire mentir les leçons du passé, qui veulent que Macky Sall a, depuis son arrivée au pouvoir, toujours gagné les élections nationales dans la capitale.

Alioune Ndoye peut néanmoins se targuer d'avoir été l'un des rares candidats de la majorité à résister au raz-de-marée de Yewwi Askan Wi en janvier dernier. Réélu maire de la commune de Dakar-Plateau, il dirigera une liste où les édiles socialistes sont en bonne place, tout comme les « transhumants » Bamba Fall et Djibril Wade, récompensés pour avoir quitté (respectivement) Khalifa Sall et Abdoulaye Wade, et rejoint la majorité.

PAPE MAHAWA DIOUF le communicant



Ce quadragénaire formé en France a milité aux côtés de Macky Sall au sein du Parti démocratique sénégalais, d'Abdoulaye Wade, avant d'en claquer la porte en 2007. Il rallie finalement Macky Sall grâce à l'entremise du porte-parole de la présidence, Seydou Guèye, dont il rejoint l'équipe de communication en 2010.

Porte-parole officiel de la coalition BBY depuis 2017, il travaille avec El Hadj Hamidou Kassé, qui conserve (sans fonction officielle) un rôle actif dans la communication présidentielle, et avec Ousmane Thiongane, conseiller spécial de Macky Sall et coordonnateur de la cellule digitale de la présidence.

SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA ; SEYLLOU/AFP ; ZHANG LING/XINHUA-REA ; JOHANNA GERON/AP/SIPA

L'opposition peut-elle imposer une cohabitation ?

En scellant une alliance inédite, Yewwi Askan Wi et Wallu Sénégal espèrent pouvoir créer la surprise lors des élections législatives du 31 juillet.

MANUNYO HERMANN BOKO



SEYLLOU/AFP

De g. à dr., Déthié Fall, Ousmane Sonko, Aïda Mbodji et Khalifa Sall, membres de la coalition Yewwi Askan Wi, à Dakar, le 8 juin.

En cet après-midi du 8 juin, la rue de l'Amiral-Hamelin dans le 16e arrondissement parisien, grouille inhabituellement de monde. Plusieurs dizaines de manifestants de l'opposition se sont mobilisés devant le consulat général du Sénégal. « Macky corrompu ! Macky dégage ! Non à un troisième mandat », scandent-ils à tue-tête. Soucieux de prévenir tout débordement, Amadou Diallo, le consul général du Sénégal, a sollicité la veille la préfecture de police de Paris. La date coïncide en effet avec l'arrivée dans la capitale française du chef de l'État sénégalais, invité à prendre part au Forum annuel de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), qui s'ouvre le lendemain.

La mobilisation, quoique symbolique à Paris, faisait écho à celle plus grande qui se déroulait au même moment dans la capitale sénégalaise où plusieurs milliers de personnes ont convergé, place de l'Obélisque, lieu emblématique des contestations populaires. Depuis que le Conseil constitutionnel a confirmé, le 3 juin, le rejet de la liste nationale des titulaires de la principale coalition de l'opposition Yewwi Askan Wi pour les législatives du 31 juillet 2022, ses différents leaders ont enclenché un bras de fer avec le pouvoir. Et pour cause : la décision de la plus haute juridiction du →



« NOUS COUVRONS DÉSORMAIS L'ENSEMBLE DES PROCESSUS DES MÉTIERS DE L'INGÉNIERIE »



Entretien avec

Monsieur Omar Camara,
Directeur Général de CACO,

Vous avez récemment inauguré votre laboratoire d'essais et d'analyses de matériaux de construction. Quelle a été la vision qui a présidé à la création de ce laboratoire ?

Dans le plan de développement de CACO, il avait été dès le départ prévu de mettre sur pied un laboratoire d'essais et d'analyse de matériaux de construction en vue d'occuper une place centrale dans le secteur des BTP au Sénégal et dans la sous-région.

Le secteur du BTP, la géotechnique et le contrôle des matériaux occupent une place extrêmement importante dans la mesure où les facteurs de risque dans les projets de construction doivent être maîtrisés pour éviter les malfaçons et les surcoûts budgétaires. La création du laboratoire va donc répondre aux besoins découlant de la réalisation d'infrastructures structurantes dans notre pays et dans les pays de la sous-région qui sont de plus en plus nombreuses et complexes.



Tour des Mamelles en construction

Quels sont les nouveaux essais disponibles ?

Nous pouvons citer les essais de traction de l'acier qui se faisaient déjà au Sénégal. Cependant la machine de dernière génération, dont CACO dispose désormais, permet de faire également le pliage, le cisaillement et permet de vérifier le module d'élasticité de l'acier. Nous serons donc en mesure de contrôler tout le fer importé au Sénégal sans parler de son utilisation directe dans le contrôle de grands travaux.

Nous pouvons également citer les essais de cisaillement triaxial sur les sols mais aussi les essais de formulation et contrôle sur le bitume et le béton bitumineux, utilisé pour la construction de routes tels que le test de vieillissement du bitume, le compactage giratoire, l'orniérage, les tests de module de rigidité et de fatigue sur les enrobés bitumineux. Ces essais n'étaient disponibles qu'à l'étranger et ont un impact non négligeable sur les délais de réalisation des projets routiers et la qualité des matériaux mis en œuvre pour la réalisation de ces chaussées.

Ces équipements nous permettront également à long terme de faire avancer la recherche sur l'adaptation des dimensionnements aux conditions et aux routes locales et de tester de nouveaux matériaux disponibles au Sénégal, tels que la silexite ou le quartzite comme alternatives au basalte dans la réalisation des enrobés bitumineux.

Quelle est la valeur ajoutée du laboratoire par rapport à l'offre de CACO ?

Le laboratoire nous permet de compléter notre offre pour pouvoir faire toute la gamme d'études au niveau de l'ingénierie en démarrant par les études de sol ou études géotechniques. Il nous permet également d'apporter des compétences au niveau de la partie contrôle qualité des matériaux et réception des ouvrages.

Le laboratoire nous permettra également sur le moyen et long terme d'étendre nos services et domaines de compétences à d'autre domaines d'activités tels que l'industrie, l'énergie mais aussi le pétrole et le gaz.



CACO a très tôt opté pour la démarche qualité...

Cela permet d'améliorer le fonctionnement et le savoir-faire du bureau d'études. Cette démarche qualité choisie par CACO oriente la stratégie en fonction des attentes du client et favorise le travail dans de meilleures conditions.

Ainsi, CACO a mis en place un système de management intégré composé des certifications suivantes : ISO 9001 V2015 ; ISO 14001 V2015 ; ISO 27001 V2017 ; ISO 45001 V2018. L'obtention de ces certifications délivrées par l'agence CERTITRUST démontre la qualité de notre système de gestion, l'efficacité de nos processus et la conformité aux exigences des normes internationales.

CACO
FN11 x FN10 Fann Résidence - Dakar, Sénégal
Tél. : (+221) 33 864 68 68
contact@caco.sn

www.caco.sn

→ pays met de fait hors course plusieurs figures de l'opposition, dont Ousmane Sonko, arrivé troisième à la présidentielle de 2019 et candidat déclaré à celle de 2024.

Désormais sans possibilité de recours, l'opposition compte bien se faire entendre dans la rue. Et le risque de violences plane sur un scrutin qui fera office de référendum « pour ou contre Macky Sall », à moins de deux ans de la présidentielle de 2024. « Nous allons maintenir la pression pour le rétablissement de notre liste nationale. Il n'est pas envisageable d'aller aux élections sans celle-ci. Ce n'est pas à Macky Sall de choisir ses adversaires. Le dernier recours, c'est le peuple. Ce n'est pas le Conseil constitutionnel », martèle Abdou Aziz Mbodj, porte-parole du PRP, parti membre de la coalition Yewwi Askan Wi.

Résultats prometteurs

Les tensions ravivent aussi le spectre de mars 2021, quand la convocation de l'ancien inspecteur des impôts soupçonné de viol avait viré à des scènes d'émeutes. Mais au micro de France 24 et de RFI, le président sénégalais est resté ferme. « Il faut éviter de prendre mars 2021 comme une référence absolue. [...] La loi est dure, mais c'est la loi. De toute façon, le pays va faire ces élections », a-t-il affirmé. Avant de préciser, cette fois dans les colonnes du journal *Le Monde*, qu'il ne laisserait pas le pays « être déstabilisé sur des bases antirépublicaines et antidémocratiques ».

Au parlement, 165 sièges sont à pourvoir, dont 112 sur des listes départementales majoritaires. Mais seulement 53 députés doivent être élus sur une liste proportionnelle. L'invalidation de celle de l'opposition compromet cependant ses ambitions d'imposer une cohabitation à la majorité présidentielle. Cette éventualité n'a rien d'improbable depuis que Yewwi Askan Wi et Wallu Sénégal, les deux principales coalitions opposées au pouvoir, ont scellé une alliance inédite. Lors des élections locales du 23 janvier, la coalition emmenée par Ousmane Sonko et Khalifa Sall, l'ancien maire de Dakar, avait réussi à remporter les grandes villes du pays, dont Dakar, Thiès et Ziguinchor.

Quant à celle formée autour du Parti démocratique sénégalais (PDS), elle avait confirmé son ancrage dans les bastions peuplés de Touba et de Diourbel, en pays mouride. « Quand vous perdez la capitale sénégalaise et la ville sainte de la confrérie des Mourides, vous perdez le pays », s'enthousiasme Malick Gakou, président du Grand Parti, également investi sur la liste recalée de Yewwi Askan Wi.

En unissant leurs forces, les deux formations pensent s'être données les moyens d'atteindre leurs objectifs. Assez pour titiller le camp présidentiel ? « Une élection n'est jamais gagnée d'avance. Mais Benno Bokk Yakaar aura une majorité absolue au Parlement. Quant à l'alliance de l'opposition, c'est une escroquerie politique. Avant de vouloir imposer une cohabitation à Macky Sall, ils devraient penser à parler le même langage », tacle Abdou Mbow, Premier vice-président de l'Assemblée nationale et porte-parole de l'APR, le parti présidentiel.

« La cohabitation renforce en réalité notre démocratie et nous permet de coconstruire les politiques publiques. »

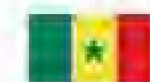
L'officialisation des listes de candidatures du côté de Yewwi Askan Wi (YAW) comme de celui de Wallu Sénégal a en effet donné lieu à des contestations internes et à des mouvements d'humeur. À Thiès, Babacar Diop, écarté des investitures pour les législatives, n'a pas hésité à se répandre dans la presse pour faire part de son mécontentement. Et Mayoro Faye, secrétaire nationale du PDS chargé de la communication, resté pendant longtemps fidèle à Abdoulaye Wade a claqué la porte du parti pour avoir été investi à la 19e place sur la liste.

Mais les divisions de l'opposition ont pu être aussi suscitées par la majorité présidentielle elle-même. Plusieurs maires élus sous la bannière de Yewwi Askan Wi ont ainsi rejoint la coalition au pouvoir au lendemain des élections locales. Le cas le plus illustratif est celui de l'opposant Bamba Fall, nommé ministre-conseiller par Macky Sall en février après avoir été réélu à la tête de la commune de la Médina, à Dakar. « Face à la percée de l'opposition, la coalition au pouvoir a perdu toute sérénité. C'est pourquoi le chef de l'État tente de renforcer son appareil politique autant qu'il le peut », explique Adama Sarr, ingénieur géomètre élu maire de Keur Massar nord sous l'étiquette YAW, qui a également été approché par Macky Sall.

Risque de chaos ?

Du côté du pouvoir, on redoute surtout que le scénario inédit d'une cohabitation au Sénégal « précipite le pays dans un chaos et ne le rende ingouvernable ». Des arguments que balaie d'un revers de la main Abdou Aziz Mbodj. « C'est de la pure manipulation. La constitution donne la possibilité au chef de l'État de mettre en œuvre le projet de loi des finances par ordonnance si elle n'est pas votée par l'Assemblée nationale. La cohabitation renforce en réalité notre démocratie et nous permet de coconstruire les politiques publiques. Elle empêchera d'ailleurs le parti au pouvoir de voter des lois antidémocratiques comme celle du parrainage. »

Croire en la possibilité d'une cohabitation, c'est aller trop vite en besogne tempère cependant Pape Diop, ancien président de l'Assemblée nationale sous Abdoulaye Wade. « Il faut être réaliste. L'alliance entre Yewwi et Wallu n'aura jamais le nombre de députés requis à une cohabitation. Ils pourront au mieux gagner six départements », estime celui qui se réclame d'une opposition « républicaine et responsable », différente de celle radicale portée par une jeunesse politique « virulente ». N'empêche que celui qui a également été maire de Dakar vise pour sa propre coalition, Bokk Gis Gis, une vingtaine de sièges « pour pouvoir former un groupe parlementaire ». À bien y réfléchir, la majorité présidentielle n'a-t-elle pas finalement raison de renvoyer ses adversaires à leurs propres incohérences ?


Ministère de l'Eau et de l'Assainissement du Sénégal

COMMUNIQUÉ







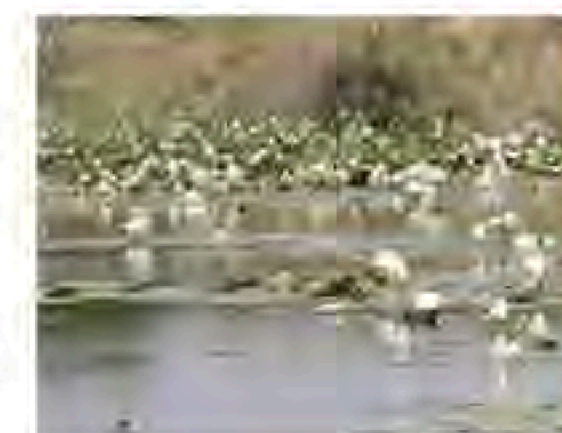
Entretien avec **Monsieur Alioune Badara Diop**, Directeur Général de l'Office des Lacs et Cours d'Eau (OLAC)

« LES RESSOURCES EN EAU SONT UN ATOUT POUR L'ÉMERGENCE DES TERRITOIRES »

Pouvez-vous présenter l'OLAC ?
L'Office des Lacs et Cours d'Eau (OLAC) est un établissement public créé en 2017 et placé sous la tutelle du ministère de l'Eau et de l'Assainissement. Il est chargé de la gestion des lacs et cours d'eau du Sénégal, à l'exception des fleuves Sénégal et Gambie. Les principales missions de l'OLAC sont : la planification et la maîtrise d'ouvrage des investissements, le suivi qualitatif et quantitatif des eaux, la gestion des ouvrages hydrauliques de mobilisation et de régulation des eaux et le contrôle des périmètres de protection.



Quelle est votre stratégie ?
La stratégie d'intervention de l'OLAC s'inscrit dans les 3 axes du Plan Sénégal Émergent (PSE), et particulièrement les axes 1 (la transformation structurelle de l'économie) et 2 (le capital humain, la protection sociale et le développement durable). Le Sénégal compte des ressources en eau abondantes mais celles-ci sont mal réparties sur l'ensemble du territoire national. Notre stratégie pour palier à cette situation se décline dans les programmes de mobilisation des ressources en eau de surface et de restauration des zones humides en danger ou en péril. Notre objectif stratégique est de mobiliser ce potentiel afin de favoriser l'émergence des territoires.



De quelle façon ?
Le plan décennal de mobilisation des ressources en eau au Sénégal 2020-2030 a pour ambition de mobiliser 860 millions de m3 d'eau par an et de mettre en valeur plus de 150 000 hectares de terres. Les projets de ce programme décennal sont classés en 3 catégories : transfert d'eau, mobilisation des ressources en eau et restauration de zones humides.Le projet le plus important est le Projet de renforcement de la résilience des écosystèmes du Ferlo (PREFERLO) qui vise le transfert de 530 millions m^3 d'eau par an du lac de Guiers vers la zone du Ferlo. Ce projet représente 62 % du volume d'eau ciblé pour un investissement global de 330 milliards de FCFA.



• Saint-Louis, Sénégal
• Tél. : (+221) 33 938 2011
• Email : olac@olac.sn
• **www.olac.sn**

4 PROJETS DE RÉFÉRENCE RÉPARTIS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL

- **Le projet de sécurisation du Lac de Guiers.** L'objectif est de renforcer de 20 % les apports en eau du lac ; de procéder au désencombrement, au dragage et au faucardage du canal reliant le lac au fleuve Sénégal ; et de rehausser les endiguements du lac.

- **Le projet de renforcement de la résilience des écosystèmes du Ferlo (PREFERLO).** Il s'agit de transférer 530 millions de m^3 d'eau/an des zones excédentaires du nord-ouest vers le centre du pays ; et de créer les conditions de développement des activités socio-économiques et des écosystèmes de la zone agro-sylvo-pastorale du Ferlo.

- **Le projet de mobilisation des ressources en eau du bassin versant du Nianija Bolong.** Ce projet inclut la construction d'un barrage anti-sel pour mobiliser au moins 50 millions de m^3/an et arrêter l'avancée du biseau salé en provenance du fleuve Gambie

- **Le projet de restauration des Lacs de Bakel.** Il s'agit de procéder au dragage et au reprofilage du marigot reliant les lacs au fleuve Sénégal et de construire un barrage de retenue pour mobiliser au moins 30 millions de m^3/an.

JAMG - PHOTOS DR

ÉCONOMIE

Mamadou Fall Kane

Secrétaire général adjoint du Comité d'orientation stratégique pour le pétrole et le gaz

« Grâce à son gaz, le Sénégal peut faire ce qu'aucun pays africain n'a encore accompli »

Selon le conseiller de Macky Sall, la découverte de nouvelles réserves énergétiques est susceptible de transformer totalement l'économie du pays. Explications, à dix-huit mois de l'entrée en exploitation du gisement Grand Tortue Ahmeyim.

JULIEN CLÉMENÇOT

Revenus d'exportation, source d'énergie bon marché pour les centrales électriques et, surtout, pour de futures usines capables de transformer fer, phosphate et bauxite, les ressources en gaz du Sénégal pourraient, dans les prochaines années, être l'élément déclencheur d'une profonde transformation de l'économie nationale.

Après 5 milliards d'investissement et six années de développement, le champ Grand Tortue Ahmeyim (GTA) devrait entrer en production l'an prochain et fournir 2,5 millions de tonnes de gaz par an. Selon les prévisions de Dakar, ce chiffre atteindra 5 millions de tonnes en 2027 et 10 millions en 2030.

Conseiller du chef de l'État dans le domaine de l'énergie et, depuis 2016, secrétaire général adjoint du Comité d'orientation stratégique pour le pétrole et le gaz (Cos-Petrogaz), Mamadou Fall Kane nous explique comment le Sénégal mise plus que jamais sur les énergies fossiles pour dynamiser son développement.

Jeune Afrique : L'exploitation du champ gazéifère Grand Tortue Ahmeyim (GTA) a été différée. Quand débutera-t-elle ?

Mamadou Fall Kane : Dans le courant du dernier trimestre 2023. Le retard d'environ une année sur les prévisions initiales est notamment dû à la fermeture des chantiers navals en Chine durant la crise liée au au Covid-19.

L'installation des vingt et un caissons destinés à la construction d'une île artificielle au large de Saint-Louis, où la station de liquéfaction du gaz et les tankers seront amarrés, est achevée. L'ensemble servira de brise-lames. Chaque module est haut comme l'Arc de Triomphe. Le navire FPSO, qui permettra l'exploitation du champ gazéifère, doit arriver dans les eaux sénégalaises en septembre. Le projet avance suivant le calendrier prévu.

Quelles seront les retombées financières pour le pays ?

Les estimations sont faites pour toute la durée du projet, car les investissements de la phase 1 (2023) vont profiter aux phases 2 (2027) et 3 (2030). Nous évaluons donc les revenus sur vingt-cinq ans.

À partir de 2030, le Sénégal espère percevoir jusqu'à 400 milliards de francs CFA par an de recettes directes. La clé de répartition du gaz entre la Mauritanie et le Sénégal est de 50-50, puisque les experts estiment que le gisement se situe dans les mêmes proportions de chaque côté de la frontière maritime. L'accord signé avec la Mauritanie prévoit qu'après cinq ans d'exploitation une évaluation sera faite pour voir si ce partage des ressources doit changer.

Sur la quote-part attribuée au Sénégal, l'État sénégalais touchera 65% des revenus dégagés (ce qui inclut sa part, mais aussi celle de Petrosen, qui détient 20 % dans l'association qu'il forme avec BP et Kosmos Energy, et les taxes), BP et Kosmos se partageant les 35 % restants.

Que peut attendre le pays du démarrage de l'exploitation ?

Les revenus du Sénégal seront bien sûr moins importants au début, car la production de gaz servira en priorité à rembourser les investissements du projet. Il est difficile de faire des prévisions. Tout dépend notamment du prix du baril. Les sommes vont énormément varier selon qu'il se situera à 60 ou à 100 dollars, voire au-delà. C'est la raison pour laquelle nous préférons communiquer sur un revenu moyen espéré sur vingt-cinq ans.

Est-il exact que, en raison de l'augmentation du coût du projet, BP souhaite renégocier certaines clauses du contrat ?

La crise sanitaire due au Covid-19 et son impact sur la chaîne logistique mondiale ont, il est vrai, érodé la rentabilité du projet. De même, l'augmentation des cours des hydrocarbures joue sur le prix des équipements et des composants nécessaires à sa réalisation.

Mais, si BP veut modifier les charges prévues dans le budget, ce changement doit être approuvé à l'unanimité par le comité des opérations avec ses partenaires : Petrosen, Kosmos et la Société mauritanienne des hydrocarbures et du patrimoine minier (SMHPM). Rien n'est possible sans l'accord du Sénégal et de la Mauritanie. Pour le moment, il n'y a pas eu d'accord entre les parties sur une augmentation des charges.

Quel est l'impact du conflit ukrainien sur le projet GTA ?

L'ensemble du marché mondial du gaz est touché, puisque l'Europe veut cesser de s'approvisionner en Russie (45 % de ses importations jusque-là). Déjà, la croisade pour la sortie des énergies fossiles avait entraîné un sous-investissement des compagnies pétrolières dans la recherche de nouveaux gisements, et donc un déficit de l'offre alors que la demande mondiale augmentait.



À Dakar, le 16 juin.

LIONEL MANDEIX/PRÉSIDENCE SÉNÉGAL

> **« L'empreinte carbone de nos projets en phase 1 est de 30 % à 40 % inférieure à celle des projets américains, et de 25 % inférieure à celle du Qatar. »**

Cette situation va forcément s'aggraver. Le MMBtu [million de British Thermal Units, mesure de la quantité d'énergie], la mesure étalon du gaz, est passée de moins de 10 dollars avant la crise à environ 30 dollars. Dans un premier temps, cela a entraîné des coûts supplémentaires mais, si ces prix se maintiennent, les revenus d'exploitation seront bien supérieurs aux prévisions.

Le Sénégal voit de nouveaux clients se tourner vers lui…

Pour les Européens, GTA, comme Yakaar et Teranga (eux aussi découverts en 2017 et actuellement en phase de développement), sont des gisements très intéressants car ils recèlent de grandes quantités de gaz et que leur exploitation représente un faible coût logistique.

Pour les acheteurs européens, les tankers en provenance des États-Unis sont à douze ou quinze jours de navigation, alors qu'ils ne mettent que cinq à six jours à venir du Sénégal. Cela signifie aussi qu'il y a moins d'émissions de Co2 pendant le transport. L'empreinte carbone des projets gaziers sénégalais en phase 1 est de 30% à 40 % inférieure à celle des projets américains, et de 25 % inférieure à celle du Qatar. En phase 2 et 3, les émissions de Co2 de nos projets gaziers diminueront encore de 20 %. L'Allemagne a entamé des discussions pour faire du Sénégal l'un de ses fournisseurs. Des échanges ont également lieu avec l'Union européenne.

Des accords avec des pays africains sont-ils envisagés ?

Le premier frein au développement de l'Afrique, c'est sa pauvreté énergétique : 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité et 930 millions d'entre eux n'ont pas accès à des combustibles propres, ce qui a de terribles conséquences pour la santé des femmes, car ce sont elles les plus exposées. →



© EIFFAGE

Construction de la digue du projet gazier de Grand Tortue Ahmeyim, dans le port de Dakar.

→ Le continent, qui représente 17 % de la population mondiale, ne fournit que 5,9 % de l'énergie planétaire. En 2019, le Japon consommait plus d'électricité que toute l'Afrique, avec une population dix fois inférieure.

Tout cela montre l'importance de développer des partenariats Sud-Sud dans le secteur énergétique, de relier les infrastructures pour amener le combustible là où on en a besoin. Cette responsabilité incombe aux chefs d'État. En tant que président en exercice de l'Union africaine, Macky Sall veut faire du marché énergétique intégré africain sa priorité.

N'y a-t-il pas une contradiction à vouloir à la fois développer l'exploitation des énergies fossiles et lutter contre le réchauffement climatique ?

Entre 1960 et 2020, l'Afrique n'a contribué qu'à 3,3 % des émissions de gaz à effet de serre. Durant la même période, l'Asie et l'Europe en ont émis huit fois plus. Les Africains étant les plus exposés aux phénomènes climatiques extrêmes, il est crucial que le continent fasse entendre sa voix. Ce sera l'objectif de Macky Sall à la COP27 de Charm el-Cheikh, en novembre.

Nous devons concilier les objectifs de préservation de notre planète avec l'utilisation de notre gaz pour accomplir notre transition énergétique et faire notre rattrapage économique. Le gaz est l'énergie fossile la plus abondante et la moins polluante. Nous ne négligeons pas pour autant les énergies renouvelables, qui représentent 32 % du parc de la production d'électricité du Sénégal. Mais elles ne sont qu'une partie de la solution, et nous devons intensifier l'exploitation gazière. Outre GTA, le Sénégal attend beaucoup des gisements Yakaar et Teranga, situés au large, au nord de Dakar. Les réserves y seraient plus de deux fois supérieures à celles de GTA (15 mille milliards de pieds cube).

Quand commencera leur entrée en exploitation ?

BP devrait prendre une décision d'investissement d'ici à la fin de l'année. L'exploitation pourrait commencer en 2025.

Quelle proportion du gaz sénégalais servira à alimenter le marché local ?

Lors de la première phase du projet GTA, la production sera d'abord destinée à l'exportation. Le champ fournira environ 25 % de l'énergie nécessaire aux centrales sénégalaises pour produire de l'électricité. Cette proportion augmentera par la suite avec l'entrée en exploitation de Yakaar.

Actuellement, seule une partie des centrales sénégalaises (220 MW) fonctionne au gaz (importé). Senelec [la société nationale d'électricité] est en passe de convertir ses autres centrales pour qu'elles soient alimentées par le gaz sénégalais. Ce sera aussi le cas des nouvelles centrales, dont celle du Cap-des-Biches (300 MW). Le projet, porté par un consortium d'opérateurs privés sénégalais, devrait entrer en production à la fin de 2024.

Parallèlement, l'australien Woodside prépare, pour la fin de 2023, l'entrée en production du gisement pétrolier de Sangomar : 100 000 barils par jour, dont un peu moins du tiers sera raffiné par la Société africaine de raffinage (SAR).

La SAR était en difficulté et l'État a décidé de la recapitaliser en début d'année…

Le gouvernement a en effet eu la volonté de sauver cet outil de souveraineté et de sécurité énergétique qui se trouvait en difficulté financière. Des opérateurs privés auraient pu participer, mais seul l'État est allé jusqu'au bout de la démarche. Il détient à présent quasiment 98 % du capital de la SAR.

Le Sénégal s'apprête à devenir un important pays producteur de gaz et de pétrole. Quelle part auront les entreprises locales dans les projets qui sont menés ?

Tous ces projets impliquent des engagements en terme de contenu local. Une partie des activités sera réservée au secteur privé sénégalais. C'est le cas des projets de nouvelles centrales de production d'électricité. S'agissant de GTA, le contenu local (biens et services vendus, main-d'œuvre…) représentera un peu plus de 10 % du projet lors de son lancement. Notre ambition est de porter cette part à 50 % en 2030.

Le Sénégal va-t-il devenir une économie gazière ?

Ce qui est important, c'est qu'il y ait un effet d'entraînement pour le reste de l'économie, l'occasion de bâtir une économie gazière – de l'exploitation des ressources jusqu'à la création de chaînes de valeur. Par exemple, en produisant des engrais à partir de notre phosphate, et de l'aluminium à partir de la bauxite. En créant un marché intérieur pour le gaz, l'État gagne sur tous les tableaux. Il vend son gaz, donne la possibilité à des industriels de créer de la richesse et répond au problème du chômage.

Il faut créer 300 000 emplois par an, notamment pour les jeunes, ce qu'aucun secteur n'est en mesure de faire actuellement. L'État doit créer les conditions de l'industrialisation grâce au gaz. Cela suppose des milliards d'euros d'investissements et, pour les favoriser, il faut préserver notre stabilité politique et l'état de droit, qui sont nos principaux atouts. Le Sénégal peut faire ce qu'aucun pays africain n'a encore fait avant lui.

L'État est-il armé pour gérer de manière transparente ces nouvelles ressources ?

Tout à fait. Le président a renforcé le corpus juridique. En 2013, le Sénégal a adhéré à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) et, aujourd'hui, il est le pays africain le mieux noté. Il a aussi adopté une loi sur l'encadrement et la répartition de la gestion des recettes d'hydrocarbures et ce, avant même l'entrée en exploitation des gisements gaziers.

La création du Comité d'orientation stratégique pour les secteurs du gaz et du pétrole (Cos-Petrogaz), directement rattaché au chef de l'État, participe aussi à cet objectif de transparence et de renforcement de la bonne gouvernance. Ce comité est ouvert à l'opposition, qui peut nous saisir pour obtenir des informations et que nous consultons pour les arrêter les grandes orientations. Ce fonctionnement, u nique en Afrique, s'inspire des meilleures pratiques mondiales en matière de bonne gouvernance. Il y a donc beaucoup de garde-fous. ●

MOTEUR SUR 2022
DATE SCENE TAKE
Montez en gamme avec la Sénégalaise de l'Automobile.
KIA
CITROËN
MITSUBISHI MOTORS
Véhicules disponibles en Location Longue Durée chez AutoRent
Louez en toute liberté
LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
Appelez dès maintenant au
33 849 38 38
www.senegalaise-automobile.com

Mines : Grande Côte Opérations en plein essor

La filiale du géant français Eramet valorise depuis 2014 les sables minéralisés sur le littoral nord-ouest. Galvanisée par ses résultats de 2021, elle s'apprête à lancer en août un nouveau plan d'expansion.

AMADOU OURY DIALLO, À DAKAR

L'année 2021 a été particulièrement faste pour Grande Côte Opérations (GCO). Huit ans après son entrée en production effective, la filiale sénégalaise du groupe français Eramet a battu ses records, valorisant plus de 50 millions de tonnes de concentrés de sables minéralisés à partir desquels ont ensuite été extraites plus de 800 000 tonnes (+ 6 %) de minéraux lourds (ilménite et zircon pour l'essentiel, mais aussi rutile et leucoxène), pour un chiffre d'affaires de 140 milliards de F CFA (213,4 millions d'euros) et un Ebitda (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) positif de 67 milliards de F CFA.

Pour le directeur général, le Français Guillaume Kurek, arrivé il y a un an à peine, de tels résultats tiennent principalement à des performances opérationnelles internes et à une demande mondiale tirée par l'urbanisation, la construction et l'industrie. « Nos équipes ont été très performantes. Ensuite, la demande mondiale est favorable, la croissance mondiale tire le marché. Certains de nos collègues producteurs de sables minéralisés ont rencontré quelques difficultés, qui ont stressé le marché en 2021. Cela a généré des prix de vente avantageux », analyse-t-il pour *Jeune Afrique*, au siège social dakarois de l'entreprise.

Le marché européen reste le plus important client de GCO, arrivent ensuite les États-Unis et l'Asie. Le zircon est surtout commercialisé en Europe, de même que l'ilménite, notamment auprès d'une filiale du groupe implantée en Norvège.


SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

Le site de GCO à Mboro, entre Dakar et Saint-Louis, où l'on extrait essentiellement du zircon et de l'ilménite.

Nouvelle unité de production

Ces performances ont eu pour effet de doper l'appétit du quatrième producteur mondial de sables minéralisés, qui s'apprête à lancer en septembre son nouveau plan d'expansion. Dans un contexte de reprise de la demande mondiale, GCO cherche à tirer le meilleur parti du potentiel de ses installations industrielles. Ce qui passe par la mise en service d'une nouvelle unité de production, à côté du site principal sur le lac artificiel du site de Diogo.

« C'est une unité satellite qui va se déplacer autour de la drague et qui permettra de récupérer des points de concentration du gisement. L'exploitation avec la drague ne serait pas rentable. L'action de cette nouvelle unité sera plus sélective », détaille Guillaume Kurek. Cet investissement de 30 millions d'euros ajoutera 10 % supplémentaires à la capacité de production de GCO et génèrera 80 nouveaux emplois.

Pour régler la question énergétique qu'implique cette montée en puissance, il est prévu la construction d'une nouvelle centrale solaire hybride qui coûtera plus de 20 millions d'euros. Sa mise en exploitation, début 2024, apportera 20 MW supplémentaire aux 36 MW de capacité déjà installée sur la centrale au diesel construite lors du démarrage des activités. « Ce projet nous permettra de fonctionner avec de la production propre pendant la journée et contribuera à décarboner notre consommation énergétique », prédit le directeur.

Présenté comme l'un des projets miniers phares du PSE (Plan Sénégal émergent) et l'un des plus importants flux d'IDE (investissements directs étrangers) en Afrique de l'Ouest au cours de ces dernières années avec 800 millions de dollars, GCO, qui depuis peu ouvre ses portes au monde extérieur, nourrit encore nombre de fantasmes. L'entreprise, dont la principale production ne serait que du zircon, ne profiterait pas assez à l'économie du pays. Pourtant, en matière de volume, le zircon ne représente que 15 % de sa production contre 85 % pour l'ilménite. Il constitue, toutefois, entre 40 % et 45 % de son chiffre d'affaires.

Un savoir-faire spécifique

Interrogé sur l'impact économique et social de GCO, Guillaume Kurek se montre disert. L'entreprise qu'il dirige est le sixième contributeur au Trésor public, avec un versement annuel de 81 milliards de F CFA, d'après le dernier rapport de l'antenne sénégalaise de l'Itie (Initiative pour la transparence dans les industries extractives). Dans le cadre du *local content*, l'entreprise, qui fait travailler plus de 1700 personnes, a dépensé en 2020 au Sénégal 81 milliards de F CFA de son chiffre d'affaires, évalué à 120 milliards de F CFA.

Sur le plan industriel, GCO, qui conduit la plus grande drague au monde, « apporte un savoir-faire important dans l'économie minière au Sénégal grâce à un procédé de valorisation spécifique au monde des sables minéralisés », vante Guillaume Kurek. À l'initiative de GCO, une ligne ferroviaire privée a été construite pour relier le site de Diogo à la ville de Mékhé, et une autre, nationale, réhabilitée, entre Mékhé et le port de Dakar pour l'expédition de la production vers les marchés internationaux. Le minier en est d'ailleurs le concessionnaire.

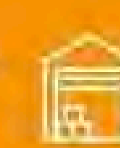
Cependant, l'espoir de voir la production des sables minéralisés transformée sur place – un objectif inscrit au cœur de la nouvelle politique industrielle du gouvernement – n'est pas encore près de se réaliser. Pour Guillaume Kurek, ce n'est pas envisageable pour différentes raisons liées aux volumes produits, au modèle économique en place et à la disponibilité de l'énergie.

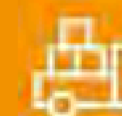
« Nous vendons de petits volumes de zircon à une multitude de clients qui les mettent en valeur. Ensuite, le zircon n'est qu'un intrant, parmi d'autres, de notre chaîne de valeur dans la production de la céramique. Nous serions rentrés dans des chaînes de transformation en aval qui ne correspondraient pas du tout à notre *business model*. Ce n'est pas notre métier, nous sommes des mineurs. Quant à l'ilménite, elle nécessiterait une énergie bon marché pour une transformation rentable. La solution est venue grâce à une usine sœur installée en Norvège, qui bénéficie d'un prix abordable de l'énergie hydroélectrique. Transformer l'ilménite avec une centrale thermique comme la nôtre nécessiterait des investissements au-dessus de nos capacités, sachant que nous avons une dette très importante à rembourser », analyse Guillaume Kurek. ●

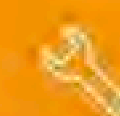
FRISOMAT®
innovators in steel buildings

BÂTIMENTS PRÉFABRIQUÉS


Bâtiments 100% galvanisés, fabriqués en Belgique selon la norme Européenne


Plus de 1.000 bâtiments installés en Afrique


Transport et livraison vite et optimal


Assemblage intelligent et rapide sur site

Dakar • 1500 m² • TVS Atelier



Kaoloack • 1000 m² • Sel du Saloum Stock



Frisomat Afrique | +32 3 353 33 99 | info@frisomat.africa | www.frisomat.africa



Les douze travaux de Summa

Le centre international de conférences Abdou-Diouf, le stade Abdoulaye-Wade, le Dakar Arena… Fidèle à sa réputation, la société de BTP turque a achevé en des temps records une série de projets d'envergure à Diamniadio.

THÉO DU COUËDIC



YOURI LENQUETTE POUR JA/AFRIQUE

Le Dakar Arena, nouveau palais des sports à Diamniadio, près de Dakar, a été inauguré en août 2018.

Difficile de rater ses constructions en circulant sur l'autoroute qui relie Dakar à l'aéroport international Blaise-Diagne. En moins de dix ans, la société turque Summa a habillé la ville nouvelle de Diamniadio d'un centre international de conférences (Abdou-Diouf), d'un hôtel de luxe (le Radisson), d'un palais des sports (Dakar Arena), d'un centre des expositions; et tout récemment d'un stade de football (Abdoulaye-Wade) – aux normes internationales –, qui sublime les couleurs du drapeau sénégalais à la nuit tombée. Aucun de ces chantiers n'a excédé quinze mois de travaux.

L'édification d'infrastructures ambitieuses en des délais records, c'est la marque de fabrique de Summa, qui, depuis 2010, monte en puissance sur le continent africain, que ce soit en Guinée équatoriale, au Niger, au Congo, au Rwanda ou encore au Bénin. Mais c'est bien au Sénégal que la multinationale dirigée par Selim Bora – active dans les secteurs de la construction, de l'énergie, des mines, de l'hôtellerie, de l'immobilier et de la santé – concentre pour le moment le plus de réalisations. Dès 2015, la société a choisi d'installer son quartier général dans le nord de Dakar, pour intervenir sur le continent.

Son premier chantier au Sénégal remonte à 2013, à moins d'un an du lancement du XV^{e} Sommet de la francophonie. « Dakar devait accueillir l'événement, il n'y avait pas d'infrastructures, les délais étaient serrés… Summa a fait une offre spontanée, en s'engageant à apporter les financements – par le biais de l'Eximbank turque – et à réaliser les travaux en onze mois. Finalement, ils ont construit le centre international de conférences Abdou-Diouf en neuf mois », raconte Alhousseyni Ndiaye, directeur du développement de la Société de gestion des infrastructures publiques dans les pôles urbains de Diamniadio et du lac Rose (Sogip).

Crédibilité doublement acquise

Ce premier chantier assoit la crédibilité de l'entreprise, qui prend une part croissante sur le marché des grands travaux menés par Macky Sall, à coups d'offres spontanées qui font mouche. « Summa n'a pas vraiment de concurrent, que ce soit au niveau national ou au niveau international. La société se démarque doublement : du fait de sa capacité à tenir les délais, mais aussi à obtenir des financements auprès de banques turques », indique Alhousseyni Ndiaye. « Pour ses chantiers, elle dispose d'une base vie avec des équipes de jour et de nuit, 24 heures sur 24. Ce qu'elle fixe avant tout, ce sont les délais, elle ne lésine pas sur la logistique, le personnel et les moyens pour les respecter, quitte à les faire venir de Turquie. »

L'hôtel Radisson de Diamniadio a ainsi été réalisé en dix mois, pour un coût total de 30,8 millions d'euros; le centre des expositions, en huit mois (23,2 millions d'euros); le Dakar Arena, en onze mois (93,5 millions d'euros); et le stade Abdoulaye-Wade, en quinze mois (238 millions d'euros), au lieu de dix-sept comme le prévoyait le délai contractuel, et ce malgré les contraintes liées à la pandémie de Covid-19. « Les délais, c'est un argument fondamental. Regardez le Cameroun, leur Coupe d'Afrique leur a été arrachée à la fin de 2018, car leurs infrastructures n'étaient pas prêtes. Ils ont eu deux ans supplémentaires pour terminer leurs stades », rappelle Alhousseyni Ndiaye, qui travaille étroitement avec Mehmet Ünüvar, le directeur des opérations de Summa en Afrique. La Sogip, qui a été créée à la fin de 2015, assure à la fois la maîtrise d'ouvrage et l'exploitation des infrastructures citées plus haut.

Soutien d'Ankara

Mais l'entreprise de construction doit également son succès au soutien des autorités turques, à l'image de la présence du président Recep Tayyip Erdoğan lors de l'inauguration du stade Abdoulaye-Wade, le 22 février dernier, pour ce qui constituait sa cinquième visite officielle au Sénégal depuis 2013. L'homme fort de la Turquie a profité de ce passage pour présider la cérémonie d'inauguration du nouveau bâtiment de l'ambassade de Turquie à Dakar, situé en bord de mer. Un projet signé Summa.

Si la relation entre le Sénégal et la Turquie – dont le volume d'échanges bilatéraux a dépassé les 500 millions de dollars en 2021 – a des allures de lune de miel, c'est aussi du fait des réussites de la société de BTP turque. Son PDG, Selim Bora, a d'ailleurs été élevé au rang de commandeur dans l'ordre national du Lion, en 2017, par Macky Sall lui-même.

Cette bonne entente sénégalo-turque se ressent aussi sur les chantiers. « Dans les bases vie, il y a des aménagements pour la prière, pour les ablutions… Summa prend en compte le volet islamique, contrairement à d'autres entreprises internationales, qui ne voient que l'aspect capitaliste pur et dur », estime Alhousseyni Ndiaye. Dans les vestiaires du nouveau stade, on trouve également des espaces pour prier – des modalités qui ne sont pas préconisées par le règlement de la Fifa.

> **« Ce qu'elle fixe, ce sont les délais: elle ne lésine pas sur la logistique, le personnel et les moyens pour les respecter, quitte à les faire venir de Turquie. »**

Au-delà des offres spontanées, Summa est régulièrement appelée par l'État sénégalais pour éteindre les incendies. En 2016, le consortium turc Summa-Limak finalise le chantier de l'AIBD, alors que l'État sénégalais connaît des divergences sur le plan financier avec l'initiateur de l'œuvre, le saoudien Saudi Binladin Group (SBG). Le chantier est mené en huit mois. Les deux sociétés turques sont aujourd'hui actionnaire et opératrice de l'AIBD à hauteur de 66 % via un contrat de concession sur vingt-cinq ans.

L'année dernière, c'est le financier Mountaga Sy, directeur de l'Agence nationale pour la promotion des investissements et des grands travaux (Apix), le maître d'œuvre du TER, qui appelle la société à la rescousse pour finaliser la construction de la gare de Diamniadio. L'entreprise sénégalaise Générale de travaux publics et de négoce (Getran) accuse alors un retard de taille dans la livraison du projet. Dans la foulée, Summa hérite de la construction de la gare de l'AIBD, dans le cadre du deuxième tronçon du TER, qui permettra à terme de relier Dakar à l'aéroport en quarante-cinq minutes.

De nouveaux chantiers d'ampleur

Depuis septembre 2021, Summa est chargée de finaliser le chantier de l'université Amadou-Mahtar-Mbow, après des années d'enlisement depuis son lancement, en 2014. Cette dernière infrastructure – d'abord confiée par le ministère de l'Enseignement supérieur à la société Marylis BTP, de l'homme politique ivoirien Adama Bictogo, puis à l'entreprise DSC, de l'investisseur israélien Ron Yafett – devrait ouvrir pour la rentrée prochaine. Son coût, estimé à 100 milliards de F CFA (environ 152 millions d'euros), aura été sans cesse revu à la hausse.

Verra-t-on de nouveaux chantiers d'ampleur porter la marque de la société turque dans les mois à venir à Diamniadio? « Un site a été affecté à Summa pour construire un hôtel, un centre de loisirs et un centre commercial, à côté du stade », indique sans plus de détails le directeur du développement du Sogip. Ce nouveau projet à la pointe de la modernité, intitulé « le village », a été proposé à Macky Sall par des investisseurs turcs lors d'une visite à Istanbul le 17 décembre 2021, à l'occasion du III^{e} sommet Turquie-Afrique.

Alhousseyni Ndiaye affirme toutefois que Summa ne dispose pas de contrat d'exclusivité dans la ville nouvelle. « On a besoin d'usines de traitement des ordures, d'hôpitaux, d'écoles fonctionnelles… La liste est longue. On commence à recevoir des offres spontanées avec des apports de financement, notamment de la part d'entreprises indiennes… On peut dire que Summa a ouvert la voie. »

La multinationale turque n'a pas fini de mener des chantiers sur le continent : elle planche actuellement sur le réaménagement du stade national Amohoro, à Kigali, ainsi que sur la construction d'un complexe hôtelier (Sofitel) à Cotonou, et bientôt elle lancera la construction d'un aéroport international à Bissau. Avec, toujours, l'appui des banques et du gouvernement turcs. À son CV : ses réalisations au Sénégal. ●

Pointe-Sarène, nouvelle tête de pont du tourisme

La station balnéaire a vu l'ouverture récente d'un village de vacances cinq étoiles de l'espagnol Riu. Derrière ce projet, qui s'inscrit dans le plan de relance du secteur, on retrouve le très influent Amadou Loum Diagne.

AMADOU OURY DIALLO

Inauguré le 28 mars par le président Macky Sall et ouvert au grand public depuis le 8 avril, à Pointe-Sarène, sur la Petite-Côte, l'hôtel Riu Baobab est celui des premières fois. C'est, tout d'abord, le premier village de vacances en Afrique de l'Ouest francophone du groupe espagnol Riu, qui compte sur le continent une centaine d'hôtels, répartis dans 29 pays. Avec ses cinq étoiles, c'est aussi le premier établissement de la toute nouvelle station balnéaire aménagée par l'État sénégalais. De quoi en faire le plus grand établissement hôtelier du pays avec ses 522 chambres – la capacité d'hébergement passera à 1 024 chambres au terme de la seconde phase d'exécution du projet –, ses quatre piscines, son parc aquatique, sa discothèque et autres salles réservées à l'événementiel. À travers cet ensemble posé sur le front de mer de Pointe-Sarène, à une centaine de kilomètres au sud de Dakar et à 1 h 15 en voiture de l'aéroport Blaise-Diagne, le groupe Riu tente le pari de séduire les marchés français et espagnol dans un contexte international de reprise de l'industrie touristique.



PAPA MATAR DIOP / PRÉSIDENCE DU SÉNÉGAL

Doté de 522 chambres, l'hôtel Riu Baobab a coûté 66 milliards de F CFA.

Route directe

Cette ambition a un coût : les investissements s'élèvent à 66 milliards de F CFA (100,5 millions d'euros). C'est que, depuis 2013, la relance du tourisme est érigée en objectif prioritaire du Plan Sénégal émergent (PSE). Le gouvernement impulse la dynamique en procédant, par exemple, à l'aménagement de sites touristiques, à l'instauration de mesures d'incitation à l'investissement… tout en exhortant le secteur privé local de jouer son rôle. Il est ainsi prévu de construire une voie de contournement de l'agglomération de Mbour – c'est là que se trouve la toute première station balnéaire du pays, édifiée en 1972 –, qui mènera directement à Pointe-Sarène.

Dans sa stratégie de développement et d'implantation en Afrique de l'Ouest, le groupe espagnol est accompagné par Amadou Loum Diagne, professionnel reconnu. Ce Sénégalo-Ivoirien extrêmement discret, qui mise sur un regain du tourisme de loisirs et d'affaires au pays de la Teranga, s'est aujourd'hui fait une spécialité de bâtir ses complexes hôteliers sur des sites d'exception et de s'allier avec des marques prestigieuses.

Plusieurs dossiers d'investissement de l'homme d'affaires sont presque bouclés : un Club Med de 381 chambres à Nianing, sur le site de l'ex-club Aldiana de la Petite-Côte ; un Sheraton (une marque de l'américain Mariott, le premier groupe hôtelier mondial) cinq étoiles de 250 chambres ; et un hôtel Aloft (également dans le giron de Mariott) trois étoiles de 150 chambres, localisé sur la très chic pointe des Almadies, à Dakar, point le plus occidental de la côte ouest-africaine, qui abritait l'ancien Club Med. Propriétés du holding Vacances Cap-Skirring (Vacap), une société de promotion hôtelière et immobilière implantée à Dakar et détenue par Amadou Loum Diagne, ces projets atteindront en 2024 un investissement global de près de 150 milliards de F CFA. ●



RÉHABILITATION DE LA CENTRALE ÉLECTRIQUE DE L'ASECNA À DAKAR





Le 07 juin 2022, le Directeur Général de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), Son Excellence Mohamed Moussa, a procédé à l'inauguration du Projet de réhabilitation de la centrale électrique du Siege à Dakar.

Un acte qui démontre la place centrale que l'institution de navigation aérienne accorde à la sécurité et à la fourniture d'énergie avec une continuité de service de qualité. Au cours de cette cérémonie, performance et satisfecit global ont été notés autour des installations et équipements fournis par l'entreprise sénégalaise SONERCO, tant du côté des autorités initiateurs du projet que des techniciens et exploitants directs.

Les travaux concernaient la réhabilitation du poste de livraison par la mise en service d'un transformateur de 630kVA 400-230V à huile végétale , le remplacement des groupes électrogènes par 2 nouveaux groupes électrogènes 2x650kVA, la mise en place d'armoires et de coffrets électriques ainsi que l'installation d'un système d'Alimentation Sans Interruption (ASI) constitué de deux (02) onduleurs 2x150kVA pour la partie administrative, et deux (02) onduleurs 60kVA qui permettent d'assurer une alimentation sans coupure du bâtiment technique de la station terrienne.

Ont été également installés une centrale solaire autoconsommation de 60kWC, un système d'éclairage public constitué de 32 lampadaires solaires de 160WC chacun, un système de protection paratonnerre de l'ensemble du site, le remplacement des armoires et coffrets électriques, la rénovation des équipements terminaux dans tous les bâtiments ainsi que l'installation d'un système de sécurité incendie.

Enfin, l'installation d'un système GTC (Gestion Technique Centralisée) avec un automate et une supervision pour la remontée de toutes les informations techniques.





23 Mermoz Pyrotechnique, Dakar - BP : 11755 Peytavin Dakar - Sénégal
Tel : +221 33 869 09 08 - Fax : +221 33 867 54 44 - E-Mail : sonerco@cosemad.sn - Web : www.sonerco.sn



« Balade dans les rues de Saïgon » : de g. à dr., Mme Seck Jeanne Michèle Fontan, Mme Seck Sophie Kamara et des amies, dans les années 1940.

RAW MATERIAL COMPANY

SOCIÉTÉ

Sur les traces des familles sénégalo-vietnamiennes

De retour d'Indochine, de nombreux tirailleurs ont ramené au pays femmes et enfants, donnant naissance à une communauté à l'histoire méconnue. Une exposition leur rend hommage au centre Raw Material Company.

MARIÈME SOUMARÉ

Aujourd'hui, Macodou Ndiaye a 66 ans, mais lorsqu'il repense à la première fois qu'il a découvert le visage de sa mère biologique, il en a encore la chair de poule. « Dans son regard, je lisais de la souffrance, de la désolation. J'avais l'impression qu'elle me posait une question. Cela m'a beaucoup touché, même si je ne comprenais pas ce que je voyais. » Le jeune homme n'a pas 20 ans, en 1975, lorsqu'il pose les yeux sur cette photo de sa mère, trouvée par hasard au domicile familial. Sur une deuxième photo, la même femme tient un nouveau-né dans ses bras. Au dos du cliché, cette mention : « Macodou et moi. » Dans une lettre d'amour adressée à son père, l'étudiant apprend alors que celle qu'il pensait être sa mère n'est pas celle qui l'a mis au monde. Il comprend aussi qu'il n'est pas né à Thiès, comme il le pensait, mais à Saïgon en 1955, dans ce qui ne s'appelle déjà plus l'Indochine, où son père tirailleur a combattu aux côtés de l'armée française.

Omerta familiale

Enfin, il comprend les quolibets de ses camarades de classe avec lesquels il se battait lorsqu'ils l'appelaient « le Chinois » à cause de son teint clair et de ses yeux bridés. Il réalise aussi « l'omerta » qui régnait dans sa famille où son père, sous-officier de l'armée française, gardera le silence jusqu'à sa mort sur cette femme vietnamienne à qui il a fait un enfant. La vérité sur sa naissance, ses origines, Macodou Ndiaye l'apprendra en lisant les mots de sa mère, dont il sera séparé très tôt avant d'être rapatrié auprès de son père par la France. Il ne la verra jamais, et ne se rendra au Vietnam que douze ans après la mort de celle-ci, pour y rencontrer sa famille vietnamienne.

De cette découverte qui a bouleversé sa vie, il ne parlera jamais directement avec son père. « J'ai vécu comme ça, j'ai eu mes gosses. Pour moi, l'essentiel était fait : je savais d'où je venais », confie-t-il aujourd'hui. Devenu avocat, Macodou Ndiaye vit désormais à Dakar avec sa femme et certains de ses nombreux enfants, dans un appartement confortable du quartier des Maristes. Dans le salon, au milieu de la pièce, trône la photo de cette mère qu'il n'a jamais connue et dont il a donné le nom à sa première fille.

L'histoire si particulière de Macodou Ndiaye s'inscrit en vérité dans une histoire plus vaste et largement méconnue. Comme son père, près de 60 000 tirailleurs sénégalais sont partis combattre pour la France en Indochine de 1945 à 1954. Près de 27 000 n'en reviendront pas. Parmi les combattants de retour dans leur pays après la défaite française, certains ne rentreront pas seuls : on estime à plus de 300 le nombre de femmes vietnamiennes qui ont quitté leur pays après la victoire de Hô Chi Minh. Par amour, pour leurs enfants, pour leur propre sécurité également : considérées comme des traîtres pour avoir pactisé avec l'ennemi, elles étaient en danger dans leur propre pays.

Ces Vietnamiennes du Sénégal, quasiment toutes disparues aujourd'hui, sont souvent le moteur de l'ascension sociale de leur famille. Très vite, elles s'adaptent à leur nouveau pays, s'installent au marché Kermel de Dakar, popularisent la consommation de nems et ouvrent des restaurants vietnamiens dans la capitale... Ciment de cette communauté mixte, elles ont laissé derrière elles des enfants, des petits-enfants, des arrière-petits-enfants qui souhaitent perpétuer leur mémoire.

> **Près de 60 000 Sénégalais sont partis combattre pour la France en Indochine de 1945 à 1954.**

« L'histoire de ma grand-mère a toujours été un sujet tabou, raconte aujourd'hui Merry Bey Diouf, petite-fille de l'une de ces femmes. Lorsque, enfant, je lui posais des questions, elle se renfermait sur elle-même et me disait qu'elle avait oublié. Cela a aiguisé ma curiosité, et c'est devenu une obsession. » Elle se remémore aujourd'hui les longs cheveux noirs de sa grand-mère, si différents des siens et qu'elle aimait tant peigner. Elle se souvient aussi des journées que son aïeule organisait avec ses amies vietnamiennes. Des fêtes d'où les enfants étaient exclus et où tout, nourriture, tenues, langue, leur rappelait leur pays perdu. Au fil des années, Merry Bey Diouf réussira à « arracher » des bribes d'informations à sa grand-mère. Elle rêverait aujourd'hui de →

→ retrouver sa grand-tante. « Au Sénégal, c'est une fierté de connaître sa famille, de pouvoir citer les noms de nos ancêtres. Je voulais être capable de faire la même chose pour mon côté vietnamien, que mes enfants sachent d'où ils viennent. »

Mémoire collective

Merry Bey Diouf, comme Macodou Ndiaye, collaborent depuis 2019 avec le vidéaste vietnamien Tuan Andrew Nguyen dans le cadre de son projet *Specter of ancestors becoming* [« le spectre des ancêtres en devenir »]. L'exposition est présentée pour la première fois au Sénégal, au centre d'art Raw Material Company, à l'occasion de la Biennale de Dakar. Dans une petite pièce rectangulaire, quatre écrans se font face et diffusent simultanément des angles de vue différents de la même histoire. Trois descendants de tirailleurs y racontent une scène qu'ils ont vécue ou imaginée, sur le parcours de leurs ancêtres.

Macodou Ndiaye y tient ainsi le dialogue qu'il n'a jamais eu avec son père à propos de sa mère ; Merry Bey Diouf converse avec sa grand-mère. Le spectateur peut choisir de ne regarder qu'un écran à la fois, de se retourner constamment pour observer les différentes images, ou de se placer dans un coin de la pièce pour avoir la vue la plus large possible du film, sans jamais parvenir à tout percevoir en même temps. Un procédé à la fois perturbant et fascinant sur la façon dont fonctionne la mémoire.

« C'est le spectateur qui construit son propre film, selon le lieu où il se place et l'endroit où il décide de poser son regard, explique Tuan Andrew Nguyen. Ainsi, il est presque impossible de regarder le même film deux fois, car l'œil ne peut suivre qu'une image en même temps. J'imagine que c'est ainsi que fonctionne la mémoire : par fragments. » Au-delà de la question de la mémoire familiale et personnelle, c'est le sujet de la mémoire collective que l'artiste et ses collaborateurs explorent. « La mémoire dominante est celle que nous comprenons comme l'histoire officielle, développe le vidéaste. Mais cette histoire officielle est incomplète, car le discours du vainqueur consiste aussi à raturer les autres mémoires. Celles des colonisés, des peuples du Sud, des gens de couleur, plus généralement. Ce sont nos histoires personnelles qui nous permettent de faire l'expérience de l'Histoire », ajoute-t-il.



SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

Macodou Ndiaye, avocat, né en 1955 d'un père tirailleur et d'une mère vietnamienne qu'il n'a jamais connue.

Né au Vietnam en 1976, l'artiste est arrivé aux États-Unis peu après sa naissance, avec des centaines de milliers de boat people. De retour dans son pays natal après ses études, Tuan Andrew Nguyen travaille sur les dynamiques de solidarité au sein des communautés du Sud. Il s'intéresse notamment aux combattants des colonies qui ont rejoint le Vietminh, se penche sur l'histoire des tirailleurs valorisés par la France pour leur habileté au combat mais dénigrés pour leur couleur de peau. « Je ne suis français que quand ils ont besoin de corps pour arrêter les balles. Le reste du temps, je suis noir », dit l'un des personnages du film.

Son travail est aussi celui d'une réflexion autour de l'impact de l'entreprise coloniale sur nos sociétés, et de la façon dont les artistes peuvent réfléchir à des « modèles de décolonialité », selon les mots de la fondatrice du centre Raw, Koyo Kouoh. Le film, né des rencontres avec la communauté sénégalo-vietnamienne à Dakar, a été produit par ce centre, dont l'objectif est de « créer des ponts entre la pratique artistique et la transmission de savoirs », explique sa directrice des programmes Marie Hélène Pereira.

Une chape de non-dits

« Nous sommes allées à la rencontre de ces histoires que l'on n'enseigne pas à l'école. Entre l'histoire officielle et les histoires personnelles, il y a un écart énorme qui n'est pas rempli. L'art peut être un outil pour réfléchir à ce qui n'a pas été dit, pour combler ces silences », explique-t-elle. Merry Bey Diouf parle quant à elle d'une « cure » pour réparer des « blessures ouvertes » sur lesquelles pesait une chape de non-dits.

Dans le prolongement du projet de Tuan Andrew Nguyen, le centre Raw s'attelle à la collecte des archives (photos, documents) de ces familles, pour perpétuer la transmission de leur(s) histoire(s). « Cette communauté n'est pas arrivée ici par hasard, rappelle la productrice Fatima Sy. Il est important que les Sénégalais sachent pourquoi. » « On parle beaucoup de réparations pour les crimes de la colonisation, souligne Marie Hélène Pereira. Pour nous, créer un espace afin que les personnes puissent raconter leur histoire, c'est une forme de réparation en soi. Une réparation que l'on peut faire entre nous. » ●

Sally Alassane Thiam, « Monsieur Patrimoine »

À 30 ans, cet homme de conviction dirige la plateforme digitale WOV Immobilier. Mais il est surtout le président d'Afrique Patrimoine, une ONG qui a fait de la restitution des œuvres africaines une priorité. Portrait.

FRANÇOIS-XAVIER FRELAND



BRUNO LEVY POUR JA

Dans les locaux de *Jeune Afrique*, à Paris, le 9 juin.

La scène se déroule le 8 octobre 2021 à Montpellier, lors du sommet Afrique-France. Un jeune homme à l'allure « senghorienne », complet-cravate, petites lunettes rondes, prend à partie le président français, Emmanuel Macron : « Monsieur le président, je suis un peu frustré par le fait que, parmi ces jeunes aujourd'hui qui ont représenté le continent africain, la question de la restitution, qui était un des sujets phares de votre discours de Ouagadougou, n'ait pas été évoquée. » La question est trop longue, l'animateur Claude Siarr s'impatiente. Le président, un peu étonné, prend rapidement des notes, sourit, le cherche du regard et lui répond longuement, avec quelques promesses.

En face, Sally Alassane Thiam tient le micro sans ciller. « J'avais mûri mon plan, explique-t-il. Je ne faisais pas partie des dix jeunes sur l'estrade triés sur le volet. J'étais un invité lambda. Mais je voulais absolument faire passer mon message. Alors, je me suis habillé en diplomate. J'ai passé la sécurité, l'air sûr de moi, et je me suis rapproché le plus possible de l'estrade pour poser ma question que j'avais

longuement préparée dans ma tête. » L'échange va finalement durer six minutes, et quelque peu agacer l'écrivain camerounais Achille Mbembe à l'origine de cette rencontre avec la jeunesse africaine très encadrée. Ce jour-là, Sally Alassane Thiam vient en plus de lancer une idée en direct : « L'organisation d'un grand forum international itinérant du patrimoine africain pour faire de la culture un véritable levier de développement économique sur le continent. » « Chiche ! » lui répond le président français, qui s'engage à soutenir son projet auprès de l'Unesco.

Félicité par Macky Sall

Dans la foulée, le président sénégalais Macky Sall félicite le jeune impétrant et le convie aussitôt à un dîner au palais de la République lors de la Journée du patrimoine mondial africain. « Il m'a chaleureusement tapé sur l'épaule en me disant : "Félicitations pour ce que tu fais pour le patrimoine ! Tu es un combattant !" » Depuis, l'idée a fait son chemin et le forum inédit, calqué sur le modèle du Festival mondial des arts nègres inauguré par Senghor en 1966 à Dakar, avec colloques et expositions d'art africain, devrait ouvrir ses portes en décembre dans la capitale sénégalaise. En privé, Macky Sall se réjouit d'un tel événement qui viendra conclure son mandat à la tête de l'Union africaine et remettre le Sénégal au cœur de la planète culturelle.

« L'Afrique doit retrouver son rayonnement culturel dans le monde. Non seulement elle a été pillée, mais on nous a trop longtemps dénigrés. Sur la totalité des 1154 sites matériels classés par l'Unesco dans le monde en 2022, seuls 106 sont situés en Afrique. Or nous avons un potentiel énorme de monuments, de temples, de ruines de tous types qui mériteraient non seulement d'être connus mais aussi protégés, afin de générer une économie touristique, source d'emplois pour les jeunes », explique Thiam avec la fougue d'un Nkrumah.

Fils d'Alassane Thiam, brillant architecte de Dakar et élève du célèbre brésilien Oscar Niemeyer, à l'origine de la création de Brasilia en 1959, Sally a eu la chance de grandir dans un environnement culturel porteur. « À



SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA

Le palais du Gouverneur, sur l'île de Gorée, à Dakar.

la maison, il y avait une bibliothèque où l'on trouvait aussi bien les livres de Cheikh Anta Diop ou d'Aimé Césaire que de beaux ouvrages sur l'art africain ou sur des architectes internationaux. » Titulaire d'un master spécialisé en stratégie numérique et management de projet, Sally Alassane Thiam aime préciser qu'il s'est construit tout seul : « J'ai grandi au Sénégal. Enfant,

« L'Afrique doit retrouver son rayonnement culturel dans le monde. Non seulement elle a été pillée, mais on nous a trop longtemps dénigrés. »

je tapais dans la balle avec les copains du quartier Sicap, puis on m'a envoyé faire une partie de ma scolarité au village, à Ourossogui, tout au nord en pays pulaar. C'était dur, car j'étais loin de mes parents, mais c'est ainsi que j'ai baigné dans la culture traditionnelle et que j'ai pris le virus du patrimoine. »

À 18 ans, bac en poche, Sally Alassane Thiam quitte le Sénégal. Direction la France pour suivre des études supérieures en marketing numérique. Il demande à ses parents de ne plus le prendre en charge. Il enchaîne les petits boulots pour financer ses études. L'un de ses plus proches amis, Elzo Jamdong, aujourd'hui célèbre rappeur dakarois, n'a pas oublié : « On était colocataires à Poitiers. Il relisait les textes de mes chansons et me faisait des retours constructifs. Mais il fallait bosser pour remplir le frigo. Et Sally s'est toujours battu, pas que pour lui, pour les autres d'abord. Je me souviens du moment où il a commencé un stage à la mairie de Poitiers, lorsqu'il a rencontré le maire. Il lui a aussitôt mis la pression pour aider davantage les étudiants, les gens du quartier où l'on vivait. Il était déjà, un peu comme moi, le porte-parole des sans-voix. Sally a des convictions profondes, il est entièrement dévoué à l'Afrique. » Alassane Thiam, son père, nommé par Senghor lui-même inspecteur général des monuments en Afrique, acquiesce avec fierté : « Mon fils est un jeune de sa génération, décomplexé, sérieux et plein de vitalité. Il a la fibre culturelle, il œuvre pour le continent. »

« Monsieur Patrimoine », comme certains le surnomment avec humour, a été récompensé du prix du Best African Young Leader 2021. De plus, Sally Alassane Thiam signe ce mois-ci son premier livre : *La Renaissance du patrimoine africain*. Un essai en partie autobiographique tourné vers la jeunesse africaine où il explique que « l'African attitude » va remplacer la désuète « négritude » de ses pairs. « L'universalisme, je l'ai dans le sang », précise-t-il, « mais l'Afrique doit faire partie de cet univers ! » ●



Tribune

Ousseynou Nar Guèye
Éditorialiste sénégalais, fondateur du site Sentract.sn

Retraités contre services fiscaux, le match est lancé

Pape Assane Camara, 66 ans, retraité, a été cadre pendant vingt-trois ans dans une multinationale dakaroise de l'agroalimentaire. Il touche une pension équivalente à 300 euros par mois. Quand il a fini de payer son électricité, son eau et sa nourriture, il n'a plus rien. Il a pourtant trois enfants à charge qui vivent avec lui et qui étudient encore. Il a la chance de posséder sa maison, à Guédiawaye. Comme beaucoup de retraités, il a construit un étage qu'il habite pour pouvoir louer le rez-de-chaussée de son logement. Ces loyers, compris entre 450 et 900 euros selon les quartiers, constituent des « pensions de retraite » appréciables, assimilables à un salaire de cadre.

Évidemment, il n'est pas question de partager ces compléments avec les impôts. Or le fisc sénégalais ne l'entend pas de cette oreille et a décidé de recouvrer sa part de ces loyers. Les agents des impôts mettent les bouchées doubles en cette année 2022, sillonnant les quartiers et frappant aux portes pour vérifier qui est locataire et qui est loueur. Afin de demander à ces derniers de se conformer à la loi.

« Tout contrat de location d'un bien immobilier doit faire l'objet d'un enregistrement auprès du bureau du recouvrement du centre des services fiscaux territorialement compétents dans le mois qui suit la signature de l'acte », stipule le code des impôts sénégalais. À défaut de respecter ce délai, on encourt des pénalités de 5000 F CFA [environ 8 euros] par mois de dépassement. Les propriétaires de biens locatifs, souvent retraités, ont trimé dur pour les posséder : ils ont dû procéder à des emprunts bancaires, remboursés sur vingt, quinze ou dix ans. Un effort pour lequel ils ont dû se serrer la ceinture, aussi regardent-ils d'un mauvais œil les visées de l'État sur leurs loyers.

Ce qui n'est qu'un juste retour des choses ? En effet, rien, ou pas grand-chose, n'est véritablement fait pour leur assurer une retraite convenable. Le minimum vieillesse est fixé à 35 000 F CFA. C'est ainsi que lors de la visite inopinée d'un agent des impôts, ces retraités propriétaires usent de tous les stratagèmes possibles pour faire passer leur locataire pour un membre de leur famille hébergé gracieusement. Ce qui leur évite d'avoir à déclarer et à faire enregistrer un quelconque contrat de location.

Rien n'est véritablement fait pour leur assurer une pension convenable.

Fraude excusable

Pour cela, ils ont trouvé la parade. Ils présentent une facture d'eau et une quittance d'électricité à leur nom, mais pour le logement loué. En effet, les propriétaires retraités prennent souvent eux-mêmes ces abonnements de leurs locaux en location. Cela a l'avantage de leur éviter qu'un locataire qui libère les lieux s'en aille sans régler les factures. Ils ont ainsi le contrôle.

Avec le soudain réveil des impôts, ces abonnements trouvent une seconde utilité. Il suffit pour les propriétaires de demander à l'agent des impôts de revenir le lendemain et de le recevoir alors dans le logement même du locataire, devenu la veille « neveu » ou « nièce » de circonstance, après que la personne a été mise dans la confidence de cette fraude somme toute excusable.

L'élargissement de l'assiette fiscale est encore un long chemin. Les retraités propriétaires sont prêts à ne pas le faciliter. Si, sous d'autres cieux, on a pu dire que « la vieillesse est un naufrage », au Sénégal, on affirme que « le grand âge est une noblesse exempte de devoirs ». ●

africanews.

le seul média d'information panafricain multilingue



BUSINESS AFRICA

Rendez-vous **tous les jeudis**
à partir de 21h10 WAT,
avec notre **programme d'information économique africaine et internationale,**
présenté par Laetitia Ruth Lago, Ronald Kato & Afolake Oyinloye.

Disponible sur : CANAL+ chaîne #173 - DStv chaîne #417 - zap chaîne #143

contact régie publicitaire : advertising@africanews.com

AVIS DE PRÉQUALIFICATION

SOCIÉTÉ DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (SIRAT SA) FINANCEMENT, FOURNITURE, POSE ET EXPLOITATION DE LAMPADAIRES SOLAIRES POUR L'ÉCLAIRAGE DES COMMUNES DU BÉNIN (LUMIÈRE DU BÉNIN)

Référence SIGMAP : F _PVTD_59517
Avis n°: AP N°02/2022/PRMP/SIRAT/SAH/EMO/OAB/BKO/FAG/ du 02 juin 2022

1. Le présent Avis de Pré-qualification fait suite à la publication du Plan de Passation des Marchés Publics révisé sur le portail des marchés publics (www.marchés-publics.bj), le 22 février 2022.

2. Le Gouvernement du Bénin ambitionne d'améliorer le bien-être de tous les Béninois avec comme vision un développement inclusif et durable articulé autour de villes résilientes et sûres. L'ambition est de parvenir à un aménagement équilibré du territoire, à l'amélioration progressive mais effective du cadre de vie des populations.

3. Pour y parvenir, le Gouvernement a initié à travers son Programme d'Action 2021-2026 (PAG 2) d'importants projets à portée nationale. On peut citer entre autres le financement, la fourniture, la pose et l'exploitation de lampadaires solaires pour l'éclairage des communes du Bénin (LUMIÈRE DU BÉNIN) qui est inscrit dans le **pilier 3 « Accroître durablement le bien-être social des populations ».**

4. Le projet Lumière du Bénin consiste à éclairer par des lampadaires solaires photovoltaïques de dernière génération l'ensemble des soixante-dix-sept (77) communes du Bénin sur plus de 1 500 km de voiries. Il concerne également l'éclairage des sites de péage et de péage/ pesage situés dans les localités de: EKPE, AHOZON, GRAND POPO, HOUEGBO, KPEDEKPO, DIHO, SIRAROU, PREKETE, BIRO et LIBOUSSOU

5. La Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire (SIRAT SA) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour le financement, la fourniture, la pose et l'exploitation de lampadaires solaires pour l'éclairage des communes du Bénin (LUMIÈRE DU BÉNIN) répartis en deux (02) lots comme suit :

- **Lot 1 :** Eclairage des communes des départements du Zou, Collines, Atacora, Donga, Borgou, Alibori.
- **Lot 2 :** Eclairage des communes des départements de l'Ouémé, Plateau ; Mono, Couffo, Atlantique, Littoral.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire (SIRAT SA) ; représentée par Monsieur **Emile C. MONLANDJO, Personne Responsable des Marchés Publics à l'adresse électronique : prmp@sirat.bj** et prendre connaissance à titre gratuit des documents de préqualification à l'adresse mentionnée ci-après : Immeuble SCI Trait d'Union, abritant le siège de la Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire (SIRAT SA), au Secrétariat Permanent de la PRMP, 4ème étage bureau B 57 , Von Obama Beach, Quartier Ahwanlèko Plage ; 04 BP 1109 Cotonou Bénin Tél : +229 21 60 45 45 / 95 14 71 58, **de 08h30 à 12h30 minutes et de 14h00 à 17h30 minutes.**

7. Les exigences en matière de qualification sont:

7.1 Exigences techniques et expériences.

a) Expérience de marchés de fournitures et pose à titre de Fournisseur / installateur (titulaire ou sous-traitant) de lampadaires au cours des cinq (05) dernières années qui précèdent la date limite de dépôt des soumissions (2021, 2020, 2019, 2018 ,2017) et de l'année en cours ;

b) Avoir effectivement exécuté en tant que Fournisseur / installateur de lampadaires solaires photovoltaïques, titulaire ou sous-traitant au moins un (01) marché au cours des cinq (05) dernières années (2021, 2020, 2019, 2018, 2017) et de l'année en cours qui a été exécuté de manière satisfaisante et terminé, pour l'essentiel, et qui est similaire aux fournitures proposées avec les valeurs suivantes:

- Pour le lot 1 : au moins quinze (15) milles lampadaires solaires,
- Pour le lot 2: au moins quinze (15) milles lampadaires solaires, soit trente (30) mille lampadaires pour soumission aux deux (02) lots ;

c) Avoir eu l'expérience dans l'installation de monitoring à distance pour la gestion intelligente des quantités de lampadaires solaires indiquées au point b) ci-dessus;

d) Fournir la preuve (cv diplôme et attestation de travail) à travers une déclaration indiquant l'effectif du personnel clé pour la réalisation des prestations

e) Fournir la preuve à travers une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et les équipements techniques pour la réalisation des prestations.

7.2 Exigences financières.

a) Avoir effectivement réalisé au cours des années (2018-2019-2020) ou (2019-2020-2021) un chiffre d'affaires annuel moyen au moins égal à quinze (15) milliards de francs CFA par lot; soit trente (30) milliards de francs CFA pour la soumission aux deux (02) lots.

b) Fournir un plan de financement couvrant l'intégralité des coûts de conception, d'acquisition, de pose ou d'installation et de suivi d'exploitation assorti de la preuve de ses moyens financiers pour l'exécution des prestations. Les soumissionnaires devront présenter une lettre d'intention mentionnant les conditions d'interventions des prêteurs qui les accompagnent. Ces conditions d'intervention seront les seules autorisées à figurer sur le modèle d'affaires (business plan) qui sera obligatoirement présenté par les soumissionnaires. Les lettres d'intention des prêteurs devront à minima détailler les éléments suivants :

- Période de grâce ou de tirage ;
- Durée de remboursement du crédit ;
- Montant financé et pourcentage du projet financé ;
- Taux du crédit proposé ;
- Les garanties attendues du Maître d'Ouvrage ;
- et toutes autres données susceptibles de faciliter l'analyse du prêt.

8. Les demandes de pré-qualification rédigées en langue française devront être déposées en deux (02) exemplaires physiques à savoir un (01) original et une (01) copie, ainsi qu'une (01) version électronique numérisée (scannée) de l'original du dossier de candidature sur clé USB sous le format PDF, le tout dans une enveloppe unique. Les candidatures doivent être soumises à l'adresse ci-après : Secrétariat Permanent de la PRMP, 4ème étage bureau B 57 de l'Immeuble SCI Trait d'Union, abritant le siège de la Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire (SIRAT SA), Von Obama Beach, Quartier Ahwanlèko Plage au plus tard le **Mardi 19 juillet 2022 à 10 heures au plus tard.**
Le défaut de présentation de la candidature, selon les modalités prévues ci-dessus, est éliminatoire.

9. Les demandes de pré-qualification en retard ne sont pas acceptées. Elles doivent porter clairement la mention « **Demande de pré-qualification pour le financement, la fourniture, la pose et l'exploitation de lampadaires solaires pour l'éclairage des communes du Bénin (LUMIÈRE DU BÉNIN)** ».

10. Les demandes de pré-qualification (versions physique et numérisée) seront ouvertes en présence des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis ou de leurs représentants dûment mandatés, à l'adresse ci-après : salle de réunion de la Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire (SIRAT SA), sise dans l'immeuble SCI Trait d'Union, Von Obama Beach, Quartier du Ahwanlèko, **le Mardi 19 juillet 2022 à 11 heures.**

Cotonou, le 02 juin 2022
La Personne Responsable des Marchés Publics de SIRAT SA.
Emile C. MONLANDJO





Avis d' Appel d'Offres International

La Société Immobilière et d'Aménagement Urbain (SimAU) est mandatée par l'État béninois pour la construction d'un Abattoir dans le cadre du Projet de construction du Pôle Agroalimentaire de l'Agglomération du Grand-Nokoué à Abomey - Calavi.
Dans ce cadre, la SimAU sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux critères de qualifications requises pour réaliser le Projet de construction d'un abattoir à Abomey - Calavi, en République du Bénin.
Date limite de dépôt des offres : Mardi 30 août 2022 à 10 heures (GMT+1) au plus tard.
Les candidats intéressés par cette annonce sont invités à consulter l'Avis d' Appel d' Offres Ouvert International complet sur le site : www.simaubenin.com dans la rubrique « **APPEL D'OFFRES** ».
Les soumissionnaires qui le souhaitent, pourront déposer leurs offres en ligne. Les offres seront ouvertes le même jour, le **mardi 30 août 2022 à 10 heures 30 minutes (GMT+1)** et les soumissionnaires qui le désirent sont invités à y assister uniquement par visioconférence.

Cotonou, le 30 mai 2022
Le Directeur Général
Moïse Achille HOUSSOU

ANNONCES CLASSÉES



ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE SÉNÉGAL

SOCIÉTÉ DE GESTION DE L'ÉNERGIE DE MANANTALI

PROJET : PROJET DE RENFORCEMENT ET D'EXTENSION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE DE L'OMVS/MANANTALI II

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL

Objet : Sélection d'une entreprise pour la recherche de financement, les études et la construction de la ligne biterne 225 kV Yelimané (Mali)-Tintane-Kiffa et Tintane-Aioun (Mauritanie)/Projet Manantali II SOGEM/OMVS.

ADDITIF N° 1 -REPORT DE LA DATE DE LA VISITE DE SITES

Anciennes dispositions	Nouvelles dispositions
PREMIÈRE PARTIE-Procédures d'appel d'offres	
IS 7.4 Une réunion préparatoire **aura lieu** aux lieux et dates ci-après: **Lieu : Hôtel IMAN/Nouakchott-Mauritanie** **Date : 24 Juin 2022 Heure : 10 H00 heures précises (Heure de Mauritanie)** Une visite du site **sera** organisée par le Maître de l'Ouvrage aux lieux et dates ci-après : **Lieux : Yélimané (Mali)-Tintane-Kiffa et Tintane- Aioun (Mauritanie)** **Lieu et date de rendez-vous pour le démarrage de la visite :** Kiffa, place de la Willaya, le 20 juin 2022 à 10 heures précises **Dates de la visite :** 20 au 22 Juin 2022 **Date de retour sur Nouakchott :** 23 Juin 2022 **La participation à la visite de site est obligatoire.** **Elle sera sanctionnée par une attestation de participation délivrée par la SOGEM qui fera partie intégrante de l'offre, sous peine de rejet.**	**IS 7.4** Une réunion préparatoire se tiendra, le lundi 25 juillet à **10 H00 heures précises (Heure de Mauritanie),** par vidéo-conférence. Une visite du site **sera** organisée par le Maître de l'Ouvrage aux lieux et dates ci-après : **Lieux : Yélimané (Mali)-Tintane-Kiffa et Tintane-Aioun (Mauritanie)** **Lieu et date de rendez-vous pour le démarrage de la visite : Kiffa, place de la Willaya,** **le lundi 18 juillet 2022 à 9 heures précises.** **Dates de la visite : 18 au 23 juillet 2022** **Date de retour sur Nouakchott: 24 Juillet 2022** **La participation à la visite de site est obligatoire.** **Elle sera sanctionnée par une attestation de participation délivrée par la SOGEM qui fera partie intégrante de l'offre, sous peine de rejet.**

Cet additif fait partie intégrante du DAO et modifie les passages ci-dessus cités. Toutes les autres clauses et conditions du DAO non modifiées par cet additif n° 1 demeurent inchangées et de stricte application.

Bamako, le vendredi 10 juin 2022
Le Directeur Général de SOGEM
Mohamed Mahmoud SID'ELEMINE

Retrouvez toutes nos annonces sur le site :
www.jeuneafrique.com

Produtia
GREEN ENERGY SOLUTIONS
FABRICANT
Chambre Froide Solaire
Production de froid grâce au soleil
Alimentaire
Industrie
Pharmaceutique
Produtia
+33 (0)6 36 10 81 31 +33 (0)4 28 04 09 51 info@produtia.com www.produtia.com



Banque des États de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés n°02

Appel d'offres international ouvert n°77/BEAC/SG-DPMG/AOIO/Bien/2022 du 16 juin 2022 pour la fourniture et l'installation de bornes anti-franchissement

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage, sur ressources propres, **d'acquérir des bornes anti-franchissement pour la sécurisation des abords de ses Services Centraux.** A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises intéressées peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous les jours ouvrés entre 9 heures et 14 heures.

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
Direction Générale de l'Exploitation – CGAM, 14ème étage, porte 1412
✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun
☎ : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452, 5431, 5412 ou 5402
🖷 : (+237) 222 23 33 29
@ : cgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA.** Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC, à l'exception du Bureau de Paris.

Les entreprises s'étant acquittées des frais de soumission, sont tenues d'effectuer la visite de site qui se tiendra le **jeudi 30 juin 2022 à 10 heures.**

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DAO et d'un montant forfaitaire **d'un million (1 000 000) FCFA,** devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le **jeudi 28 juillet 2022 à 12 heures précises.** Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
BUREAU D'ORDRE 15ème étage, porte 15.01
✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en **deux phases.** Les plis administratifs et techniques, le **jeudi 28 juillet 2022 à 13 heures** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis financiers, à une date qui sera communiquée ultérieurement. Les séances d'ouverture se tiendront par visioconférence en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Yaoundé
Le Président



Africa CDC
Saving Lives and Livelihoods Initiative
Recruitment

VACANCY ANNOUNCEMENT

92 POSITIONS LOCATED IN ADDIS ABABA, ETHIOPIA; LIBREVILLE, GABON; NAIROBI, KENYA; ABUJA, NIGERIA; LUSAKA, ZAMBIA.

The Africa CDC is Africa's first continent-wide public health entity and envisions a safer, healthier, integrated, and stronger Africa, where the Member States are capable of effectively responding to outbreaks of infectious diseases and other public health threats. Administratively, Africa CDC is designed to operate a decentralized model that allows it to work with National Public Health Institutes (NPHIs) of AU Member States, through five Regional Collaborating Centers located in Egypt, Gabon, Kenya, Nigeria, and Zambia, for the Northern Africa, Central Africa, Eastern Africa, Western Africa, and Southern Africa regions respectively.

In partnership with the MasterCard Foundation, Africa CDC will implement the Saving Lives and Livelihoods Initiative (SLL), which aims to strengthen Africa's public health institutional capabilities to detect and respond quickly and effectively to disease outbreaks and other health burdens through an integrated network of continent-wide preparedness and response, surveillance, laboratory and research programs. Working collaboratively with the African Field Epidemiology Network (AFENET), Africa CDC is inviting applicants who are citizens of African Union member states for fixed-term posts for 92 positions to staff the SLL Initiative, based at Africa CDC's Headquarters and in the Regional Collaborating Centres (RCCs).

This recruitment effort is being led exclusively by Oxford HR. To find out more about the job specifications and the location of the roles, please visit Oxford HR's website at

http://afenet.oxfordhr.co.uk



LUXDEV, L'AGENCE LUXEMBOURGEOISE POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT, RECRUTE AU NIGER.

Dans le cadre de son nouveau Programme indicatif de coopération (PIC IV 2022-2026, d'une enveloppe indicative de 144 M EUR) qui débutera au second semestre 2022, LuxDev recrute des gestionnaires de projets/programmes de développement et des experts ou expertes dans les secteurs suivants :

- eau, hygiène, assainissement ;
- gestion des finances publiques ;
- emploi et employabilité des jeunes et des femmes ;
- éducation et formation professionnelle et technique.

Pour plus de renseignements : **careers.luxdev.lu**

HTG INDUSTRY SAS FRANCE
A MEMBER OF STM GROUP

HTG
STM GROUP INDUSTRY
Un souffle d'avance

LIGNES COMPLÈTES DE SOUFFLAGE ET DE REMPLISSAGE POUR BOUTEILLES EN PET, CANETTES ET BOUTEILLES EN VERRE

APPLICATION
Eau plate, jus, boissons gazeuses, lait, huile végétale, produits chimiques et brasseries clé en main.

CADENCE
1,000 BPH à 24,000 BPH

FABRICATION EUROPÉENNE
Machines tropicalisées garanties 3 ans
Service après-vente local assuré

Adresse
42 AV FOCH, 60300 SENLIS, FRANCE

Visitez pour plus d'informations:
www.htgindustry.com

Téléphone
+33 (0) 344 265 893

Contact
contact@htgindustry.com

CANAL+

30 ANS



VOUS N'AVEZ PAS FINI D'ETRE SURPRIS !

CANAL+ INTERNATIONAL S.A.S AU CAPITAL DE 3 912 064 € 592 033 401 RCS NANTERRE

Le tour de la question

Rwanda-RD Congo La guerre peut-elle encore être évitée ?



Manifestation dénonçant « l'agression rwandaise », à Goma, le 15 juin.

MICHEL LUNANGA/AFP

Depuis novembre 2021, la résurgence du M23 dans le Nord-Kivu suscite des interrogations sur le rôle du Rwanda auprès de cette rébellion défaite en 2013. Si pour nombre d'officiels militaires congolais le soutien de Kigali ne fait aucun doute, la RDC a tardé à prendre clairement position. Ce n'est qu'à partir d'avril, avec l'intensification des combats entre l'armée congolaise et le M23, que Félix Tshisekedi a durci son discours vis-à-vis de ce voisin dont il s'était progressivement rapproché depuis son arrivée au pouvoir. Les deux pays s'accusent désormais mutuellement de bombardements. Le Rwanda, qui nie son rôle auprès du M23, affirme que les FARDC collaborent avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe armé fondé par d'anciens cadres du régime génocidaire ayant fui au Congo à partir de juillet 1994. Jamais, depuis l'arrivée au pouvoir de Tshisekedi, en 2019, la situation entre les deux pays n'avait été aussi tendue.

Le sujet n'a pas manqué de faire réagir nos lecteurs. Commentant un de nos articles, l'un d'eux exhorte « la RDC, le Rwanda et l'Ouganda [à] dialoguer avec leurs rébellions respectives ». « Les différentes discussions ne se font pas sur fond de vérité. Il y a des non-dits et des secrets de polichinelle », écrit un autre internaute.

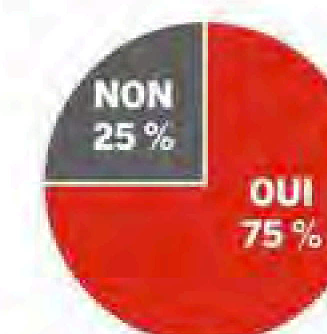
Relents xénophobes

Sur le terrain, la prise par le M23 de Bunagana, ville stratégique près de la frontière ougandaise, le 13 juin, pourrait marquer un tournant. Au sein de l'opinion congolaise comme au sein de l'opinion rwandaise et sur les réseaux sociaux, où l'on s'affronte avec les hashtags #Rwandaiskilling et #DRCkillingitself, la situation n'est pas davantage apaisée. Le discours aux relents parfois xénophobes contre « l'agresseur rwandais » s'est intensifié. Face à une situation hautement inflammable, la communauté internationale peine à imposer une médiation, malgré les efforts du président angolais João Lourenço.

Romain Gras

Paroles d'abonnés

En rachetant Bolloré, MSC est devenu le premier armateur mondial. Cette nouvelle donne dans la logistique est-elle positive pour l'Afrique ?



OUI : *Il faut de la concurrence dans tout secteur d'activité pour garantir aux clients une meilleure qualité de service à des prix compétitifs. Le plus souvent, les situations de monopole ne le permettent pas.*
Guy Fokou
Nigeria

NON : *C'est certainement bénéfique en matière d'économies d'échelle et de visibilité de l'Afrique dans la* supply chain *mondiale, mais il faudra veiller au respect des règles de concurrence.*
Michel Sauboin
Belgique

NOTRE RÉPONSE

Le rachat de Bolloré Africa Logistics (BAL) par MSC pourrait enclencher un cercle vertueux pour l'économie africaine. Grâce à l'amélioration de sa desserte maritime, le continent sera mieux connecté au marché mondial, à des tarifs portuaires moindres en raison de l'augmentation des volumes conteneurisés.
Les exportations africaines deviendraient alors plus compétitives à l'international, soutenant ainsi à plus long terme l'industrialisation du continent.

Ce jour-là…

1er juillet 1962
L'Algérie conquiert sa liberté

Le jour du référendum d'autodétermination, **Josette Ben Brahem** (alias Josette Alia) sillonne Alger, déjà en liesse. Extrait de son reportage, publié dans JA.

Les bureaux de vote vont fermer. Très âgé, tout cassé, un vieux général suit la rue de l'Aletti et se dirige vers le front de mer. Il a sorti un uniforme bistre, trop grand. L'uniforme des grands jours. Il a mis toutes ses décorations, des médailles sur plusieurs rangs, et bien enfoncé son képi de velours. Devant le bureau où les Européens votent encore, il s'est arrêté un moment, sévère. Puis il est reparti, les gants blancs à la main. Dans le soir qui tombe on le voit s'avancer dans une rue puis dans une autre, calmement. Enfin la silhouette tremblotante disparaît comme une ombre blanche.

C'était un dimanche de juillet. Rue de la Lyre, rue de Chartres, la grande joie enfin s'épanouit. Un remous s'est formé dans la foule sans qu'on sache pourquoi… Tout à coup, des hommes, des femmes par centaines se mettent en marche. Sous les lampions et les drapeaux, un flot humain monte. Des bras se tendent, des drapeaux flottent au-dessus des têtes. *« Tahia el-Djezaïr ! »* (« Vive l'Algérie »). Un seul cri et un seul cœur, la foule roule de plus en plus vite, crie de plus en plus fort. Maintenant tout le monde court vers la route. Les cris des femmes, les mains des hommes, tendus vers le seul *« Tahia el-Djezaïr »*.

Calots verts

Une nouvelle Algérie est née, la fête maintenant peut commencer. *« Tahia el-Djezaïr ! »* Des milliers de cris, des milliers de voix. Des voitures qui passent à toute volée, des drapeaux claquant, les avertisseurs qui déchirent l'air. Crissements de pneus. Hurlements pointus des enfants accrochés



On danse le twist. Eh oui, on twiste un drapeau à la main : pourquoi pas ?

par grappes à tous les véhicules. Pendant des heures, la grande ronde de la manifestation s'est déroulée sur les places, dans les rues, répandue dans Alger tout entière remuée. Sous le soleil de midi, la joie s'échauffe vite. Aux carrefours, l'ALN apparaît, mitraillette au poing et canalise la foule. Qu'importe. Cette joie est bon enfant et sans agressivité. Des jeunes filles en calots verts grimpent sur les camions. Des chargements hurlants se déversent partout. Au rythme lancinant de *« Tahia el-Djezaïr ! »* ou *« Allah yarham ech-chouhada »* (« Dieu ait l'âme des martyrs »), on danse le twist. Eh oui, on twiste un drapeau à la main : pourquoi pas ? L'essentiel n'est-il pas de crier, de danser, de sauter, de faire éclater enfin tous les carcans et toutes les contraintes ? Oui, criez, criez encore, criez qu'on est libre ! Dans une grande débauche de drapeaux flottant bien haut, dans un grand mouvement de tout un peuple, tout le jour et toute la nuit !

Peu à peu, dans la ville submergée par les cris, la manifestation prend son sens. C'est comme dans la rue d'Isly, cette famille enivrée : un vieux bédouin loqueteux, sa femme, les quatre filles en vert et blanc se reposent un instant contre une porte. Des milliers de musulmans qui emplissent les rues à ras bord, ce n'est pas une manifestation, c'est une prise de position et une reconquête sans armes et sans violence. Mais une reconquête tout de même.

Aujourd'hui, les Algériens sont chez eux en Algérie. Finis, les humiliations, les prisons, l'étouffement. Alger ce soir leur appartient. Les drapeaux blanc et vert flottent maintenant au poing du duc d'Orléans tourné vers la Casbah dans un dérisoire geste de conquête. Ils flottent aussi sur Barberousse car aujourd'hui les Algériens sont libres enfin. ●

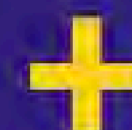
jeune afrique

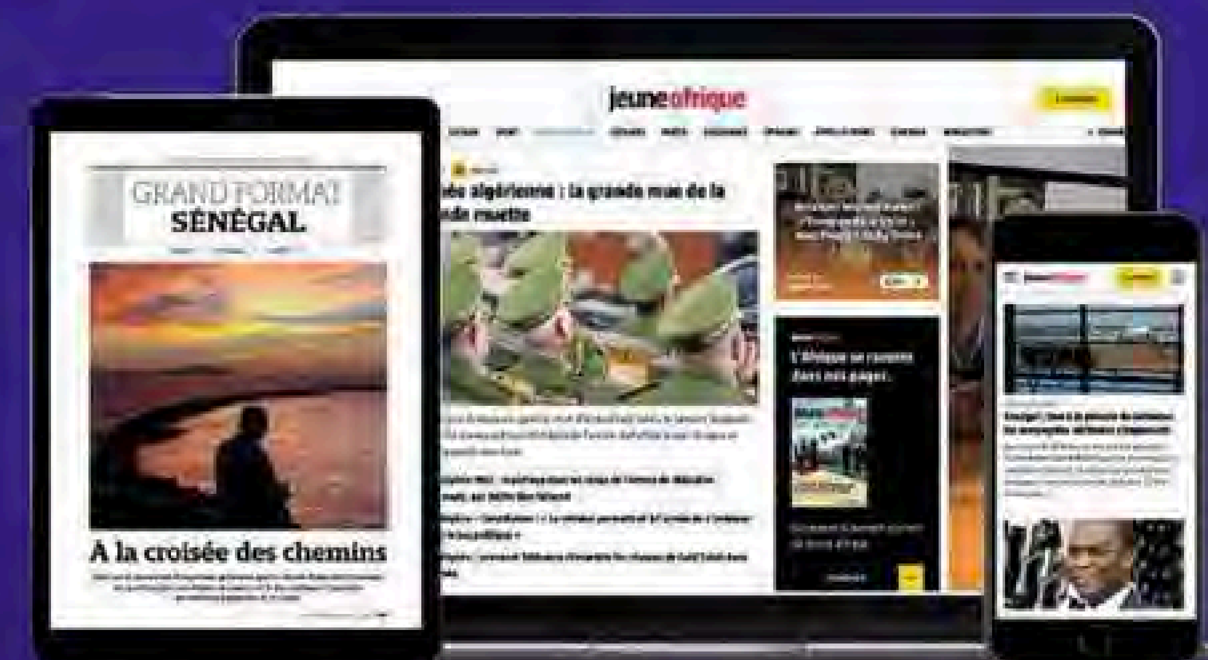
Bien s'informer, mieux décider

OFFRE SPÉCIALE

Offre Print + Édition Digitale 99€* au lieu de ~~129€~~







ABONNEZ-VOUS !

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

*Offre réservée aux particuliers, non-abonnés.

EN SCANNANT LE QR CODE



BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer avec votre règlement à :
Service Abonnements Jeune Afrique - 235 avenue le Jour se Lève - 92100 - BOULOGNE BILLANCOURT - France

❑ OUI, je m'abonne à **Jeune Afrique**

OFFRE SPÉCIALE
Print+Édition digitale - 1 an

France	UE	Reste du monde
❑ 99€	❑ 134€	❑ 139€

contactez-nous au 01 44 30 18 23 ou par mail : mkt@jeuneafrique.com

Mes coordonnées : ☐ Mlle ☐ Mme ☐ M.
Nom* : ………… Prénom* : …………
Société : …………
Adresse* : …………
Code Postal* : ………… Ville* : …………
Pays* : ………… Téléphone mobile* : …………
E-mail* : …………@…………
* Champs obligatoires.

Mon règlement :
Je règle par :
☐ Chèque (joint à l'ordre de JAMG)
☐ Virement bancaire : CIC Paris Étoile Entreprises, 178, bd. de Courcelles, 75017 Paris - IBAN FR76 3006 6109 1300 0202 4790 231

Date et signature obligatoires

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON
Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

www.jeuneafrique.com/abonnements/ +33(0)1 44 70 14 74 abonnement-ja@jeuneafrique.com
Service Abonnements Jeune Afrique Abonn'escient 235, avenue Le Jour se Lève 92100 Boulogne Billancourt



Post-Scriptum
Fouad Laroui

Tintin revient au Congo

« Où sont les lions ? » Ce fut, paraît-il, la première phrase que prononça une célèbre actrice américaine lorsqu'elle descendit de la passerelle de l'avion qui l'avait amenée à Casablanca, dans les années cinquante du siècle dernier.

« Where are the lions ? » L'histoire – la petite – n'a pas retenu ce qu'on lui avait répondu. Ah, si nous avions été là… Les reparties possibles abondent, énoncées avec le plus grand sérieux. « Ils font la sieste, madame. – *Really ?* – Ils font la grève. – *But why ?* – Tartarin de Tarascon les a tous descendus. – *Oh, shocking…* – Ils sont chez le dentiste. – *Poor little beasts…* – Ils sont allés peigner la girafe. » (Celle-là aurait été difficile à traduire en anglais…)

Il est plus probable qu'un officiel marocain bien renseigné lui avait révélé la triste vérité : le dernier lion de l'Atlas fut abattu en 1912, l'année même où la République française imposa son protectorat à un Empire chérifien mal en point. On peut voir dans cette frappante concomitance une sorte d'image ou de métaphore.

Mais c'était dans les années cinquante. Aujourd'hui, les voyageurs sont plus avertis, n'est-ce pas ? Tintin au Congo, c'est fini, n'est-ce pas ? Les préjugés, les caricatures, les appréciations condescendantes, voire injurieuses, tout cela n'est plus de mise ?

Je l'ai longtemps cru. Et puis, un samedi de ce joli mois de juin, j'ai été rappelé à une déconcertante réalité : l'éternel jeune homme à la houppette blonde n'a jamais quitté notre continent. Ou plutôt, il y revient de temps à autre, sous des guises différentes.

Préjugés, caricatures, condescendance, tout cela n'est plus de mise, n'est-ce pas ?

Ce samedi de juin, donc, à Marrakech. Il fait beau – c'est presque un pléonasme dans cette ville – et je me trouve avec un groupe d'auteurs européens de passage dans le royaume. Ils sont tous de bonne compagnie, respectueux du local, curieux, amicaux.

Où sont les voleurs ?

Sauf un. Dès notre arrivée dans la médina, il demande, à la cantonade :

« Où sont les voleurs ? »

Je ne plaisante pas – ce serait de mauvais goût –, je n'invente rien. Sur le coup, je suis choqué mais je ne dis rien. Peut-être ai-je mal entendu ? Mais non. Nous visitons la splendide *medersa* Ben Youssef, puis le fameux « jardin secret », puis le riad Kniza, où nous déjeunons – et l'homme, aveugle à toutes ces merveilles, ne cesse de marmonner : « Où sont les voleurs ? Je n'en ai encore vu aucun… Lui, là-bas, c'en est un ? »

Je sais : si on m'avait raconté cette anecdote, je l'aurais trouvée difficile à croire. On est en 2022 quand même. Marrakech est superbe avec ses larges avenues, ses hôtels de luxe, ses parcs et ses jardins, ses monuments. Le pays est moderne avec ses autoroutes, son TGV, son industrie, ses universités – mais non : Tintin n'a d'yeux que pour ces voleurs invisibles qui semblent l'obséder.

Et puis, mille sabords ! Il y avait des Marocains dans le groupe, c'était d'une monstrueuse indélicatesse de clamer sous leur nez « Où sont les voleurs ? » comme si c'était tout ce que leur pays avait à offrir. L'actrice américaine, tout aussi cruche, avait au moins le bon goût de réclamer des lions…

Je me suis efforcé de rester près d'autres membres du groupe – un Canadien, un Allemand, quelques Français, un Chinois de Singapour – qui semblaient vraiment apprécier la promenade dans Marrakech. Tintin revient toujours au Congo mais il n'est plus le seul visiteur. Heureusement !

Au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Asie



Un environnement propice à l'innovation

Une économie diversifiée
Un hub régional en transports et logistique
Des infrastructures et services aux standards internationaux
De nouvelles offres touristiques








© V. FOURNIER pour J.A. - Droits réservés

Un port d'attache pour les investisseurs



standard
chartered

Le progrès ne doit pas coûter cher à notre planète

C'est pourquoi nous aidons nos clients à changer leur mode de fonctionnement, en mobilisant 300 milliards de dollars pour accélérer la transition vers un monde "zéro carbone".

Pour en savoir plus: **sc.com/hereforgood**

here for
good™